

مكتبة الأناضول

Arts et Spectacles

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14880 - 6 F

JEUDI 9 AVRIL 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOUREN

JAPON

L'Amérique grincheuse

LES campagnes présidentielles américaines ne se ressemblent pas et peuvent par conséquent réserver des surprises. Mais la cursive 1992 s'annonce déjà singulièrement corsée. Un président sortant qu'on disait invincible, en tout cas inexpugnable dans son propre camp, subit jour après jour les avanies d'un concurrent républicain d'extrême droite, l'éditorialiste catholique Patrick Buchanan, qui est apparu comme un excellent révélateur des frustrations de la classe moyenne blanche. M. Buchanan livrera, on peut lui faire confiance au moins sur ce point, un baroud d'honneur qui risque de faire désordre lors de la convention républicaine de Houston cet été.

Chez les démocrates, après l'apparition de l'homme providentiel sous les traits réguliers du jeune gouverneur de l'Arkansas Bill Clinton, le doute s'installe, sournoisement mais sûrement. Ce beau garçon, d'origine modeste, qui s'est fait lui-même et a épousé une jolie femme, laquelle est par ailleurs une des avocates les plus réputées du pays, est-il vraiment le meilleur « présidentiable » que les démocrates puissent proposer à leurs concitoyens ?

LES élections primaires qui avaient lieu mardi aux Etats-Unis ont démontré à la fois la force de MM. Bush et Clinton, désormais de très loin les candidats les plus « vraisemblables » pour le 3 novembre... et leurs faiblesses. Le président sortant est usé, phénomène ultra-classique, par sa très longue carrière politique et la maintien sans interruption depuis 1980 d'un républicain à la Maison Blanche. M. Clinton, qui est certainement un politicien habile, et un personnage attachant et brillant, traîne derrière lui un nombre inquiétant de « casseroles ». M. Bush, qui est tout sauf un tendre, ne sera-t-il pas tanté le jour venu, le plus tard possible bien entendu, de laisser son état-major de campagne faire le « sale travail » et jouer sur ces scandales réels ou supposés pour « détruire » son adversaire ? Il n'avait, après tout, pas agi autrement avec l'informé Michael Dukakis en 1988...

A démocratie consiste parfois, chez les peuples qui la pratiquent depuis des générations, à éliminer celui dont on ne veut pas plutôt que de choisir celui qui a vos faveurs. Les Américains sont d'humeur grincheuse depuis que leur économie est entrée en récession et qu'ils voient les Japonais et les Européens atteindre, voire dépasser leur niveau de vie. Ils aperçoivent apparemment le bout du tunnel sous la forme d'une reprise, d'ailleurs faible et fragile. Mais ils sont échaudés depuis que des voix autorisées du monde des affaires, sans parler des stratèges du Parti républicain, leur annoncent chaque jour depuis un an l'imminence, et parfois même le début, de cette reprise aux allures d'Artésienne. Ils sont fatigués des promesses, et le crédit des hommes politiques, toutes catégories, est au plus bas. L'élection 1992 est peut-être encore plus « ouverte », c'est-à-dire incertaine, qu'elle n'en a l'air.

Lire page 7
l'article d'ALAIN FRACHON

M0147 - 0409 0 - 6.00 F



Un atterrissage forcé dans le désert libyen

M. Arafat est sorti indemne d'un accident d'avion

L'OLP et les autorités de Tripoli ont confirmé que M. Yasser Arafat avait été retrouvé « sain et sauf », mercredi 8 avril, une quinzaine d'heures après l'atterrissage forcé de son avion dans le désert libyen, pendant une tempête de sable. L'appareil, qui transportait douze autres personnes, était parti de Khartoum (Soudan) et se dirigeait vers Tunis où le chef de l'OLP devait présider, jeudi, une importante réunion de l'organisation.

De source officielle à Tripoli, l'appareil transportant le chef de l'OLP, parti de Khartoum au Soudan, a disparu des écrans radar libyens, mardi 7 avril vers 20 h 45 alors que, pris dans la tempête, il approchait de l'aéroport d'Al Sarrah, à environ 300 kilomètres, au sud-sud-est de l'oasis de Koufra. Le représentant de l'OLP au Caire, M. Saïd Kamal, a indiqué que le contact radio avait été perdu après que le pilote eut décidé un « atterrissage forcé ».

L'avion, un bi-turbo-propulseur de fabrication soviétique Antonov-26, enregistré en Guinée-Bissau, avait treize personnes à bord : trois membres d'équipage et dix passagers, dont

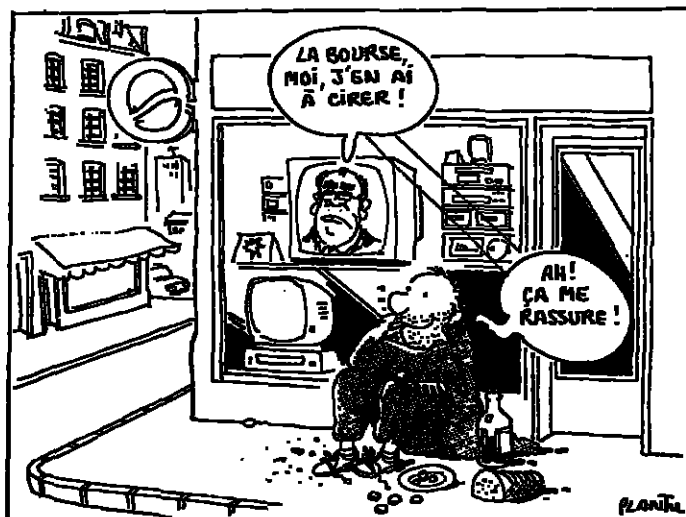
M. Arafat, des secrétaires et gardes du corps. Selon le représentant de l'OLP au Caire, aucun autre haut responsable de la centrale palestinienne ne se trouvait à bord, si ce n'est l'« ambassadeur » de l'organisation en Jordanie, dont la présence n'a pas été confirmée. L'appareil se dirigeait depuis le Soudan vers Tunis, où le chef de l'OLP devait regagner le quartier général de l'organisation, et une escale technique était prévue en Libye sur les bases de Koufra ou Al Sarrah pour faire le plein de carburant.

Lire la suite ainsi que les articles de FRANÇOISE CHÉPAUX et MICHEL DEURÉ page 5

Les objectifs du nouveau gouvernement

M. Bérégovoy veut « décider, expliquer, convaincre »

M. Pierre Bérégovoy a indiqué, mercredi 8 avril, devant le conseil des ministres qu'il donnait pour « guide » à son gouvernement « trois mots : décider, expliquer, convaincre » (lire page 26). La déclaration de politique générale qu'il devait prononcer dans l'après-midi à l'Assemblée nationale devait accorder une large place à la lutte contre le chômage de longue durée, ainsi qu'à la recherche d'une plus grande sécurité dans les banlieues, et proposer des mesures contre la corruption.



Un point de vue de M. Jacques Calvet

Maastricht, le théâtre de l'ambigu page 2

Washington et l'ex-Yugoslavie

Reconnaissance de la Slovénie, de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine page 4

La Côte-d'Ivoire et l'Afrique du Sud établissent des relations diplomatiques

Une première en Afrique page 7

Grève à Air Inter

La moitié des vols supprimés les 8 et 9 avril page 17

Le cinquantenaire des premières déportations

« L'instruction de l'affaire Bousquet avance », nous déclare M. Serge Klarsfeld page 9

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 26

« Le Monde des caricatures », page 22
« Le Monde insolite », pages 23 et 24

L'Europe à cinquante et une vitesses

Les organisations internationales se multiplient pour encadrer la décomposition de l'ancien empire soviétique

par Daniel Vernet

Qu'est-ce que la CEI ? La Communauté des Etats indépendants qui a succédé à l'URSS est-elle une institution simplement destinée à gérer la décomposition de l'empire ou l'ébauche d'une autre union permettant de maintenir sur des bases renouvelées les liens politiques, économiques, culturels, militaires qui existaient jusqu'à la fin de l'année dernière entre les Républiques soviétiques ?

La seconde hypothèse correspond de toute évidence aux vœux des Occidentaux, qui, tout en se félicitant du triomphe de la liberté dans les anciens pays communistes, apparaissent totalement désemparés face à la désintégration du bloc oriental et à la faillite des certitudes sur lesquelles leur diplomatie était fondée depuis quarante ans. Esquissant la future organisation du continent, le chancelier Kohl a décrit l'ex-Union soviétique comme un « espace économique homogène »

appelé à former avec la Communauté européenne « les deux piliers qui soutiendront ensemble l'Europe unique » (1). Vouloir aider les Etats de la CEI dans « leurs efforts en vue d'une véritable intégration économique » est sans doute méritoire, mais c'est faire preuve d'un bien grand optimisme. Car, à entendre les dirigeants des diverses Républiques ex-soviétiques, et en particulier le président ukrainien, M. Kravtchouk, c'est plutôt la première hypothèse qui s'impose.

Lire la suite et l'article de JAN KRAUZE, page 3

(1) A l'occasion du premier Forum international organisé par la Fondation Bertelsmann à Bonn du 3 au 5 avril, et auquel assistaient notamment, outre le chancelier Kohl, MM. Jacques Delors, président de la Commission européenne, Leonid Kravtchouk, président d'Ukraine, Carl Bildt, Felipe Gonzalez, Jan Černogursky, Rüdiger Lubbers, respectivement chefs de gouvernement suédois, espagnol, slovaque, néerlandais, et Bert Scrowcroft, conseiller du président Bush pour les affaires de sécurité.

Le krach au ralenti de Tokyo

La Bourse japonaise a perdu 27,8 % depuis le début de l'année. Cette chute stoppera-t-elle la reprise mondiale ?

par Erik Izreolewicz

Panique à Tokyo et inquiétudes sur les grandes places financières internationales. Alors que la Bourse de Tokyo poursuit, dans un marché très réduit, sa descente aux enfers, les milieux financiers craignent que, par un effet domino, le « krach au ralenti » du Kabuto-cho ne diffuse ses effets à Wall Street, Londres et Paris. Mercredi 8 avril, l'indice Nikkei, le thermomètre de la Bourse tokoyote a encore perdu, comme la veille, 3,5 %. Il a chuté de 27,8 % depuis le début de l'année.

Pour la première fois, la Bourse américaine, jusqu'à présent impassible, semble avoir été quelque peu ébranlée mardi 7 avril. A Paris, l'ouverture se faisait mercredi en baisse de 1,2 %. Rien à voir cependant avec la diffusion instantanée du krach new-yorkais d'octobre 1987. Les difficultés financières actuelles du Japon

pourraient cependant profondément déstabiliser les marchés internationaux de capitaux et fragiliser la reprise qui semble s'amorcer outre-Atlantique.

Jusqu'où ira la chute ? Dès son arrivée à la tête de la Banque du Japon en 1989, M. Yasushi Mieno s'était fixé un objectif et un seul : dégonfler la bulle spéculative boursière et immobilière, qui avait permis à Tokyo de devenir, quelque peu artificiellement, le premier marché boursier du monde, devant Wall Street. A-t-il trop bien réussi ? Celui qui l'on appelle désormais, pour sa détermination à lutter contre l'inflation, le « Paul Volker nippon », a-t-il enclenché une mécanique diabolique ? La bulle s'est dégonflée. L'indice Nikkei est tombé de 38 915,87 le 29 décembre 1989 - son sommet - à 17 175 mercredi.

Lire la suite page 18
et les Marchés financiers, page 20

ARTS & SPECTACLES

■ Les cent cinquante ans de l'Orchestre philharmonique de Vienne. ■ Rock : rencontre avec Curs. ■ Danse : Bill T. Jones et Ralph Lemon invités par le Lyon Opéra Ballet. ■ Théâtre : Jérôme Deschamps à la Grande Halle de La Villette. ■ La sélection de la semaine.

pages 27 à 36

EDUCATION & CAMPUS

■ La réforme du Conseil national des universités. ■ Chronique d'un divorce annoncé à la FEN. ■ M^{me} Marie-Christine Blandin : Verte, prof et présidente de la région Nord-Pas-de-Calais. ■ Les dilemmes de M. Jack Lang. ■ Les portes entrouvertes de l'université hongroise, par Iven Bajomi.

pages 14 à 16

ANDRÉ CHOURAQUI

La reconnaissance

Le Saint-Siège, les Juifs et Israël

Rome-Jérusalem : l'histoire d'un face-à-face. l'espoir d'une réconciliation.

ROBERT LAFFONT

Bercy la forteresse éclatée

M. Pierre Bérégovoy devait présenter les méthodes de travail de son gouvernement, lors du conseil des ministres du mercredi 8 avril, avant sa déclaration de politique générale à l'Assemblée nationale.

Avec la réorganisation du ministère de l'économie et des finances, le premier ministre dispose d'un pouvoir important en matière économique et sociale. La forteresse de Bercy a été éclatée : M. Michel Sapin, le nouveau ministre de l'économie et des finances, a à ses côtés deux ministres à part entière : M. Michel Charasse au budget et M. Dominique Strauss-Kahn à l'industrie et au commerce extérieur.

Lire page 17
l'article d'ALAIN VERNHOLLES

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 160 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2.200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 460 F CFA ; Suisse, 1,50 FS ; USA (continental), 2,50 \$; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2.200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 460 F CFA ; Suisse, 1,50 FS ; USA (continental), 2,50 \$; G.-B., 85 p.

DÉBATS

Europe

Maastricht, le théâtre de l'ambigu

par Jacques Calvet

ANNONCÉ à grands sons de trompe, l'accord de Maastricht a été présenté comme devant résoudre tous les problèmes de l'Europe en général et de la France en particulier. En revanche, on attend toujours une explication claire de son contenu et de sa signification concrète pour l'avenir. Nos dirigeants, sans doute trop occupés, n'ont pas songé à nous la fournir, ou continuent à nous traiter comme des enfants. Une lecture attentive m'amène à une double et triste conclusion : l'accord de Maastricht, qui ne contient pas grand-chose d'utile, est cependant dangereux parce qu'il sous-entend, et il ne répond en revanche à aucun des problèmes de l'heure.

Schématiquement, l'accord innove dans trois domaines d'importance : l'union économique et monétaire ; les nouveaux « piliers » ; les institutions.

L'union économique et monétaire est, de loin, l'innovation la plus importante : c'est un pas de plus dans cette approche sectorielle qui sévit depuis le traité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) et permet aux pays membres de l'Europe de faire de la politique par le biais de l'économie. Je ne m'étendrai pas sur le fond du système qui doit aboutir, comme on le sait, à une monnaie unique gérée par une banque centrale commune, mais me bornerai à quatre remarques :

• La première est que le système monétaire européen actuel a assez remarquablement réussi à assurer la stabilité de la quasi-totalité des monnaies européennes entre elles, et n'a pas exclu, à la différence de la nouvelle approche, de pays importants parmi les Douze.

• La deuxième, c'est qu'on se demande pourquoi on a abandonné à un groupe de fonctionnaires non désignés par le suffrage universel le pouvoir régulier de battre monnaie pour des résultats finalement limi-

tés. Les fluctuations actuelles de l'intérieur du « serpent » rendent, en effet, peu coûteux les frais de change et de couverture à terme, à l'intérieur de l'Europe. Cela représente pour PSA Peugeot Citroën, par exemple, moins d'un demi-million de son chiffre d'affaires. Le nouveau système n'a donc pas grand intérêt pour les entreprises ; en revanche, il n'améliore en rien le vrai problème monétaire du moment : les fluctuations du dollar et du yen vis-à-vis des monnaies européennes.

• La troisième est l'aliénation économique et financière que constitue la séparation d'un moyen d'action — la monnaie, confiée à une banque centrale — des autres — fiscalité, politique de la dépense. A-t-on vu un orchestre dont le chef pourrait commander les cuivres alors que les vents lui échapperaient ? Veut-on favoriser ainsi un monétarisme générateur de taux élevés, de récession et de chômage ?

• La quatrième est qu'on ne peut s'empêcher de s'interroger sur l'irréversibilité de la décision dont se sont tant vantés nos négociateurs. Cet engagement présenté comme formel est assorti d'un horizon bien lointain — alors que tant de gens frappent à la porte de la Communauté — puisqu'il pourrait aller jusqu'à 1999. Il est surprenant de n'avoir prévu, d'ici là, aucune étape intermédiaire, sinon institutionnelle. Tout cela fait naître des doutes sur le réalisme du système, et les contestations qui se lèvent en Allemagne ne sont pas pour rassurer.

Le double risque du droit de vote

La précision minutieuse, car sans doute inégale, de l'aspect monétaire de l'accord rend, par comparaison, les quatre nouveaux « piliers » d'un flou archaïque.

• La politique extérieure et de sécurité commune (PESC), médiocre réécriture du plan Fouchet, institutionnalise la « coopération politique », c'est-à-dire les innombrables rencontres des diplomates européens, qui ont sans doute développé la connaissance des positions mutuelles mais n'ont jamais abouti à quoi que ce soit de tangible. La politique extérieure et de sécurité, la PESC, aurait-elle modifié la pitoyable prestation de l'Europe au moment de la crise du Golfe ?

• La coopération intérieure et judiciaire est une conséquence imprévue de l'acte unique de 1985, étape antérieure de la « construction de l'Europe » : en supprimant les frontières, on a surpris du même coup, et apparemment à l'évidence, les contrôles touchant les armes, les œuvres d'art, la drogue ou l'immigration clandestine. C'est pourquoi, avec les accords de Schengen, une coopération étroite a été mise en place en particulier entre les services de police des différents États sans harmoniser pour autant les législations. Un pouvoir régulier essentiel disparaît, et j'ai, personnellement, quelque doute sur l'efficacité des procédures de substitution. Que survienne une nouvelle « rue de Rennes », que l'opinion découvre que le pouvoir s'est rendu impuissant, et c'est l'Europe qui vole en éclats.

• La troisième avancée est présentée comme grandiose : c'est la citoyenneté européenne. Tout Européen aura désormais le droit de voter et d'être élu aux élections locales de son pays de résidence. J'ai peine, pour ma part, à ne pas ranger ce nouveau gadget au magasin des accessoires mineurs de la politique intérieure à moins qu'il ne s'agisse d'amorcer coûteusement la disparition « annoncée » de la France, car dans ce cas la responsabilité du pouvoir en France ne serait plus clairement qu'il ne croit plus dans le pays qu'il est censé diriger.

Ce droit de vote présente dès lors un double risque : un risque de dérapage aboutissant à étendre le droit de vote aux immigrés n'appartenant pas à la Communauté européenne, et de façon plus générale, un risque de dilution symbolique de l'identité nationale. Tout cela peut mener à renforcer les affrontements entre les hommes et les femmes vivant en France et à faire naître une forte et effrayante xénophobie.

• Enfin, le quatrième pilier est formé d'un ensemble un peu hétéroclite qui joue au traité de Rome les réseaux trans-européens, la protection du consommateur, une volonté de politique sociale améliorée... Je mets à part le titre 14, qui, en quelques lignes, fait mention, pour la première fois, d'une politique industrielle. Et enfin, et heureusement, la nécessité d'un environnement favorable aux entreprises, mais ces bonnes intentions sont immédiatement atténuées, voire annulées, par le rappel de la prééminence de la politique de concurrence, telle qu'un Leon Brittan la conçoit.

Concernant les institutions, je suis plus embarrassé pour décrire les innovations du traité de Maastricht. Elles sont, en effet, ambiguës et parfois même contradictoires. Il est clair, à tout le moins, qu'elles aggravent le caractère technocratique qui domine depuis trente ans la construction européenne. Quatre points sont à relever.

Une approche technocratique

• A l'approche totalement fédérale et bureaucratique dont procède la création de l'Union économique et monétaire tout entière dans la « construction européenne », s'oppose celle de tous les autres chapitres de l'accord, où l'intergouvernemental est la règle. On y voit même apparaître une notion de bon sens, le principe de « subsidiarité », qui voudrait qu'on ne traite à Bruxelles que ce qui ne peut être fait au niveau des États.

• Ce principe de la « subsidiarité » qui donne le droit à la Grande-Bretagne de rester à l'écart tant en matière sociale que pour l'union économique et monétaire ? N'y a-t-il pas là plus qu'un symbole de la désunion des Douze ? Ne cherche-t-on pas à maintenir par des contorsions invraisemblables une unité de façade pour une Europe qui n'existe déjà plus.

• Le principe du vote à la majorité qualifiée étend son domaine. C'est la suite logique de l'expansion suscitée par la tendance de certains États à monnayer systématiquement leur accord. Ce principe fait une apparition remarquée, quoique imprécise, en matière de

politique étrangère, où l'on décide à l'unanimité de ce que l'on peut décider à la majorité. Notre politique étrangère pourrait donc parfois être dictée par une majorité de renouveau d'États dont la plupart n'ont depuis longtemps plus d'action en ce domaine ? Ou alors serait-ce la France qui, n'ayant plus de politique étrangère, n'aurait plus rien à craindre d'une harmonisation ?

• Enfin, la dernière évolution concerne les pouvoirs du Parlement à qui est chichement offert un droit de veto pompeusement nommé « codécision », au terme d'un processus invraisemblable de complexité. C'est pourtant de trop dès lors que la démocratisation des institutions européennes — exécutif, judiciaire et législatif — n'est pas réalisée. La vraie souveraineté doit être, en termes législatifs, celle des Parlements nationaux, comme, dans l'exécutif, celle des gouvernements nationaux.

Au terme de cette analyse, je conclus donc : beaucoup de bruit sur de fausses victoires, mais peu de bruit sur de réels dangers, et d'abord sur la disparition acceptée et programmée de la France au profit d'une bureaucratie supranationale. Inutile et dangereux, donc, l'accord de Maastricht, comme son frère aîné, l'acte unique, ne répond en outre à aucun des problèmes essentiels qui se posent à nous, Français, dans le monde, en Europe comme en France.

En effet, dans le monde, la chute de l'empire soviétique, si elle a fait disparaître une menace directe sur l'Europe, en a révélé d'autres, plus insidieuses mais tout aussi réelles. L'Europe est, aujourd'hui, menacée par la suprématie politique et militaire des États-Unis. La disparition du deuxième Grand donne désormais aux Américains une souveraineté sans partage qui cache la dégradation de leur puissance réelle. Ce n'est pas la politique extérieure et de sécurité commune qui s'opposera à la « pax americana » dans le Golfe et maintenant au Proche-Orient. Ce n'est pas l'union économique et monétaire qui remettra en cause un OTAN devenu, à court terme au moins, décadent. Ce n'est pas la Communauté, « chèvre de M. Seguin », qui tiendra longtemps tête à cette Amérique à peine masquée qu'est le GATT.

De même apparaît une nouvelle puissance économique aux fondements socioculturels si différents de ceux de nos sociétés occidentales et aux appétits sans limites, le Japon.

Dans ce cas, comme dans le précédent, l'Europe paraît comme frappée de terreur : elle ne songe qu'à détruire ses propres défenses, à protéger de sa bonne foi, à faire oublier son existence. Alors que le marché automobile américain nous donne un exemple en vraie grandeur de la capacité de destruction japonaise, la Communauté nous persuade qu'il nous faut mourir pour notre bien !

Esprit de capitulation

Face aux manipulations calculées du yen, quelle solution apporte la future union monétaire si chèrement payée en termes de souveraineté ? Aucune ! Le monde n'est pas, comme le croient les apôtres du traité unique, un havre de paix, et d'équilibre, et ce que je lis en filigrane dans l'acte unique et dans le traité de Maastricht, c'est une totale incompétence vis-à-vis des réalités, ou, pis, un esprit de capitulation qui nous ramène à la fin des années 30.

Le nouveau traité répondrait-il mieux aux trois problèmes internes principaux auxquels l'Europe a à faire face ?

• D'abord, il faut mettre nos industries en position de répondre aux défis du monde économique d'aujourd'hui non point en les « protégeant » mais en leur permettant d'organiser, comme le font les autres, leur défense. Il faut, pour cela, une politique industrielle européenne réelle, et non un avatar de la politique de concurrence qui est sa dégradation même. C'est cette politique de concurrence aussi néfaste que désuète qu'il faut remettre en cause.

En complément, il faut adopter une politique européenne d'aménagement du territoire, évitant qu'un seul pays n'attire à son profit, avec force subventions, des industries japonaises qui créent le chômage dans le reste de l'Europe. Elle doit, au contraire, renforcer les points forts de l'Europe sans négliger une mise à niveau nécessairement progressive et longue des points plus faibles.

• Le deuxième problème réside dans la désunion croissante des nations européennes. Que doivent faire les autres membres de la CEE à l'égard d'une Allemagne désormais consciente de sa puissance ? Certainement pas tenter de l'englober dans les rets du fédéralisme, en croyant naïvement que nos abandons de souveraineté seraient compensés par ceux « infidèles » aux autres pays et notamment à nos amis d'outre-Rhin. Quand le président de la République comprendra-t-il que c'est sa propre faiblesse, et donc celle de la France, qui fait la première force de l'Allemagne ? Que faire également face au nihilisme de la Grande-Bretagne, qui veut bien recevoir des usines japonaises les « transplants » de l'acte unique, mais n'accepte pas de donner pour l'union économique et monétaire ou la politique sociale ? Que faire devant l'individualisme à courte vue de certains plus petits pays ?

L'élargissement inévitable

La réponse ne se trouve ni dans un fédéralisme aussi affirmé qu'ambigu ni dans une technocratie irresponsable et coupée des réalités. Et, s'il n'y a pas de réponse alternative, faut-il continuer de bâtir la présente Europe ou faut-il en imaginer d'autres ?

• Le troisième problème est peut-être le plus grave : l'Europe des Douze est entourée par d'autres pays européens, des plus riches aux plus démunis, qui frappent aujourd'hui à sa porte. Bien qu'elle les ait, à Maastricht, superbement ignorés, elle ne peut se soustraire à cet appel, et ce n'est pas la « confédération européenne » qui donnera le change. L'élargissement va se faire, sous une forme ou sous une autre, et plus rapidement qu'on ne croit. Une Communauté à vingt-cinq, devenue ingérable, détruira cette Europe que nous cherchons à bâtir depuis trente-cinq ans et qui mourra victime de ses égocismes et de ses utopies. Peut-être pourrions-nous repartir sur des bases plus saines : une Europe plus réduite, ou à plusieurs vitesses, qui, d'ailleurs, transparaît curieusement dans les conditions trop sévères mises à la réalisation de l'union économique et monétaire, qui en fait un club de happy few. Mais quelle peur se cache derrière ce « club de happy few » ?

Et les problèmes français ? Une part importante de responsabilité de la déliquescence de l'Europe revient à la France : sa voix est moins entendue à Bruxelles, car elle n'ose plus se faire entendre. On mesure mal la régression inévitable de notre place, qui fut, si longtemps, la première en Europe. La comme ailleurs, nous n'avons plus rien à dire : nous nous sommes réfugiés, avec trente ans de retard, à l'idée de l'Europe à laquelle personne ne croit plus. Or cette Europe représente, depuis dix ans maintenant, à peu près la totalité du programme de politique extérieure et intérieure du gouvernement. A tout problème, nos dirigeants répondent, comme l'humoriste de l'entre-deux-guerres : « Le traité de Locarno — traduit l'Europe — assurera la paix du monde et le bifteck sera pour rien ».

Certes, les Français, en majorité, se montrent, dans les sondages, « européens ». Mais, ne leur a-t-on pas soigneusement caché ce que signifiait la Communauté européenne telle qu'elle est en train — si l'on ose dire — de se construire ? Et leur offre-t-on une solution alternative, alors qu'ils ont bien conscience de l'affaiblissement de leur pays ? Bref, ils se livrent, ou on les livre, « en greugles à l'Europe qui les entraîne ».

Je suis convaincu pourtant qu'on les trouverait réunis si un programme de redressement national leur était présenté : si, au lieu d'une Europe-alibi, on leur proposait les moyens d'y retrouver leur place réelle c'est-à-dire primordiale. Ces moyens sont simples.

• Que vaut le sérieux financier nécessaire, pratiqué en France, si l'État n'en tire pas les conséquences pour lui-même ? Plutôt que de prêcher aux entreprises la *lean production*, c'est-à-dire la production de qualité au moindre prix que celles-ci appliquent depuis seize ans, l'État ne devrait-il pas commencer à mettre en place une *lean administration* ? Plutôt que de se quereller sur les canaux de la formation professionnelle entre défenseurs de l'éducation nationale et partisans d'une méthode allemande qui n'est pas transposable en France, ne vaut-il pas mieux qu'entreprises et éducation nationale s'entendent dans un partenariat bénéfique ?

• Qui ne voit que les manipulations parisiennes de la police et de la justice n'ont abouti depuis 1981 qu'à un désastre, amenant dans ces grands corps des réactions incontrôlables ? Là aussi, il est à craindre que la fuite en avant européenne ne dissolve un peu plus l'identité de chacun et la claire perception de son rôle.

• Si l'on ne rétablit pas la cohésion nationale au lieu de cultiver, comme on le fait depuis une décennie, les oppositions et les divisions entre les diverses catégories de populations vivant en France, comment peut-on penser régler un problème aussi grave que celui de l'immigration ? Objet de toutes les démagogies, il ne l'est d'aucune politique sérieuse ; il se traite, lui-même, dans les banlieues, et fait, à lui seul, la fortune de l'extrémisme, que l'on dénonce pour mieux l'attiser.

Que l'Etat retrouve sa place

• Il faut aussi que l'Etat retrouve sa place dans le jeu économique, et définisse enfin clairement ce qu'il n'a jamais fait, ses relations avec l'entreprise. Les exemples américain et britannique montrent assez les ravages d'un ultra-libéralisme aveugle et naïf qui se précipite, tentant nos gouvernants en quête de nouvelles certitudes. Le Japon, et surtout l'Allemagne, sont, au contraire, l'exemple dont il faut s'inspirer : eux seuls ont défini une politique de partenariat étroit entre les forces vives de la nation qui, toutes, sont attachées à la même tâche, sans prééminence de l'une ou de l'autre et sans a priori idéologique : la seule valeur, c'est pas le marché, c'est l'expansion qui assure l'emploi.

La France se prépare à propos de Maastricht à un de ces conflits passionnés qu'elle affectionne, depuis la querelle de la CED. Malheureusement, le débat, lancé de façon volontairement confuse, sera rabaisé à des enjeux de politique intérieure politicienne. La réalité est autre.

Maastricht est une auberge espagnole d'où chaque État a rapporté ce qui lui a plu, montrant bien que la construction européenne n'était que de la politique intérieure continuée par d'autres moyens. En France, elle est l'abbé de toutes les carrières de l'État.

Maastricht est une coquille vide ; l'entrepreneur comme le citoyen y cherchent vainement l'amélioration sensible d'une condition désormais menacée par la compétition mondiale.

Maastricht est un sabotage inutile : on renforce un système qui a fait la preuve de son inefficacité et de son absence de démocratie ; on allie pour cela des pans entiers de notre souveraineté, parant sous le nom de réalisme ce qui n'est que médiocrité, courte vue et faiblesse. La France méchante, comme l'Europe, un autre destin.

► Jacques Calvet est président de PSA Peugeot Citroën.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde
PUBLCITE
Jacques Lesourne, président
Michel Cros, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avry
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-62-72-72
Téléc : MONDIPUB 634 128 F
Téléc : 40-62-72-72. Société filiale
de la SARL Le Monde et de Média et Régies Europe SA.

Impression
du « Monde »
12, rue de Valenciennes
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM
Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	460 F	571 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse détaillés en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

201 MOU 01

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Envoyez avec l'obligance d'indiquer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

هنا من الأخبار

مخبر من الأخبار

ETRANGER

Le Monde • Jeudi 9 avril 1992 3

Le différend russo-ukrainien

La flotte de la mer Noire au secours de la réforme économique?

Le ton monte entre la Russie et l'Ukraine, qui ont toutes deux affirmé par décret leur autorité sur la flotte de la mer Noire. D'aucuns soupçonnent M. Eltsine de surenchérir pour obtenir le soutien des députés à sa réforme économique.

MOSCOU

de notre correspondant

La guerre des décrets est arrivée à son terme logique : le président Boris Eltsine a placé mardi 7 avril « sous juridiction » russe la flotte de la mer Noire, flotte que le président Leonid Kravtchouk avait mise la veille sous l'autorité de son propre ministère de la Défense. Cette réponse du berger russe à la bergerie ukrainienne est survenue au terme d'un long crescendo d'avertissements et de contre-avertissements, et de plusieurs mois de négociations infructueuses sur le partage de cette flotte de trois cents navires, pour la plupart assez démodés, et dont l'importance stratégique est moins évidente que sa valeur symbolique.

Au bout du compte, l'avantage reste pour l'instant à la Russie, qui l'avait en fait déjà, puisque le commandement de cette flotte n'obéissait qu'aux ordres de Moscou et ignorait avec dédain les injonctions de Kiev. La croix de Saint-André, le drapeau de la vieille marine impériale russe, devait donc théoriquement être hissé sur les navires en place de l'anachronique emblème de la flotte « soviétique », mais pour le reste il n'y a pas vraiment grand-chose de changé. Le maréchal Chapouchnikov (qui porte toujours le titre lui aussi de plus en plus anachronique de commandant en chef des forces navales de la CEI) est intervenu mardi au Congrès des députés de Russie pour annoncer que les ministères russes des affaires étrangères et de la Défense allaient « engager sans délai des négociations avec le gouvernement ukrainien » au sujet des « conditions du séjour » de cette flotte dans les ports d'Ukraine et du « transfert d'une partie des unités aux forces armées de l'Ukraine ». De la même

manière, le décret du président Kravtchouk évoquait la nécessité de s'entendre sur la liste des navires qui seraient placés sous autorité « temporaire » du commandement de la CEI, et les responsables ukrainiens continuaient à affirmer qu'ils ne revendiquaient pas plus de 30 % de cette flotte. Les Ukrainiens font remarquer à ce propos qu'ils n'émettent aucune revendication à propos des flottes de la Baltique et du Nord, alors même que l'Ukraine, comme les autres ex-Républiques de l'Union, a contribué à leur construction et à leur financement. Bref, chacun proclame toujours sa volonté de négocier, mais en se posant désormais en propriétaire légal.

Le général Volkogonov, conseiller de M. Eltsine pour les questions militaires, expliquait lui-même mardi que seules des négociations pouvaient décider du statut ultime de cette flotte, et que « les mesures unilatérales, qu'elles soient le fait de l'Ukraine ou de la Russie, étaient inadmissibles ». « Inadmissibles » ou pas, elles ont été prises, et qui plus est à un moment particulièrement favorable aux surenchères nationalistes. Les dirigeants de Moscou comme ceux de Kiev doivent faire face aux sévères critiques que suscitent les réformes ou les velléités de réformes économiques, et la tentation est forte de trouver un dérivatif, ou pour le moins de gagner des voix à bon compte. C'est en tout cas de cette manière que M. Galina Starovoltova, pourtant elle aussi conseillère de M. Eltsine, explique le décret du président russe, signé quelques heures après son tour de table économique devant les députés : « Maintenant, Boris Eltsine aura les voix des patriotes au Congrès », a déclaré M. Starovoltova. Elle considère pour sa part ce décret comme néfaste, et propre à « yugoslaviser » les relations entre la Russie et l'Ukraine.

Que M. Eltsine soit critiqué par ses propres conseillers est tout sauf une nouveauté à Moscou, mais, mardi, le président russe s'est tout de même essentiellement occupé de répondre aux reproches de ses adversaires en titre, et plus généralement à tous les députés que le déroulement chaotique de la réforme économique laisse per-

plexes. Il aurait aimé laisser M. Egor Gaidar, son jeune premier vice-premier ministre, monter au créneau, mais les élus l'avaient en demeure de le faire lui-même. M. Gaidar n'est intervenu que plus tard, pour broder, nerveusement et passionnément, sur les thèmes développés par son patron.

« Misère » et « cupidité »

A beaucoup d'égards, le plaidoyer de M. Eltsine avait des allures de réquisitoire : la Russie telle qu'il l'a décrite au terme de six mois de réformes paraît en effet dans un bien piteux état. C'est un pays où le peuple vit dans un état de « misère », ou règne la « cupidité », où la production a chuté, où « la privatisation se fait lentement et monstrosité », et où toutes « les lignes de défense ont été enfoncées », qu'il s'agisse de la protection des couches les plus défavorisées, « de l'éducation, de la science, de la santé, de la culture », sans oublier les « branches prioritaires », comme l'agriculture.

Les nostalgiques de l'URSS qui manifestent régulièrement à Moscou ou ailleurs ne sont guère plus sévères, mais bien entendu ce constat n'empêche pas M. Eltsine de considérer que la voie suivie est non seulement la bonne, mais la seule, celle des « transformations douces », « des réformes progressives », ayant été « fermée » par la faute de ceux qui ont laissé le pays s'enfoncer. Au moins à présent n'en est-on plus à « attendre sans fin » : « les réformes sont en marche », et on voit « leurs premiers résultats, positifs et négatifs ». Et le positif, c'est, entre autres, une certaine stabilisation du rouble, une « politique monétaire et de crédit » qui devient « un facteur de motivation économique », l'ébauche de l'apparition d'un marché, la réduction des dépenses militaires, le soutien et la considération manifestés par l'Occident, et aussi et peut-être surtout le fait que, « si l'on se sert les dents, la population a supporté la libération des prix ».

Cela dit, M. Eltsine a clairement fait comprendre que de sérieux insuffisances seraient apportées à la politique actuelle, sous la forme de crédits à l'agriculture et à

l'industrie, ainsi que d'une baisse et d'une simplification des impôts. Il s'agit d'« enrayer la chute de la production », et également de « peser sur les prix » et de limiter les profits excessifs. Ces correctifs, annoncés pour l'instant en termes très généraux, ne suffiront pas forcément à satisfaire les députés qui avaient proclamé leur intention de mettre en difficulté le gouvernement, et donc M. Eltsine, qui en est le chef en titre. Des pointages réalisés en marge du Congrès indiquent que les députés qui restent résolus à exprimer leur mécontentement l'emporteraient légèrement en nombre. Mais on a du mal à imaginer que ces élus d'une autre époque puissent causer de très sérieux soucis à un homme actuellement sans rival crédible, et qui, contrairement à Mikhaïl Gorbatchev, se sent assez fort pour reconnaître parfois ses propres insuffisances, comme il l'a encore fait mardi.

Il n'empêche que, pour plus de sûreté, M. Eltsine entend tailler une Constitution à sa mesure, qui mette le président, et les réformes à l'abri des vagues parlementaires. Dans les circonstances présentes, « une république de type parlementaire » risquerait de « livrer les pays au chaos des ambitions personnelles et d'ouvrir la voie au séparatisme régional ». Lorsque M. Eltsine ajoute qu'il faudrait « peut-être soumettre la nouvelle constitution à un référendum populaire », il adresse un clair avertissement aux députés qui seraient tentés de n'en faire qu'à leur tête. Les « forces conservatrices », comme dit M. Eltsine, auront-elles les moyens de mettre des bâtons dans les roues du char présidentiel ? La répartition, mardi 7 avril, de la Pravda aurait pu constituer pour elles un signal encourageant. A cela près que l'ex-organisateur de l'ex-parti communiste de l'ex-URSS revient, après une suspension de trois semaines, dans des conditions bien humilantes : grâce à une subvention de 18 millions de roubles du ministère de l'Information. Et que son « programme » numéro affiché à la une une (petite) interview du président Eltsine.

JAN KRAUZE

GRANDE-BRETAGNE : les élections du 9 avril

Incertitudes, tractations, « inégalité » du mode de scrutin...

Quarante-quatre millions d'électeurs britanniques sont appelés, jeudi 9 avril, à élire leurs 651 représentants à la Chambre des Communes. Tout en accordant un léger avantage aux travaillistes, les sondages indiquent qu'aucun parti ne semble en mesure d'obtenir la majorité absolue.

LONDRES

de notre correspondant

Même si ce scrutin s'annonce comme le plus serré depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les travaillistes ont le sentiment que la victoire est à leur portée. Les sondages leur accordent environ 2,5 points d'avance sur les conservateurs (38,7 % contre 36,2 %). Quant aux démocrates-libéraux de M. Paddy Ashdown, avec 20,4 % des intentions de vote, ils sont à leur apogée depuis les débuts de la campagne électorale. Transposées en nombre de sièges, ces intentions de vote signifient que le Labour obtiendrait 305 mandats, soit 6 ou 7 de plus que les Tories, mais 21 de moins que la majorité absolue de 326 sièges. Ce cas de figure, celui d'un « hung Parliament », paraît le plus probable, l'écart entre les deux principales formations ayant très peu varié depuis un mois.

Fébrilité

M. Neil Kinnock, le chef du Parti travailliste, s'est déclaré convaincu, mercredi, de l'emporter avec une majorité absolue d'au moins 20 sièges, et M. John Major, au nom du Parti conservateur, n'a pas fait preuve d'un moindre optimisme. Pourtant, ces derniers jours ont été marqués par les prémices des inévitables tractations qu'entraînera l'absence de majorité claire. Les démocrates-libéraux, de leur côté, voient dans ce scrutin une occasion historique de « corriger », en leur faveur, l'« inégalité » du mode de scrutin actuel (majoritaire à un tour), qui privilégie les deux grands partis et lamine les formations minoritaires. Peut-être placés en position d'arbitre pour la formation d'un gouvernement de coalition, ils entendent monnayer leur

soutien par un engagement ferme du parti arrivé en tête en faveur de l'instauration de la proportionnelle. Ce calcul ne vaut cependant qu'en cas de victoire travailliste. M. John Major a en effet fermement rejeté un éventuel changement de mode de scrutin, de même qu'il a, par avance, refusé une quelconque « négociation » avec le parti de M. Ashdown. Les travaillistes se sont montrés plus ouverts. Ayant déjà accepté la proportionnelle pour l'élection d'un futur « Parlement écossais », ils se disent prêts à étudier une réforme électorale.

Au pouvoir depuis 1979, les conservateurs ont montré des signes de fébrilité, sinon de panique, au cours des derniers jours de la campagne, relançant, tour à tour, différents thèmes pour tenter de redresser leur image. Privés, pour la première fois depuis treize ans, du leadership autoritaire de M. Thatcher, ils ont mené une campagne hésitante, presque entièrement axée sur la promotion de M. Major, et les opérations de démolition de la nouvelle façade modérée du Parti travailliste. Les raisons positives de reconduire au pouvoir, pour la quatrième fois consécutive, un gouvernement conservateur ont été, en revanche, largement passées sous silence. La médiocre prestation des conservateurs à d'autant plus souligné la performance du Labour, et surtout celle de M. Kinnock : au fur et à mesure que la date du scrutin se rapprochait, le chef de l'opposition a réussi à imposer cette stature de « premier-ministrable » qui lui faisait jusque-là défaut.

Si la perspective d'un « hung Parliament » se confirme, bien des cas de figure peuvent se présenter. Devançant leurs adversaires en quel que soit le mode de scrutin, les conservateurs peuvent tenter de former un gouvernement soutenu par les quelque onze députés unionistes d'Irlande du Nord. Mais, même si son parti est battu d'une courte tête, le premier ministre peut aussi décider de ne pas démissionner immédiatement, laissant le temps à une coalition de « chercheurs ». En 1974, M. Edward Heath avait tenté une telle manœuvre. Ne parvenant pas à conclure un accord avec les libéraux, il s'était ensuite incliné devant le verdict des urnes.

LAURENT ZECCHINI

IRLANDE

Nouveau référendum sur l'avortement

Le gouvernement de Dublin a annoncé, mardi 7 avril, l'organisation d'un nouveau référendum sur l'avortement. Cette décision a été prise à la suite du refus de la Communauté européenne de permettre aux Irlandais d'annuler le protocole de traité de Maastricht protégeant les dispositions anti-avortement de la Constitution irlandaise. Le gouvernement est pressé de libérer la législation sur l'interruption de grossesse depuis la décision de la Haute Cour de Dublin d'autoriser une adolescente violée à avorter en Grande-Bretagne (le Monde du 28 février). Le premier ministre, M. Albert Reynolds, avait demandé à ses partenaires européens de reconnaître la liberté de mouvement de ses concitoyens dans la Communauté et leur droit à obtenir des informations sur des « services librement disponibles dans les autres Etats ». Les centres de conseils sur l'interruption de gros-

sesse sont illégaux en Irlande. Les Douze ont estimé que permettre à Dublin de renégocier le protocole de Maastricht risquerait de susciter d'autres demandes analogues.

« Les questions de l'avortement et du traité de Maastricht ne doivent pas être enchevêtrées. Un référendum sur l'avortement est une option qu'il faut examiner », avait reconnu, mardi matin, le ministre des affaires étrangères David Andrews.

M. Reynolds avait espéré régler la crise constitutionnelle en amendement le traité de Maastricht, pour éviter de rallumer la « guerre civile morale » qui avait caractérisé le précédent référendum sur l'avortement en 1983. Cette consultation avait vu la victoire des adversaires de l'interruption volontaire de grossesse. Un nouveau scrutin pourrait, en tout état de cause, retarder de plusieurs mois le référendum sur le traité de Maastricht. — (AFP)

L'Europe à cinquante et une vitesses

Suite de la première page

Malgré toutes les précautions de langage, le représentant de Kiev décrit la CEI comme une sorte d'administrateur de biens dont la mission consiste à gérer avec le maximum d'efficacité et le minimum de tension la faillite de l'URSS. Mais ses jours sont comptés, sauf dans le cas — bien improbable tant les positions des uns et des autres sont éloignées — où de nouvelles bases de coopération pourraient être définies.

En attendant, l'Ukraine veut d'abord affirmer sa souveraineté nationale et en posséder tous les attributs : institutions étatiques, monnaie, armée qu'elle dénie à la CEI, dont elle refuse qu'elle soit un sujet de droit international. Cette position s'explique par une méfiance viscérale à l'égard de la Russie, soupçonnée de vouloir être « la plus égale des égales » et de vouloir utili-

ser la CEI à ses propres fins. Les plaidoyers des dirigeants de l'Europe de l'Ouest qui, forts de l'expérience des trois dernières décennies, plaident pour des renouveau partiels de la souveraineté en faveur d'ensembles plus grands gérant l'interdépendance des économies et garantissant la prospérité, ne sont pas entendus. Les anciennes Républiques de l'Union soviétique donnent la priorité aux intérêts nationaux sur d'hypothétiques intérêts communs. Elles passent par une phase d'affirmation nationale, voire nationaliste sans doute inévitable, avec tous les dangers de surenchère chauviniste qu'elle comporte. Après seulement, s'il en est encore temps, elles songeront à s'intégrer à de nouvelles organisations supra-nationales.

Pour définir cette situation, il faut toute la subtilité du vocabulaire politique britannique, qui fait la distinction entre une « communauté », expression d'un mouvement vers l'intégration et un « commonwealth », l'organisation destinée à gérer « la décomposition dans la dignité ». Et les Anglais savent de quoi ils parlent !

Des contrôles contraignants à l'indépendance

Les institutions internationales proposées par les Occidentaux ne sont pas épargnées par cette défiance. Pour ne pas déposséder les bailleurs de fonds, les dirigeants des ex-Républiques soviétiques ont beau être prudents dans leurs propos, ils ne manifestent aucun enthousiasme pour la création d'une organisation du type de l'OECE, après la guerre, qui serait chargée de distribuer et de contrôler les aides et les crédits. (L'Ukraine se montre fort manifestement intéressée par les 24 milliards de dollars destinés par le G7 : elle serait encore plus furieuse s'il revenait à Moscou la charge de les répartir.) L'idée d'un contrôle sur l'utilisation des fonds leur paraît une atteinte à leur indépendance toute fraîche. S'ils acceptent la comparaison avec le plan Marshall, c'est pour le montant des fonds qui pourraient leur être alloués, pas pour les mécanismes

collectifs qu'il impliquait. Faut-il d'ailleurs créer une nouvelle organisation qui viendrait s'ajouter aux formes purement décadentes existantes et brouiller encore un peu plus les cartes ? Dans leur tentative de tracer des limites à la désintégration de l'URSS, de trouver de nouvelles formes de coopération Est-Ouest et d'éviter une éventuelle contagion en Europe occidentale, les dirigeants occidentaux n'ont pas réussi sur les moyens, à tel point qu'il est difficile de se lancer dans une énumération des organisations supranationales sans courir le risque d'en oublier.

Une Conférence des Etats européens ?

Beaucoup font double emploi et on aurait bien besoin de cette « théorie des ensembles » dont parla un jour François Mitterrand (2) pour mettre un peu d'ordre dans le foisonnement des institutions européennes, qui sont assés par Bruxelles. Cette proposition ne doit pas être confondue avec la conférence des Etats européens, qui, outre les Douze, regrouperait tous les Etats démocratiques destinés à faire partie un jour de la Communauté. Cette conférence pourrait se réunir une fois par an au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, deux fois à celui des ministres des affaires étrangères et être dotée d'un secrétariat permanent basé par Bruxelles. Cette proposition ne doit pas être confondue avec la conférence des Etats européens, qui, outre les Douze, regrouperait tous les Etats démocratiques destinés à faire partie un jour de la Communauté. Cette conférence pourrait se réunir une fois par an au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, deux fois à celui des ministres des affaires étrangères et être dotée d'un secrétariat permanent basé par Bruxelles.

Mais Prague, Budapest et Varsovie ne se satisfont pas d'un médiateur d'une coopération économique : ils veulent être politiquement associés à l'Europe occidentale. D'où l'idée évoquée dans l'entourage de Jacques Delors d'une « conférence des Etats européens » qui, outre les Douze, regrouperait tous les Etats démocratiques destinés à faire partie un jour de la Communauté. Cette conférence pourrait se réunir une fois par an au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, deux fois à celui des ministres des affaires étrangères et être dotée d'un secrétariat permanent basé par Bruxelles. Cette proposition ne doit pas être confondue avec la conférence des Etats européens, qui, outre les Douze, regrouperait tous les Etats démocratiques destinés à faire partie un jour de la Communauté. Cette conférence pourrait se réunir une fois par an au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, deux fois à celui des ministres des affaires étrangères et être dotée d'un secrétariat permanent basé par Bruxelles.

doublé de volume : en novembre 1990, trente-quatre Etats avaient adhéré à la Charte de Paris de la CSCE, il y a maintenant cinquante et un signataires, dont certains n'ont rien d'eurocentrés. Comme le dit Henry Kissinger, « quand tout le monde est allié avec tout le monde, plus personne n'est l'allié de personne », ajoutant que l'appartenance à plusieurs organisations ayant parfois la même vocation permet de défendre des positions différentes dans une instance et dans une autre, et risque de diluer les responsabilités. Un autre diplomate américain se demande sur quelles valeurs serait fondée une communauté atlantique allant de Vancouver à Vladivostok, « si tout le monde en fait partie ».

Personne ne sait quelle forme prendront les inévitables réajustements ni à travers quelles péripéties ils naîtront. Après que la confédération mitterrandienne eut fait long feu, personne ne se hasarda à privilégier une institution par rapport à une autre. Les dirigeants européens préfèrent procéder par approximations successives, quitte à entretenir des organisations paneuropéennes ponctuelles ou redondantes, attendant que par une sorte de sélection naturelle, les plus utiles et les plus solides survivent à l'épreuve du temps. M. Jacques Delors se plaît à citer Hölderlin : « Jamais autant de choses n'ont été à leur commencement ».

DANIEL VERNET

(2) Dans un entretien à l'Expansion du 17 octobre 1991.

■ MOLDAVIE : cessez-le-feu. — Un cessez-le-feu, fruit d'un accord entre les ministres des affaires étrangères de Russie, d'Ukraine, de Moldavie et de Roumanie, est entré en vigueur dans la région russo-phoen du Dniestr en Moldavie, mardi 7 avril, à 15 heures locales. Un différend subsiste cependant sur les forces chargées de faire respecter la trêve : les Russes, dont le chef de la diplomatie, M. Andreï Kozyrev, a été accueilli mardi en héros dans le Dniestr, demandent que ce soit la XIV^e armée, à dominante russe, mais les autres parties considèrent qu'elle ne peut être neutre dans ce conflit. Le président moldave, M. Mircea Snegur, a qualifié d'« irresponsable » le comportement du vice-président russe Alexandre Routskoi à ce sujet. — (Reuters, AFP)

M. Gorbatchev entend « participer au processus politique »

Dans un entretien accordé à TF1, Libération et au Journal indépendant de Moscou, M. Gorbatchev se dit « d'accord avec l'idée d'un régime présidential », telle que la défend M. Eltsine, mais critique le président russe dont les réformes, selon lui, « ne protègent pas les plus faibles, les plus démunis ». Tout en disant n'être « pas d'accord avec ceux qui veulent restaurer l'URSS », l'ancien président soviétique invite ses successeurs à soviétique invite ses successeurs à « préserver l'espace stratégique, économique, culturel » commun et estime que la flotte de la mer Noire doit rester sous le commandement de la CEI.

M. Gorbatchev affirme enfin qu'il n'a « pas l'intention de se retirer » ni de partir à l'étranger : « Je pourrais dire qu'à l'époque Gorbatchev il y avait plus de démocratie, déclare l'ancien président, j'espère que l'ère Gorbatchev naîtra. (...) Je vais participer au processus politique, mais non pour avoir un pouvoir politique effectif. »

« Quand un vieillard meurt, c'est une bibliothèque qui brûle. »



AMADOU HAMPATÉ BÂ
AUTEUR D'AMKOUËLE, L'ENFANT PEUL

ACTES SUD

ACCUEILLIR LA MÉMOIRE ET LA CRÉATION
PAR DES LIVRES DU MONDE ENTIER

EUROPE

S'alignant sur la Communauté européenne

Washington reconnaît la Slovaquie
la Croatie et la Bosnie-Herzégovine

Le président de la Bosnie-Herzégovine, M. Alija Izetbegovic, a affirmé, dans la nuit du mardi 7 au mercredi 8 avril, que l'armée serbo-fédérale s'apprêtait à attaquer Sarajevo, capitale de cette République. Dans un appel à l'aide lancé au ministre autrichien des affaires étrangères, M. Alois Mock, il indiquait que « des éléments radicaux acceptaient mal la reconnaissance internationale [par la CEE et les Etats-Unis, NDLR] de la Bosnie-Herzégovine » et que la démocratie était menacée. Des rumeurs sur l'imminence d'une offensive militaire, appuyée par les milices serbes, contre Sarajevo avaient semé la panique parmi la population de la ville. La radio locale a fait état de violents accrochages dans le quartier musulman de Bascarsija et de fortes détonations à proximité du Parlement. Le commandant de la 2^e région militaire (qui englobe Sarajevo), le général Mithun Kukanjac, a affirmé pour sa part que « des formations paramilitaires musulmanes attaquaient l'armée dans le but de la briser mais qu'elles ne réussiraient pas ».

Alors que le Conseil de sécurité a décidé, mardi 7 avril, à l'unanimité d'autoriser le déploiement « total et le plus rapide possible » des 14 000 « casques bleus » dans l'ex-Yougoslavie, des affrontements ont fait le même jour quatre morts en Slavonie orientale (Croatie). — (AFP.)

WASHINGTON

de notre correspondant

Suivant l'exemple de la Communauté européenne, les Etats-Unis ont annoncé, mardi 7 avril, une décision longuement mûrie sinon acquiescente avec réticence : la reconnaissance de la Croatie, de la Slovaquie et de la Bosnie-Herzégovine. Dans un communiqué, la Maison Blanche souligne que cette décision a été prise en « étroite consultation » avec la Communauté européenne qui avait reconnu les deux premières de ces Républiques et-Yougoslavies en janvier et la troisième lundi 6 avril. Le geste de l'administration Bush intervient au moment où l'ONU a finalement autorisé le déploiement de quatorze mille « casques bleus » en Croatie.

Pour les Etats-Unis, cette reconnaissance est l'aboutissement d'une réflexion souvent embarrassée sur l'attitude à suivre face à l'effacement de la Yougoslavie. Au début du réveil nationaliste dans les Balkans, le gouvernement américain avait donné l'impression de « surtout ne vouloir rien faire qui puisse encourager le séparatisme », explique au Monde le professeur Janusz Bugajski, du Centre d'études stratégiques et internationales de Washington (CSIS). Quitté à se voir reprocher, au Congrès et dans la communauté croate américaine notamment, d'avoir ainsi, indirectement, incité les Serbes à passer à l'action violente contre la Croatie. C'est que les enjeux, pour les Etats-Unis, dépassaient alors le cadre de la Fédération de Yougoslavie : l'administration craignait que l'exemple yougoslave

fasse tache d'huile dans ce qui était encore l'URSS, ébranlant ainsi un peu plus le pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev. Cette préoccupation a naturellement évolué avec la disparition de l'Union soviétique et le départ de M. Gorbatchev. A plusieurs reprises, le département d'Etat a désigné les Serbes comme les principaux responsables du conflit avec la Croatie. Mais avec la fin de la guerre froide, et faute d'intérêts stratégiques à défendre dans cette ancienne zone-tampon qu'était la Yougoslavie, les Etats-Unis se sont réfugiés dans une attitude que le professeur Bugajski qualifie d'« indifférence relative ».

L'administration a laissé faire la CEE tout en ne cachant pas, parfois, une certaine « déception » devant le peu de résultats obtenus par les Européens. Pour certains commentateurs américains, la Communauté, par son impuissance devant les mini-guerres yougoslaves, a lamentablement raté le premier grand test destiné à manifester qu'elle pouvait être une force politique autonome.

Washington avait très modérément apprécié le leadership exercé par l'Allemagne qui a poussé les Européens à reconnaître la Croatie. Ils ne s'en sont pas moins mis à emboliser les pas aux Européens lorsque ceux-ci ont suivi l'initiative de Bonn. Les Etats-Unis ont constaté, dit le communiqué de la Maison Blanche, « l'expression pacifique et démocratique de la volonté des citoyens » de Croatie, de Slovaquie et de Bosnie-Herzégovine. Des relations diplomatiques devraient être établies incessamment avec ces Républiques.

Al. Fr.

Le différend diplomatique sur la Macédoine

La Grèce reste intransigeante

ATHÈNES

de notre correspondant

En décidant, lundi 6 avril à Luxembourg, de reporter la reconnaissance de la République ex-yougoslave de Macédoine, les ministres des affaires étrangères de la CEE ont donné un nouveau répit à la Grèce pour tenter de trouver une issue à une bataille diplomatique mal engagée avec Skopje et ses partenaires européens.

Les Douze doivent de nouveau se réunir le 11 mai pour décider du sort de la Macédoine. D'ici à cette date, la présidence portugaise de la CEE s'efforcera de rapprocher les points de vue d'Athènes et de Skopje. Les Grecs s'accrochent à la déclaration des Douze du 16 décembre dernier qui demandait aux Macédoiciens « des garanties constitutionnelles excluant toute revendication d'ordre territorial », et le rejet « de toute action de propagande hostile, y compris en utilisant un nom qui sous-entend des revendications territoriales ». Athènes refuse farouchement que Skopje « usurpe » le « nom historique grec » de Macédoine. Pour les Grecs, l'emploi d'une telle appellation cache des visées territoriales sur la Macédoine grecque et son grand port, Salonique.

Le chef de la diplomatie, M. Antonis Samaras, qui s'est fait

le champion de la cause grecque dans cette affaire, s'est félicité de la décision des Douze. Il a souligné que « la parole revient maintenant à Athènes », en ajoutant qu'il fallait dorénavant « examiner avec calme et détermination l'ensemble du problème et faire une analyse globale afin d'avoir une image claire des garanties constitutionnelles et politiques, internationales et bilatérales, que devra fournir Skopje pour être reconnue ». M. Samaras cherche à réunir les chefs des partis représentés au Parlement autour du président de la République, M. Constantin Caramanlis, pour obtenir un soutien à sa politique intransigeante.

La question de la reconnaissance de la Macédoine pose de plus en plus lourd sur la vie politique nationale et embarrasse le premier ministre, M. Constantin Mitsotakis, pressé par de nombreux partenaires européens, qui comprennent difficilement « les susceptibilités grecques » et les réticences d'Athènes à trouver un compromis. Mardi, l'Allemagne a déjà ouvert un consulat général à Skopje.

Suivant la CEE, les Etats-Unis ont insisté clairement auprès d'Athènes pour que le différend avec Skopje soit réglé rapidement. Washington a précisé qu'il n'attendait pas « indéfiniment » avant de reconnaître l'indépendance macédoienne. « Au vu des inquiétudes exprimées par notre allié et amie la Grèce », a souligné le porte-parole du département d'Etat, M. Margaret Tutwiler, nous avons demandé et obtenu du président macédoisien l'assurance que la Macédoine n'a aucune revendication territoriale envers les Etats voisins et considère les frontières de ces Etats comme inviolables ».

DIDIER KUNZ

ITALIE : après les élections des 5 et 6 avril

L'heure des comptes et le portrait-robot
du futur président du Conseil

Les responsables des principaux partis politiques italiens ont commencé à tirer les enseignements du scrutin des 5 et 6 avril. Si certains pensent à une modification du système électoral, d'autres réfléchissent, bien naturellement, aux futures coalitions possibles.

ROME

de notre correspondant

Pluie et brouillard : le temps de Rome sied à la politique italienne. C'est sous un ciel en berne que les responsables du « tremblement de terre » des législatives ont commencé, mardi 7 avril, à rechercher victimes et responsables sous les décombres. Sauvé de justesse, à quelques voix près, Luciano Benetton (PRI) pourra se joindre à la marche triomphale sur Rome d'Alessandro Mussolini, la petite-fille du Duce, élue triomphalement par les néofascistes à Naples. Enfin, si le mur du sixième est tombé chez les Républicains, qui accueilleront leur première femme à la Chambre, les Italiens ont montré qu'ils envisageaient peut-être de passer aux choses sérieuses en envoyant se réhabiliter la star du porno, Moana Pozzi.

Les choses sérieuses en l'occurrence se sont déroulées mardi 7 avril dans l'après-midi, Piazza del Gesù, où la Démocratie chrétienne s'est efforcée d'évaluer les dégâts subis, et les possibilités de reconstruction. Constat de départ : la DC non seulement reste le premier parti avec presque 30 %, mais elle a creusé son écart avec la deuxième force politique du pays, le PDS (ex-PCI), qui dépasse tout juste les 18 %.

A partir de là, tout est possible, ou envisagé. Même un bouche-à-bouche gouvernemental. Promu, ainsi, secouriste en chef, M. Arnaldo Forlani, le secrétaire du parti dont la démission a été rejetée, a multiplié les contacts, sondant tour à tour le PDS, les Républicains et même les Verts. Avec des résultats mitigés. Voilà, par exemple, que M. Giorgio La Malfa, le chef du PRI, se découvre des principes et déclare : « Nous n'échangerons pas nos votes contre la présidence du Conseil ». Voilà que M. Achille Occhetto, le secrétaire général du PDS, a des doutes tactiques. Bien qu'en pleine querelle de famille avec les sécessionnistes de Rifondazione Comunista, qu'il accuse d'avoir détourné des électeurs, leurés par la « fausse » faucille qui figure sur leur

emblème, il pose des conditions et réfléchit à nouveau sur une hypothétique union des gauches avec les socialistes.

De son côté, retiré sous sa tente à l'hôtel Raphael à Rome, Bettino Craxi a fait savoir que le PSI renonçait au Palais Chigi : « Nous socialistes, estimons que nous n'avons pas la légitimité pour avancer une proposition de gouvernement », a expliqué le vice-secrétaire du PSI, M. Giuliano Amato.

Les soubresauts
de la « baleine »

Faut-il, alors, entrer de plein pied dans les réformes, essayer, comme le prône Arnaldo Forlani, la recette magique d'un système électoral majoritaire ? Certes, mais qui va s'en charger ? Le débat a de grandes chances de tourner longtemps en rond.

Grand vainqueur de cette élection, au moins sur le plan de l'innovation, le démocrate chrétien Mario Segni, dont le « Pacta réferenda » réunit environ cent cinquante parlementaires, demande un « congrès extraordinaire » du parti, tandis que les courants de l'opposition interne s'agitent. Bref, la « baleine » est agitée de soubresauts, y compris les plus inatten-

dus comme l'initiative d'Antonio Geraci, vice-secrétaire de la DC à Rome, dit aussi « Spartacus », qui propose de mettre l'actuel président de la République, M. Cossiga, à la tête du parti.

De toute façon, ce scrutin a signé le grand retour de Francesco Cossiga. C'est un effort maintenant à l'irréversible président de désigner, après consultations, celui qui sera chargé de former le gouvernement. Mais que vaudra l'effet Cossiga ? dans la confusion ambiante ? Une première indication est venue mardi de Washington, où, en visite officielle, le président italien a pris le temps de jouer aux devinettes, et de tracer le portrait-robot du prochain président du Conseil. Il sera, a-t-il dit, « patient et décidé. Il aura du courage et parlera le langage de la vérité... et surtout il sera crédible dans la majorité et dans l'opposition ». Qui est-ce ? La presse, presque à l'unanimité, répond : Giovanni Spadolini, républicain, déjà ancien président du Conseil et, comme le dit un journaliste, « ange baroque du Risorgimento ». Solution du rébus : le 2 mai, jour où M. Cossiga prendra sa décision.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

La nouvelle Chambre des députés

	NOMBRE DE SIÈGES 1992	VARIATIONS PAR RAPPORT A 1987
Démocratie chrétienne (DC).....	206	- 28
PDS.....	107	L'ancien PCI avait obtenu 177 sièges
Rifondazione comunista.....	35	+ 35
Parti socialiste (PSI).....	92	+ 2
MSI (néofasciste).....	34	- 1
Parti républicain (PRI).....	27	+ 6
Parti libéral (PLI).....	17	+ 6
Parti social-démocrate (PSDI).....	16	- 1
Liste Pannella.....	7	+ 7
Verts.....	16	+ 3
Ligue lombarde.....	55	+ 54
Ligue vénète.....	1	+ 1
Rete.....	12	+ 12
PPST (Sud-Tyrol).....	3	Sans changement
Liste Val d'Aoste.....	1	+ 1
Fédération des retraités.....	1	+ 1
TOTAL.....	630	630

Le nouveau Sénat

	NOMBRE DE SIÈGES 1992	VARIATIONS PAR RAPPORT A 1987
Démocratie chrétienne (DC).....	107	- 18
PDS.....	64	L'ancien PCI avait obtenu 101 sièges
Rifondazione comunista.....	20	+ 20
Parti socialiste (PSI).....	49	+ 13
MSI (néofasciste).....	16	Sans changement
Parti républicain (PRI).....	10	+ 2
Parti libéral (PLI).....	4	+ 1
Parti social-démocrate (PSDI).....	3	- 2
Verts.....	4	+ 3
Ligue Nord.....	25	+ 24
Autres ligues.....	2	+ 2
Rete.....	3	+ 3
PPST (Sud-Tyrol).....	3	+ 1
Liste Val d'Aoste.....	1	+ 1
Liste autonome.....	3	+ 3
Fédération des retraités.....	1	+ 1
TOTAL.....	315	315

HONGRIE : l'indemnisation des victimes
de la répression entre 1939 et 1949Déception de la communauté juive
et de la minorité allemande

BUDAPEST

de notre correspondant

Le Parlement hongrois a adopté, mardi 7 avril, une loi sur l'indemnisation des victimes de la répression entre 1939 et 1949. Depuis son investiture, il y a deux ans, le gouvernement de M. Antal s'était engagé à indemniser les personnes victimes de « crimes » et d'« injustices » commis sous l'ancien régime. Le Parlement avait approuvé, en juin 1991, une loi destinée à compenser financièrement ceux dont les biens avaient été confisqués par les communistes. Le deuxième volet de cette loi, adopté mardi, vise essentiellement les membres de la communauté juive et de la minorité allemande victimes de persécutions entre 1939 et 1949.

De l'aveu d'un député, cette dernière période est « plus complexe » car elle oblige des Hongrois à se pencher sur une époque où les mesures discriminatoires n'ont pas toutes été imposées par le pouvoir stalinien. Les dix années concernées correspondent à l'entrée en vigueur des lois anti-juives du 1^{er} mai 1939 et s'étendent jusqu'à la première réunion du Parlement entièrement dominé par le PC, le 8 juin 1949, en passant par l'adoption des lois anti-allemandes de 1945 qui ont frappé cette minorité de « culpabilité collective ».

Toutefois, ce texte est loin de satisfaire la plupart des représentants des communautés juive et allemande. « Tous ceux qui ont déjà touché une indemnité de la part d'un Etat étranger sont automatiquement rejetés par cette loi, regrette le rabbin Tamas Raj,

député et membre du principal parti d'opposition. La majorité écrasante des survivants de l'Holocauste et une grande partie de la minorité allemande seront donc exclus ».

La RFA a fait verser 97 millions de Deutschmarks entre 1963 et 1971 aux autorités de Budapest au titre de « réparation » pour la déportation de près de 600 000 Juifs de Hongrie par les nazis. Mais ces fonds ont été gérés par le pouvoir communiste, soupçonné de ne pas avoir distribué l'ensemble de cette somme. Quant aux quelque 200 000 Allemands expulsés du pays après 1945, ils ont reçu une aide de réhabilitation du gouvernement de Bonn. Résultat : « Cette loi, selon Tamas Raj, ne pourra bénéficier qu'aux Allemands qui n'ont pas quitté le pays ». La communauté juive voudrait aussi pouvoir demander la restitution d'une partie de ses biens confisqués au même titre que l'Eglise catholique, qui a déjà pu récupérer certains de ses anciens bâtiments. Dernière objection : le texte adopté mardi ne prend pas en compte la répression exercée contre les milliers de Tziganes.

YVES-MICHEL RIOUS

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES

ASIE

CHINE : pour combattre « le pouvoir autocratique » du PC

Des dissidents auraient formé
un parti social-démocrate

PÉKIN

de notre correspondant

Le système de parti unique déguisé qui règne en Chine depuis 1949 est-il menacé ? Un groupe obscur de dissidents l'affirme, qui dit avoir fondé un parti clandestin à l'échelle nationale. Plusieurs journalistes étrangers se sont vu remettre, depuis la mi-mars, des documents émanant d'une organisation s'intitulant « Parti social-démocrate de Chine », censé avoir été formé en secret en octobre 1989, au lendemain de la répression de Tiananmen, et consolidé l'année dernière par une charte prévoyant l'instauration « d'une nouvelle société faite de liberté, de justice, d'humanité et de légalité ».

Le groupe entend combattre « le pouvoir autocratique qui existe depuis des millénaires en Chine et a culminé avec les communistes ». Il ne se fait pas l'avocat d'une interdiction du PC chinois mais espère en attirer l'attention dans l'hypothèse d'une scission. Le groupe revendique « plusieurs centaines » de membres. A en croire certains qui se présentent en porte-parole du groupe, il bénéficierait de complicités dans plusieurs instances du régime, y compris sa police dans certaines provinces.

Les documents confidentiels de la police qui font l'objet de fuites en direction de Hongkong mentionnent souvent l'existence d'organisations clandestines apparues depuis 1989 à travers le pays, sans qu'il soit possi-

ble de juger de leur importance réelle. On tient pour certain que les dissidents qui ont fui à l'étranger en 1989 ont reçu l'assistance de personnes haut placées dans l'appareil.

Au cours de la session parlementaire qui vient de se tenir, un tract a circulé à Pékin, signé du « Parti social-démocrate », qui appelait à l'abolition du monopartisme de fait instauré par les communistes. Seul l'avenir dira si ce « parti » existe bel et bien, ou s'il relève de la provocation policière. A sa fondation, clandestine, en 1921, le PCC comptait cinquante-sept membres.

F. D.

Reconnaissance des « activités séparatistes » au Xinjiang. — Le Quotidien du Xinjiang a admis, le 2 avril, que le nationalisme possédait de graves problèmes dans cette région chinoise à majorité musulmane frontalière de plusieurs Républiques d'Asie centrale. « Ces dernières années les activités des séparatistes ont été très fréquentes », a indiqué le journal, évoquant « les contre-révolutionnaires qui, sous le prétexte de religion, ont provoqué des troubles ou commis des sabotages ». Tirant la « profonde leçon » des manifestations démocratiques de 1989 en Chine, encouragées par « le laxisme dans la lutte contre les criminels », le journal explique qu'au Xinjiang « seules les méthodes de la dictature pourront préserver le système socialiste ». — (AFP.)

مخبر من الداخل

PROCHE-ORIENT

L'atterrissage en catastrophe de l'avion de Yasser Arafat dans le désert libyen

A Tunis, l'inquiétude puis le soulagement...

TUNIS

de notre correspondant

Il était un peu plus de dix heures mercredi matin lorsque le bureau de M. Yasser Arafat à Tunis confirmait que le dirigeant palestinien était « sain et sauf », après qu'un contact radio eut été établi entre le siège de l'OLP et l'avion accidenté. M. Arafat, ajoutait-on, devait regagner dans la journée le village d'Al Sarah, au nord-ouest de la frontière soudanaise, qui abrite un camp d'entraînement de combattants palestiniens.

Cette nouvelle mettait fin à l'angoisse qui s'était emparée des dirigeants de l'OLP dans la nuit de mardi à mercredi, après l'annonce de l'accident par les premières dépêches de l'agence de presse libyenne JANA. M. Arafat s'était rendu lundi à Khartoum pour s'entretenir avec le chef de la junte soudanaise, le général Omar

Hassan El Béchir, qu'il avait rencontré à plusieurs reprises ces derniers mois. Sans doute a-t-il mis à profit cette visite pour rencontrer les chefs des unités militaires palestiniennes stationnées au Soudan.

Deuxième voyage en Libye

Jeudi dernier, M. Arafat s'était déjà rendu en Libye. A Tripoli, il avait exprimé au numéro deux libyen, M. Abdessalam Jalloud, « la solidarité du peuple palestinien avec la Jamahiriya libyenne », après les sanctions décrétées par les Nations unies. Mais avait-il aussi plaidé pour la « solution pacifique » à laquelle appellent la plupart des pays arabes et avait-il l'intention d'insister à nouveau ? L'OLP a en effet tout intérêt à ce qu'un arrangement soit trouvé sur ce point.

A ses yeux, une escalade risque-

rait de freiner, sinon de bloquer le processus de paix, alors qu'elle vient de confirmer la participation palestinienne à la prochaine phase des négociations qui doit débuter à la fin du mois. Et puis, et surtout, la centrale palestinienne pâtirait durement d'un éventuel blocus de la Libye, dont personne n'écartera la possibilité à plus ou moins brève échéance.

Depuis la guerre du Golfe, quelque 80 000 Palestiniens sont installés et travaillent en Libye, et leurs revenus sont un apport certain pour leurs familles dans les territoires occupés. En outre le régime du colonel Kadhafi alloue en moyenne à l'OLP 4 millions de dollars par mois, qui viennent quelque peu compenser les pertes représentées par la suspension de l'aide financière de l'Arabie saoudite et des autres riches monarchies du Golfe.

M. Arafat avait prévu de regagner Tunis, dans la journée de

mercredi, pour présider, jeudi, une réunion du conseil central de l'OLP (instance intermédiaire entre le comité exécutif et le conseil national, le Parlement de l'organisation) qui s'annonce difficile. Plusieurs mouvements de la centrale, le FPLP de M. Georges Habache et le FDLP de M. Nayef Hawatme, notamment, s'inquiètent en effet de plus en plus des « concessions » palestiniennes sur la table des négociations avec Israël, depuis la conférence de Madrid.

Le président de l'OLP avait déjà dû affronter, voici une dizaine de jours, la grogne de certains de ses amis lors d'une session du conseil révolutionnaire du Fath, son propre mouvement, qui est la principale composante de l'OLP : ils lui reprochaient d'exercer un pouvoir trop personnel.

MICHEL DEURÉ

Le chef de l'OLP est sorti indemne d'un accident d'avion

Suite de la première page

L'OLP a lancé un appel aux Etats-Unis, à la France, à la Grande-Bretagne, à l'Italie et à l'Egypte pour aider aux recherches, avait indiqué à Tunis un conseiller du chef de l'OLP, M. Bassam Abou Charif. Mercredi matin, il devait préciser que le président Bush avait donné son accord pour que les satellites américains puissent fournir des indications. C'est un de ces satellites qui aurait permis le repérage de l'épave de l'avion. A Paris, on a annoncé mercredi matin que le président François Mitterrand avait « immédiatement décidé de mettre à disposition les moyens de recherche de la France ».

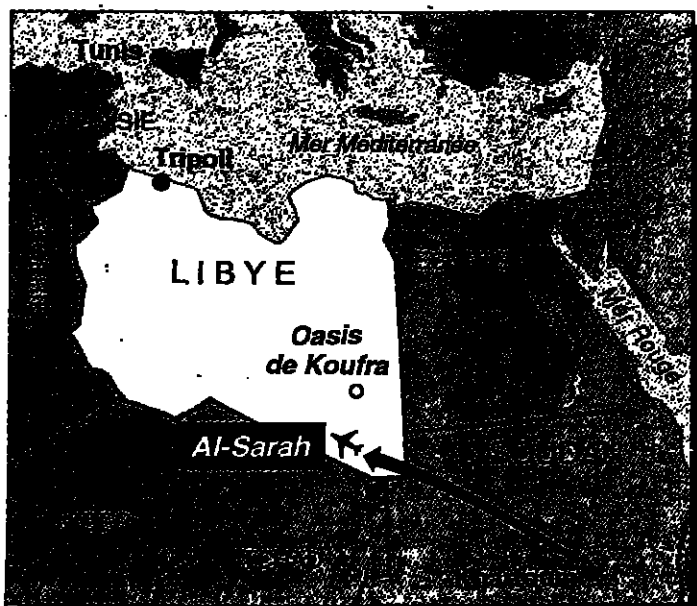
Allégresse dans les territoires occupés

Les recherches pour retrouver l'avion de M. Yasser Arafat ont été lancées par des vents très violents. Mais finalement un convoi de véhicules libyens venus d'Al Sarah a pu retrouver les occupants de l'Antonov et M. Arafat aurait pu établir un contact direct par radio avec les dirigeants de l'OLP à Tunis pour les rassurer sur son état. La radio nationale libyenne a indiqué, mercredi en milieu de journée, que « les mesures nécessaires ont été prises pour transférer le chef de l'OLP de la région d'Al Sarah vers Tripoli, après l'avoir contacté à partir du centre des opérations de recherches ».

Les Palestiniens des territoires occupés par Israël, qui attendaient avec inquiétude des nouvelles du

sort de M. Arafat, ont appris avec joie et soulagement qu'il était sain et sauf. Des manifestations d'allégresse ont eu lieu à Jérusalem-Est et dans plusieurs villes de Cisjordanie, ainsi que dans la bande de Gaza. Les forces de l'ordre israéliennes sont intervenues pour rétablir le calme. Avant d'apprendre que le chef de l'OLP était sorti indemne de l'accident, le ministre israélien de la défense, M. Moshe Arens, avait déclaré, mercredi matin, que « personne en Israël ne regrettera le décès de cet individu ».

La France s'est félicitée, par la voix du porte-parole du Quai d'Orsay, que Yasser Arafat ait eu la vie sauve. « C'est une bonne nouvelle », a déclaré M. Daniel Bernard, en précisant que le député général de l'OLP en France, M. Ibrahim Souss, avait remercié Paris pour « la réaction immédiate de la France dans cette affaire ». Selon le porte-parole du gouvernement, le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a indiqué, au cours du conseil des ministres, mercredi matin, que « très tôt dans la nuit la France avait accueilli positivement l'appel de détresse qui lui avait été adressé par l'OLP pour aider aux recherches de l'avion et de ses passagers ». M. Roland Dumas avait également affirmé, devant le gouvernement, que la nouvelle de cet accident « nous remplissait d'inquiétude », et que l'information selon laquelle M. Arafat « serait survivant, serait une bonne nouvelle ». - (AFP, Reuters)



Un éternel voyageur toujours imprévisible

NICOSIE

de notre correspondante

Pour cet éternel voyageur qu'est le chef de l'OLP, l'accident d'avion était la chose la moins envisagée, tant les hypothèses plus guerrières d'une attaque aérienne ou d'une interception venaient d'abord. Pour ceux qui le connaissent, ces perpétuels déplacements sont pourtant sujets d'inquiétude, même s'ils font partie intégrante de la personnalité de M. Yasser Arafat. Ce mouvement continu est pour lui une stratégie politique : être partout et tenter de savoir avant tout le monde pour agir en conséquence et démontrer ainsi la vitalité de la révolution palestinienne.

Mais c'est aussi, pour le chef de l'OLP, un besoin de suivre partout ses combattants en exil au Soudan, en Libye, au Yémen ou en Algérie. Chef militaire tout autant que politique, il est toujours resté près de ses hommes. Cette attitude lui vaut d'ailleurs une grande part de sa popularité, chez les fedayins notamment, avec qui il n'a jamais craint de partager en toutes circonstances le pain et les liti de camp.

Une équipe de télécommunications

Il est l'un des seuls dirigeants de l'OLP à se comporter ainsi, et, au Liban, les combattants rappellent volontiers ses visites dans le Sud, alors sous les bombardements israéliens. En 1983, il avait ainsi surgi à l'improviste au milieu d'un assaut de ses opposants et des Syriens. Pendant plus de deux mois, il avait vécu avec ses hommes le siège de la ville.

Obsédé, avec raison, par la sécurité, M. Arafat, qui passe sans doute presque autant de temps dans les airs que sur terre, garde sur tous ses déplacements un secret absolu jusqu'à la dernière minute. « Voya-

ger avec lui n'est pas de tout repos, rapporte ainsi un témoin, car on ne sait jamais si on va se retrouver dans quelques heures à Pékin ou au Caire. » Nul ne sait quelques instants avant son départ, s'il part et où.

Les avions privés qu'il emprunte dépendent, généralement, de la bonne volonté des Etats arabes, qui lui prêtent alors équipage et pilote. Juste après la guerre du Golfe, boycotté par la plupart des capitales arabes, il voyageait le plus souvent dans des avions algériens. Prévenu à la dernière minute, le pilote ne dispose pas de temps avant l'approche, surgissant ainsi, inopinément, parfois là où on l'attend le moins.

Lors des grandes réunions arabes, son arrivée est toujours objet de plaisanterie, les responsables répondant invariablement qu'ils n'ont aucune idée de l'heure d'arrivée du chef de l'OLP qui, pour ces occasions, arrive parfois, bien que très rarement - protocole oblige, et M. Arafat, comme « président de l'Etat de Palestine », y est attaché, - en compagnie d'un autre chef d'Etat.

Dans tous ses déplacements, il est accompagné d'une équipe de télécommunications qui, dans deux valises, tous les moyens de le relier en permanence au reste du monde. Les Palestiniens n'ont jamais lésiné sur cet aspect des choses et, dans n'importe quel camp palestinien, les télécopieurs sont monnaie courante.

Pour ce perpétuel nomade, un accident dans le désert, au milieu d'une tempête de sable, n'est peut-être qu'un symbole supplémentaire qui s'ajoutera à la légende.

FRANÇOISE CHIPAUX

AMÉRIQUES

PÉROU : après son « coup d'Etat civil »

Le président Fujimori est soutenu par la population mais désapprouvé par le patronat

LIMA

de notre correspondante

Le président Fujimori a pris son premier bain de foule quarante-huit heures seulement après avoir provoqué un « coup d'Etat civil ». Il s'est en effet présenté dans le centre-ville, mardi 7 avril, dans la matinée, accompagné d'une escorte musclée. Les réactions spontanées de la population étaient, dans l'ensemble, très favorables au chef de l'Etat.

Des sondages indiquent d'ailleurs que 75,4 % des habitants de la capitale appuient la dissolution du Parlement. Interrogés sur les mesures qu'ils souhaiteraient voir adoptées, seuls 4 % exigent le rétablissement de la démocratie, et 2,4 % la convocation de nouvelles élections.

Mais cette popularité ne semble pas être partagée par tous. Pour les dirigeants politiques, de droite comme de gauche, M. Fujimori a cessé d'être le président constitutionnel du Pérou et ils exigent le retour à l'ordre démocratique. Le chef de l'Etat a communiqué, a condamné ce qu'on appelle ici l'« auto-coup ». De son côté, la presse a protesté à l'unisson contre la « dictature » et la censure. Ce tollé explique sans doute l'empressement du gouvernement à retirer les militaires qui montaient la garde devant les principaux hebdomadaires, ainsi qu'à libérer le correspondant d'El País, Gustavo Gorretti, assurant que l'armée abandonnerait sa surveillance dans les plus brefs délais.

A cette occasion, le ministre des affaires étrangères, M. Augusto Blacker Miller, a tenu une confé-

rence de presse pendant plus de deux heures pour essayer de dissiper le malaise suscité par la mise entre parenthèses de la démocratie. « Le contrôle du pays nous filait entre les doigts, c'est pour cette raison que nous avons été obligés d'adopter ces mesures. Nous étions dans l'impasse constitutionnelle alors que le Pérou vit la crise la plus dramatique de son histoire. Il n'existait aucune soupape d'échappement, alors que certaines forces politiques étaient décidées à faire échouer la politique du gouvernement ».

M. Blacker Miller a cependant annoncé la mise en liberté de tous les prisonniers, le retour de l'armée dans les casernes, la suspension des ordres d'assignation à résidence dans deux semaines, la réforme de la Constitution dans six mois, qui sera suivie d'un référendum, et des élections législatives dans environ un an. « Si nous perdons le référendum, nous renverrons chez nous », a affirmé M. Blacker Miller.

Interrogé à propos des arrestations, le ministre a reconnu que six avocats et une douzaine d'hommes politiques étaient détenus par les autorités. Il s'agit pour la plupart de dirigeants du parti apriste (social-démocrate). Quant à la situation de l'ex-président (apriste) Alan García, il a commenté : « Il se cache, et il doit savoir pourquoi, car, désormais, face à un pouvoir judiciaire non corrompu, il ne lui sera pas aussi facile d'échapper à la justice. » M. Pilar de García, l'épouse de l'ex-chef de l'Etat, a dénoncé la disparition de son mari, dont elle n'a plus de nouvelles depuis dimanche.

NICOLE BONNET

Une atteinte sérieuse à la démocratie

par Martine Jacot

AVEC l'appui de l'armée et de la police, le président légalement élu du Pérou vient de porter un coup sérieux à la démocratie, en décrétant d'« éliminer tous les freins » à la reconstruction du pays, à savoir le Parlement, qu'il a dissous, et le pouvoir judiciaire, qu'il veut « réorganiser ». Ingénieur agronome inexpérimenté en politique, M. Fujimori avait apparemment mal évalué, lorsqu'il est arrivé au pouvoir en juillet 1990, la complexité des drames de son pays. Le Pérou, premier producteur de coca du monde, était alors au bord de la banqueroute. Et les guérilleros « maïstres » du Sentier lumineux - le mouvement le plus sanglant et le plus stylisé et le plus anachronique du continent - poursuivaient leur impitoyable lutte armée, déclenchée dix ans auparavant, en tirant leurs revenus du trafic de la drogue.

A peine intronisé, M. Fujimori reniait toutes ses promesses électorales en adoptant, sur les conseils pressants du FMI, la politique économique que son adversaire, l'écrivain Mario Vargas Llosa, avait prônée sans succès. Le « Fujichoc » d'août 1990 - plan d'austérité et d'une brutalité rare - frappait de plein fouet une population dont la majorité était déjà aux limites de la survie.

Ce remède radical a produit au moins deux effets positifs : l'inflation a été ramenée de plus de 7 000 % en 1990 à 140 % en 1991, et le Pérou a été réintégré au sein de la communauté financière internationale, qui l'avait banni en 1986 lorsque l'ex-président social-démocrate Alan García avait décidé de ne consacrer que 10 % des exportations au remboursement de l'énorme dette de son pays. Mais le FMI s'impatientait de voir le déficit budgétaire éponger et le processus de privatisations des entreprises publiques accéléré.

Devant les énormes sacrifices imposés à la population, l'opposition a réclamé des mesures sociales d'accompagnement à un président se prétendant « indépendant de tout parti », qui, après tout, ne disposait pas d'une majorité parlementaire. La loi du chef de l'Etat, autrefois avocat des « formules souples » élaborées dans un « esprit de conciliation », a adopté en novembre 126 décrets-lois privatisant de presque

tous les services publics ainsi que la militarisation accrue de la lutte antiterroriste. Une dernière option très fortement critiquée : durant les douze premiers mois de la présidence de M. Fujimori, la violence politique avait déjà fait 3 106 morts, le double de l'année précédente. Le dialogue que l'autre mouvement de guérilla (MRTA), d'inspiration guévariste, avait proposé de nouer avec le gouvernement a été sèchement refusé par ce dernier.

Au cours des dernières semaines, les déboires se sont succédés pour M. Fujimori, le fils d'immigrants japonais que la presse a surnommé « l'empereur » : « réorganisation » politique de M. Alan García, qui s'est chargée, après avoir bénéficié d'un non-lieu fin décembre pour des accusations d'enrichissement illicite, de restructurer l'opposition, batailles perdues sur les décrets-lois, reproches des Etats-Unis sur l'efficacité de la lutte contre le trafic de la drogue, recrudescence des attentats terroristes, il fallait au moins rassurer une armée mal payée, dont le moral était au plus bas. Sans toutefois aller trop loin : un coup d'Etat militaire aurait permis au Sentier lumineux de se prévaloir d'un article de la Constitution légitimant sa guerre insurrectionnelle.

« Ce n'est pas un coup d'Etat, mais un changement de cap reflétant les véritables aspirations du peuple », a dit mardi M. Fujimori, convaincu que la communauté internationale changera d'attitude à son égard. Les Etats-Unis n'ont cependant pas attendu plus de vingt-quatre heures pour suspendre leur aide économique et militaire au Pérou.

Le premier ministre canadien en France. - Le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, qui effectuait du 8 au 10 avril une visite officielle en France, devait être reçu mercredi à l'Elysée par M. François Mitterrand. Au cours de son déplacement, essentiellement consacré au souvenir des soldats canadiens tombés en France lors des deux guerres mondiales, M. Mulroney participera, entre autres, aux cérémonies du 75^e anniversaire de la prise de la citadelle de Vimy (Pas-de-Calais) mercredi, et vendredi à celles du 50^e anniversaire du raid anglo-canadien à Dieppe.

● LA LONGUE MARCHÉ DES ÉCOLOGISTES - Page 23

LE MONDE

N° 457 - 39^e année

AVRIL 1992

diplomatique

Enseigner
dans
des banlieues perdues

(Pages 20 et 21)

32 pages - 20 F
Abonnements : voir tarif page 27

Publication mensuelle - 5, rue Antoine-Bourdelle, 75001 Paris Cedex 15

Après
l'apartheid

Par IGNACIO RAMONET

QUARANTE-QUATRE ans. Il aura donc fallu quarante-quatre ans pour que la minorité blanche d'Afrique du Sud - 5 millions de personnes sur 38 millions - repudie le régime d'apartheid et accepte enfin de réformer un système politique dont les Noirs sont exclus. A l'heure où certains rêvent, en France, d'exclusion et de ségrégation, combien ce refus massif de la discrimination et du racisme paraît audacieux.

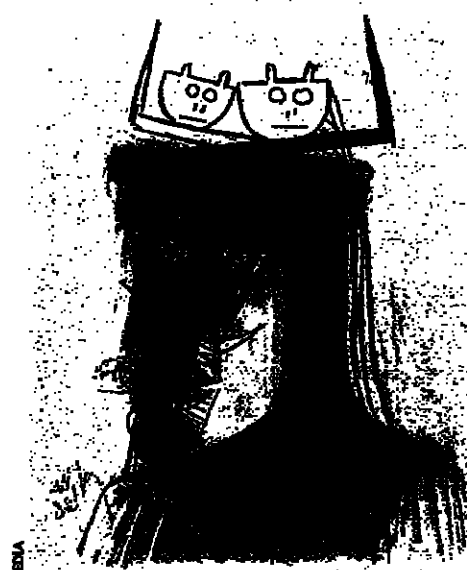
L'apartheid était la manifestation la plus délirante d'un régime atteint d'une sorte de fureur classificatoire qui avait horreur des métissages, et des mélanges.

Entrepris depuis plusieurs années, le démantèlement de ce système grotesque - et tragique - s'accéléra dès l'arrivée au pouvoir, en février 1990, de M. Frederik De Klerk, qui libéra Nelson Mandela, avec lequel il entama des négociations. Le tournant historique actuel vient d'abord couronner les efforts des mouvements de lutte de la communauté noire qui, depuis la révolte de Sharpeville (68 morts), en 1960, et le massacre de Soweto (600 morts), en 1976, n'ont cessé de combattre les injustices.

injustices (5 % de la population possède 86 % des richesses).

La suprématie de l'Afrique du Sud dans la région demeure toutefois considérable : ses sociétés minières et financières restent dominantes. C'est pourquoi les pays de la « ligne de front » (Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Swaziland, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe), qui ont subi, durant des années, des opérations de déstabilisation ayant entraîné d'énormes destructions et plus de 1,5 million de morts (1), étaient regroupés au sein de la Conférence de coordination pour le développement de l'Afrique australe (SADCC) pour tenter de réduire leur dépendance à l'égard de l'Afrique du Sud. Celle-ci change de cap idéologiquement : rien ne dit que sa suprématie économique en sera entamée pour autant.

Les milieux d'affaires et les conglomérats sud-africains exigent depuis longtemps la fin de l'apartheid et ont activement soutenu M. De



WIFREDO LAM - Affiche contre l'apartheid (Galerie Art et Paix, exposition 1983)

graire, par ailleurs, demeure une priorité économique et suppose de restituer des terres fertiles aux Noirs. La fin des privilèges des Blancs va probablement radicaliser une partie des 876 000 extrémistes qui, le 17 mars, ont voté contre les réformes. Certains d'entre eux - sans parler de l'armée et de la police - regroupés au sein d'organisations néonazies, seront-ils tentés par le fanatisme et la politique de la terre brûlée ?

A la gauche de l'ANC aussi, le Congrès panafricain (PAC) continue de prôner la lutte armée ; son slogan : « Une personne, une voix » il oppose celui de : « Un colon, une balle ». Et la violence demeure endémique dans les

COMMENT PRÉSERVER L'HÉGÉMONIE ?

Washington
et la maîtrise du monde

Le contenu d'études stratégiques récentes le montrent à l'envi : les Etats-Unis, loin de rechercher une gestion démocratique de la planète, mettent tout en œuvre pour renforcer leur hégémonie. Puissance idéologique sans rival, puissance militaire absolue, leur omnipotence est cependant battue en brèche sur le plan économique par de solides concurrents, comme le Japon ; et les fissures qui minent leur société (lire les articles, pages 24 et 25) limitent leurs moyens d'action ainsi que leur prétention à s'ériger en modèle.

Par PAUL-MARIE DE LA GORCE*

LES Etats-Unis comme ailleurs, la fin de la guerre froide devait susciter une réflexion nouvelle sur les orientations de la politique étrangère américaine et de la stratégie qui doit en être le corollaire. Cette réflexion est en cours dans les universités, dans les deux grands partis et surtout, naturellement, aux trois niveaux où se situent les centres de décision du pouvoir exécutif : le département d'Etat, le Pentagone et le Conseil national de sécurité, la Maison Blanche. C'est là qu'elle a été menée le plus loin et qu'elle a conduit aux conclusions les plus précises, au point qu'il est possible désormais d'en discuter, sans risque d'erreurs, les options essentielles.

Deux documents sont, à cet égard, des plus révélateurs. L'un émane du Pentagone et comporte 46 pages (1) ; il a été préparé et rédigé en liaison avec le Conseil national de sécurité et

après consultation des conseillers directs du président et du président lui-même. Ses rédacteurs, comprenant des fonctionnaires du département d'Etat et du ministère de la défense, étaient dirigés et présidés par le sous-secrétaire à la défense chargé des affaires politiques, M. Paul D. Wolfowitz. L'autre émane également du Pentagone (2). C'est un rapport de 70 pages, rédigé par un groupe d'experts que présidait l'amiral Jeremiah, l'adjoint du président du Comité des chefs d'état-major, le général Colin Powell : son objet est l'examen détaillé des scénarios de conflits considérés comme les plus probables après la fin de la guerre froide et après la guerre du Golfe.

(Lire la suite page 14.)

(1) The New York Times, 8 mars 1992, et International Herald Tribune, 9 mars 1992.
(2) International Herald Tribune, 18 février 1991.

En vente dans les kiosques :

NUMERO D'AVRIL 1992

DÉMOCRATIE

ÉCHÉANCES POLITIQUES EN ITALIE ET AU ROYAUME-UNI

par François Vitrani et Anthony Sampson. L'avenir de l'Europe en question

COMMENT DÉSAMORCER LA BOMBE SOCIALE AU MAROC ?

par Sophie Bessis. Tout le Maghreb est une bombe à retardement

ISRAËL S'INTERROGE SUR SES CHOIX

par Benny Morris. L'enjeu des élections du 23 juin prochain

LES DESSOUS DE LA GUERRE DU GOLFE

par Chapour Haghighat. Comment Washington avait planifié la destruction de l'Irak

LES ÉTATS-UNIS, NOUVEAUX PARRAINS DE L'AFRIQUE

par Philippe Leymarie. Une percée sur un continent où les chasses sont de moins en moins gardées

LE GRAND JEU EN ASIE CENTRALE ET DANS LE CAUCASE

par Tamara Dragdzé et Alain Gresh. L'affrontement entre l'Iran et la Turquie, attisé par l'Occident

CE QUI DOIT ABSOLUMENT CHANGER À CUBA

par Lisandro Otero. Un intellectuel de l'intérieur demande une rénovation du régime

LES HABITS NEUFS DE LA DOMINATION NÉOCOLONIALE

par Georges Corm. Pétrodollars, endettement et reconquête des pays pauvres

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

هكنا من الفصل

هذه من الأخبار

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : les primaires pour la course à la Maison Blanche

MM. Bush et Clinton grands vainqueurs dans le Wisconsin et dans l'Etat de New-York

Les primaires qui avaient lieu mardi 7 avril, notamment dans l'Etat de New-York, ont confirmé les grandes tendances de la campagne. MM. Bush et Clinton en sortent largement vainqueurs et devraient donc, sauf accident toujours possible, s'affronter le 3 novembre prochain lors de l'élection présidentielle. Côté républicain, les candidats d'extrême droite, principalement M. Buchanan, ne sont plus des adversaires sérieux pour le président sortant. Chez les démocrates, M. Brown subit un grave échec, après avoir fait une campagne hargneuse, mais M. Tsongas effectue un retour remarqué.

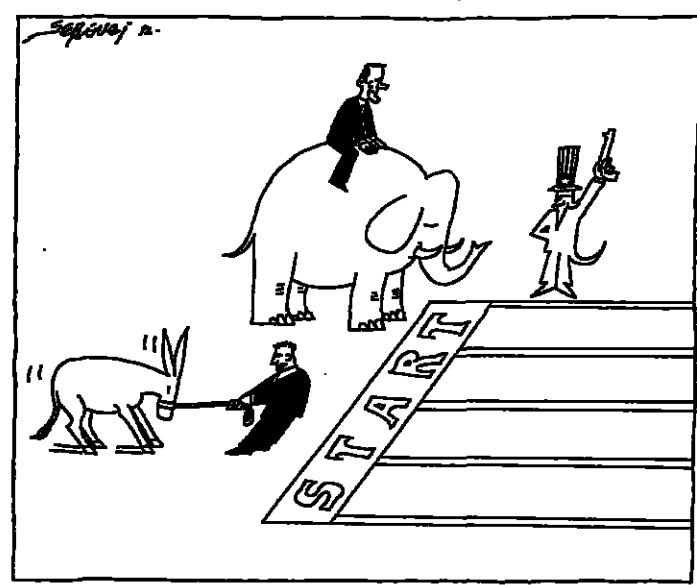
WASHINGTON

de notre correspondant

Les électeurs new-yorkais ont confirmé, mardi 7 avril, M. Bill Clinton, gouverneur de l'Arkansas, dans sa position de chef de file des candidats à l'investiture du Parti démocrate en vue de l'affrontement avec le républicain George Bush le 3 novembre prochain. M. Clinton sort en effet aguerri d'une primaire new-yorkaise qui a, souvent, davantage ressemblé à un combat de rue qu'à un débat élec-

toral; il est le premier démocrate sudiste à remporter l'épreuve de New-York. Ayant « survécu » aux assauts répétés des journaux tabloïds de la «Grosse Pomme» et à la féroce bataille que lui a menée son unique concurrent, M. Jerry Brown, ancien gouverneur de Californie, M. Clinton paraît mieux placé que jamais pour arriver en vainqueur à la convention de son parti en juillet. Il l'emporte aussi dans les autres primaires qui avaient lieu mardi : dans le Kansas, avec une marge confortable, plus difficilement dans le Wisconsin et, enfin, dans le Minnesota. D'ores et déjà, il possède près de 60 % des 2 145 délégués, nécessaires pour l'emporter lors de la convention démocrate.

Ses partisans n'en relevaient pas moins, mardi soir, une légère ombre au tableau : le retour en force de M. Paul Tsongas. Officiellement, l'ancien sénateur du Massachusetts, est retiré de la course à l'investiture depuis trois semaines, mais il n'en avait pas moins laissé ses partisans présenter partout des listes Tsongas. Et, partout, elles ont rassemblé un grand nombre d'électeurs démocrates : à New-York, la liste Tsongas, avec 34 % des suffrages, devance largement celle de M. Brown (25 %). La configuration semblait devoir être la même dans le Wisconsin, le Kansas et le Minnesota.



C'est un beau résultat pour M. Tsongas, un résultat qui éclipse quelque peu les victoires de M. Clinton et qui pourrait amener l'ancien sénateur du Massachusetts à annoncer dans les prochains jours son retour officiel dans la course. A ce stade du calendrier des primaires, M. Tsongas n'a aucune chance de pouvoir sérieuse-

ment rattraper M. Clinton en nombre de délégués. Il peut, cependant, être « l'homme » d'une fraction de l'appareil du parti qui doute toujours de la « viabilité » de la candidature de M. Clinton quand il s'agit d'affronter George Bush en novembre. Cette fraction de l'appareil démocrate entend forcer la convention à considérer un autre

candidat, comme elle en a théoriquement la possibilité. Elle peut s'appuyer sur les 722 « super-délégués » - les sénateurs, membres de la Chambre des représentants, gouverneurs et autres personnalités démocrates - qui participent d'autorité à la convention et n'y sont en principe liés par aucun mandat (contrairement à leur collègues « simples délégués » élus lors des primaires).

M. Buchanan a mis une sourdine à sa campagne

C'est un scénario que chaque nouvelle victoire de M. Clinton rend un peu plus improbable. Or la performance de ce dernier à New-York a étonné les plus biaisés des commentateurs américains. Le gouverneur de l'Arkansas avait, certes, reçu l'appui du *New York Times*, dont un éditorialiste présentait M. Clinton comme « un des candidats à la présidence les plus prometteurs que le pays ait connus depuis des dizaines d'années ».

Mais le très populaire *New York Post* s'est attaché à littéralement démolir la candidature de M. Clinton, tandis qu'un troisième quotidien local, *Newday*, avait appelé à voter pour M. Tsongas. M. Brown, qui réalise une piètre performance, a passé une bonne partie de ces deux semaines de bataille new-yorkaise à insulter M. Clinton - qualifié de « prince de l'embrouille » - et

à tenter de s'attacher la communauté noire qui représente un quart de l'électorat démocrate.

M. Brown, qui a encore comparé l'Arkansas à l'Afrique du Sud (d'avant les réformes), bénéficiait du soutien ostensible d'un des dirigeants les plus respectés de la communauté noire, le Révérend Jesse Jackson. Or il semble bien que la majorité des Noirs qui ont voté se soient prononcés pour M. Clinton; celui-ci paraît également avoir empoché les voix d'une communauté juive qui représente, elle aussi, 25 % des suffrages démocrates à New-York.

Côté républicain, le président George Bush était sans concurrent à New-York : l'appareil du parti de l'Éléphant avait su jouer des subtilités d'une réglementation effrayante pour empêcher le porte-parole de la droite du parti, M. Patrick Buchanan, de participer au scrutin. Le président l'emporte confortablement dans le Kansas, le Wisconsin et le Minnesota. Désireux d'avoir une place à la tribune de la convention républicaine, en août, à Houston, M. Buchanan a mis une sourdine à sa campagne afin de ne pas salâner tout l'appareil républicain.

ALAIN FRACHON

DIPLOMATIE

Sans beaucoup d'enthousiasme

Le Parlement européen a approuvé les accords de Maastricht

Le Parlement européen a approuvé sans enthousiasme particulier, mardi 7 avril, les accords de Maastricht. Le rapport de M. David Martin (travailliste britannique) a été néanmoins voté par une majorité confortable (226 voix pour, 62 contre et 31 abstentions), les représentants du RPR et des conservateurs s'abstenant tandis que les Verts, les communistes français et l'extrême droite européenne se prononçaient contre.

STRASBOURG
(Communautés européennes)
de notre correspondant

A entendre les critiques formulées par la majorité de l'Assemblée de la CEE, il est étonnant que la résolution du rapporteur, M. David Martin, ait recueilli autant de suffrages. L'hémicycle européen, qui a attendu quatre mois avant de prendre position, reproche tout d'abord aux Douze de ne pas avoir suffisamment accru les compétences de Strasbourg. En outre, le Conseil européen de décembre dernier a abouti, à force de compromis, à un maquis de procédures en matière de prise de décision communautaire.

Le volet social

La nécessité pour les chefs d'Etat ou de gouvernement de prendre en compte les contraintes nationales, les a conduits en effet à scinder la politique européenne en trois volets : l'activité communautaire proprement dite; la sécurité et les affaires extérieures; la coopération en matière policière et

judiciaire. Le Parlement regrette amèrement, par exemple, que les questions de défense soient à ce stade confiées à l'UEO (Union de l'Europe occidentale), échappant ainsi au contrôle des députés de la CEE.

La critique à l'égard du volet social de Maastricht est encore plus vive. C'est l'occasion saisie par le texte travailliste pour déplorer « l'attitude de l'actuel gouvernement britannique qui a abouti à ce que soient prévues pour le Royaume-Uni des dispositions spéciales (clauses d'exemption) relatives à l'union monétaire et la politique sociale ».

De leur côté les parlementaires allemands ont obtenu que la résolution relève la « lacune » consistant à ne pas avoir modifié, à Maastricht, le nombre des membres du Parlement européen pour tenir compte des conséquences de la réunification de l'Allemagne.

L'Assemblée souhaitait également se montrer très directive en ce qui concerne l'élargissement futur de la Communauté. Le texte initial affirmait que le Parlement « aura un droit de veto dans ce domaine après la ratification du nouveau traité - ne donnera pas son accord à l'adhésion de nouveaux Etats si le problème du déficit démocratique n'est pas réglé ».

M. Jacques Delors a appelé à plus de prudence et au bout du compte la résolution finale s'est trouvée très nuancée. Le président de la Commission de Bruxelles a aussi mis en garde les Douze « qui n'ont pas encore suffisamment réfléchi sur ce que pourrait être, par exemple, une Communauté qui s'ouvrirait aux 35 Etats-nations existant déjà en Europe, même en excluant ceux de la CEE ».

MARCEL SCOTTO

Une première sur le continent

La Côte-d'Ivoire et l'Afrique du Sud ont décidé d'établir des relations diplomatiques

La Côte-d'Ivoire et l'Afrique du Sud ont décidé, mardi 7 avril, d'établir des relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs. Cette décision est une première en Afrique. Elle symbolise la rupture avec les décennies d'isolement imposé au « pays de l'apartheid ».

ABIDJAN
de notre correspondant

Pour les vendeurs des marchés d'Abidjan, qui exhibent fièrement sur leur étal des grappes de raisin sud-africain, l'annonce de l'établissement de relations diplomatiques entre la Côte-d'Ivoire et la République d'Afrique du Sud ne changera rien. La Côte-d'Ivoire entretient depuis longtemps d'étroites relations commerciales avec Pretoria, et les appareils de la South African Airways, interdits de séjour sur la plupart des aéroports africains, se posent depuis 1977 à Abidjan, ville que les trois derniers chefs d'Etat sud-africains connaissent bien.

Fervent artisan du dialogue avec Pretoria, le président Félix Houphouët-Boigny repart, dès 1966, dans son village natal de Yamoussoukro, celui qui incarnait l'apartheid pur et dur, John Vorster; puis, en 1986, son successeur, également partisan du statu quo,

M. Pieter Botha; et enfin, en 1989, l'homme qui incarne l'Afrique du Sud nouvelle, M. Frederik De Klerk. Soncioux « d'éviter une guerre entre Noirs et Blancs », le chef de l'Etat ivoirien a superbement ignoré les critiques qui s'élevaient sur son pays, sans toutefois officialiser ses rapports étroits avec l'Afrique du Sud : à défaut d'ambassade, Pretoria avait obtenu l'autorisation d'ouvrir, en 1990, une « mission spéciale », dont le représentant-résident, d'une discrétion exemplaire, jouissait du statut diplomatique.

« Recherche patiente et obstinée de la paix »

L'accélération des changements en Afrique du Sud, marquée, notamment, par la victoire du « oui » au référendum constitutionnel du 17 mars, a levé les dernières barrières. Dès le début avril, le chef de la diplomatie ivoirienne s'est rendu à Johannesburg, porteur d'un message du président Houphouët-Boigny. Plus rien ne s'opposait, désormais, à un échange d'ambassadeurs, d'autant que M. Nelson Mandela a été lui aussi reçu, fin 1991, en Côte-d'Ivoire.

Sans doute pour éviter que la visite de M. De Klerk au Nigeria, jeudi 9 avril, n'éclipse l'événement, le gouvernement ivoirien, « fidèle à sa politique d'ouverture, de recherche patiente et obstinée de la

paix par la négociation », a préféré précipiter les choses. Pour Abidjan, l'établissement de relations diplomatiques est le couronnement d'une politique, maintenue contre vents et marées depuis près de trois décennies; pour Pretoria, c'est un spectaculaire retour sur la scène diplomatique africaine.

Ces « retrouvailles » seront scellées au Nigeria, pays qui préside, pour quelques semaines encore, l'Organisation de l'unité africaine (OUA), dont le prochain sommet, fin juin, à Dakar, devrait être marqué, selon des sources diplomatiques, par la fin de l'isolement de l'Afrique du Sud. Les pays lusophones, comme l'Angola et le Mozambique, épuisés par des années de guerre civile, ont déjà franchi le pas. Quant aux pays francophones, ils ont, depuis longtemps, tissé des liens discrets avec l'Afrique du Sud.

Le Zaïre, le Congo et le Cameroun devraient très rapidement suivre l'exemple ivoirien. Pour nombre de pays africains, qui assistent, impuissants, à la marginalisation du continent et au désintérêt croissant de l'Occident à leur égard, la puissante Afrique du Sud représente une ultime planche de salut et l'espoir de cette coopération Sud-Sud tant souhaitée.

JEAN-KARIM FALL

A la réunion de Genève

Accord sur la création d'une zone tampon entre le Libéria et la Sierra-Leone

Les chefs d'Etat ivoirien, sénégalais, burkinabé, le vice-président nigérian, le président par intérim du Libéria Amos Sawyer et son rival Charles Taylor, chef du Front national patriotique du Libéria (FNPL), réunis à Genève, ont approuvé, mardi 7 avril, la création d'une zone tampon le long de la frontière entre le Libéria et la Sierra-Leone.

Les participants à cette réunion ont confirmé, dans un communiqué, que l'accord signé le 30 octobre dernier à Yamoussoukro (Côte-d'Ivoire) offrait toujours « le meilleur moyen possible de trouver une solution pacifique au conflit du Libéria ». Ils ont cependant reconnu que certaines dispositions n'étaient pas respectées, notam-

ment le long de la frontière entre la Sierra-Leone et le Libéria (*le Monde* du 7 avril). La zone tampon dont ils ont approuvé la création devra être créée « dans les meilleurs délais », ont-ils précisé. La sécurité y sera exclusivement assurée par l'ECOMOG, la force uest-africaine d'interposition. « Le FNPL pourra maintenir dans les zones qu'il contrôle une présence administrative non armée telle que la police, la douane et l'immigration », indique le communiqué.

Selon un diplomate africain, MM. Sawyer et Taylor ont par ailleurs signé un accord prévoyant des élections en novembre. (AFP, Reuters).

Ancien ambassadeur

Jean Basdevant est mort

Jean Basdevant, ancien ambassadeur, est mort mardi 7 avril, à Paris, à l'âge de soixante-deux ans.

La passion du service de l'Etat

Jean Basdevant appartenait à une famille qui avait la passion du service de l'Etat. Son père, Jules Basdevant, juriste, fut ambassadeur à Paris, puis à Alger, puis à Tunis. Il fut aussi, à la lettre indigne, tout à fait exceptionnelle à l'époque, qu'il adressa, le 29 mai 1941, au maréchal Pétain pour protester contre les facilités militaires que le gouvernement de Vichy accordait à l'Allemagne au Levant. Son frère aîné fut tué au combat en 1940, et le plus jeune dans les combats de la Libération en 1944. Un autre de ses frères et une de ses sœurs furent, comme lui, diplomates, et son autre sœur, Suzanne Bastid, eut une longue carrière de professeur de droit.

Après avoir été en poste à Bucarest, au service de presse du Quai d'Orsay et à Ottawa, Jean Basdevant se consacra essentiellement à deux causes. La première fut les relations franco-arabes et spécialement, de 1954 à 1956, les relations franco-tunisiennes et marocaines, alors en pleine mutation. Si la France a conservé de bonnes relations avec ses deux anciens protecteurs d'Afrique du Nord, c'est en grande partie grâce à l'orientation qu'il leur donna. De 1969 à 1971, il fut ambassadeur à Alger et termina sa carrière comme président de l'institut du monde arabe.

Son autre domaine de prédilection fut l'action culturelle extérieure dont il eut la charge pendant huit ans, de 1960 à 1968. En un temps où elle n'était pas dispersée comme aujourd'hui en de multiples responsabilités, il leur donna une impulsion considérable. Le Quai d'Orsay leur consacrait alors la moitié de son budget.

Jean Basdevant était le mari de l'écrivain et historienne de l'art Denise Basdevant.

MAURICE DELARUE

[Né le 16 avril 1912 à Grenoble, diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques, Jean Basdevant a été en poste en Roumanie (1938-1944), au Canada (1948-1951), chef du service des protocoles (1952), directeur général des affaires marocaines et tunisiennes (1956), directeur général des relations culturelles (1960-1968), puis ambassadeur en Algérie (1968-1971). Il a été ensuite inspecteur général des postes diplomatiques et consulaires (1971-1977). Il était membre du conseil supérieur de l'Agence France Presse depuis 1976 et président d'honneur de l'institut du monde arabe depuis 1981, après en avoir été le président (1980-1981).]

(Publicité)

SOURDS ET MALENTENDANTS

LA MUTUELLE DE LA PRESSE ET DU LIVRE organise les lundi 13 et mardi 14 avril 1992 (service acoustique) deux journées réservées aux sourds et malentendants.

Vous pouvez, gratuitement :

- Faire contrôler votre audition ;
- Faire réviser vos appareils auditifs ;
- Essayer les nouvelles prothèses auditives ultra-miniaturisées.

PRENEZ RENDEZ-VOUS AU 40-39-75-75
M.N.P.L. SERVICE ACOUSTIQUE
29, rue de Turbigo - 75002 PARIS

POLITIQUE

Après l'élection de l'animateur de Télé-Free-DOM à la présidence du conseil régional de la Réunion

M. Le Penec joue « la carte du dialogue » avec M. Sudre

Le ministre des DOM-TOM, M. Le Penec, a reçu, mardi 7 avril, pendant une heure et demie, le nouveau président du conseil régional de la Réunion, M. Sudre, dont la personnalité est très controversée.

Il y a dix ans, à la Réunion, M. Camille Sudre faisait figure de champion des libertés. Militant d'Amnesty international, disciple de Coluche dans l'aventure des Restos du cœur, il parvenait à se faire une place à la gauche locale, et les notables se bousculaient au micro de Radio-Free-DOM, qu'il avait fondée en 1981.

Il y a un an, M. Sudre était considéré comme l'ennemi public numéro un de tous les pouvoirs établis et comme le principal responsable des émeutes du quartier du Chaudron, en banlieue de Saint-Denis de la Réunion. Justifiant la saisie des émetteurs de Télé-Free-DOM, qui défiait la loi depuis cinq ans, le préfet le dépeignait comme un homme « sans aucune déontologie, sans aucune morale » : « Les élus sont obligés de se plier à son bon plaisir parce que personne ne peut le contrôler et qu'il peut, avec sa radio et sa télé, casser qui il veut, dissoudre, il a contribué à créer un climat de haine. Il fallait intervenir car il y avait là un danger pour la sécurité de la société et même un dan-

ger pour la démocratie. » (Le Monde du 2 mars 1991).

Parlant d'« attaque préméditée », de « casse organisée », le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Penec, estimait, lui aussi, que les manifestations, par Radio-Free-DOM et la « déinformation » pratiquée par cette station privée relevaient des procédures judiciaires. La mission d'information parlementaire envoyée sur place par la commission des lois de l'Assemblée nationale confirmait la responsabilité de M. Sudre et de ses collaborateurs en dénonçant à son tour « l'incitation à la violence sur les antennes de Télé-Free-DOM dans les semaines qui ont précédé les émeutes ».

L'évêque de la Réunion, Mgr Gilbert Aubry en personne, évoquait les marchands chassés du temple par Jésus pour mettre en garde les catholiques contre « les marchands de colombes » ; la colombe étant l'emblème de M. Sudre, surnommé « l'Angé blanc », tout le monde comprenait qu'il était visé. Certains médecins établissent même un rapport de cause à effet entre le nombre des films pornographiques diffusés par Télé-Free-DOM et l'augmentation des viols incestueux dans les familles les plus pauvres de l'île.

La conclusion était unanime : M. Sudre, entré en politique, élu conseiller municipal dans l'équipe

du nouveau maire socialiste de Saint-Denis, était devenu un redoutable mégalo-mane. M^{me} Danielle Mitterrand était la seule à plaider la cause de Télé-Free-DOM.

Aujourd'hui, M. Sudre préside le conseil régional de la Réunion. Ainsi l'ont voulu les 66 617 électeurs qui lui ont accordé leurs suffrages (30,80 %, dix-sept élus) et le Parti communiste réunionnais (PCR) qui lui a offert son appui. Le gouvernement n'a donc pas le choix : quoi qu'il pense de ce vote protestataire, acclamé pour tous les partis locaux, peut-il faire autrement que de prendre acte de la volonté du peuple souverain ?

« Très cordial »

Reconduit dans ses fonctions par MM. François Mitterrand et Pierre Bérégovoy, parce que sa gestion de l'outre-mer est unanimement appréciée au Parlement, M. Le Penec a donc décidé de passer l'éponge sur ce proche passé, de jouer « la carte du dialogue » et de faire confiance à M. Sudre en espérant que ses nouvelles responsabilités auront un effet modérateur sur le fondateur de Télé-Free-DOM. Il a été encouragé à faire ce pari notamment par la prudence que M. Sudre observe depuis le 22 mars. Contrairement à la promesse faite à ses électeurs, celui-ci

n'a pas donné suite à son intention de réintégrer dans l'illégalité Télé-Free-DOM, depuis le 27 mars, n'émet toujours qu'une mise sur fond musical.

L'entretien que MM. Le Penec et Sudre ont eu, mardi après-midi 7 avril, a donc été « très cordial » selon la Rue Oudinet. Le président du conseil régional était venu rappeler au ministre des DOM-TOM son programme électoral : reprise des émissions de Télé-Free-DOM et « fin des injustices » par la mise en œuvre, avant la fin de 1992, de l'égalité sociale entre la Réunion et la métropole et par la mise en chantier d'un « plan de développement ». M. Le Penec a fait observer que la « fin des injustices » faisait partie de son programme de travail mais il a rappelé son propre calendrier, qui prévoit l'établissement de la politique d'égalité sociale jusqu'en 1995.

Le ministre des DOM-TOM a, toutefois, fait un geste, qui s'adresse autant au Conseil supérieur de l'audiovisuel qu'à M. Sudre, en souhaitant, « à brève échéance, un nouvel élargissement du paysage audiovisuel de l'île » et en exprimant l'espoir que Télé-Free-DOM y « trouve sa juste place dans le cadre légal ». M. Sudre semble ne pas y avoir été insensible. « L'Angé blanc » est peut-être sur le point de revenir en odeur de sainteté politique.

ALAIN ROLLAT

La nomination des directeurs de cabinet

ÉDUCATION NATIONALE ET CULTURE

M. Dominique Lefebvre auprès de M. Jack Lang

M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, a composé un cabinet bicéphale. M. Dominique Lefebvre, qui était depuis le 26 novembre 1991 directeur de cabinet du ministre de la culture et de la communication, devient directeur de cabinet du ministre de l'éducation nationale et de la culture. Il sera assisté de deux directrices adjointes, M^{me} Catherine Moisan pour l'éducation, et M^{me} Sylvie Hubert pour la culture. M. Alain Brunet a été nommé chef de cabinet du ministre et sera assisté par deux chefs de cabinet adjoints, M. Franck Hébert à l'éducation et M^{me} Dominique Scridji à la culture.

Dans l'attente de la composition définitive des deux cabinets — celui du ministre de la culture devrait être « resserré », — le ministre s'est adjoint deux conseillers : M. Jean Hébrard, ancien conseiller de M. Michel Rocard pour les questions d'éducation, qui était chargé à la direction des enseignements supérieurs des problèmes de formation des maîtres ; et M. Bernard Latarget, ancien délégué général de la Cinéma, puis directeur général de la Fondation de France, qui était conseiller spécial du ministre de la culture depuis le 26 novembre 1991.

(Né le 7 mai 1956 à Roubaix, M. Dominique Lefebvre a été auditeur à la Cour des comptes de juin 1986 à mai 1988 avant d'être nommé conseiller technique au cabinet de M. Claude Evin (de mai 1988 à octobre 1989) au ministère de la santé, et chargé de mission

pour le conseiller technique au cabinet de M. Michel Rocard à Matignon (octobre 1989 à mars 1991). De juin à novembre 1991, il a été directeur adjoint du cabinet de M. Michel Delebarre, ministre de la ville.)

(Né le 6 décembre 1950 à L'Haj-les-Roses (Val-de-Marne), ancien élève de l'École normale supérieure de Sévres (1971) et agrégé de mathématiques (1974), M^{me} Catherine Moisan a été professeur au lycée expérimental de Sévres (1975) puis au collège N. Ledoux au Plessis-Robinson (1977), avant d'être nommée professeur au centre de formation des professeurs de collège de Rouen (1982). Conseiller technique au cabinet d'Alain Savary, puis de Jean-Pierre Chevènement (1983-1984), elle est ensuite directrice adjointe du Centre national de documentation pédagogique à Paris (1984-1985). En 1985, elle est nommée expert sur les questions éducatives auprès de la commission des Communautés européennes, avant de rejoindre, en mai 1990, le cabinet de M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale. M^{me} Moisan est inspecteur général de l'éducation nationale.)

(Né le 13 mai 1948 à Saint-Rémy-de-la-Vanne (Seine-et-Marne), M. Mercereau est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'ENA, inspecteur général des affaires sociales (1973-1978). Il a été chargé de mission à la Direction de l'action sociale (1978-1981) avant d'entrer comme conseiller technique aux cabinets de M^{me} Nicole Questiaux (ministre de la solidarité nationale) et de M. Pierre Bérégovoy (ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale) de 1981 à 1983. Directeur de la Sécurité sociale pendant quatre ans, il a été directeur du cabinet de M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration.)

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT ET TRANSPORTS

M. François Mercereau auprès de M. Jean-Louis Bianco

M. François Mercereau, qui dirigeait le cabinet de M. Jean-Louis Bianco au ministère des affaires sociales et de l'intégration, est reconduit dans ses fonctions au ministère de l'équipement, du logement et des transports.

(Né le 13 mai 1948 à Saint-Rémy-de-la-Vanne (Seine-et-Marne), M. Mercereau est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'ENA, inspecteur général des affaires sociales (1973-1978). Il a été chargé de mission à la Direction de l'action sociale (1978-1981) avant d'entrer comme conseiller technique aux cabinets de M^{me} Nicole Questiaux (ministre de la solidarité nationale) et de M. Pierre Bérégovoy (ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale) de 1981 à 1983. Directeur de la Sécurité sociale pendant quatre ans, il a été directeur du cabinet de M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration.)

□ Au cabinet du premier ministre. — M. Pierre Bérégovoy a complété, mardi 7 avril, la composition de son cabinet. M. Régis Paraque, ancien journaliste devenu inspecteur général des finances et depuis longtemps collaborateur de M. Bérégovoy, est nommé chargé de mission auprès du premier ministre. M. Denis Delbourg, ancien membre du cabinet de M. Michel Rocard à Matignon puis de M. Jack Lang en tant que porte-parole du gouvernement, a été nommé conseiller, chef du service de presse.

□ Reconstitution de plusieurs directeurs de cabinet. — Plusieurs ministres

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

M. Alain Geismar auprès de M. Jean Glavany

M. Alain Geismar, chargé de mission auprès de l'ancien ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin, a été nommé directeur du cabinet du nouveau secrétaire d'État à l'enseignement technique, M. Jean Glavany.

(Né le 17 juillet 1939 à Paris, M. Alain Geismar est ingénieur des mines et docteur en physique, spécialiste de la physique des solides. En mai 1968, alors enseignant et secrétaire général du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNESUP), M. Geismar est devenu l'un des figures de proue de la contestation étudiante aux côtés notamment de M. Daniel Cohn-Bendit. Fondateur de la Gauche prolétarienne, il était passé dans la « clandestinité » après la dissolution de ce mouvement maoïste. En avril 1970, avant d'être condamné à dix-huit mois de prison par la Cour de sûreté de l'État, libéré en décembre 1971, M. Geismar a repris une carrière universitaire. En 1983, il entre au cabinet de M. André Laignel, secrétaire d'État chargé de la formation professionnelle. En juin 1991, il rejoint le cabinet de M. Jospin, à l'éducation nationale, en tant que chargé de mission, chargé de la professionnalisation des enseignants.)

tres confirmés dans leur fonction ont conservé le même directeur de cabinet. Il en va ainsi de MM. Roland Dumas aux affaires étrangères (M. Daniel Bernard), Louis Le Penec aux départements et territoires d'outre-mer (M. Jean-Jacques Debauch), Hubert Curien à la recherche et à l'espace (M. Christophe Desprez), Louis Mermaz à l'agriculture (M. Jacques Berthoin), Pierre Joxe à la défense (M. François Nicoulaud) et de M^{me} Frédérique Bredin à la jeunesse et aux sports (M. Michel Colardette).

Après le changement de premier ministre

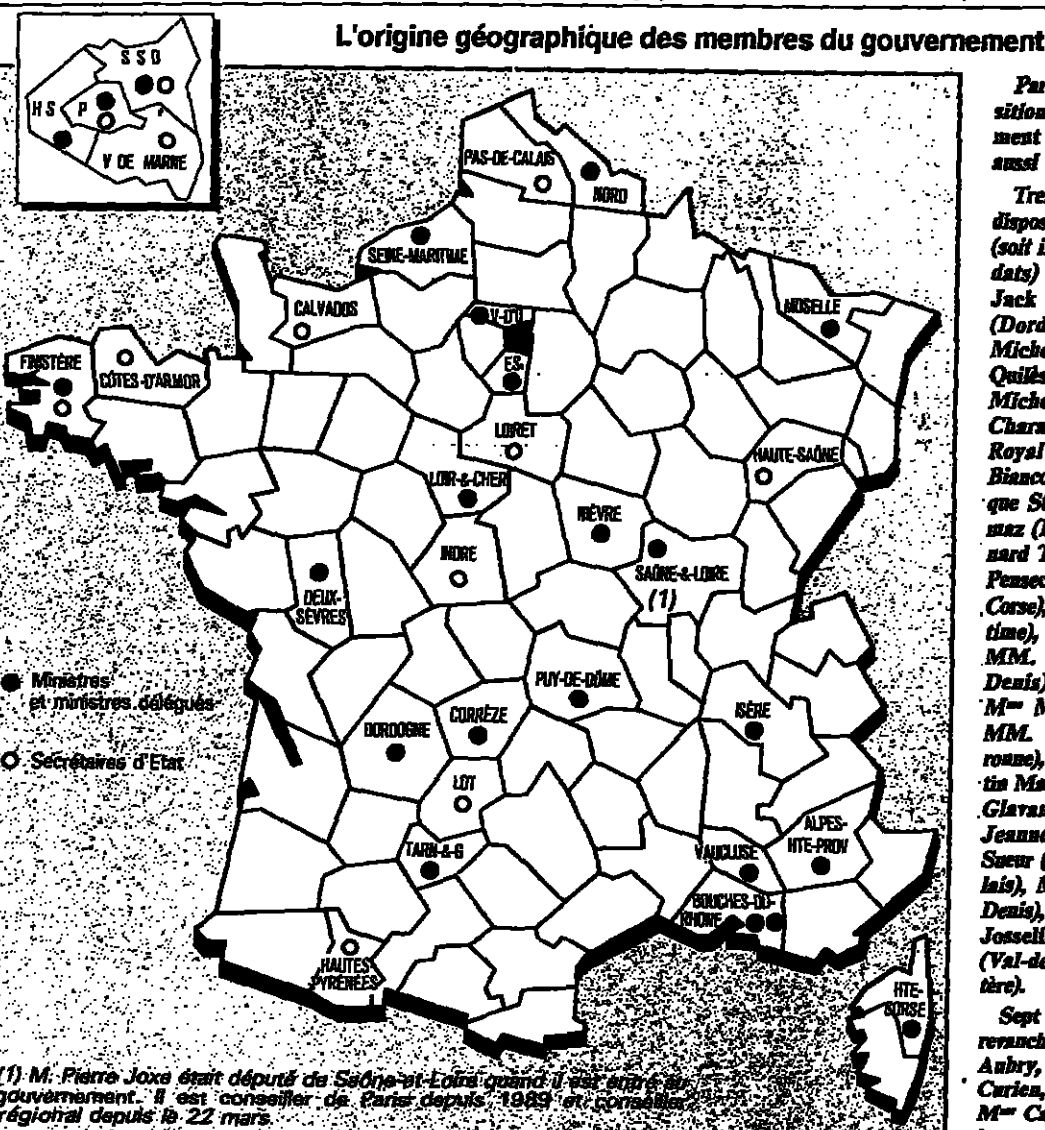
Courrier privé

Il est d'usage, sous la Ve République, lorsque intervient un changement de gouvernement, que les lettres échangées par le chef de l'État et le premier ministre démissionnaire soient rendues publiques. Ainsi, en juillet 1984, M. François Mitterrand, en réponse à M. Pierre Mauroy, qui lui exprimait sa « fierté » et sa « joie » d'avoir œuvré trois ans à ses côtés, avait rendu hommage à son « courage », à sa « détermination », et à sa « loyauté » avant d'ajouter que « le marque de son action restera dans l'histoire de notre temps ».

De même, en mars 1986, après la victoire de l'opposition aux élections législatives, M. Mitterrand écrivait notamment à M. Laurent Fabius : « Vous avez été à la hauteur du courage et de la maîtrise de soi qui sont le propre

de l'homme d'État ». Enfin, quand M. Michel Rocard, en mai 1991, avait regretté d'être contraint de quitter l'Hôtel Matignon en laissant « une tâche inachevée », M. Mitterrand lui avait répondu qu'il aurait « d'autres occasions de servir la France ».

Il y a toutefois des exceptions à ce usage. L'échange de lettres entre M. Mitterrand et M. Chirac, en 1989, n'avait pas été rendu public. Et celui qui a eu lieu la semaine dernière entre M. Mitterrand et M^{me} Cresson ne sera pas non plus si l'on en croit les indications données à l'Elysée. On ne saura donc pas, dans l'immédiat, ce que le président de la République a répondu à son ancien premier ministre qui regrettait de ne pas avoir eu les moyens de « remplir pleinement sa mission ».



Parmi les cultures retenues pour la composition d'un gouvernement figurent évidemment les appartenances partielles, mais aussi les origines géographiques.

Trente-cinq ministres ou secrétaires d'État disposent d'une implantation politique locale (soit ils sont élus, soit ils ont déjà été candidats) : MM. Pierre Bérégovoy (Nièvre), Jack Lang (Loire-et-Cher), Roland Dumas (Dordogne), Michel Delebarre (Nord), Michel Vauzelle (Bouches-du-Rhône), Paul Quilès (Paris), Pierre Joxe (Seine-et-Marne), Michel Sapin (Haut-de-Seine), Michel Charasse (Puy-de-Dôme), M^{me} Ségolène Royal (Deux-Sèvres), MM. Jean-Louis Bianco (Alpes-de-Haute-Provence), Dominique Strauss-Kahn (Val-d'Oise), Louis Mermaz (Isère), René Teulade (Corrèze), Bernard Tapie (Bouches-du-Rhône), Louis Le Penec (Finistère), Emile Zuccarelli (Hauts-de-Seine), M^{me} Frédérique Bredin (Seine-Maritime), M^{me} Elisabeth Guigou (Vaucluse), MM. Marcel Debarge (Seine-Saint-Denis), Jean-Marie Rausch (Moselle), M^{me} Marie-Noëlle Lienemann (Essonne), MM. Jean-Michel Baylet (Tarn-et-Garonne), Louis Mermaz (Calvados), Martin Malry (Lot), André Laignel (Indre), Jean Glavany (Hauts-Pyrénées), Jean-Noël Jeanneney (Hauts-de-Seine), Jean-Pierre Saur (Loiret), Jacques Mallock (Puy-de-Calais), M^{me} Véronique Nekritz (Seine-Saint-Denis), MM. Georges Sore (Paris), Charles Josselin (Côte-d'Or), Laurent Cathala (Val-de-Marne) et Kofi Yangane (Finistère).

Sept membres du gouvernement n'ont eu revanche aucune assise locale : M^{me} Martine Aubry, MM. Bernard Kouchner, Hubert Curien, Georges Cléménçon, Emile Biassini, M^{me} Catherine Taubin et M. Michel Gillibert.

M. Antoine Waechter victime d'un canular

La porte-parole des Verts, M. Antoine Waechter, qui avait affirmé, samedi 4 avril à Lyon, devant le conseil national inter-régional de son mouvement, avoir été contacté par le cabinet du nouveau premier ministre, a, en réalité, été victime d'un canular radiophonique.

Peu après l'annonce du refus des Verts de participer au gouvernement de M. Pierre Bérégovoy, M. Waechter avait reçu, jeudi 2 avril vers 12 h 45, un appel téléphonique à sa permanence de Mulhouse ; son interlocuteur lui avait proposé le ministère des affaires sociales ou celui de l'Industrie. Il s'agissait en fait d'un animateur de la radio Skyrock, qui a également piégé MM. Jack Lang et Philippe Marchand.

Dès samedi 4 avril, les services du premier ministre avaient démenti avoir fait une proposition au chef de file des Verts.

A l'Assemblée nationale

Deux nouveaux présidents de commission

Les six commissions permanentes de l'Assemblée nationale ont procédé, mardi 7 avril, au renouvellement de leur président. Quatre d'entre eux ont été reconduits : M. Jean-Michel Belorgey (PS, Allier) à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, M. Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Garonne) à la commission des lois, M. Jean-Michel Boucheron (PS, Ille-et-Vilaine) à la commission de la défense et M. Jean-Marie Bockel (PS, Haut-Rhin) à la commission de la production et des échanges.

Deux présidents ont été nouvellement élus : M. André Belton (PS, Alpes-de-Haute-Provence) à la commission des affaires étrangères, en remplacement de M. Michel Vauzelle, nommé ministre de la justice dans le gouvernement de M. Pierre Bérégovoy, et M. Jean Le Garrec (PS, Nord) qui succède, à la présidence de la commission des finances, à M. Henri Emmanuelli (PS, Landes), élu président de l'Assemblée nationale en janvier 1992 (Le Monde du 8 avril).

Les effectifs des groupes

Plusieurs modifications sont intervenues dans la composition des groupes politiques à l'Assemblée nationale, dont l'effectif total, après la démission de M. Jean-Philippe Lachenaud (UDF, Val-d'Oise) pour cause de canular des mandats (Le Monde du 11 mars), n'est plus que de 576 membres.

Le groupe socialiste compte 254 membres, après le départ de M. Jean-Marie Cambacérès, député du Gard, désormais rattaché au groupe des non-inscrits. Les apparentés socialistes ne sont plus que dix-sept, M. Jean-Michel Boucheron, ancien maire d'Angoulême et député de la Charente, ayant également rejoint les non-inscrits.

Le groupe RPR, aujourd'hui composé de 123 députés, a perdu deux de ses membres : M. Régis Ferbet (Ardèche), qui n'est plus qu'apparenté RPR, et M^{me} Martine Dargreilh (Alpes-Maritimes), désormais rattachée au groupe des non-inscrits. L'effectif du groupe UDF passe de 80 à 79 membres, en raison de la démission de l'Assemblée de M. Lachenaud. Le groupe UDC, en revanche, passe de 34 à 36 membres avec la réintégration de M. Jean-Jacques Jégo (Val-de-Marne) et l'adhésion de M. Dominique Baudis, député de Haute-Garonne et président exécutif du COS.

Devant huit cents personnes à la Mutualité

M. Chevenement dénonce le traité de Maastricht

M. Jean-Pierre Chevènement a déclaré, mardi 7 avril, devant huit cents personnes réunies à la salle de la Mutualité à Paris, qu'il ne votera pas la ratification du traité de Maastricht. L'ancien ministre de la défense estime qu'il faudra « soit dévier » ce traité, « soit le renégocier pour l'amender, soit le compléter, soit l'interpréter et, probablement, les trois à la fois ». Le député du Territoire-de-Belfort a précisé, d'autre part, la position du courant Socialisme et République sur le gouvernement. « Nous soutiendrons le gouvernement Bérégovoy en essayant de pousser aussi loin que possible dans la bonne direction, sauf cas de conscience », a-t-il dit. Pour lui, ce « cas de conscience » sera le traité de Maastricht, « signé en l'absence de tout débat ».

M. Jean-Marie Le Guen, jospiniste, premier secrétaire de la fédération socialiste de Paris du PS, assistait à la réunion.

► Lire page 2, « Maastricht, le théâtre de l'ambigu », par Jacques Calvet.

مخبرنا الأسفل

POLITIQUE

Faute de majorité au conseil régional

Haute-Normandie : situation bloquée

Le conseil régional de Haute-Normandie n'a pu procéder, samedi 4 avril, à l'élection de ses six vice-présidents en raison des démissions successives du premier vice-président élu, M. Bernard Leroy (UDF-PR). Ce dernier a refusé, par trois fois, sa désignation obtenue grâce aux 8 voix du Front national, ajoutées aux dix-neuf de son groupe. A chaque fois, M. Leroy a décliné de 1 ou 2 voix. M. Alain Le Vern, député (PS) soutenu par son groupe (14 élus), le PCF (5 élus), Génération Ecologie (4 élus) et les Verts (4 élus), qui souhaitent reporter leurs suffrages sur le candidat UPF pour l'élection du deuxième vice-président.

Devant cette situation bloquée, M. Antoine Rufenacht (RPR), président de l'assemblée régionale, a proposé le renvoi de la séance à jeudi. Samedi, M. Laurent Fabius s'est attaché à démontrer que la majorité relative sur laquelle s'appuie M. Rufenacht (19 élus UPF) ne correspond pas « à la réalité politique ». « La majorité relative est de notre côté (23 élus) et M. Rufenacht n'a été élu qu'au hasard d'une majorité relative contraire », a expliqué M. Fabius.

Cette analyse n'était pas partagée par l'UPF, qui a pu prouver qu'elle n'envisageait pas de constituer une majorité avec le Front national, tout en soulignant, par l'intermé-

diaire de M. Jean-Louis Boulanger, que « M. Le Vern a été constamment battu par M. Leroy ».

A cette confusion s'est ajoutée un revirement de la position des Verts, mécontents d'une déclaration publique de M. Rufenacht sur la réalisation inévitable, selon lui, d'une section de l'autoroute A 29. « Dans ces conditions, il n'y a plus parfaite symétrie entre les positions de l'UPF et celles du PS », ont fait savoir les Verts.

ETIENNE BANZET

○ Précision. — Contrairement à ce que nous avons écrit dans le Monde du 1^{er} avril à propos de l'élection du président du conseil régional de Haute-Normandie, le Front national, dont les huit élus ont apporté leurs suffrages à M. Rufenacht, n'avait pas annoncé avant le scrutin qu'il voterait pour le candidat UPF.

○ M. Le Bris (PS) réélu maire de Concarneau. — M. Gilbert Le Bris, député (PS) du Finistère, qui s'était démis de son mandat de maire de Concarneau après sa défaite aux élections cantonales (le Monde du 3 avril), a été réélu le 4 avril. M. Yvon Quéroux (ex-PC), dont le maintien au second tour avait provoqué l'échec de M. Le Bris, n'a pas retrouvé son poste d'adjoint.

M. Barre condamne la « recherche impatiente de l'alternance partisane »

Commentant pour la première fois les résultats des élections régionales et cantonales, M. Raymond Barre estime, dans l'éditorial de sa lettre *Faits et Arguments* d'avril, que celles-ci ont traduit « un désaveu massif du Parti socialiste et une condamnation sans équivoque de l'action gouvernementale ». Il constate « que le président de la République n'est pas épargné par le verdict ». S'il reconnaît que M. Pierre Bérégovoy « bénéficie d'un important crédit en France comme à l'étranger », M. Barre pense que la tâche du nouveau premier ministre « ne sera pas commode ». En tout état de cause, le député du Rhône affirme que la situation « ne pourra être clarifiée avant l'élection présidentielle, échéance décisive de la 1^{re} République ». Le ravaudage et le bricolage politiques, écrit-il, ont toutes chances de prévaloir, tant dans l'année d'attente présidentielle où nous sommes entrés que dans la période postérieure aux élections législatives pendant laquelle le pays sera vraisemblablement enlisé dans les sables mouvants d'une nouvelle cohabitation.

L'ancien premier ministre regrette également « la conjuration du silence » qu'ont entraînée ses propres propositions « pour des grandes réformes dont la France a besoin ». « Mais, souligne-t-il, la recherche impatiente de l'alternance partisane prévaut encore, à droite comme à gauche, sur la nécessité d'un large accord de tous les républicains de gouvernement sur des objectifs essentiels et sur les moyens

de les atteindre sans retard ni secousse », accord qui constituera selon lui « l'enjeu des prochaines élections présidentielles ». Dans l'immédiat, M. Barre réaffirme qu'il instaurera la proportionnelle pour les élections législatives « sans porter un mauvais coup à la France ». Il avance enfin trois propositions : rendre incompatible le mandat de président de conseil régional ou de conseil général avec ceux de maire d'une grande ville, de député, de sénateur ou de ministre ; adopter pour les élections régionales un scrutin de type municipal organisé par circonscription régionale ; engager une réforme administrative pour réduire le nombre des régions et des échelons administratifs.

○ Mort du sénateur André Traband. — André Traband, sénateur du Bas-Rhin en remplacement de M. Marcel Rudloff, nommé au Conseil constitutionnel le 25 février dernier, est décédé à Haguenau, lundi 6 avril, à l'âge de soixante-douze ans.

[Né le 21 février 1920 à Haguenau (Bas-Rhin), géographe-urbaniste, inspecteur principal de l'enseignement technique puis directeur d'études à l'UTP de Colmar (Haut-Rhin), André Traband a été maire de Haguenau de 1971 à 1989, date à laquelle il ne s'était pas représenté. Conseiller général du canton de Haguenau de 1976 à 1988, il avait été nommé sénateur du Bas-Rhin en remplacement de M. Marcel Rudloff après la nomination de ce dernier, le 25 février, au Conseil constitutionnel.]

Un entretien avec M. Serge Klarsfeld

« L'instruction de l'affaire Bousquet avance, mais lentement »

nous déclare le secrétaire général du Centre de documentation juive contemporaine

Le Centre de documentation juive contemporaine (CDJC), associé au Mémorial du martyr juif inconnu, a été rénové à l'occasion du cinquantième anniversaire du début de l'extermination des juifs d'Europe par les nazis et de sa mise en œuvre en France. M. Jacques Chirac a inauguré les nouveaux locaux du centre, le 27 mars, au cours d'une cérémonie à laquelle participaient, notamment, MM. Pierre Bérégovoy et Roland Dumas, ainsi que M^{me} Simone Veil. « Au moment (...) où, hélas ! réapparaissent sur notre continent — et, malheureusement, en France également — les forces noires du racisme, de la xénophobie et de la dictature, ce Mémorial symbolise notre résolution absolue, totale, à combattre encore et toujours pour la liberté, pour la dignité et pour l'égalité des hommes, sans distinction de race, de couleur de peau ou de religion », a déclaré le maire de Paris.

Une exposition organisée à l'Hôtel de Ville rappelle « le temps des rafles », l'année 1942 ayant été celle des premières déportations de juifs de France, étrangers puis nationaux, vers les camps de la mort. Un « train de la mémoire », dans lequel avaient pris place plusieurs centaines d'enfants et petits-enfants de déportés, s'est rendu le 6 avril à Auschwitz, en Pologne, et a fait une halte à Strasbourg mardi 7 avril. La commémoration de la grande rafle des 16 et 17 juillet 1942 fera l'objet d'une cérémonie

sur l'emplacement de l'ancien Vélodrome d'hiver, où les futurs déportés avaient été enfermés par les forces de police françaises. M. Serge Klarsfeld, secrétaire général du CDJC, rappelle, dans l'entretien qu'il nous a accordé, le rôle de cet organisme.

« Pourquoi le Mémorial du martyr juif inconnu et le Centre de documentation juive contemporaine nécessitent-ils une rénovation ?

— Les conditions de travail, au Centre, n'étaient plus adaptées à l'afflux des chercheurs, des historiens, des journalistes et, aussi, du public qui vient rechercher ses racines à travers la Shoah : ceux qui ont été déportés et qui veulent en retrouver une trace documentaire ; les enfants de déportés qui, atteignant l'âge de la retraite, commencent du temps à rechercher l'histoire de leur famille. Il fallait donc agrandir et rénover.

« Le CDJC avait été créé en 1943, dans la clandestinité, à Grenoble, c'est-à-dire dans la zone d'occupation italienne, qui était une sorte d'oasis, pour les juifs, dans la France occupée. Sa création avait été décidée par l'ensemble des organisations juives existant à l'époque, qui avaient jugé nécessaire de mettre sur pied une institution rassemblant toute la documentation possible sur les persécutions antijuives. C'est ainsi qu'ont été récupérées, à la Libération, les archives de la Gestapo, sans lesquelles la connaissance de

ce qui s'est passé en France, pendant la guerre, pour les juifs, ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui.

« La Ville de Paris, en nous donnant la moitié de l'immeuble mitoyen, nous a aidés à agrandir le CDJC. Nous avons obtenu, aussi, des subventions de la Ville et du ministère de la culture, mais le financement du CDJC est presque entièrement assuré par la communauté juive.

— Qu'avez-vous prévu pour marquer le cinquantième de la mise en œuvre de la « solution finale » en France ?

— Nous avons voulu, précisément, agrandir le Centre à cette occasion. Il va recevoir le « fichier juif » de France, le « fichier juif » conservé au ministère des anciens combattants et récemment retrouvé. Ce fichier sera placé symboliquement dans une armoire de verre blindée, devant la crypte du Mémorial, laquelle a la forme d'une chambre à gaz, afin de signifier que nous sommes en face de la première étape sur la voie qui conduit à l'extermination. Le CDJC recevra, lui, un microfilm du fichier, qui sera aussi dupliqué à l'intention des Archives nationales et du ministère des anciens combattants et victimes de guerre.

« Nous avons fait, ensuite, une grande exposition sur le sort des

juifs de France pendant la guerre. La Ville de Paris nous a apporté un soutien matériel et offert l'espace d'accueil de l'Hôtel de Ville, où nous avons pu installer une centaine de panneaux. Ceux-ci présentent des documents sur la propagande antisémite, la législation de Vichy, les rafles et, aussi, la résistance que la société française a opposée aux persécutions. J'ai toujours souligné que les trois quarts des juifs de France avaient survécu et que si le quart d'entre eux avaient dû leur perte à la coopération du régime de Vichy avec les Allemands, les autres avaient dû la vie à la sympathie et à la solidarité de leurs compatriotes et, notamment, à l'intervention de l'Eglise et de élites spirituelles.

— Est-ce que cet aspect de la période est, aujourd'hui, correctement traité dans les manuels scolaires ?

— En 1983, tous ces faits sont entrés dans les manuels de terminale, mais les programmes ayant changé en 1989, le sujet s'est retrouvé à la fin de la première. Malheureusement, les cours n'arrivent pas toujours jusqu'à cette période. Il y a maintenant, au début de l'année de terminale, une introduction sur les conséquences de la seconde guerre mondiale, mais ce n'est pas très satisfaisant.

— Est-ce que l'instruction des plaintes contre les auxiliaires français de la solution finale progresse de façon convenable à vos yeux ?

— Cela va dans la bonne direction, mais c'est lent. La principale affaire est celle de René Bousquet, secrétaire général de la police sous Vichy, sans l'accord duquel les nazis n'auraient pu bénéficier de la coopération des fonctionnaires français. Par rapport à ce qui lui est reproché, le rôle d'un Maurice Papon est quasi anecdotique. Le juge d'instruction est allé récemment interroger, en Allemagne, Herbert Hagen, chef de la police nazie en France, qui avait dressé le procès verbal de la réunion du 2 juillet 1942, au cours de laquelle Bousquet avait promis, sous réserve de l'accord du conseil des ministres, la participation de la police française aux rafles du 16 juillet. Ce fait n'était pas connu des juges de la Haute Cour, devant laquelle Bousquet avait comparu à la Libération.

Propos recueillis par PATRICK JARREAU

► Mémorial du martyr juif inconnu et Centre de documentation juive contemporaine, 17, rue Geoffroy-l'Asnier, Paris (IV^e).

► « Le temps des rafles », exposition dans le salon d'accueil de l'Hôtel de Ville de Paris, jusqu'au 18 avril.

Composez votre Sicile

FORMULE AVION + VOITURE à partir de 2 515 F
Une semaine kilométrage illimité, liberté totale, ou possibilité de réservation d'une ou plusieurs nuits d'hôtel.

DES CIRCUITS
EX : LES CIVILISATIONS à partir de 4 690 F
Une semaine pour la découverte archéologique de l'Italie, à la rencontre d'une mosaïque de civilisations.

ET DES VOYAGES SUR MESURE...
Composez votre voyage en SICILE comme vous l'entendez : nos spécialistes de l'ITALIE vous aideront à le réaliser.

VOYAGEURS EN ITALIE
12, rue Sainte Anne 75001 PARIS
Pour obtenir notre brochure ITALIE SICILE 92 ou nous consulter appelez le 42 06 76 42

(Publicité)

Paul Oriol

LES IMMIGRÉS DEVANT LES URNES

CIEMI-L'HARMATTAN

120 F - Commandes : ATS, 40, rue de Malte 75011 PARIS

Réunions publiques avec Paul Oriol, responsable de la commission immigrés de l'Alternative Rouge et Verte

Vendredi 10 avril, 20 h
CLAJ de Nice

Mercredi 15 avril, 20 h 30
AGECA
177, rue de Charonne 75011 PARIS

VILLE DE CAEN

REGION BASSE NORMANDIE

MINISTRE DE LA CULTURE

Les Arts Florissants

WILLIAM CHRISTIE

AVRIL 1992

SEMAINE SAINTE

CHARPENTIER - MAZZOCCHI - PERTI

avec
Claron MCFADDEN - Paul AGNEW - Mark PADMORE
Richard DUGUAY - Stephan VAN DYCK - Nathan BERG
Nicolas CAVALLIER - Jean-Claude SARRAGOSSE

le 11 à 20 h 30	CAEN	N-D de la Gloriette
le 14 à 19 h 00	PARIS	L'Auditorium / Châtelet
le 16 à 20 h 30	MADRID	Conde Duque
le 20 à 16 h 30	AIX-LES-BAINS	Eglise Notre-Dame

CHARPENTIER

le 15 à 20 h 30	MADRID	Conde Duque
le 19 à 18 h 30	VALLOIRE	Eglise

MAI 1992

THE FAIRY QUEEN

de PURCELL

(version concert)
avec
Véronique GENS - Claron MCFADDEN - Sandrine PIAU
Jérôme CORREAS - Charles DANIELS - Bernard DELETRE
Mark PADMORE

le 2 à 19 h 45	LONDRES	Barbican Centre
le 4 à 19 h 00	PARIS	L'Auditorium / Châtelet
le 5 à 20 h 30	CAEN	Théâtre

Tournée aux États-Unis avec le soutien de l'A.F.A.A.

le 7 à 20 h 00	NEW YORK	Alice Tully Hall
le 9 à 20 h 00	PURCHASE	S.U.N.Y.
le 10 à 20 h 00	NEW YORK	Alice Tully Hall
le 12 à 20 h 00	BOSTON	Jordan Hall
le 13 à 19 h 30	CHICAGO	Civic Opera House

JUIN 1992

JEPHTÉ

de MONTECLAIR

(version concert)
avec
Jacques BONA - Claire BRUA - Sophie DANEMAN
Nicolas RIVENQ - Mark PADMORE - Bernard LOONEN

le 10 à 20 h 30	MONTPELLIER	Corum Berlioz
le 12 à 19 h 30	PARIS	Théâtre du Châtelet
le 13 à 20 h 30	CAEN	Théâtre

PECHINEY

SOCIÉTÉ

Avant l'expédition de plutonium de l'Europe vers le Japon

Le programme nucléaire nippon suscite des réticences

Le transport de plutonium que la Japon va prochainement assurer à partir de l'Europe est considéré par le mouvement antinucléaire japonais comme un test pour remobiliser ses membres.

TOKYO

de notre correspondant

Plus l'échéance approche et plus les préparatifs sont tenus secrets. Alors qu'il y a quelques mois l'Agence maritime distribuait des brochures sur le *Shikishima*, navire-escorte prévu pour le transport de plutonium de l'Europe vers le Japon, la cérémonie marquant son achèvement, le 8 avril, revêt un caractère confidentiel.

Le retour au Japon par voie maritime d'une tonne de plutonium retraité en France et en Grande-Bretagne soulève en effet de plus en plus de controverses, les organisations de préservation de l'environnement insistant sur les dangers d'accident au cours du parcours et les États-Unis se préoccupant des risques de piratage du plutonium en haute mer.

Le *Shikishima* est un navire de 6 500 tonnes spécialement conçu pour cette opération, disposant d'une autonomie de 20 000 miles marins, lui permettant d'effectuer le voyage entre l'Europe et le Japon sans escale. Il est équipé d'armes légères (un canon de 35 mm et deux mitrailleuses).

L'affaire du transport de plutonium revêt au Japon deux dimensions : d'une part, le problème des risques d'accident au cours du transport ; de l'autre, l'utilisation qui en est faite par les opposants à l'ambitieux programme nucléaire japonais. D'ici à 2010, le Japon entend faire passer de 25 % à 45 % la part d'électricité produite à partir de l'atome. Cela suppose la mise en service de quarante nouvelles centrales nucléaires s'ajoutant aux quarante et une existantes.

Sur la base de ce programme, le

Japon prévoit qu'il aura besoin de 85 tonnes de plutonium obtenu par retraitement des combustibles usés sur l'archipel et à l'étranger. À partir de l'automne et au cours des dix années à venir, devront être recourus au Japon après retraitement en France et en Grande-Bretagne 30 tonnes de combustible nucléaire. La première livraison sera notamment utilisée pour la seconde charge du réacteur de Monju, dans le département de Fukui, qui devait entrer en opération en 1993 et est un équivalent du réacteur français Phénix.

Le premier cœur a été réalisé avec du plutonium obtenu à l'usine Tokai-Mura, construite il y a une vingtaine d'années avec la technologie française. Une autre usine de retraitement (d'une capacité de 800 tonnes par an) est en cours de construction à Rokkasho-Mura (aujourd'hui avec la collaboration des industriels français : contrat de 3 milliards de francs). Mais sa réalisation a pris du retard en raison de l'opposition qu'elle a suscitée dans la population de la région.

L'escorte du convoi

Les risques réels que pose le transport d'une matière fissile particulièrement dangereuse se doublent d'enjeux politiques qui tendent à dramatiser davantage l'opération. En 1984, un transport de ce type, portant sur 200 kilogrammes de plutonium retraité, avait eu lieu sans incident. De tels transports se font en outre couramment en Europe, par voie routière il est vrai et sur de plus petites distances.

Cette fois, les Américains affirment qu'ils ne veulent plus se charger de l'escorte du convoi, comme ce fut le cas en 1984 (en compagnie des Français). C'est aux Japonais de l'assurer. Ceux-ci doivent donc faire face à une double contrainte : celle des États-Unis dont ils dépendent en matière de technologie nucléaire, et sans l'aval

desquels ils ne peuvent rien faire, et celle que leur impose leur constitution pacifique.

Les Japonais avaient envisagé un transport du plutonium à bord d'un avion qui aurait notamment survolé l'Alaska. Il leur fut refusé. Se repliant sur la voie maritime, les contraintes constitutionnelles les ont obligés à se tourner vers l'Agence maritime (et non les forces d'autodéfense) pour assurer la protection du convoi.

Le tour alarmiste qu'a pris ce transport de plutonium voile certaines réalités. Selon les spécialistes, la matière qui sera transportée est certes dangereuse, mais elle ne peut pas servir comme telle à la fabrication d'une arme nucléaire : un élément dissuasif pour des pirates qui devraient la récupérer pour l'utiliser à des fins militaires. En outre, les transports de plutonium proprement dits seront limités. Il pourrait n'y en avoir qu'un seul : rapidement, en effet, les Japonais devraient s'approvisionner moins en plutonium pur qu'en combustible mixte d'oxydes de plutonium et d'uranium (MOX) obtenu à partir des matières produites dans les usines de retraitement européennes. Or, ce combustible MOX présente des avantages certains en termes de sécurité et de protection. Au cours de la seconde moitié des années 90, dix réacteurs japonais devraient être chargés en MOX.

Il reste que le Japon va être un gros demandeur de plutonium. Pour cette raison, il songerait à profiter du démantèlement des armes nucléaires de l'ancienne Union soviétique pour augmenter ses approvisionnements, avançant, il y a quelque temps, le quotidien *Asahi*. Les nécessités de stockage des quelque 85 tonnes de plutonium, l'équivalent de l'arsenal atomique américain, dont il aura besoin pour son programme nucléaire, risquent néanmoins de raviver les oppositions et les appréhensions dans la région.

PHILIPPE PONS

JUSTICE

Fouad Salah devant la cour d'assises de Paris

Le regard des victimes

Les dépositions d'experts et de plusieurs rescapés des attentats commis dans la région parisienne en 1985-1986 ont largement éclipsé, mardi 7 avril, les imprécations de Fouad Salah.

Six ans, c'est long, c'est loin. Et dans cette grande salle des assises de Paris, c'est tout juste si les miniques et les anthèmes de Fouad Salah n'avaient pas, ces derniers jours, tamisé l'horreur des attentats revendiqués par le Hezbollah pro-iranien. Au point que l'avocat général Gilbert Ginaburger a pu légitimement s'écrier : « On a porté la mort dans Paris et on semble l'oublier ! »

Six ans, voilà qui suffit en effet pour les « oubliés ». Mais le terrible cortège des experts et des témoins a rompu le voile trompeur tissé par les artifices de Fouad Salah. Car il n'est plus question maintenant que des ravages des bombes sur les victimes, ces enfants, ces femmes et ces hommes littéralement déchirés par des explosifs souvent mélangés à de la

grenaille ou des clous. Droit comme un i, les mains légèrement trébuchantes, le professeur Leconte, médecin légiste, a décrit sobrement les corps broyés, les vies brisées.

Trois experts, nommés par le juge d'instruction Gilles Boulouque, ont raconté les tribulations hospitalières sans fin de trente-quatre rescapés : grands brûlés en proie à d'incalculables névroses d'angoisse, handicapés majeurs devenus les jouets d'impalpables phobies.

Courage et désarroi

On mesure du coup le courage d'un Vincent Rotton, fauché alors qu'il essayait un anorak à la FNAC aux Halles, venu timidement témoigner de son malheur. On mesure son désarroi lorsque Fouad Salah, soudain très agité, lui présente des « excuses » de son cru : « Vous êtes jeune, ça me fait mal au cœur de vous voir comme ça. Ce n'est pas de l'hypocrisie. Si votre Etat n'était pas criminel, vous seriez bien aujourd'hui ! » Vincent Rotton, pris sous ce

défilé verbal, ne put que repartir, appuyé sur sa canne, tandis que Salah injurait son avocat, M. Jacques Chanson : « Écrase, fils de la Blanche, je suis musulman. »

À ce stade du procès, l'accusé cherche-t-il délibérément à se faire expulser ? Si tel est le cas, il lui faut s'en prendre violemment aux magistrats et aux avocats, les pointant d'un doigt vengeur. « Nous allons tous vous exterminer ! Vous ne serez plus là à raconter votre roman à la Rushdie ! » pour obtenir son exclusion des débats et échapper temporairement aux regards des victimes.

Une échappatoire aussitôt dénoncée à la barre par M^{me} Marie-Claude Martin, blessée lors de l'attentat commis à la librairie Gibert Jeune, et qui déclarait provisoirement forfait : « Je préfère témoigner demain quand Fouad Salah sera revenu. Nous avons attendu six ans ce moment-là. »

Prochaine audience mercredi 8 avril.

LAURENT GRELSAMER

An tribunal de Bobigny

Jugement contesté après la mort d'une adolescente tuée par un policier

Inculpé pour homicide involontaire, le sous-brigadier André Lafarge, quarante-quatre ans, responsable de la mort d'une adolescente, Malika Moulat, a été condamné, mardi 7 avril, à deux ans de prison avec sursis par la 12^e chambre correctionnelle du tribunal de Bobigny (Seine-Saint-Denis).

Le 8 octobre 1988, à la cité de la Renardière de Noisy-le-Sec, la jeune fille avait été atteinte mortellement d'une balle à la tête, tirée en l'air par le policier, qui était à ce moment-là hors service. Elle se penchait à la fenêtre de l'appartement de ses parents, au huitième étage, pour suivre une bagarre qui avait éclaté, en bas de chez elle, à propos d'un vol de scooter.

Le jugement est conforme aux réquisitions du ministère public. À l'issue de l'audience, le 10 mars dernier, des incidents avaient ébranlé les forces de l'ordre et des jeunes du quartier le jeune victime (Le Monde du 12 mars).

Mardi à l'annonce du jugement, la mère de Malika s'est effondrée. Qualifiée d'« injuste » par la famille de la victime, le verdict, qui alloue des dommages et intérêts aux parents et à leurs neuf enfants, a soulevé, de la part des frères et sœurs de la jeune Malika, de vives réactions, assorties de menaces verbales, à l'encontre des policiers présents.

« Ce n'est pas avec l'argent que vous allez nous acheter. Ce n'est pas fini. Vous allez tous payer », a affirmé l'un d'eux en quittant la salle d'audience. Les avocats de la partie civile, M^{rs} Charles Lederman et Didier Seban, ont estimé que le policier « s'en était tiré à très bon compte », soulignant que sa condamnation ne correspondait pas à la gravité des faits. Tous deux ont déploré « l'absence inadmissible du policier » et se sont « étonnés que le tribunal n'ait pas exigé sa présence. »

MARTINE BOULAY-MERIC

Nominations de magistrats

Par décret publié au *Journal officiel* du jeudi 2 avril, sont nommés présidents des tribunaux de grande instance : à Nice, M. René Salmon, président du tribunal de grande instance de Metz ; à Dunkerque, M. Gérard Meignie, président du tribunal de grande instance de Bourges ; à Lyon, M. Hubert Dalle, directeur de l'École nationale de la magistrature (ENM) ; à Metz, M. Jean-Claude Humbert, président du tribunal de grande instance de Dunkerque ; à Montauban, M. Jean-Louis Bec, conseiller à la cour d'appel de Toulouse ; à Saint-Gaudens, M^{me} Marie-Laure Belval, épouse Vital, juge au tribunal de grande instance de Montauban.

Sont nommés procureurs de la République : à Auxerre, M. Jacques Cazals, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Moulins ; à Toulon, M. André Ride, procureur de la République près le tribunal de grande instance d'Auxerre ; à Châlons-sur-Marne, M. Patrick Poirret, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Vesoul ; à Rennes, M. Jean-Yves Tremoureux, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Toulon.

Mercredi 8 Avril

JOUEZ AVEC EUROPE 2
ET GAGNEZ WEMBLEY LE 20 AVRIL



QUEEN

DAVID BOWIE

GUNS N' ROSES

U2

SEAL

ANNIE LENNOX

ELTON JOHN

GEORGE MICHAEL

PAUL YOUNG
ET ZUCCHERO

CONCERT AU PROFIT DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA



Votre fréquence

sur 3615 Europe 2

ÉDUCATION

Réactions mesurées après la nomination de M. Lang

Les premières réactions à l'arrivée du nouveau ministre de l'Éducation nationale ont été, dans l'ensemble, prudentes. Le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-CFDT) attend de M. Lang « qu'il fasse aboutir les chantiers en cours. Un travail en profondeur, pas nécessairement spectaculaire, s'impose ». Et le SGEN redoute un « retour au statu quo » qui serait porteur de « déstabilisations » et « d'inefficacités », notamment sur les dossiers sensibles où le ministère est « au milieu du gué » : enseignement supérieur, lycées et nouvelle politique de l'école et de la formation des maîtres.

De son côté, l'UNEF-Indépendante et démocratique (proche des socialistes) demande la « réécriture » du projet de réforme de l'enseignement supérieur et met en garde M. Lang contre « le choix de tourner le dos à une réforme des premiers et seconds cycles ». L'UNEF-ID a demandé, lundi 6 avril, une entrevue au ministre et réclame l'adoption, avant le 25 avril, d'un calendrier de réécriture de la réforme. L'Union nationale interuniversitaire (UNI), en revanche, réclame toujours le retrait pur et simple du projet.

Enfin, la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (FPEP) déclare « qu'elle ne souhaite pas voir enterrer les dossiers en cours que Lionel Jospin a eu le mérite de traiter ou de commencer à traiter ».

La contestation de la réforme universitaire

Faible mobilisation des étudiants

La contestation des projets de réforme des premiers cycles universitaires et du lycée a donné, mardi 7 avril, de sérieux signes d'essoufflement. De deux mille à trois mille manifestants ont défilé à Paris. En province, les cortèges dépassaient rarement quelques centaines de personnes.

Les orphelins de Jospin

Lionel Jospin n'est plus ministre de l'éducation nationale mais les étudiants ont du mal à s'y faire. Dans le maigre cortège qui a manifesté à Paris, mardi 7 avril, de la Bastille au boulevard Saint-Germain - à l'appel d'une coordination soutenue notamment par l'UNEF (proche des communistes), mais aussi des associations de lycéens DECLYC et FIDL, ou encore des enseignants du SNEsup - le nom du nouveau patron de l'éducation nationale, M. Jack Lang, émergeait avec peine. « Non aux faces Disney-Lang », proclamait une banderole de tête, tandis que la sono tentait, sans grand succès, de faire rimer « Jack » avec « anarsque ». Mais le classique « Jospin, si tu savais, la réforme, ta réforme... » restait indétrônable.

Les étudiants, présents semblaient presque orphelins. Ils cachaient mal leur déception et leur inquiétude de voir « ce ministre que Lionel Jospin a eu le mérite de traiter ou de commencer à traiter ».

« On est en pleine période de partiels, se rassurant un étudiant de Villetaneuse. Ça va redémarrer après Pâques, ou bien l'année prochaine... »

« On est en pleine période de partiels, se rassurant un étudiant de Villetaneuse. Ça va redémarrer après Pâques, ou bien l'année prochaine... »

« On est en pleine période de partiels, se rassurant un étudiant de Villetaneuse. Ça va redémarrer après Pâques, ou bien l'année prochaine... »

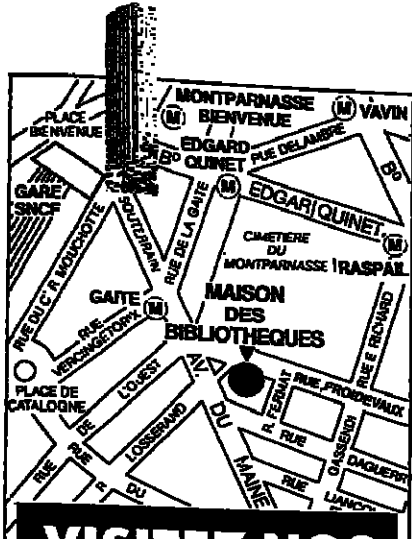
Ch. ...

مكتبات الأصيل

La maison des BIBLIOTHEQUES

61, RUE FROIDEVAUX - PARIS 14^e

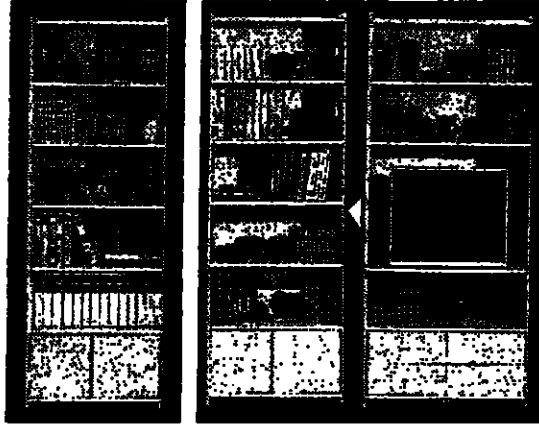
présente en permanence le plus grand choix de
BIBLIOTHEQUES JUXTAPERPOSABLES®
pouvant former des ensembles à la mesure
de vos besoins, de votre espace, de votre budget



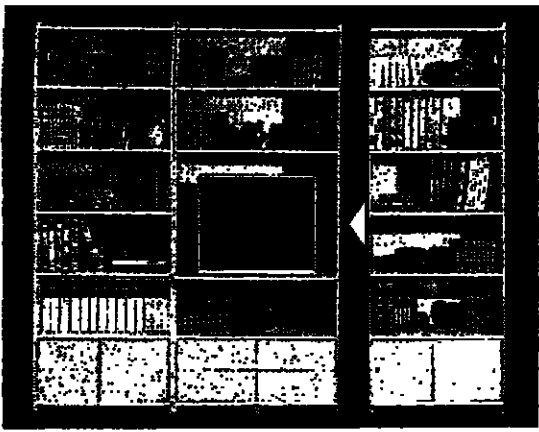
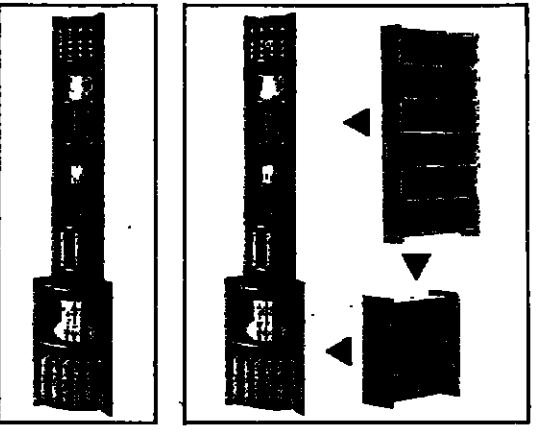
A PARIS
61, rue Froidevaux - 75014
"en Montparnasse" (à 300 m de la gare)
Ouvert le lundi de 14 h à 19 h 30 et
du mardi au samedi inclus de
9 h 30 à 19 h 30 sans interruption.
RER : Denfert-Rochereau. Métro : Denfert-
Rochereau - Gâtineau - Edgar-Quinet. Bus : 28-
38-58-68 - SNCF : Gare Montparnasse.
RÉGION PARISIENNE :
ARPAJON 91290 : 13, Route nationale 20 (200 m
avant la sortie Arpajon-centre). Tél. : 84.90.05.47
VERSAILLES 78000 : 64-70, rue des Chantiers.
Tél. : 39.53.88.09.

PROVINCE :
ANGERS 49000 : Espace Semo, 87, avenue du
Général-Patton. Tél. : 41.48.48.00 - BARRITZ
64200 : 11, rue des Halles. Tél. : 69.24.08.74
BORDEAUX 33000 : 10, rue Bouffard.
Tél. : 56.44.38.42 - BRIVE 19100 (Point Expo) :
30, rue Louis-Létrade. Tél. : 55.74.07.32
CLERMONT-FERRAND 63000 : 22, rue
G. Clemenceau. Tél. : 73.93.97.06 - DIJON
21000 : 100, rue Monge. Tél. : 80.45.02.45
DRAGUIGNAN 83300 (Point Expo) : Zoo de
St-Hermentaire. Tél. : 94.67.33.10 - GRENOBLE
38000 : 59, rue Saint-Laurent. Tél. : 78.42.55.75
LILLE 59000 : 88, rue Esquemoise.
Tél. : 20.55.89.39 - LIMOGES 87000 : 57, rue
Jules-Morlac. Tél. : 55.78.15.42 - LYON 69001 :
9, rue de la République (métro Hôtel-de-Ville/
Louis-Pradel). Tél. : 78.28.38.51 - MARSEILLE
13006 : 109, rue Paradis (métro Estrangin).
Tél. : 91.37.60.54 - MONTPELLIER 34080 : 6, rue
Sérane (près gare). Tél. : 67.58.19.32 - NANCY
54000 : 8, rue Saint-Michel (face St-Epvre).
Tél. : 83.32.84.84 - NANTES 44000 : 16, rue
Gambetta (près rue Coulmiers). Tél. : 40.74.58.35
NICE 06000 : 2, rue Offenbach.
Tél. : 93.88.84.55 - PAU 64000 : 27, rue Henri-
Faisans. Tél. : 59.30.20.41 - PERPIGNAN 66000 :
17, cours Lazare-Escarguel. Tél. : 88.35.61.54
POITIERS 86000 : 42, rue du Moulin-à-Vent.
Tél. : 49.41.68.48 - QUIMPER 29000 (Point
Expo) : 17, av. de la Libération. Tél. : 98.90.63.39
RENNES 35000 : 59, bd de la Tour-
d'Auvergne. Tél. : 99.30.58.07 - ROUEN 76000 :
43, rue des Charrettes. Tél. : 35.71.96.22 - SAINT-
ETIENNE 42100 : 40, rue de la Montat.
Tél. : 77.25.91.45 - STRASBOURG 67000 : 11, rue
des Bouchers. Tél. : 88.36.73.78 - TOULOUSE
31000 : 1, rue des Trois-Renards (près place St-
Sémin). Tél. : 61.22.92.40 - TOURS 37000 : 5, rue
Henri-Barbousse (près des Halles). Tél. : 47.38.63.66.
Magasin régional ouvert du mardi au samedi inclus.

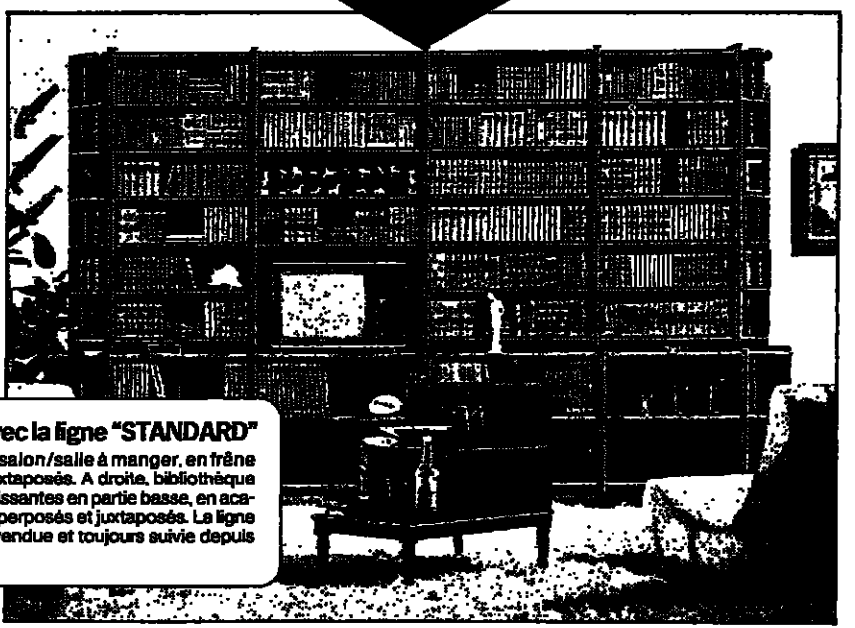
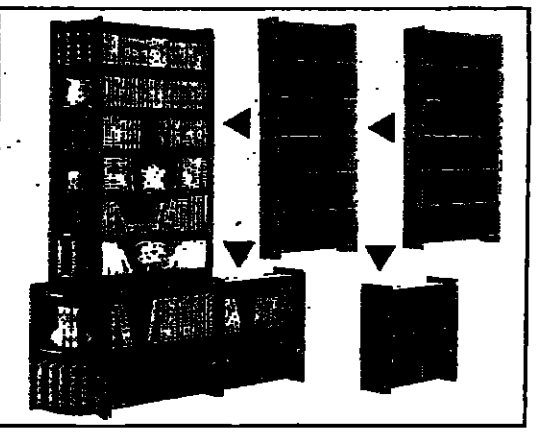
• CREDITS PERSONNALISES (après acceptation de dossier)
• DEVIS GRATUITS • EXPÉDITIONS FRANCO DANS TOUTE
LA FRANCE • REPRISE EN CAS DE NON CONVIENANCE.



PAR SIMPLES
JUXTAPOSITION
ET
SUPERPOSITION



SANS FIXATION MURALE
DONC
AISEMENT DEMONTABLES
DEMENAGEABLES A VOLONTE
ET AGRANDISSABLES
AU FIL DU TEMPS
ET SUIVANT VOS BESOINS.



Exemples de créations avec la ligne "STANDARD"
A gauche, bibliothèque de coin salon/salle à manger, en frêne
clair, composée de 6 éléments juxtaposés. A droite, bibliothèque
avec TV incorporée et portes coulissantes en partie basse, en ac-
jou, composée de 10 éléments superposés et juxtaposés. La ligne
"STANDARD" est la ligne la plus vendue et toujours suivie depuis
plus de 30 ans.



DEMANDE DE CATALOGUE
24 H/24 SUR ENREGISTREUR
☎ (1) 43.20.73.33

NOUVEAU CATALOGUE GRATUIT
J'aimerais recevoir gratuitement et sans aucun engagement de ma
part votre catalogue : 98 pages toutes en couleurs, avec photos,
dimensions, teintes et essences, la contenance et le prix précis de
chaque modèle. Merci. MO75

☐ M. ☐ Mme NOM _____ PRÉNOM _____
☐ Mlle _____
ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

PROFESSION _____ TEL. _____

Coupon à envoyer à la Maison des Bibliothèques 75680 Paris Cedex 14

SOCIÉTÉ

SPORTS

VOILE : les éliminatoires de la Coupe de l'America

« Il-Moro-di-Venezia » en finale des challengers

Il-Moro-di-Venezia a assuré sa qualification pour la finale des challengers en devançant Ville-de-Paris de 1 min 28 s, mardi 7 avril à San-Diego (Californie). En battant Nippon de 31 secondes, New-Zealand a pris une sérieuse option sur la deuxième place de finaliste. Pour participer à la finale de la Coupe Louis-Vuitton, Marc Pajot et son équipage devront impérativement gagner leurs deux dernières régates contre New-Zealand, mercredi, et contre Nippon, jeudi, mais il faudrait aussi que New-Zealand soit battu le dernier jour par Il-Moro-di-Venezia.

Dure journée pour les nerfs! La régate entre Il-Moro-di-Venezia et Ville-de-Paris s'annonçait passionnante. Elle fut encore plus fertile que prévu en coups de théâtre. Avant même d'aborder la procédure de départ, l'équipage italien, confronté à un problème technique en haut de mât, n'avait pu hisser sa grand-voile. Le comité de course lui a accordé quarante-cinq minutes, pendant lesquelles les Français ont pu espérer gagner cette régate par forfait.

Ayant réussi in extremis à établir leur grand-voile, les Italiens n'étaient pas au bout de leurs soucis. Grâce à un superbe travail dans les dix minutes précédant le départ, Marc Bouet, le barreur de Ville-de-Paris, avait poussé Il-Moro-di-Venezia au-delà de la ligne avant le signal. Aussitôt rappelés par le comité de course, les Italiens devaient faire demi-tour tandis que les Français prenaient le large. Ce n'est qu'une vingtaine de secondes plus tard que le comité rappelait à son tour le bateau français, qui aurait aussi franchi la ligne trop

tôt. Considérant que le handicap aurait alors été insurmontable, Marc Bouet refusait d'obéir en soulignant que le drapeau bleu de rappel devait être hissé dans les quinze secondes suivant le départ. Le comité déclarait Ville-de-Paris hors course. Le barreur français répliquait qu'il porterait sa réclamation devant le jury international et poursuivait la régate. Ce n'est qu'après le passage de la première bouée, avec 14 secondes d'avance pour les Français, que le comité de course décidait d'arrêter les deux bateaux pour donner un nouveau départ, avec plus de deux heures de retard sur le programme initial.

Ce deuxième départ était bien meilleur pour les Italiens, qui s'assuraient un avantage sur le premier bord de près. Déjà dominé à cette allure par New-Zealand dimanche 5 avril, Ville-de-Paris avait pourtant été confiné lundi à l'équipe technique du Défi français pour qu'elle recule le mât de 17 centimètres. « En reculant légèrement le mât, on recule le centre de poussée des voiles et on rend le bateau plus ardent », expliquait Philippe Briand, le directeur technique. Cela modifie très légèrement l'angle de barre et permet d'accroître la portance sur le gouvernail, qui participe ainsi de façon plus efficace au plan anti-dérive.

Forts de leur supériorité au près, les Italiens ont, cette fois, joué la sécurité en contrôlant toutes les initiatives de leurs adversaires pour augmenter régulièrement leur avance, portée à 1 min 28 s à l'arrivée. Pour participer à la finale des challengers, les Français doivent impérativement gagner leurs deux dernières régates et espérer que les Italiens seront encore suffisamment motivés pour battre New-Zealand le dernier jour.

GÉRARD ALBOUY

Rebondissement dans l'affaire du club de football
Deux ex-dirigeants des Girondins de Bordeaux ont été placés en garde à vue

M. Claude Bez, ex-président du club, convoqué le 8 avril par la police judiciaire bordelaise : MM. Didier Couécou, ex-député général, et Hervé Bizot, ancien secrétaire général du club, placés en garde à vue le 7 avril : l'affaire des Girondins de Bordeaux connaît un spectaculaire rebondissement judiciaire. La justice s'intéresse désormais à l'ensemble de la gestion du club du temps où il était présidé par M. Bez.

BORDEAUX

de notre correspondant

M. Hervé Bizot a été placé en garde à vue mardi après-midi 7 avril dans les locaux de la police judiciaire bordelaise : M. Didier Couécou qui l'avait protégé le matin, devait y rester jusqu'à jeudi. Le premier super-visit depuis le début des années 80 l'administration des Girondins de Bordeaux FC. Le second, un ancien joueur reconverti, avait successivement occupé le poste de directeur sportif, puis de délégué général du club. L'un et l'autre étaient fort liés à M. Claude Bez, l'ancien patron des Girondins. Ils avaient d'ailleurs quitté le club lorsque M. Alain Afflelou en avait pris la présidence de manière éphémère fin 1990.

M. Claude Bez devait être, à son tour, entendu par la PJ, le 8 avril dans l'après-midi. Les trois hommes

FOOTBALL : Monaco et Marseille en quart de finale de la Coupe de France. - Monaco et Marseille se sont qualifiés mardi 7 avril pour les quarts de finale de la Coupe de France. En match avancé des huitièmes de finale, Monaco a battu Saint-Omer (4-2) et Marseille s'est imposé à Valenciennes (2-0).

ont été convoqués dans le cadre d'une information contre X pour abus de confiance, faux et usage de faux, complicité et recel, ouverte le 13 décembre 1990 sur la gestion des Girondins de Bordeaux FC au cours des trois dernières années de la présidence Bez. Cette information judiciaire est plus large que la première, qui avait été ouverte le 5 août 1990, et portait uniquement sur le financement du centre international sportif du Haillan.

« Une confiance absolue »

Elle avait cependant marqué le début des ennuis judiciaires de M. Bez et fait éclater au grand jour le scandale du club. L'ancien président et son fils Eric ont été inculpés dans ce premier dossier, le 22 novembre 1990, des chefs d'escroquerie, abus de confiance, complicité, faux et recel, abus de biens sociaux. Deux autres dirigeants de société ont été aussi inculpés ultérieurement.

L'affaire qui amène MM. Bez, Couécou et Bizot devant la police judiciaire concernerait notamment des dessous de table versés au cours des opérations de transfert de joueurs. Le juge d'instruction, M^{re} Bernadette Pragout, avait lancé des commissions rogatoires en Suisse, au Danemark, en Allemagne, en Italie, en Irlande, à Gibraltar et au Royaume-Uni. Elles auraient permis

de mettre au jour des sociétés offshore par lesquelles auraient transité plusieurs dizaines de millions de francs. M. Claude Bez était dans le cabinet du juge d'instruction lorsque ses anciens lieutenants ont été placés en garde à vue. Il était alors entendu dans le cadre de l'affaire du Haillan. Depuis le 9 octobre 1991, l'ancien président des Girondins a en effet comparu plus d'une dizaine de fois devant M^{re} Pragout. Le centre international du Haillan a été financé à hauteur de 54 millions de francs par des fonds publics sous forme de subventions des collectivités locales : ville de Bordeaux, conseil général de la Gironde, communauté urbaine bordelaise et conseil régional d'Aquitaine. En réalité, par le biais de fausses factures, le coût des travaux aurait été surévalué d'au moins 10 millions de francs.

L'instruction devrait permettre d'établir la destination de ces fonds. M. Bez a toujours prétendu jusqu'ici qu'ils avaient servi à alimenter les caisses du club, de même qu'il a toujours affirmé que le maire de Bordeaux, M. Jacques Chaban-Delmas, « qui avait une confiance absolue en lui », lui avait, au fur et à mesure qu'il lui soumettait les projets d'aménagement du centre du Haillan, « donné son accord de principe ».

GINETTE DE MATHA

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 8 avril 1992 :

DES DÉCRETS

- N° 92-383 du 1^{er} avril 1992 portant publication de la convention relative à la suppression de la légalisation d'actes dans les Etats membres des Communautés européennes, faite à Bruxelles le 25 mai 1987 et signée par la France le 11 juillet 1990.

- N° 92-384 du 1^{er} avril 1992

portant publication de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume de Suède en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole), signée à Stockholm le 27 novembre 1990, complétée par un échange de lettres des 14 et 18 mars 1991.

MÉDECINE

Une campagne d'information sur le distillène

Pour la première fois en France, une campagne d'information est lancée à l'échelle nationale sur le distillène, un produit chimique, plus connu sous le nom de distillène, ou encore DES (le mot du 18 février 1983 et du 30 novembre 1988). Présenté à des centaines de milliers de femmes enceintes entre 1948 et 1977 (environ 100 000 personnes pour la seule population française), cette hormone de synthèse commercialisée sous le nom de Stilbestrol était censée prévenir les complications de la grossesse, fausses couches et naissances prématurées. Et ce, alors même que dès 1953 un médecin américain avait montré la totale inefficacité du traitement. Il fallut attendre 1977 pour que le distillène soit formellement contre-indiqué chez la femme enceinte et que le corps médical apprenne enfin à en connaître les risques : inefficace pour la mère, le DES pouvait s'avérer dangereux pour l'enfant. Aujourd'hui en âge de procréer, les « filles du distillène » présentent en effet, dans plus d'un cas sur deux, des malformations des trompes ou du col de l'utérus et sont susceptibles de connaître nombre de difficultés lors d'une grossesse : avortements spontanés, grossesses extra-utérines. Le distillène peut être également à l'origine de certains cas de stérilité et, beaucoup plus rarement, il est vrai, de cancers du vagin ou du col de l'utérus.

En lançant une semaine d'information sur le distillène, une association, « info-DES » (1), espère arriver à recenser les personnes concernées. Il s'agit de recueillir leurs témoignages et de leur donner les informations qui leur permettent de prévenir à temps les risques qu'elles pourraient courir.

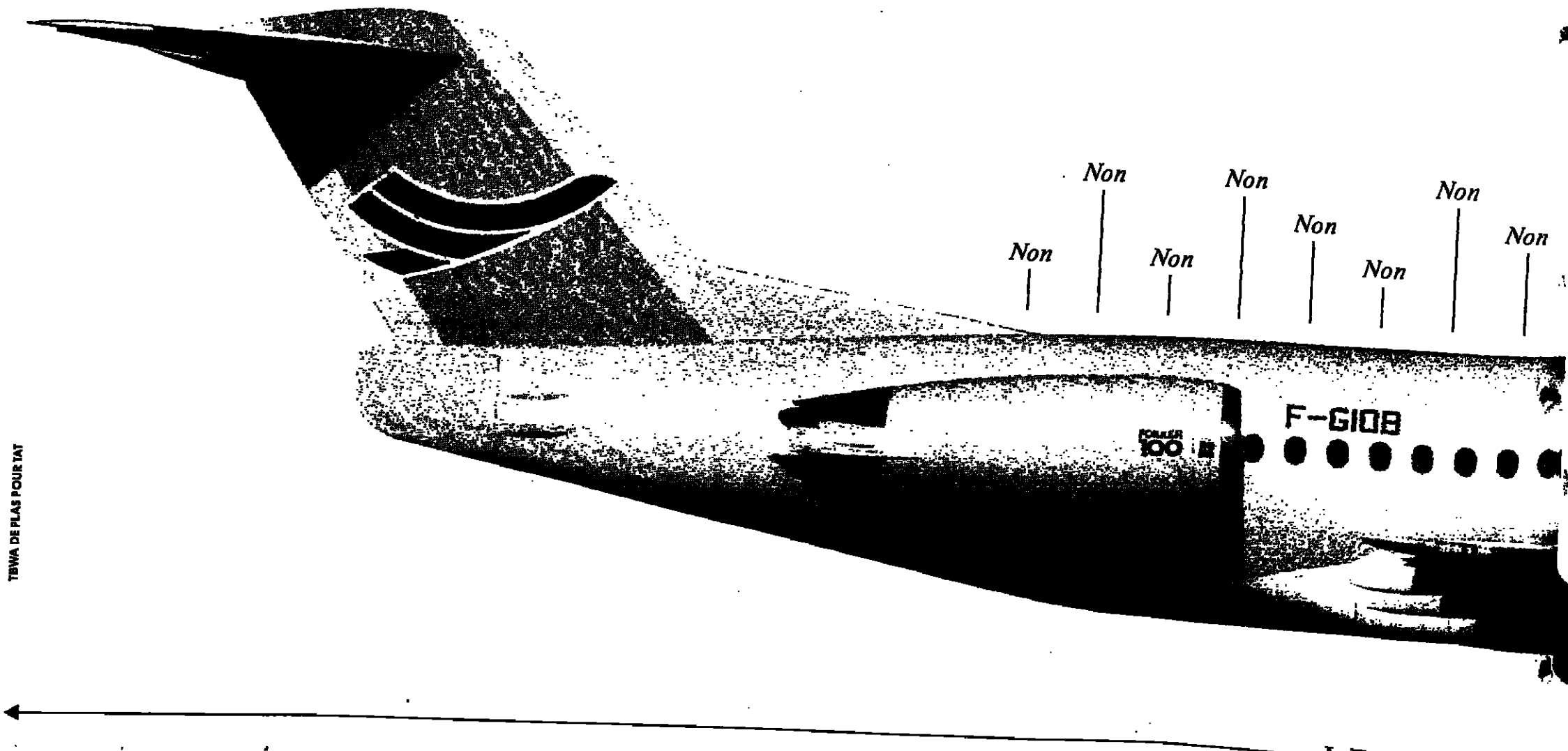
(1) INFODES, 51, rue de la Mairie, 45800 Saint-Jean-de-Braye. Un service Ministère à été mis en place : le 3615, code INFODES.



PARIS-MILAN	3 A/R PAR JOUR
PARIS-LONDRES	3 A/R PAR JOUR
ET BIENTÔT COPENHAGUE, VIENNE, MUNICH.	

DÉSORMAIS, T.A.T S'APPELLE T.A.T EUROPEAN AIRLINES ET S'ENVOLE À DESTINATION DES PLUS GRANDES VILLES EUROPÉENNES DÉBARQUANT PLUS VITE À CHAQUE AÉROPORT. 100 PLACES POUR ÊTRE PLUS RAPIDEMENT AUX LIEUX DE RENDEZ-VOUS, EN PRISE CENTRES D'AFFAIRES. UNE NOUVELLE COMPAGNIE FRANÇAISE S'OUVRE DONC À L'EUROPE. AUJOURD'HUI MILAN ET LONDRES, ET BIEN

Est-il bien nécessaire d'expliquer un homme d'affaires est 3 fois plus rapide dans un avion TAT de 100 places



TAT DE PLAS FOUR TAT

LE BUSINES

هنا من الأخبار

Constitué par les dons des pèlerins

Le « trésor » de Lourdes livre son mystère

LOURDES

de notre correspondant

Le Père Charriez, chargé du patrimoine religieux des sanctuaires, n'a pas fourni d'estimation de ce trésor, dans lequel se trouveraient d'autres objets de valeur : montres, colliers, rivères de dia-

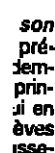
JEAN-JACQUES ROLLAT

□ Une femme évêque dans l'Eglise évangélique allemande. L'Eglise évangélique (luthérienne) allemande (EKD) a élu évêque pour la première fois, samedi 4 avril à Hambourg, une femme, M^{me} Maria Jepsen, théologienne et pasteur de quarante-sept ans. Elle succède à l'évêque Peter Krusek, parti à la retraite. Jusqu'à présent, seules les Eglises méthodistes aux Etats-Unis et évangélistes (anglicane), également aux Etats-Unis et en Nouvelle-Zélande, avaient ordonné des femmes évêques. En France, dans l'Eglise luthérienne d'Alsace, M^{me} Caron avait été élue au rang d'inspecteur ecclésiastique.

PARIS

Sur le site de l'ancien Centre américain, boulevard Raspail

Un écrin de verre pour la Fondation Cartier



eva-
d du
téra-
tout
tar-
e du
e le
. Au
objet
gale-
lora-
son
une
ruits
i pri-
et le
ous-
ants
laire
s du

anne
pour
tres
ter-
ses
nar-
che-
line
fant,
-tre

IOU

Le projet est ambitieux et novateur. En effet, pour la première fois en France seront mis en place, au rez-de-chaussée, des verres de 8 mètres de haut sur 3 mètres de large qui, l'été, pourront s'ouvrir et, ainsi rendre « visible » le nouveau parc dessiné autour de la Fondation. Ce jardin,

ouvert au public, aura une superficie de 4 000 mètres carrés alors que le plan d'occupation des sols en exige 3 300. Les arbres existants seront conservés. Les trois qui sont menacés par les travaux se verront transplantés. Le coût de construction de cet immeuble de 7 000 mètres carrés, culminant à 31 mètres, est estimé à 100 millions de francs financés par la compagnie d'assurance GAN, propriétaire du terrain. Le premier coup de pioche sera donné à la fin de l'année, et les premiers visiteurs se présenteront au cours de l'été 1994 aux portes de la Fondation.

Cet édifice en verre et aux structures d'acier s'intégrera-t-il dans le site? «Le boulevard Raspail est un exemple de l'architecture parisienne, c'est-à-dire une succession d'architectures de toutes les époques, de styles tout à fait contradictoires, voire opposés», réplique Jean Nouvel, qui ajoute : «Ce boulevard apparaît comme une vitrine des différentes constructions dans la capitale.» L'environnement du site plaide pour le bâtisseur. Quoi

de commun, en effet, entre ces voisins, tout proches, du boulevard Raspail que sont l'École nationale du patrimoine, résolument moderne, et la charmante cité Nicolas-Poussin, où se cache un ensemble d'ateliers d'artistes à colombages ? La façade froide et austère de l'école d'architecture invite, elle, le promeneur curieux à pousser les pas de quelques mètres pour découvrir une étonnante maison bourgeoise du début du siècle, ornée de guirlandes de houx et des sculptures classiques d'Edouard Darré représentant, sous les fenêtres du premier étage, les trois âges du couple.

Rive gauche, le mur des fermiers généraux suivait le tracé du boulevard Raspail. Plus tard, Henri Hénard, dans son étude prémonitrice datée des premières années du vingtième siècle sur les « transformations de Paris », évoque « les carrefours giratoires, la circulation à deux niveaux et les passages à redans du boulevard Raspail ». Actuellement a été percée en 1960 sur 70 mètres à partir du boulevard Saint-Germain et menée, de 1980 à 1913, jus-

qu'à la place Denfert-Rochereau à grands coups de pieux sauvages qui ont provoqué de nombreuses destructions, dont celle de l'Abbaye-au-Bois.

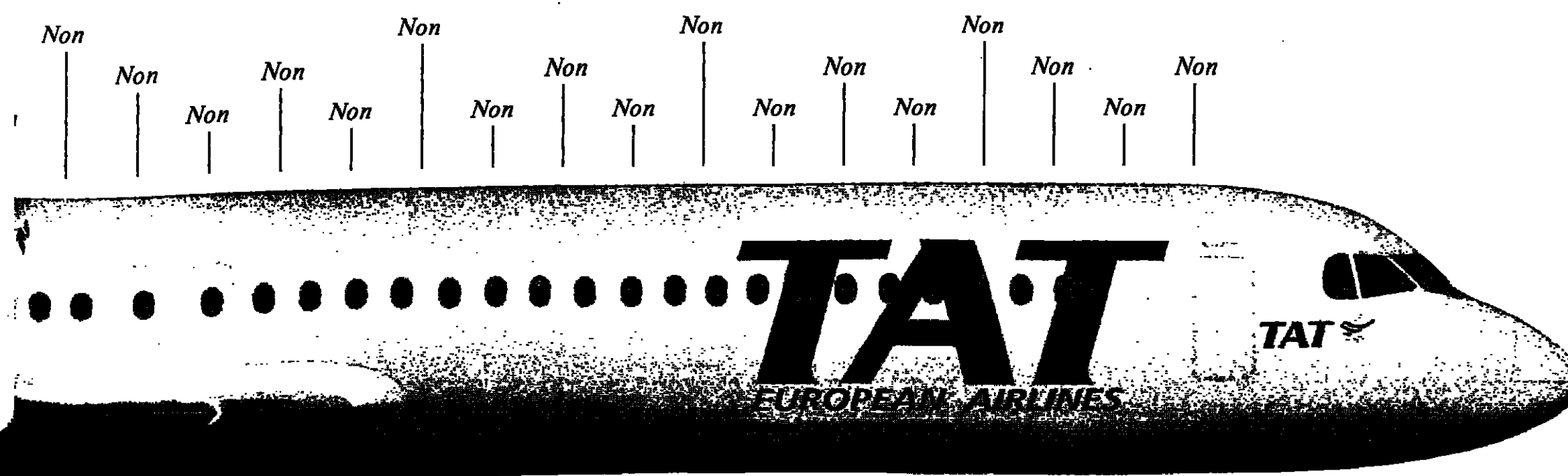
Le bâtiment, qui de 1934 à 1987 a abrité le fameux mercat Central, va être rasé. Depuis que le centre a émigré vers Bercy, l'édifice à colonnades et aux grandes verrières est vide, le jardin n'est plus que broussailles. Des graffiti criards tachent le mur d'enceinte. Un premier projet de rénovation des lieux a capoté à la suite des protestations des riverains qui estimaient, non sans raison, que le GAN sacrifierait à la construction d'appartements haut de gamme l'espace vert protégé (*le Monde* du 7 février 1989). Après un bras de fer entre les défenseurs du parc et les services de la Ville, le maire refusait d'accorder le permis de démolir et annulait celui de construire. Plus conforme aux règlements d'urbanisme en vigueur, le plan du joaillier trouvera-t-il grâce auprès des Parisiens ?

JEAN PERRIN

100 PLACES DES AVIONS NEUFS DE 100 PLACES. 100 PLACES QUI PERMETTENT À TOUS LES HOMMES D'AFFAIRES DE GAGNER DU TEMPS ET DONC DE L'ARGENT. EN EMBARQUANT ET EN DESCENDANT AVEC SES AFFAIRES. 100 PLACES AVEC UN SERVICE EXCLUSIVEMENT BUSINESS, ET, À L'ARRIVÉE, DES AÉROPORTS CHOISIS POUR LEUR PROXIMITÉ AVEC LES BUREAUX. COPENHAGUE, VIENNE ET MUNICH... CONTACTEZ-NOUS, NOUS SOMMES À VOTRE ENTIÈRE DISPOSITION. TAT (1) 42.79.05.05 OU VOTRE AGENCE DE VOYAGES.

TAT 
EUROPEAN AIRLINES

nécessaire d'avoir à un homme d'affaires pourquoi l'embarquement rapide dans un TAT de 100 places que dans un avion de 300 places ?



CHOISIT TAT

de
1.

ré,
et,
ta-

EE 199

EDUCATION • CAMPUS

Chronique d'un divorce annoncé à la FEN

Le conseil fédéral exceptionnel, réuni mercredi 8 avril, devrait être décisif pour l'avenir de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), menacée d'éclatement

Le nouveau CNU est arrivé

Concoctée depuis 1989, lancée il y a un an, victime de quelques avatars parlementaires au printemps dernier, finalement bouclée en janvier dernier (le Monde du 30 janvier), la réforme du Conseil national des universités et du dispositif de recrutement et de formation des enseignants du supérieur aura été mise en œuvre in extremis, par M. Jospin, avant son départ.

Signé quelques heures avant la démission du gouvernement Cresson, un arrêté du 1^{er} avril, publié au Journal officiel du 4 avril, nomme en effet les trois cent vingt-deux professeurs et les trois cent trente-quatre maîtres de conférences qui seront membres, pour quatre ans, des deux collèges du nouveau Conseil national des universités (CNU).

Malgré des délais extrêmement serrés, M. Jospin aura donc réussi à procéder à la nomination du tiers des membres du nouveau CNU dont il avait la charge. Les deux tiers restants ont été élus par les universitaires entre le 16 et le 27 mars, et les résultats de ce scrutin sont désormais officiels. Ces élections font apparaître un taux de participation, parmi les 28 658 électeurs inscrits, sensiblement supérieur à celui de 1986 (57,6 % contre 48,5 %).

Si elles doivent être faites avec prudence, la notoriété scientifique des candidats au CNU pèse souvent davantage que leur appartenance à telle ou telle liste, la comparaison avec le scrutin de 1986 fait apparaître dans le collège des professeurs un redressement sensible des listes du SGEN-CFDT (9 % de voix contre 3 %) et du SNE-Sup (23 % contre 15 %), au détriment des listes « divers » (45 % contre 62 %), tandis que les syndicats autonomes progressent légèrement (17 % contre 13 %), et que l'association Qualité de la science française menace de disparaître (4 %). Chez les maîtres de conférences, SGEN (22 %, + 8 points) et SNE-Sup (45 %, + 5 points) sont nettement majoritaires et en progression, notamment dans les disciplines littéraires.

Reste maintenant à installer le nouveau CNU, qui aura environ un mois pour établir les listes nationales de qualification permettant d'être candidat pour un poste de professeur ou de maître de conférences. Après quoi, devrait être publiée la liste des postes mis au mouvement cette année. Puis se réuniront les commissions locales de spécialistes qui pourront faire leur choix. Au mieux, tout serait bouclé fin juin.

G. C.

LES dés sont jetés. La Fédération de l'éducation nationale, quatrième centrale syndicale française qui réunit depuis l'après-guerre quarante-sept syndicats catégoriels représentant toutes les familles de l'éducation nationale et toutes les tendances de la gauche (voir encadré), pourrait vivre les derniers moments de son époque unitaire. Une aventure unique dans le paysage syndical français. C'est en 1947, en plein début de la guerre froide, que les enseignants avaient refusé le choix entre la CGT et Force ouvrière, créant ainsi leur fédération autonome. Au prix d'un compromis un peu acrobatique : le maintien à l'intérieur de chaque syndicat national d'une affiliation individuelle de l'adhérent à une tendance ou « courant de pensée » : socialiste, communiste ou trotskiste.

Près d'un demi-siècle plus tard, l'aventure pourrait tourner court. Depuis quatre ans, la vieille fédération a vu toutes ses tentatives de reprise en main échouer une à une, combattues de l'intérieur par ses minoritaires ou torpillées de l'extérieur par ses « amis » socialistes. L'état s'est resserré, laissant, à chaque nouvel épisode, la fédération un peu plus exsangue, les rivalités personnelles et les guerres d'appareils plus vif et les militants plus désenchantés.

En février 1988, trois mois avant l'élection présidentielle, la FEN tient son congrès à La Rochelle. La fédération, qui a perdu près de deux cent mille adhérents en huit ans, souffre d'un sérieux problème d'image et elle se cherche un projet. Sa majorité, animée par des socialistes issus, pour la plupart, du SNI-PEGC, le syndicat des instituteurs, tente un pari délicat, concocté en coulisse depuis plus d'un an avec M. Fabius, alors en charge de l'éducation au PS. La FEN lance un projet ambitieux : d'École pour l'an 2000 et elle y accroche un slogan à destination de tous les enseignants : « Travailler autrement ».

Marché des dupes

La fédération veut démontrer qu'elle peut être autre chose qu'un simple assemblage d'appareils et de corporations. Elle invite donc ses adhérents à opérer une véritable révolution mentale en défendant le travail en équipe, le dialogue avec les « partenaires », elle les incite à accepter de nouveaux rythmes de travail, voire du travail supplémentaire, en échange d'une meilleure rémunération... Elle plaide aussi pour l'unification des statuts de tous les enseignants, « de la maternelle à l'université », vieille revendication du SNI-PEGC, qui aurait pour effet immédiat d'élever le niveau de recrutement et de rémunération du noyau dur de la FEN, les instituteurs.



L'opposition des minoritaires, conduite par le SNES, est immédiate. Mais la direction de la FEN ne s'est pas embarquée sans munitions dans l'aventure. Le projet de Yannick Simbron, alors secrétaire général, s'inscrit parfaitement dans la stratégie imaginée en 1987 par l'équipe de Laurent Fabius en cas de retour aux affaires. L'idée en est simple : il faut lier la revalorisation financière des enseignants à la rénovation profonde des méthodes et des pratiques de travail. Donnant-donnant, et fin de l'égalitarisme qui paralyse le milieu enseignant.

Mais ce scénario se révèle être un vrai marché de dupes dont l'alle rénovatrice de la FEN, à commencer par Yannick Simbron lui-même, fera les frais. En 1988, étât installé au ministère de l'éducation nationale et contre l'avis du premier ministre d'alors, M. Rocard, M. Lionel Jospin balaise le plan préparé par la direction de la FEN avec M. Fabius. A la grande satisfaction du SNES qui, quatre ans plus tard, s'en étonne encore, il décide de payer d'abord... et de remettre à plus tard un éventuel débat sur le changement du métier d'enseignant. Un enterrement de première classe pour le projet pédagogique de la FEN. Le deuxième coup sera porté début 1989 avec la volte-face sur la création d'un corps d'enseignants des collèges également promise par M. Fabius, soutenu un moment par M. Jospin avant d'être abandonnée sous la pression du SNES.

La « démission » de Yannick Simbron

Après la reculade de la gauche sur le dossier du privé, en 1984, cette série de « trahisons » est difficile à avaler pour les dirigeants de la FEN. Elle place surtout la fédération en porte-à-faux et la prive de vraies perspectives de relance. En février 1991, le congrès de Clermont-Ferrand s'ouvre sous des sombres auspices. L'érosion syndicale s'est poursuivie, elle s'est même amplifiée avec le retour de la gauche au pouvoir. Et deux avertissements sévères viennent d'être adressés à la direction de la FEN : son principal pilier, le SNI-PEGC, a perdu huit points aux élections professionnelles, et le SNETAA (enseignement technique), quatrième syndicat de la FEN, quitte la majorité UID pour créer un nouveau courant baptisé Autrement. La majorité sortira affaiblie de ce congrès : l'antagonisme entre instituteurs et professeurs, entre socialistes et communistes, est plus fort que jamais, la lutte pour le pouvoir dans le dernier carré des « barons » de la FEN est désormais à peine masquée.

La majorité UID fera adopter de justesse (53 %) le principe d'un congrès extensif aux élus qui doit permettre à la FEN de se doter de nouvelles structures. La direction souhaite en effet l'intégration des syndicats nationaux dans des « branches de métier ». Les enseignants - Fenjeu principal de l'opération puisqu'ils apportent à la FEN 80 % de ses adhérents - seraient ainsi regroupés dans un syndicat unique. C'est la seule façon, plaide la direc-

tion, de mettre les structures de la fédération en conformité avec l'évolution du métier, consacrée, de fait, par la création d'un corps de professeurs d'école assurant l'égalité de statut entre instituteurs et professeurs. C'est une manière déguisée de préserver la tutelle du SNI sur les autres syndicats, rétorquent les minoritaires.

La fédération sort de ce congrès ténue par le risque d'un éclatement, agité comme un épouvantail par les deux camps tout au long des débats. Et surtout, sa majorité est divisée sur la marche à suivre. M. Yannick Simbron, réélu à Clermont-Ferrand, ne veut pas « casser l'outil » et retient à grand-peine les partisans du passage à l'acte brutal. Il sera « démissionné » quatre mois plus tard et remplacé par M. Guy Le Néouanic, jusque-là en charge des questions laïques à la FEN. Il faudra attendre huit mois supplémentaires - janvier 1992 - pour connaître la date et les modalités du congrès extraordinaire qui doit décider du sort de la centrale enseignante. Le dispositif est soigneusement verrouillé puisque aucun débat n'est lancé sur les questions qui seront posées aux adhérents lors de la consultation qui doit précéder le congrès, prévu pour décembre 1992. « Cette consultation aurait pu être l'occasion d'un vrai débat avec les adhérents et les autres organisations syndicales », déclare un observateur attentif de cette période agitée. Or les conditions annoncées sont inouïes, elles ne traduisent rien d'autre qu'une stratégie du bunker. » Et il poursuit : « La direction de la FEN est engagée dans une logique suicidaire. Les résultats des élections régionales viennent de le démontrer : les gens veulent être consultés sur les questions qui les concernent. Tous les partis qui se sont repliés sur la conservation de leur appareil en sont pour leurs frais. La direction de la FEN n'a visiblement tiré aucune leçon de ce scrutin. Ce qui est dit long sur l'état de ses troupes. »

Attitude antifédérale

Et la majorité d'énumérer les dossiers sur lesquels le syndicat des professeurs a exprimé une attitude « anti-fédérale » : l'apprentissage, la réforme des lycées, le débat sur les collèges, les IUFM, etc.

Mais le SNES, de son côté, ne manquera pas de faire valoir ses arguments : simuler de consultation des adhérents pour la préparation du congrès extraordinaire, verrouillage de certaines instances comme le bureau exécutif de la FEN entièrement aux mains de la majorité UID, par exemple. « Si, le 8 avril, la commission des conflits est saisie, l'affaire se terminera sans doute devant la justice, et la majorité n'est pas du tout sûre d'emporter le morceau », selon un fin connaisseur.

Quelle que soit l'issue de ce fatal conseil fédéral, la rupture semble inévitable, et chaque camp devrait y laisser des plumes. Avant des deux syndicats, SNI et SNES, ne peut sans

hasard entre ses mains (le Monde du 27 mars). Il émane de la majorité socialiste de la FEN et expose, avec brutalité, un scénario d'éclatement de la fédération et d'éviction des syndicats minoritaires, notamment le SNES et le SETAA. Ce document, dont le destinataire est le patron du SNI, Jean-Claude Barbarat, prévoit dans la foulée une extension du champ de syndicalisation du SNI... dès la fin de l'année scolaire 1992.

Ainsi, les jeux sont faits : le tabou de l'unité est brisé, et la grande lessive ne peut plus être ajournée. Elle doit commencer mercredi 8 avril par un conseil fédéral national exceptionnel. « Il faut vider l'abcès et en tirer des conclusions. Des mesures seront prises », a précisé M. Le Néouanic.

L'heure des compromis semble bien révolue, en effet, et la direction de la FEN souhaite visiblement mettre le SNES à la porte. Ce dernier est coupable, à ses yeux, de ne pas respecter les règles du jeu et de saisir toutes les occasions d'agir pour son propre compte, en « anti-FEN ».

Les incertitudes de la recomposition

Le SNES, de son côté, est dans une position plus stable. Il est moins touché que le SNI par l'érosion du réflexe syndical, et l'augmentation des effectifs de lycéens gonfle mécaniquement son vivier naturel, les profs du second degré. Surtout, la famille des professeurs reste assez homogène, même si elle vit douloureusement la transformation de son rôle et de sa position sociale. Bousculés par les formidables mutations du système, les professeurs se sentent les coudes. Et le SNES est passé maître dans l'art de tirer parti du mouvement de repli de nombre d'enseignants de lycée sur leurs valeurs communes : autonomie du professeur, primauté de la discipline enseignée et défense du baccalauréat.

Reste que le SNES (et la tendance Unité et action dont il est le pilier), qui ne rate pas une occasion de prendre ses distances avec ses origines communistes, est aussi très à l'aise dans son rôle de poil à gratter au sein de la FEN. Et qu'il n'a nulle envie d'en sortir. Or l'éclatement de la FEN l'accablait à jouer en solo et à se constituer en syndicat autonome, ce qui réduirait singulièrement son champ d'action.

Si la FEN éclate, sa majorité socialiste risque elle aussi de se retrouver isolée dans le paysage syndical. « N'abandonnez pas, venez » : ce cri du cœur à l'adresse des enseignants, lancé par M. Marc Blondel dans son dernier éditorial du journal de Force ouvrière (FO Hebdo du 1^{er} avril), a peu de chances de rencontrer un écho très favorable. L'audience de FO chez les enseignants baisse en effet régulièrement depuis 1984.

Quant à la CFDT, à quelques jours de l'ouverture de son congrès, elle multiplie les contacts avec la majorité de la FEN et semblait partagée sur d'éventuelles alliances. Sa branche enseignante, le SGEN-CFDT, est dominée par les enseignants du secondaire, même si ce syndicat progresse dans le primaire. Et, pour nombre des adhérents du SGEN, spécialement dans les collèges et les lycées, le SNI reste le syndicat « corporatiste » des instituteurs.

Sans véritable marge de manœuvre, et surtout pressée par le temps, la Fédération de l'éducation nationale aura sans doute beaucoup de mal à reconstruire, sur ces décombres, le « grand syndicat réformiste » qu'invoque inlassablement sa majorité socialiste. D'où le désenchantement et la tristesse qui pèsent sur tous les témoins de cette « fin de la grande FEN ». Avec l'éclatement, dit l'un d'eux, « le socialisme enseignant va devenir un objet historique ».

CHRISTINE GARIN

Le Monde de l'éducation

LE PALMARÈS DES IUT ET DES BTS

IUT : Discipline par discipline, les résultats de tous les établissements.

BTS : Pour la première fois, un classement des lycées, pour 22 spécialités qui concernent les trois quarts des étudiants.

Egalement au sommaire :

- Réussir la philo du bac (suite du dossier) ● Ecole, lycée, université : ce qui change ● Profs de demain : comment ils sont recrutés et formés.

NUMÉRO D'AVRIL 1992 - 25 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Verte.

Les diler

ESSEC PROGRAMME IM

54 من الفصل

شعرا من الشعر

EDUCATION • CAMPUS

Verte, prof et présidente

Elue à la tête de la région Nord-Pas-de-Calais, M^{me} Marie-Christine Blandin n'aura pas trop de son expérience d'enseignante pour muscler le programme des écologistes en matière d'éducation

JUSQU'À présent, M^{me} Marie-Christine Blandin avait deux casquettes. Celle de la militante écologiste et celle du professeur de sciences naturelles et de physique du collège Salengro de Saint-Pol-Ternoise (Pas-de-Calais). Depuis le 31 mars, imprévu dont elle n'est pas la dernière surprise : celui de présidente du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais (le Monde du 1^{er} avril).

Verte, prof et présidente : cette jeune femme blonde de trente-neuf ans a dû faire des choix. Elle savait qu'un poste de conseiller régional lui réclamerait du temps. « Nous étions convenus, ensemble, d'un temps partiel, indique le principal de son collège. Mais son élection a changé les données du problème ». Plus question de sauter d'un cours à une réunion et de la salle de classe à la salle du conseil. Pas question non plus de jouer les présidentes buissonnières. Elle a donc choisi, « non sans regret », d'abandonner ses activités d'enseignante en acceptant la mise en disponibilité, renouvelable pendant six ans, que lui proposait le rectorat de Lille.

Fièvre au collège

« Quoi qu'il en soit, ici, nous regretterons une excellente enseignante et une personne aux grandes qualités humaines », souligne M. le principal. Au collège Salengro, en effet, on ne tarit pas d'éloges sur la présidente des Verts. « Drôle », « franche », « sachant ce qu'elle veut », « calme », « disponible... » « Nous sommes très fiers », avoue M^{me} Françoise Leconte, professeur de latin-grec. « Il s'agit d'un événement considérable pour un établissement de 720 élèves. Il sera difficile de la remplacer, mais chacun est heureux pour elle ».

Au collège, les heures qui ont suivi l'élection à la présidence ont été fébriles. La presse s'est précipitée dans ce petit village de

5215 habitants, où les Verts ont obtenu 629 voix aux élections régionales, près de deux cents de moins que la liste Chasse, pêche, nature et traditions. La journée du mercredi 1^{er} avril a débuté comme un poisson : « M^{me} la présidente » est passée au collège, dans une voiture avec chauffeur. « Elle nous a dit que son bureau était aussi grand qu'un court de tennis », raconte un enseignant.

Revitaliser les zones rurales

Son expérience d'enseignante ne sera pas inutile si M^{me} Blandin veut donner consistance et souffle au programme des écologistes en matière d'éducation. Tant il est maigret pour l'instant. Dans un livre blanc consacré à dix ans de politiques régionales, les Verts du Nord-Pas-de-Calais accordent tout juste trois pages à ce sujet. « Le Nord-Pas-de-Calais est confronté à un double défi, qualitatif et quantitatif », peut-on y lire. « En 1991, le conseil régional a consacré environ 1,3 milliard de francs à la formation initiale... Entre 1986 et 1990, il a financé six lycées neufs, six extensions et trois restructurations lourdes... Mais d'ici à 1995, pour répondre à la demande, quinze établissements neufs doivent encore sortir de terre ».

La présidente de la région Nord-Pas-de-Calais reconnaît sans détour que les Verts n'ont pas vraiment approfondi le thème de l'éducation. « Nous devons répondre aux véritables besoins », explique-t-elle. Le conseil régional a fait de l'éducation sa priorité. On croit par exemple une classe de BTS dans un établissement. Mais sur le terrain il faut savoir que les professeurs de classe de terminale les plus dynamiques y enseignent, que ceux de première s'occupent des futurs bacheliers et que les élèves de seconde se retrouvent dans un préfabriqué ».

« Jusque-là, continue posément M^{me} la présidente, la région a eu un fonctionnement de notables. On

accordait un lycée à un élu alors qu'il y avait un manque criant dans une commune voisine. Nous nous efforçons à plus de transparence, en ayant recours à des audits. Nous devons nous efforcer de maintenir un véritable tissu éducatif. Il est nécessaire de revitaliser les zones rurales qui sont actuellement en cours de désertification. » Et de s'indigner à la pensée que les habitants « du fin fond d'un département » sont condamnés à un seul type de formation par manque de structures, ou sont contraints à des trajets trop longs. « Nous, les enseignants, nous voyons des élèves qui nous disent ne pas vouloir aller à Arras, parce qu'il leur faut monter dans la voiture du voisin puis sauter dans un autobus. Ce n'est pas tenable ».

Au-delà des investissements matériels, M^{me} Blandin envisage de dynamiser les initiatives locales, comme le soutien parallèle à la formation pour les élèves en difficulté. « Nous pourrions aider à financer ce type de projets, sur le même principe que les crèches parentales, continue M^{me} Blandin. Personne n'a à s'inquiéter, nous n'allons pas ôter le pain de la bouche des instituteurs ».

Des cours d'environnement

Et, bien sûr, M^{me} Blandin est favorable à la sensibilisation des enseignants aux problèmes d'environnement lors de leur formation. « Afin de ne pas diffuser, non pas perforce mais par routine, dans la tête de nos enfants des idées comme : progrès, autoroutes et électricité », nous dit-elle. Nous connaissons maintenant les limites », Mais M^{me} Blandin va plus loin.

Elle souhaiterait voir organiser des cours d'environnement « dans lesquels on aurait recours à la rigueur scientifique. Ainsi, on pourrait expliquer que, contrairement à ce qu'on indique une publicité pour lesive, les phosphates ne sont pas un poison. Simplement, ils permettent

aux algues des rivières de se développer, et, si elles prolifèrent, il n'y a plus d'oxygène et les poissons meurent. Ou indiquer que les ressources naturelles sont épuisables... »

Dans ses cours de sciences naturelles, M^{me} Blandin avoue « avoir fait beaucoup d'écologie à l'époque où les programmes le permettaient. Aujourd'hui, le créneau des possibilités s'est restreint. Et plus il devenait étroit, plus je m'engageais sur le terrain des Verts. J'ai eu de plus en plus de scrupules à tenir devant mes élèves le langage que je tenais en réunions publiques. Paradoxalement, pendant ma campagne politique, j'ai presque fait moins d'écologie dans mes classes. Avant, je me sentais plus libre ».

Professeur de sciences naturelles en milieu naturel, professeur de physique dans les centrales nucléaires et d'abord enseignante avec ses élèves, M^{me} Marie-Christine Blandin n'a pas d'états d'âme, mais avoue avoir vraiment pris plaisir à exercer son métier. « Je n'ai jamais cherché de porte de sortie, de poste de direction ou de documentation. La gestion m'aurait intéressée, l'animation d'une équipe aussi, mais ne plus enseigner, ce n'est pas de jeu ! »

Et ses yeux pétillent lorsqu'elle évoque le projet d'action pédagogique qu'elle a mené l'an dernier, consacré à l'Égypte. « Nous avons étudié un bidonville du Caire, où il n'y a pas de ramassage d'ordures municipales. Les enfants collectent les déchets, les trient et les utilisent pour eux-mêmes, pour leurs habitations ou pour l'économie. Nous avons fait la comparaison avec ce qui se passe ici, avec nos moyens beaucoup plus importants, nos déchets beaucoup plus fuyants et le gaspillage qui en résulte. Certains de mes collègues continuent de travailler sur ce projet. Je regrette de ne pas pouvoir le faire ».

MICHELLE AULAGNON

Les leçons du docteur Etienne

ALBI

de notre correspondant

Natif du Tarn où il aime à retrouver ses proches, le docteur Jean-Louis Etienne, marcheur des pôles, était dans son département d'origine, au début de la semaine dernière, pour une série de rencontres avec des collégiens. A l'occasion de la sortie du film *Au sud du Sud* qui retrace l'expédition Transantarctique.

Avec son expérience du silence, il dut beaucoup parler pour répondre aux multiples questions d'élèves de classes de troisième. Avides de comprendre ce qui animait sa quête de médecin-explorateur. Pour répondre, les élèves ont eu droit à une série de leçons qui se défendaient d'être pures leur interlocuteur, jamais pontifiant, était surtout porteur d'interrogations. « Quand on parle de pollution on pense surtout aux ordures, mais est-ce que nos surs et nos ulcères ne sont pas aussi les déchets de notre confort ? », lançait-il, par exemple, aux élèves du collège Louis-Pasteur de Graulhet.

Aux mêmes qui s'inquiétaient de savoir s'il n'avait pas monté son expédition « pour échapper au vide de la vie », ou qui voulaient comprendre comment il faisait « pour avancer quand même dans les moments de désespoir ? », le visage candide et la voix saine, il lançait quelques aphorismes révélateurs : « C'est la force qu'on a

en soi... ». « Chacun a son pôle... ». De là à en faire un précepte éducatif, il n'y avait évidemment qu'un pas, franchi par le principal du collège, M. G. Stry, qui en tirait la leçon pour inciter les élèves au goût de l'effort et au dépassement de soi.

Accompagné de Laurent Chevalier, réalisateur du film *Au sud du Sud*, Jean-Louis Etienne fut littéralement happé par les jeunes tout au long de ces deux journées tarnaises organisées dans le cadre du plan Ciné-Tarn qui favorise le maintien des salles de cinéma. Au centre culturel d'Albi, un projet pédagogique original a été également soumis au médecin-explorateur et à la fondation qui porte son nom. Il s'agissait de réaliser une pièce musicale sur les sons, bruits et voix du pôle par une classe primaire de Labastide-de-Lévis et le groupe de musique électro-acoustique d'Albi (GMEA). Ces enfants ont à leur actif un travail similaire avec une musique des vignes du Gaillac.

Et déjà Jean-Louis Etienne repartait sur d'autres routes pour des rencontres avec d'autres jeunes, porteurs des mêmes interrogations et attentifs à ses réponses simples. Mais le marcheur infatigable était aussi en chemin vers Vielmur et sa colline natale, là où, lorsqu'il était enfant, le vent d'autan lui insufflait peut-être le goût de l'aventure.

JEAN-PIERRE BARJOU



École Supérieure d'Ingénieurs en Electrotechnique et Electronique

LES ADMISSIONS A L'ESIEE

Cycle ingénieur ESIEE (5 ans)

Dates limites de dépôt des dossiers :

- en 1^{re} année : 27 avril 1992
- Concours commun ESIEE-Paris, ESIEE-Amiens, Bac C - E, Maths Sup., 1^{re} année Deug A
- en 4^e année : 15 juin 1992

Dossier et entretien

Maîtrises EEA ou Physique, MST Génie Electrique

Mastères spécialisés

Date limite de dépôt des dossiers : 15 juin 1992

- Intelligence Artificielle et Programmation Avancée
- Robotique et Productique
- Techniques Modernes en Traitement du Signal et Automatique

Titulaires d'un diplôme d'Ingénieur ou d'un DEA

Contact : Maryse Legrand
Groupe ESIEE - Service des admissions ESIEE
Cité Descartes - BP 99
93162 Noisy-le-Grand Cedex
Tél. (1) 45-92-65-05

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS



CAMPUS EURO RSCG

L'université du premier groupe européen de communication.

Formation à tous les métiers de la communication globale : Publicité, Communication Interne, RP, Promotion des Ventes, Marketing Direct, etc. (en agence, dans les entreprises, dans les médias, chez les prestataires de service, dans les collectivités locales).

- Admission en 1^{re} année avec Baccalauréat (3 ans d'études).
- Admission en 2^e année avec Bac + 2 (2 ans d'études).

- Stages en entreprises en France et à l'étranger (possibilités dans les filiales du groupe).
- Séjour de trois mois au Nottingham Polytechnic (Grande-Bretagne).

Diplôme de fin d'études dont la crédibilité auprès des professionnels a été renforcée par le succès de notre 1^{re} promotion.

JOURNÉE
PORTES OUVERTES :
LE 15 AVRIL 92
de 15h à 19h

CONCOURS
D'ENTRÉE
LE 16 MAI 92

DEMANDE DE DOCUMENTATION ET DU BULLETIN D'INSCRIPTION AU CONCOURS D'ENTRÉE 1992

à retourner à EURO RSCG CAMPUS, 145 rue de Valenciennes, 92150 Ivry-la-Madone Cedex. Tél. 45 25 27 47

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

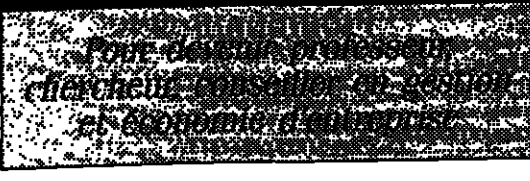
Code Postal : _____ Ville : _____

Etudes en cours ou dernier diplôme obtenu : _____

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES

ESSEC PROGRAMME DOCTORAL



DEA "Sciences de Gestion" IAE d'AX-ESSEC ou Paris X-ESSEC-HEC
Diplôme requis : 2^e cycle ou grande école d'ingénieurs ou de gestion

Programme Post-DEA de préparation à une thèse de Doctorat IAE d'AX-ESSEC ou autre université
Diplôme requis : DEA en Sciences de Gestion ou Économie
Thèses dirigées par des professeurs de l'ESSEC
durée des travaux : 2 à 3 ans
possibilités de bourses de recherches significatives

Date limite des candidatures : 15 juin 1992

PROGRAMME DOCTORAL ESSEC
Groupe ESSEC - BP 105
95021 Cergy-Pontoise Cedex
Tél. : (1) 34 43 30 85



Enseignement de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Versailles
Programme International du soutien de la FRIEG - Fondation Médicale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises
Groupe ESSEC Enseignement d'Enseignement Supérieur Privé

Les dilemmes de M. Jack Lang

Entre les contraintes électorales et les enjeux éducatifs à long terme, la marge de manœuvre du nouveau ministre est étroite

QUE faire en onze mois que M. Jospin n'a pu réaliser en quatre ans ? Telle est la question à laquelle est confronté M. Jack Lang, nouveau ministre de l'éducation nationale. Il devra y répondre assez vite pour ne pas rogner sur la maigre année qui reste à courir avant les législatives de 1993, inévitable horizon du nouveau gouvernement. Il paraît sou-

cieux toutefois de prendre le temps de la réflexion et de ne pas foncer, tête baissée, sur les quelques dossiers explosifs légués par son prédécesseur. Tant il est clair qu'il n'a, faute de temps, guère le droit à l'erreur.

Sur son bureau de la rue de Grenelle, qui, pour la petite histoire, fut le sien rue de Valois il y a quelques années, M. Lang aura tout d'abord trouvé les deux réformes

clés du lycée et des premiers cycles universitaires. Réformes nécessaires sans doute. Réformes aléatoires sûrement et qui ont suscité depuis quelques semaines des protestations disparates mais tenaces.

Options ouvertes

Celle du lycée est la plus complexe. Alors que la préparation de la rentrée 1992 est lancée depuis des mois, il paraît bien tard pour remettre en chantier la rénovation de la classe de seconde, prévue pour septembre prochain. Sauf à rajouter quelques options ici, à supprimer quelques modules là, et à vidier de son sens le projet actuel. Les choses sont beaucoup plus incertaines en revanche pour les classes de première et de terminale, dont M. Jospin n'a pas eu le temps de préciser les contours. Et plus encore pour le baccalauréat, qui reste le verrou décisif du cursus lycéen.

Le projet de réforme des premiers cycles universitaires, lancé il y a trois mois, est, pour sa part, pratiquement gelé depuis début mars, du fait de la campagne électorale et des manifestations d'étudiants, même si celles-ci n'ont jamais été massives. Dans le même temps, les présidents d'université ont nettement approuvé le projet, et une partie des étudiants proches de l'UNEF indépendante et démocratique (à direction socialiste) étaient prêts à soutenir la démarche engagée, moyennant des garanties supplémentaires.

Les options restent donc ouvertes. Enterrer le dossier en silence serait la prudence même. Mais peut-on sans scrupules prendre la responsabilité de laisser en l'état la situation déplorable des premiers cycles ? Le dilemme n'est pas mince.

Enfin, en dehors de ces deux réformes aussi délicates que décisives - et de la grogne persistante de l'enseignement privé, attisée par la droite comme par l'épiscopat français - M. Lang sera très vite plongé dans la préparation du bud-

get 1993. Et partagé, là encore, entre les tentations électorales à court terme et les besoins à long terme d'un système éducatif en pleine expansion.

Le risque est évident, en effet, en ce début de décade qui avait permis à Jean-Pierre Chevènement, en quelques mois, à l'automne 1984, de tirer le gouvernement du guépion scolaire où il s'était fourré, de déplacer le débat et de tracer de nouvelles horizons grâce à quelques mesures « simples et pratiques ». Le parallèle ne paraît pas absent des premières réflexions de M. Jack Lang, qui s'est déclaré, le 6 avril, décidé à « écouter, ausculter et dialoguer » afin de dégager quelques « propositions concrètes et positives ».

Mais comment « faire du Chevènement » quand on construit son cabinet autour de quelques personnalités marquantes de la période Savary ? Plus que d'un dilemme, il s'agit là d'un défi.

GÉRARD COURTOIS

EDUCATION • CAMPUS

REPÈRES

DÉMANTELEMENT. Des intellectuels, parmi lesquels Alain Finkielkraut, Philippe Raynaud, Jacques Debouillon et Jacqueline de Romilly, appellent, mercredi 15 avril, à dire « Non au démantèlement de l'école ». Cette manifestation fait suite à l'appel lancé l'an dernier dans une lettre ouverte au président de la République qui avait déjà touché sept mille signataires. Ces derniers énumèrent « les graves dangers qui pèsent sur l'école » : « amputation systématique » des horaires, « ingérence et pressions » à travers les projets d'établissement, remise en cause du baccalauréat et régionalisation des diplômes. Sans oublier les instituteurs de formation des maîtres (IUFM), dont les signataires réclament la disparition parce qu'ils « détournent les professeurs de leur mission qui est d'enseigner ».

► De 18 h à 21 h, salle Varlin, 29, bd du Temple, 75003 Paris.

ECOLES RURALES. Réunies en colloque au Vigeant (Vienne) les 4 et 5 avril, plusieurs associations de défense des écoles rurales, composées d'élus, d'enseignants et de parents, ont décidé de se regrouper au sein d'une Fédération nationale de défense et de promotion de l'école rurale. Trente départements y étaient représentés. La Fédération, qui demande à être reçue par M. Jack Lang, souhaite notamment : l'application à l'éducation nationale du moratoire, engagée par M. Edith Cresson, sur les retraits de services publics des zones rurales ; la suppression des expériences de la « mission Mauguier » sur les écoles rurales ; la mise en place de contrats pluriannuels Etat-régions-collectivités locales et l'élaboration de schémas départementaux d'organisation des services de l'éducation nationale afin d'harmoniser sur un même département les efforts des collectivités et de l'éducation nationale.

► Fédération nationale de défense et de promotion de l'école rurale, L'Aubépin, 69590 Larajasse. Tél. : 78-44-58-44.

PÉDAGOGIE. Un groupe d'universitaires et de responsables de formation réunis dans l'Association pour la promotion des recherches et des innovations en éducation et en formation (APRIEF) organise, du 27 au 30 avril 1992, à l'UNESCO, la première Biennale de l'éducation et de la formation. Formations d'adultes et didactiques scolaires, éducation du jeune enfant et politiques des collectivités territoriales, apport des neurosciences et politiques de recherches : l'objectif est de rompre avec les catégories habituelles et de saisir les évolutions sous tous leurs aspects. La biennale est une manifestation ouverte à un large public, auquel 350 chercheurs et innovateurs de plusieurs pays présenteront les résultats de leurs travaux.

► Inscriptions et renseignements : 8, rue Rambuteau, 75003 Paris. Tél. : (1) 48-04-51-29.

FORCE DE VENTE. Le « centre international de la vente et de la négociation commerciale » Nego-

cia, qui regroupe, dans un nouveau bâtiment, porte de Champerret à Paris, plusieurs formations de la chambre de commerce, organise deux journées portes ouvertes, samedi 11 avril de 10 heures à 17 heures et mercredi 22 avril de 14 heures à 18 heures. Les formations vont du BEP (vente-action marchand) au baccalauréat professionnel et au BTS (force de vente et action commerciale) et offriront des formules variées d'enseignement (temps plein, temps partiel ou cours du soir, alternance...). Nego-

cia, qui ouvrira ses portes à la rentrée, accueillera également l'EAP (École européenne des affaires) et des programmes de formation continue.

► NegoCIA, 8, avenue de la Porte-de-Champerret, 75017 Paris. Tél. : 47-54-84-88. Minitel : 3614 CCIP.

POINT DE VUE

Les portes entrouvertes de l'université hongroise

par Ivan Bajomi

Sans doute, dans la foulée des bouleversements politiques survenus dans les pays de l'Est, des changements importants ont pu se produire dans le domaine de l'enseignement supérieur hongrois, notamment avec l'abolition du monopole d'Etat et l'apparition des premières universités privées, le verrou qui bloquait l'entrée des universités et des écoles supérieures d'Etat n'a toujours pas sauté. Et cela bien que le gouvernement actuel se soit prononcé, en 1990, pour une forte croissance des effectifs.

Ceux qui préconisent une ouverture radicale des portes des universités et des écoles supérieures avancent souvent l'argument selon lequel le nombre des étudiants représente un pourcentage très faible par rapport à la classe d'âge correspondante. En effet, avec un taux dépassant à peine 10 %, la Hongrie se trouve en queue du peloton européen. Préoccupés par la montée sensible du chômage due à la crise économique qui frappe de plus en plus la Hongrie, nombreux sont ceux qui préconisent la suppression totale ou partielle du *numerus clausus* exercé par le biais des examens d'entrée en prétendant que le « stationnement » de ces jeunes dans les facultés permettrait d'éviter le risque d'éventuels troubles sociaux.

La conjoncture démographique vient aussi conforter l'opinion des partisans de l'ouverture des portes des facultés : les enfants du baby-boom du début des années 70 arrivant à la maturité, le nombre de bacheliers pouvant se présenter aux examens d'entrée de l'enseignement supérieur augmente considérablement : selon les prévisions, face aux 54 000 bacheliers de 1990, il y en aura déjà 70 000 en 1993, ce qui pourrait sensiblement amoindrir les chances d'accès à l'enseignement supérieur de cette génération. Face à ces arguments alarmistes, certains spé-

listes, tout en reconnaissant que la proportion des étudiants est effectivement faible en Hongrie, soulignent que les données relatives à la proportion des diplômés ne sont pas du tout déshonorantes pour le pays. Ainsi il est vrai qu'en 1986-1987 on ne comptait que 800 étudiants pour 100 000 Hongrois, et qu'en Autriche - pays capitaliste comparable à maints égards - il y en avait 2 300. En revanche, pour ce qui est du nombre des nouveaux diplômés, le classement s'inverse : face aux 230 diplômés hongrois de l'enseignement supérieur, il n'y avait que 140 diplômés autrichiens.

Sans données fiables portant sur la valeur des diplômes délivrés dans les différents pays, il est difficile d'apprécier dans quelle proportion on doit attribuer ces taux de réussite élevés au laxisme des universités et des écoles supérieures hongroises, ou bien au fait que cette population étudiante, parce qu'elle est sélectionnée à l'entrée, serait plus motivée ou plus douée pour les études, voire aux conditions d'accueil rencontrées dans les différents établissements. Il est intéressant de signaler, à cet égard, que les auteurs d'une récente enquête de la Banque mondiale portant sur l'enseignement supérieur hongrois ont constaté une pléthore des effectifs enseignants : contrairement à un pays comme la Grande-Bretagne où il y a dix étudiants pour un enseignant, ce taux est de 5,5 en Hongrie.

Dans ces conditions, on peut présumer que l'ouverture brutale des portes de l'enseignement supérieur ne pourrait apporter que des résultats incertains. Ce n'est pas seulement la faiblesse des traitements des enseignants qui pose des problèmes. Du fait des restrictions touchant la plupart des secteurs financés par le budget, l'enseignement supérieur hongrois est confronté, dans son ensemble, à

des problèmes financiers très graves. Ceux-ci se manifestent avant tout par le fait que, depuis des années, l'augmentation des dotations budgétaires ne compense jamais le niveau de l'inflation qui avoisine les 30 %. Si les bouleversements politiques récents ont pu favoriser la résolution de quelques problèmes de locaux (utilisation de casernes occupées auparavant par les troupes soviétiques et de quelques bâtiments des écoles de parti), les nombreux autres problèmes d'infrastructure (équipements techniques, approvisionnement en revues et en livres des bibliothèques, résidences universitaires, etc.) sont loin d'être résolus.

Sélection par l'argent

Vu ce contexte économique, il n'est donc pas surprenant que les portes de l'enseignement supérieur hongrois ne s'ouvrent que très lentement, malgré la volonté affichée par le gouvernement.

La première modification importante du système de sélection existant au sein de l'enseignement supérieur depuis les premières années du régime « socialiste » a consisté à supprimer tous les critères politiques de sélection. Si, à partir de 1962-1963, ces critères n'avaient qu'une importance secondaire par rapport aux critères méritocratiques, il fallait tout de même supprimer les avantages accordés aux candidats dont les parents possédaient certaines décorations (surtout celles qui étaient attribuées pour des « mérites » politiques). Dans cette même logique, grâce à un décret adopté en 1989, avant même que le changement de régime ait effectivement eu lieu, les origines sociales des étudiants ne sont plus prises en compte comme sous l'ancien régime où, à égalité des résultats obtenus lors des examens d'entrée, les fils d'ouvriers

ou de paysans pouvaient avoir droit à un traitement de faveur. Les principales voies par lesquelles pouvaient passer les candidats « pistonnés » furent également supprimées.

Le nouveau cadre juridique régissant les examens d'entrée accroit également la marge de manœuvre des universités et des écoles supérieures pour fixer le nombre d'étudiants qu'elles souhaitent accueillir, et pour définir leurs conditions d'accès. En ce qui concerne le nombre des places, à cause des limites financières déjà évoquées, les établissements d'Etat ne bénéficient que d'une autonomie très limitée ; le nombre des places disponibles dans telle ou telle faculté ne peut être augmenté qu'avec l'accord préalable du ministère de tutelle. Grâce à ces changements dans certaines facultés particulièrement « recherchées », le nombre des étudiants admis en première année a légèrement augmenté. Ce fut notamment le cas, en 1991-1992, dans les facultés des lettres.

Cependant la demande est tellement forte dans ce domaine qu'une faculté des lettres privée a pu être créée sous forme d'association à Miskolc, dans cet important centre industriel dont l'université d'Etat n'était pas dotée d'une faculté des lettres. Comme les droits d'inscription perçus au sein de cette faculté - de même que dans les autres établissements privés tels que les nouvelles écoles de gestion - sont très élevés, il est à prévoir qu'après l'effacement récent des critères politiques, le rôle des critères financiers se renforcera dans les processus de sélection.

► Ivan Bajomi est maître de conférences de sociologie à l'université Eotvos de Budapest.

COURRIER

Mauvaise foi

La connaissance des habitudes actuelles dans le choix des options laisse à penser que le latin - sans parler du grec - sera singulièrement de la réforme. La possibilité d'une troisième option éviterait cette funeste évolution. Le défaut majeur de l'argumentation ministérielle se trouve dans ce qui devient un lieu commun : la charge de travail d'un élève au lycée. La multiplication des options ne concerne qu'une infime minorité d'élèves. Utiliser leur situation pour justifier une réforme générale, procède d'une certaine mauvaise foi intellectuelle. D'autant plus que les élèves concernés ne se plaignent pas et qu'ils sont ceux qui connaissent le moins de difficultés dans leurs études. Faut-il en conclure, sans contradiction, à la fois accepter l'entretien de ces disciplines, dénoncer l'élitisme qu'elles génèrent (confrontant l'effort et la cause) et appeler de ses vœux une filière littéraire de haut niveau ?

J. PERTUSA
professeur de lettres,
Rochefort

Trêve d'hypocrisie !

Il y a quarante ans, une petite poignée d'élèves seulement suivaient à partir de la classe de seconde (seconde A) un enseignement scientifique équivalent à celui des modernes en même temps qu'un enseignement de langues anciennes équivalant à celui des classes de A (latin-grec) ou de B (latin). Dans une classe de troisième A du lycée Marie-Curie, qui réunissait un nombre impressionnant de filles de professeurs de tous les ordres d'enseignement et qui fut une pépinière de futures agrégées de l'université tant littéraires que scientifiques, une demi-douzaine d'élèves à peine s'étaient sentis la force de suivre la classe de A.

Alors trêve d'hypocrisie ! Que l'on cesse de se lamenter sur la baisse du niveau général tout en voulant faire de tous les élèves de classe scientifique des élèves de A ! Si l'on veut vraiment sauver les langues anciennes et les études littéraires, il faut recréer une voie littéraire d'excellence qui donne à la fois une culture générale riche et diversifiée et des qualités de rigueur - que le latin permet d'acquérir - et de méthode équivalentes à celles que les élèves peuvent acquérir en voie scientifique.

Pourquoi les classes de A ont-elles cessé d'attirer les élèves exigeants, même s'ils envisageaient des études de lettres ? Parce que la série S apparaît comme la seule qui ouvre toutes les perspectives d'avenir, parce

qu'elle apparaît comme la seule qui donne une formation solide, parce que non seulement on y fait des sciences mais qu'en plus on peut y faire aussi tout le reste...

Le résultat en est catastrophique. J'ai vu des élèves, doués pour les disciplines littéraires, déterminés dès la seconde à faire des études de lettres, contraints par leur famille à faire une classe de C ! Je les ai vus s'épuiser et consacrer la totalité de leur énergie à résoudre des problèmes de mathématiques et de physique ! Pendant ce temps ils étaient dans l'impossibilité de travailler vraiment ce qu'ils aimaient et dont ils avaient l'intention ensuite de faire leur principal objet d'étude ! Ils ont eu leur bac C ! Mais dans quelles conditions !

Il faut mettre un terme au gâchis ! Il faut cesser de faire comme si la survie du latin et du grec passait par le nombre des scientifiques qui le choisissent en option ! La baisse vertigineuse du nombre des licenciés en lettres classiques, consécutive à la perte de prestige de la filière A, démontre que l'enseignement des langues anciennes en option et le nombre de ceux qui feront ensuite des études littéraires.

FRANÇOISE COLMEZ
professeur de lettres supérieures,
membre du Conseil national
des programmes

Dans un collège ordinaire

Professeur de lettres classiques, j'enseigne le grec dans un collège ordinaire d'une ville moyenne de province. D'origine souvent modeste, les élèves qui ont choisi cette option ne l'ont fait ni sous la contrainte ni par souci familial de préserver des privilèges sociaux et culturels. Or l'administration du collège où j'exerce, s'appuyant sur la réforme mise en place et considérant que l'étude du grec n'aura à l'avenir de place qu'à l'université, n'entend maintenir cette option que si l'effectif de la rentrée prochaine est au minimum de dix-huit élèves. Ce qui est une manière indirecte de provoquer le brisement du recrutement. L'enseignement du grec risque donc d'être purement et simplement supprimé dans tout un secteur géographique. Comment, dans ces conditions, un élève pourra-t-il faire, en seconde, le choix d'une série L, avec option grec, s'il n'a jamais été initié à cette langue.

ODILE GRAFMEYER-MIQUEL
professeur de lettres classiques
Villefranche-sur-Saône

UNE NOUVELLE PUBLICATION

La Lettre du
Monde de l'éducation

Chaque semaine, pendant l'année scolaire, l'essentiel sur :

- les projets et les décisions de l'éducation nationale ; les réglementations nouvelles ;
- les politiques éducatives et les réalisations des collectivités locales ;
- les initiatives de l'enseignement privé, des organisations professionnelles et des entreprises ;
- les nouvelles des universités ;
- les nominations des responsables ;
- les publications spécialisées, les textes officiels et la documentation administrative ;
- les rendez-vous importants : colloques, congrès, conférences, séminaires...

Réservée exclusivement aux abonnés du Monde de l'éducation, cette lettre est un instrument indispensable aux professionnels de l'éducation pour suivre au plus près l'actualité du monde scolaire et universitaire.

OFFRE D'ABONNEMENT

1 AN : 450 F = Le Monde de l'éducation + La lettre du Monde de l'éducation

OUI, je désire m'abonner :

- au Monde de l'éducation et à la Lettre du Monde de l'éducation (36 numéros par an).

Pour 450 F

NOM : _____

PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____

MODE DE RÈGLEMENT :

- Chèque bancaire ou postal
- Mandat
- Carte bleue Visa
- Carte AMEX

N° Carte bleue Visa : _____

Empire à fin : _____

N° carte American Express : _____

Empire à fin : _____ Date et signature obligatoires

Le Monde de l'éducation

Service abonnements : 1, place Hubert-Bonne-Méry
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

211 MEN 24

هنا من الأخبار

M. Bérégovoy expose au conseil des ministres les méthodes de travail de son gouvernement

Le pari du chômage

M. Pierre Bérégovoy l'a dit d'entrée de jeu : le sort de son gouvernement dépendra de sa capacité à faire baisser le chômage. Dès ses premières déclarations, le premier ministre s'est fixé pour objectif de ne pas atteindre le seuil des 3 millions de chômeurs. Mais que faire, dès lors que la politique économique doit demeurer stable ? Outre que les solutions possibles se font rares et que le temps vient à manquer, la réussite finale suppose une solidarité gouvernementale à toute épreuve. M. Bérégovoy et M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, se retrouvent en première ligne et ils sont condamnés à démontrer, en toute occasion, leur parfaite cohésion.

Techniquement, l'exercice relève de la gageure, d'ici à mars 1993. Avec 1 % de croissance, la France a créé 31 000 emplois salariés en 1991 et le chômage a augmenté de 295 000. Si la prévision se confirme pour 1992 d'un taux de 2,2 %, il faudrait un miracle, ou que ladite croissance soit enfin plus riche en emplois. Le même raisonnement vaut pour le traitement social (que M^{me} Aubry distingue du traitement statistique), à moins d'un spectaculaire coup de pouce. Le pari engagé depuis le 1^{er} février pour faire une proposition d'emploi ou de formation à 500 000 chômeurs de longue durée tendra à influencer sur les résultats. De même pour l'opération PAQUE, lancée pour 70 000 jeunes au 1^{er} avril. Sauf rallonge, les 400 000 contrats emploi-solidarité, programmés pour cette année, ne suffiront pas. Restent les emplois familiaux, qui décollent rapidement si l'on en croit l'URSSAF, qui a enregistré 45 000 inscriptions supplémentaires depuis le 1^{er} janvier. Mais il ne s'agit pas de postes à temps plein.

Pour sortir de l'ornière, il est question de développer le travail à temps partiel - sans que l'on puisse nourrir beaucoup d'espoirs - et de diverses dispositions qui viseraient, en gros, à baisser le coût du travail. Alors que M. Bérégovoy et M^{me} Aubry s'étaient opposés sur ce dernier thème, l'expérience des exonérations de charges pour les jeunes en difficulté pourrait clore la discussion. A trois mois de la fin de la mesure, on ne compte que 37 000 bénéficiaires recrutés définitivement. Ce score confirme ce que l'on savait déjà de l'embauche de 100 000 chômeurs de longue durée en 1991, avec les contrats de retour à l'emploi. Pour 40 %, les emplois ne durent pas au-delà de la durée de l'exonération et, pour le reste, auraient de toute façon été créés.

La limite du traitement social « honorable » étant ainsi atteinte, il faudrait alors se résoudre au traitement statistique pour tenir l'engagement du premier ministre. Mais il est impossible que M. Bérégovoy, sans parler de M^{me} Aubry, se compromette dans un tel subterfuge.

ALAIN LEBEAU

□ Affrontements entre les mineurs de Salsigne et les forces de l'ordre : trois blessés. - Mécontents de voir traîner en longueur la dernière séance de négociations sur le plan social, concernant les 380 salariés privés d'emploi, les mineurs de Salsigne (Aude) ont mis le feu au portail en bois de la préfecture de Carcassonne, lundi 6 avril en fin d'après-midi. Les affrontements se sont poursuivis dans la soirée. Au cours d'une attaque, menée par 120 mineurs contre un escadron de gardes mobiles de l'Air, trois personnes ont été blessées (deux gendarmes et un mineur). La mine d'or de Salsigne a été mise en liquidation judiciaire le 3 février.

Le plein pouvoir du premier ministre

Le premier ministre a fait mercredi 8 avril, au conseil des ministres, un exposé sur les méthodes de travail de son gouvernement. M. Pierre Bérégovoy a présenté d'autre part les décrets d'attribution définissant les domaines de compétence de divers membres de son équipe ministérielle.

Si la tâche de M. Pierre Bérégovoy à Matignon s'annonce difficile, du moins le nouveau premier ministre dispose-t-il en matière économique et financière d'un pouvoir que peu de ses prédécesseurs ont eu.

Les désarrois de l'élève Cresson n'expliquent sans doute pas l'ampleur de la défaite électorale qui vient de subir la gauche, puisqu'on voit les pouvoirs en place essayer dans d'autres pays européens revers et défaites. Mais les ennuis de l'ancien premier ministre, son manque d'autorité sur les membres du gouvernement n'ont pas arrangé les choses. S'il est faux de dire que M. Bérégovoy a refusé à Mme Cresson les moyens qui auraient permis d'accroître la reprise économique (ces moyens n'existaient pas immédiatement), ce n'est un secret pour personne que l'ancien ministre de l'économie et des finances prenait parfois le risque de devancer le premier ministre pour couper court à certains projets estimés excessifs ou dangereux.

Mêmes avantages

Ce fut le cas avec l'annonce par Bercy du plan d'épargne en actions. De même, le plan d'aide aux PME-PMI annoncé en septembre 1991 donna-t-il lieu à pas mal d'escarmouches. Bercy considérant que seule la baisse de l'impôt sur les sociétés était importante (mesure que M^{me} Cresson hésitait beaucoup à prendre), alors même que bon nombre des mesures recommandées par Matignon passaient dans l'entourage de M. Bérégovoy pour des gadgets sans intérêt. D'où le malaise qui régnait entre ministres et entre cabinets, malaise ressenti par les milieux d'affaires.

Le super-pouvoir dont va bénéficier M. Bérégovoy est donc une très bonne chose. En 1976, sous une forme un peu différente, M. Barre avait bénéficié des mêmes avantages : le premier ministre d'alors était également ministre de l'économie et des

finances, un cumul de fonctions fréquent sous les III^e et IV^e Républiques mais devenu exceptionnel sous la V^e. M. Barre s'était donné pour tâche de rétablir les grands équilibres compromis par le premier choc pétrolier et d'abord de lutter contre l'inflation. Probablement parce que la charge en était écrasante, il avait en avril 1978 rétrogradé le ministre de l'économie à M. René Monory et celui du budget à M. Maurice Papon.

La complexité Bérégovoy-Charrasse

L'important dans les deux expériences Barre fut la renaissance d'un pouvoir fort à Matignon, pouvoir qui avait été très affaibli de 1974 à 1976. M. Jacques Chirac, partisan d'une relance (le chômage encore peu important avait fortement augmenté), s'était opposé à M. Cresson d'Estaing, président de la République, désireux d'accroître la marche vers l'union économique méditerranéenne en créant des rapports de charges quasi stables entre plusieurs monnaies européennes. Coincé entre deux politiques totalement contradictoires - l'inflation et le franc fort - M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, avait été obligé à quelques mois d'intervalle de sortir deux fois le flamme du serpent monétaire (janvier 1974 et mars 1976) en même temps qu'était annoncé un plan important de relance de l'économie (septembre 1975). Difficile de trouver dans l'histoire de la V^e République pareille cacophonie : difficile aussi de trouver meilleur exemple des méfaits d'un pouvoir faible - ou contesté - à Matignon mais aussi aux finances.

Or c'est précisément sur ce deuxième point que le dispositif Bérégovoy peut susciter de l'inquiétude. Avec la séparation du ministère de l'économie et des finances en deux entités, on retrouve bien le dispositif Barre. Mais cette fois le ministre du budget apparaît très puissant par rapport au ministre de l'économie.

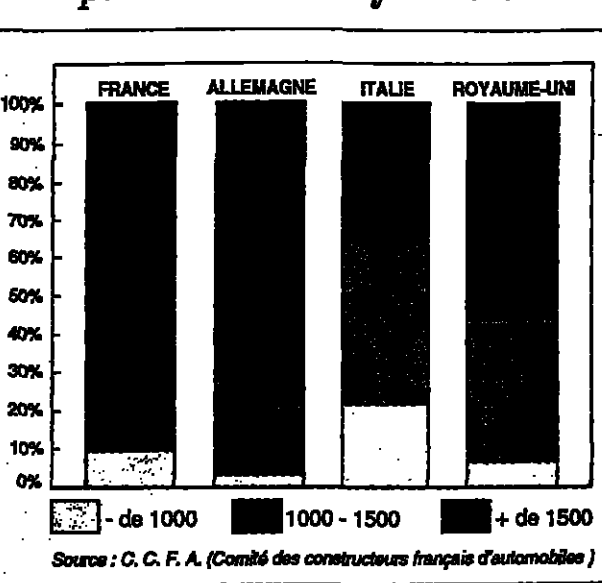
M. Charrasse est en place depuis longtemps et entouré d'un cabinet fort expérimenté, alors que M. Michel Sapin arrive. Il y a entre M. Bérégovoy et M. Charrasse une complicité née de leur fidélité à M. Mitterrand, complicité qui créera un front uni si d'avenir l'envie prenait au nouveau ministre de l'économie de prendre trop d'initiatives. Enfin, M. Charrasse dispose avec la direction du budget qui lui est réservée, d'un moyen fort de politique économique.

Des moyens d'autant plus forts que M. Sapin, qui a sous son autorité des directions très importantes (le Trésor et la prévision notamment), devra partager avec M. Dominique Strauss-Kahn en particulier, ministre à part entière de l'industrie et du commerce extérieur, qui aura par exemple une grande marge de manœuvre sur la DREE (direction des relations économiques extérieures) et un droit de regard véritable sur la Commission des garanties, organisme important dont dépendent les crédits à l'exportation couverts par l'Etat. On a tendance à faire beaucoup pour favoriser les ventes de produits industriels français à l'étranger quand on est ministre de l'industrie et du commerce extérieur, alors qu'on tremble au Trésor de voir garantir par l'Etat des crédits à des pays étrangers qui risquent de ne jamais rembourser leurs dettes.

Ce n'est donc pas en deux mois d'une certaine façon en trois (les postes et télécommunications ne posent pas vraiment problème) qu'éclate la forteresse de Bercy et avec elle un immense pouvoir. Tout le problème est de savoir quels rapports s'établiront entre M. Sapin, Charrasse et Strauss-Kahn : coopération étroite ou concurrence, voire dissonances ? De la réponse à cette question dépendra la montée vers Matignon de bonnes propositions en matière d'emploi, de salaires, de fiscalité... Si tel n'était pas le cas, M. Bérégovoy cumulerait avec le pouvoir de décision celui de la conception et de l'expertise. Le risque serait alors grand de le voir faire trop de politique d'ici aux élections législatives de 1993.

ALAIN VERNHOL

Le marché des voitures particulières par tranches de cylindrées



Depuis dix ans, et dans les quatre pays analysés par le CCFA, les consommateurs achètent des voitures de plus en plus puissantes. Ainsi, en 1980, les immatriculations de véhicules de plus de 1500 cm³ ne représentaient que 54 % du marché allemand, 24 % du marché français, 25 % du marché italien.

□ La production française d'automobiles devrait augmenter de 5 % en 1992. - Selon le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA), le marché français de l'automobile devrait augmenter de 3,4 % en 1991 pour atteindre 2,1 millions d'unités. La pénétration étrangère devrait reculer et s'établir à 39,5 %. Compte tenu de la forte augmentation des exportations d'automobiles observée durant les deux premiers mois de l'année, le CCFA estime que la production française devrait s'élever à 3,350 millions d'unités, soit 5 % de plus qu'en 1991. La branche automobile a en effet dégagé au cours des deux premiers mois de 1992 un solde commercial positif de 8,32 milliards de francs, soit presque le double du solde réalisé durant la même période de 1991. Ce résultat est dû à une hausse des exportations de 17,1 % beaucoup plus forte que l'augmentation des importations (+ 1,5 %).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



DIVIDENDE : 41 FRANCS PAR ACTION AVEC OFFRE DE PAIEMENT EN ACTIONS

DISTRIBUTION GLOBALE : + 18,1 %

PRÉVISION DE RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ 1991 : 2,6 MILLIARDS DE FRANCS, + 17 %

Le Conseil d'Administration, réuni sous la Présidence de Guy Dejouany, a examiné, dans sa séance du 3 avril 1992, les comptes sociaux de la Compagnie Générale des Eaux pour l'exercice 1991.

Le chiffre d'affaires de la Compagnie a été de 11,4 milliards de francs en 1991, en hausse de 7,3 %. Le résultat courant s'est élevé à 1298,3 millions, contre 996 millions l'année précédente. Cette forte progression est due à une nouvelle augmentation du résultat d'exploitation (803,1 millions, + 13,1 %), à la croissance soutenue des dividendes versés par les filiales et des produits du portefeuille de titres, ainsi qu'à certaines reprises de provisions financières. Elle a été obtenue malgré la charge des déficits des sociétés en nom collectif du secteur de la télévision par câble et l'accroissement des frais financiers consécutifs aux investissements. Le bénéfice net de l'exercice a atteint 1399,4 millions de francs, contre 1104,3 millions, en augmentation de 26,7 %.

Les investissements de la Compagnie ont été de 7,3 milliards de francs en 1991, après 6,5 milliards en 1990. Ils ont porté sur les participations financières versées aux collectivités locales en application de nouveaux contrats de concession, les travaux de modernisation, d'extension et de renouvellement des réseaux et ouvrages gérés par la Compagnie, la pour-

suite de l'expansion du Groupe en Europe, l'acquisition de la société Eys et, enfin, l'accroissement des ressources affectées au développement des filiales (notamment dans les secteurs de la propriété et de l'aménagement urbain).

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale du 26 juin prochain de servir un dividende de 41 francs par action (61,50 francs avec avoir fiscal) contre 40 francs pour le précédent exercice. Ce dividende s'appliquera notamment aux actions créées par l'attribution gratuite d'une action nouvelle pour dix anciennes, intervenue à la fin du mois de novembre 1991. La distribution globale s'élèverait ainsi à 918,4 millions de francs, en progression de 18,1 % ; ce montant serait le triple de celui de l'exercice 1986.

Les dernières estimations relatives aux comptes consolidés de 1991 font apparaître un chiffre d'affaires de 135 milliards de francs (dont 36,5 milliards réalisés à l'étranger), en hausse d'un peu plus de 15 %. L'autofinancement, à plus de 9 milliards de francs, atteindrait le même montant élevé que l'année précédente. Le bénéfice net consolidé du Groupe serait voisin de 2,6 milliards de francs pour l'exercice 1991, en croissance d'environ 17 % par rapport à 1990.

Informations Actionnaires - 05 05 55 66 - 3616 CLIFF

Une grève expiatoire à Air Inter

Le trafic de la compagnie Air Inter devait être réduit, mercredi 8 et jeudi 9 avril, à la moitié des vols habituellement programmés, en raison d'un mot d'ordre de grève lancé par les trois syndicats de pilotes (SNPL, USPNT et SNPNAC). Ceux-ci demandent le limogeage d'une partie de l'encadrement après la catastrophe aérienne où un Airbus A-320 d'Air Inter s'est écrasé près de Strasbourg (1).

Officiellement il s'agit, après la catastrophe du mont Saint-Odile du 20 janvier (quatre-vingt huit morts), de protester contre le fait qu'« aucune leçon utile n'en a été tirée et ce, au détriment de la sécurité des vols ». Les syndicats qui appellent à la grève les 8 et 9 avril estiment que l'accident « devrait avoir mis en évidence les conséquences de la politique délibérée mise en œuvre par la direction d'Air Inter et son encadrement du personnel navigant technique » (le Monde daté 5-6 avril). Ils ne demandent ni plus ni moins que le limogeage des

responsables de l'exploitation aérienne de la compagnie.

Comment s'explique une telle outrance ? La catastrophe a choqué le personnel navigant d'Air Inter, persuadé d'assurer une sécurité quasiment absolue, puisque le précédent accident de Noireville - vieux d'une vingtaine d'années - était imputable à des perturbations radioélectriques. Le refus du gouvernement de désigner des responsables tant que durait l'enquête de la commission on a frustré beaucoup, qui souhaitaient que les causes de la catastrophe soient vite mises en lumière. Les premiers conclusions qui tendaient à disculper l'appareil et la demande officielle de revoir l'organisation des Airbus A-320 ont laissé à penser que l'équipage s'était trompé dans le choix de la procédure de descente.

Cette erreur supposée a fait naître l'hypothèse que la formation et l'entraînement des pilotes d'Air Inter n'étaient pas adaptés. Si l'on ajoute à cela qu'Air Inter est montré du doigt dans les instances internationales pour n'avoir pas, à la différence des autres transporteurs, équipé ses appareils d'une alarme signalant un rapprochement dangereux avec le sol, on comprend une telle recherche de boucs émissaires pour expliquer l'accident du mont Saint-Odile.

A cela s'ajoutent des considérations de personnes, des susceptibilités syndicales et le désir scriptural de certains pilotes d'imposer le pilotage à trois de l'Airbus A-320, long pour être piloté à deux comme le Boeing 737 ou le MD-80. Sauf à remettre aux syndicats les commandes d'Air Inter et à accorder la thèse de l'erreur humaine, M. Jean-Cyril Spinetta, PDG de la compagnie, ne pouvait accepter une telle mise en cause de son encadrement.

ALAIN FAUJAS

(1) Renseignements sur les vols maintenus : tel. (1)-45-46-90-00 ou 46-75-13-13. Par Minitel, 3615 ou 3616 code AIRINTER.

D
lectu
kraut
Dabc
Roni
à dñ
l'eco
meat
sute
une
la Ré
sept
énu
pese
syst
reco
proje
causa
tion
Insti
IUPA
mem
x dé
miss
► Di
29, l
É
collo
et 5
défin
sées
para
per
l'eco
y étu
tion,
M. L
men
natic
par
reire
zone
expt
géra
en p
Etat
l'état
men
vica
d'ha
teme
et de
déf
l'éc
Lara

**Vous êtes une société
à la pointe de la technologie,
Vous avez des produits
adaptés à notre système,
Vos prix sont compétitifs,
Alors nous vous donnons
RDV au SICOB 92.**

NTT France SA, filiale de NTT, est le leader dans le domaine des Télécommunications au Japon. NTT sera bien sûr présent, du 5 au 9 octobre, au SICOB 92 pour rencontrer ses futurs fournisseurs et partenaires.

Le SICOB 92, c'est l'événement de l'automne. Débats, ateliers, échanges, rencontres... c'est la fête de l'intelligence, le rendez-vous européen des Télécommunications, de l'informatique et de la Bureautique, la seule offre globale de toutes les technologies de l'information. Le SICOB 92, l'événement de l'automne à ne pas manquer.



SICOB 92, LA FÊTE DE L'INTELLIGENCE.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-67

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Béghin-Say

**Nette amélioration de la rentabilité
dans tous les secteurs d'activités.**

Résultat net courant (part Béghin-Say) + 27 %

Le conseil d'administration, réuni le 6 avril 1992 sous la présidence de Monsieur Jean-Marc VERNES, a approuvé les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice 1991.

Les principales données consolidées se résument ainsi :

(en millions de francs)	1991	1990	Variation en %
Chiffre d'affaires	40 908	37 671	+ 8,6
Résultat d'exploitation	2 687	2 348	+ 14,4
Résultat courant avant impôt	1 813	1 485	+ 22,4
Résultat net courant (part BEGHIN-SAY)	783	618	+ 26,7
Capitaux propres de l'ensemble	9 215	7 944	
Endettement financier net (1)	9 097	8 466	

(1) y compris obligations convertibles (1995 MF)

Tous les secteurs d'activités ont enregistré des résultats satisfaisants, en particulier le secteur "Huile Grand Public" en forte progression et le secteur "Trituration et Raffinage" en nette amélioration.

Le résultat net (part BEGHIN-SAY) s'établit à 754 millions de francs contre 1.081 millions de francs en 1990. Ce recul s'explique par une réduction sensible du résultat exceptionnel (-144 millions de francs en 1991 et + 461 millions de francs en 1990) du fait des plus-values résultant du désengagement du secteur Papier et de la cession de la division "Adhésifs" de CERESTAR, réalisées en 1990.

Le rapport dettes sur capitaux propres, calculé à partir de l'endettement net des autres immobilisations financières, des valeurs mobilières de placement et des disponibilités, s'établit à 0,99 au 31 décembre 1991 contre 1,07 au 31 décembre 1990. Après conversion de l'emprunt obligataire, le rapport s'établirait à 0,64 au 31 décembre 1991.

Le conseil d'administration du 11 mars 1992 a arrêté les comptes sociaux de BEGHIN-SAY, société-mère du Groupe. Ces comptes se traduisent par un bénéfice net de 619 millions de francs. Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire du 27 mai 1992 de distribuer 408 millions de francs contre 312 millions de francs en 1990. Le dividende, par action et certificat d'investissement s'élèverait ainsi à 30 francs, hors avoir fiscal, contre 27,50 francs l'exercice précédent.

Dans le cadre de la poursuite de la réorganisation du secteur agro-industriel du Groupe FERRUZZI, précédemment annoncée, le conseil d'administration a arrêté le projet de résolutions à soumettre à l'assemblée générale extraordinaire du 27 mai 1992, relative à l'augmentation de capital de 7.194 millions de francs en nature par émission de 9 millions d'actions réservées à ERIDANIA et sa filiale FRANCOR. Il sera, en outre, proposé de changer la dénomination sociale en ERIDANIA BEGHIN-SAY.

FERRUZZI

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Ayant le sentiment de s'être fait forcer la main

Le Japon se montre réticent sur le projet d'aide à la Communauté des Etats indépendants

Faisant rarement cavalier seul au sein du groupe des sept pays les plus industrialisés, le G7, le Japon s'est cette fois démarqué en se montrant réservé, voire réticent, sur le projet d'aide de 24 milliards de dollars à la Russie et aux autres Républiques de l'ex-URSS, annoncé la semaine dernière par Bonn et Washington. Sans être opposé sur le principe, le Japon n'a pas donné son accord sur le montant et la répartition des financements d'un tel programme, indiquait-on mercredi 8 avril au ministère des affaires étrangères. Les détails du programme d'aide à l'ex-URSS devront être arrêtés lors de la prochaine réunion du G7 à la fin de ce mois.

TOKYO

de notre correspondant

Les réticences japonaises tiennent à deux facteurs. Tout d'abord, Tokyo a l'impression de s'être fait forcer la main. Le Japon a certes

participé à l'élaboration du programme mais, selon le ministère des affaires étrangères, il n'y eut aucun accord sur la nécessité de soutenir les réformes économiques en Russie. Les montages financiers étant encore à l'étude, l'annonce de chiffres précis était prématurée. Celle-ci répondait, fait-on valoir à Tokyo, au souci de Bonn de manifester son soutien au président Eltsine, qui doit affronter son Parlement, et aux préoccupations électorales de M. Bush. La presse japonaise révèle que Tokyo aurait été informé au dernier moment des initiatives allemande et américaine, ce qui lui a fait qu'accentuer l'irritation.

Le contentieux territorial des Kouriles

Le deuxième facteur ayant suscité les réticences nippones est d'ordre politique : le ministère des affaires étrangères craint qu'un vaste accord occidental d'aide à la Russie laisse de côté la question des quatre îles du sud de l'archipel des Kouriles, occupées par l'ex-URSS depuis la guerre et revendiquées par le Japon.

Dans les faits, les Japonais sont

soucieux de ne pas se laisser distancer par leurs partenaires dans les relations avec la Russie ; aussi ont-ils assoupli leur principe de non-séparation de la politique et de l'économie. Le règlement du contentieux territorial reste pourtant une condition *sine qua non* au développement des liens économiques. Pour cette raison, le ministère des affaires étrangères précise que le Japon n'envisage pas d'ajouter de nouveaux crédits aux 2,5 milliards de dollars en aide humanitaire déjà promis à la Russie et d'ailleurs non encore déboursés.

Un certain flottement est néanmoins perceptible dans la position japonaise, comme le montrent les déclarations nuancées du premier ministre, plus disposé à renforcer la coopération avec la Russie. En fait, le Japon serait d'accord pour une aide d'un montant supérieur à celle déjà accordée, à condition que celle-ci se fasse par l'intermédiaire d'organisations internationales. Tokyo aurait notamment déjà été décidé de contribuer pour 1 milliard de dollars au fonds de stabilisation du rouble.

PHILIPPE PONS

Le krach au ralenti de Tokyo

Suite de la première page

Le volume des transactions s'est lui aussi effondré. Les autorités semblent désormais incapables d'arrêter le jeu de massacre.

Conséquence de la politique monétaire restrictive engagée par M. Mieno - entre mai 1989 et décembre 1990, la Banque a relevé les taux d'intérêt de 2,5 % à 6 % - les investisseurs désertent aujourd'hui la Bourse. La chute des

indices, la multiplication des scandales financiers et la baisse des profits des sociétés cotées ont éloigné du Kabuto-Cho (l'épargne des Japonais). Ecumés, les petits porteurs préfèrent orienter leur argent vers des placements monétaires. Les zinzins (les investisseurs institutionnels et notamment les sociétés d'assurance-vie) trouvent plus avantageux de prêter leurs fonds plutôt que de les placer en Bourse. Les étrangers enfin avaient encore été très gourmands l'an dernier, escomptant de fortes plus-values le jour où le marché rebondirait. En 1991, leurs achats nets d'actions se sont élevés à près de 46 milliards de dollars. Ils commencent à doubter. Depuis le début de 1992, ils sont vendeurs nets.

Bref, il n'y a plus d'acheteurs. L'offre en revanche reste et devrait rester encore importante. De nombreuses entreprises industrielles doivent vendre, pour investir ou se désendetter, les paquets d'actions qu'elles avaient constitués à l'époque de l'argent facile. Une lourde menace pèse sur le marché : le refinancement des 150 milliards de dollars de titres reconvertisibles en actions, émis pendant la période de l'euphorie boursière. Plus d'un cinquième arrive à échéance cette année.

Malgré l'assouplissement de la politique monétaire depuis quelques mois - la Banque du Japon a ramené ses taux directeurs de 6 % à 3,75 % - le marché poursuit sa chute. Tokyo est en fait engagé dans un redoutable cercle vicieux. La chute du Nikkei met en effet les banques japonaises dans une situation financière délicate. Elle contribue à réduire leurs fonds propres (constitués en partie par des plus-values sur actions) et donc à les fragiliser. Or les banques prêtent lourdement dans l'indice. La chute du Nikkei fait baisser la valeur des banques, baisse qui à son tour conduit à une nouvelle chute du Nikkei.

Autre entrée du cercle vicieux, le financement de l'économie japonaise. Avec la baisse du Nikkei, les banques voient leurs fonds propres fondre et donc - compte tenu des ratios internationaux - leur capacité de prêts se réduire. L'archipel risque ainsi de souffrir d'un *credit crunch*, d'une pénurie de financements, une menace qui, à son tour, se répercute sur le thermomètre de la Bourse.

Jusqu'au 31 mars, date de clôture des bilans, le ministère des finances et la Banque du Japon avaient réussi à soutenir le marché pour éviter que l'indice Nikkei ne tombe en dessous de 20 000 et ne mette les banques japonaises en trop grande difficulté. Aujourd'hui,

ils semblent ne plus être capables d'arrêter la chute. Malgré une réunion des autorités monétaires avec les responsables des quatre grandes maisons de titres mercredi, la baisse se poursuit. D'ores et déjà, les experts de Nomura prévoient une plongée vers un indice 15 000.

La fin de l'indifférence à Wall Street

Ce krach au ralenti nippon risque-t-il de plonger, par dérapage, les autres places financières internationales dans la crise ? Jusqu'à présent, les Bourses de Wall Street, Londres ou Paris ont fait preuve d'un grand optimisme, dopées qu'elles étaient par la perspective d'une reprise de l'activité économique aux Etats-Unis. Elles sont de fait restées relativement indifférentes aux malheurs de l'archipel. Mardi pourtant, New-York a commencé à réagir, l'indice Dow Jones enregistrant une baisse de près de 2 %.

En affaiblissant les institutions financières japonaises, la crise de la Bourse de Tokyo pourrait en fait avoir de graves conséquences dans les autres pays industriels. Au cours des années 80, le Japon et ses agents, entreprises et banques, était devenu le financier du monde. Partout, mais surtout aux Etats-Unis, le Japon achetait des immeubles, des actions, des obligations émises par les grands Etats, des entreprises. La crise financière actuelle affaiblit cette capacité de financement du Japon. De 1987 à 1990, l'archipel a acquis chaque année pour quelque 100 milliards d'actifs environ à l'étranger (investissements directs et placements en actions et obligations). Aujourd'hui, la situation s'est inversée. Les Japonais désinvestissent : en 1991 et pour la première fois depuis onze ans, le solde net a été négatif de 36,6 milliards de dollars. La crise du marché international de l'art s'explique notamment par ce retrait des Nippons, celle de l'immobilier américain aussi. Elle pourrait s'étendre à d'autres domaines.

Affectés par leurs lourdes pertes enregistrées sur le marché tokyote, les investisseurs nippons risquent

de devoir vendre certains de leurs actifs à l'étranger. D'ores et déjà, les grandes banques japonaises ont cargué leurs voiles. Les industriels se font moins agressifs : leurs investissements directs à l'étranger sont passés de 48 milliards de dollars en 1990 à 31,3 milliards en 1991. Les grands investisseurs commencent à se retirer des marchés étrangers : les achats nets d'actions à l'étranger par les Japonais sont passés de 17,9 milliards de dollars en 1989 à 6,2 milliards en 1990 et 3,6 milliards en 1991. Ils étaient vendeurs nets (de 2,4 milliards) en janvier. Depuis vingt-deux mois maintenant, et au total, le Japon est importateur net de capitaux à long terme, une situation fortement déstabilisatrice dans les circuits de financement internationaux.

Si, affaiblis par la chute de la Bourse, les Japonais devaient réduire leur participation aux marchés des actions à Wall Street et surtout leurs engagements dans le financement du déficit budgétaire américain, ils pourraient provoquer une hausse des taux d'intérêt outre-Atlantique et remettre ainsi gravement en cause les perspectives de reprise aux Etats-Unis et dans le reste du monde.

La France aussi

Appréhant M. Bérégovoy et sa politique - alors ministre des finances, il s'était fait applaudir en janvier à Tokyo par le Kabuto-cho - les Japonais ont aussi beaucoup acheté, au cours des trois dernières années, de titres émis par l'Etat français (des obligations assimilables et des bons du Trésor). S'ils devaient vendre, ce qui apparaît peu probable pour l'instant, la crise financière affecterait rapidement la France.

A l'été 1987, les experts annonçaient pour l'automne un krach boursier à Tokyo. Il est venu de New-York, en octobre. Les Japonais avaient réussi à convaincre les investisseurs de leur économie. Et ils n'oublient pas de rappeler que l'archipel avait connu une croissance très forte dans les années 60 alors même que son marché boursier traversait une profonde crise. Aujourd'hui, les difficultés financières du premier créancier du monde pourraient révéler très dommageables pour l'économie mondiale.

ERIK IZRALEWICZ

INDICATEURS

FRANCE

• Dépenses d'assurance-maladie : + 0,7 % en janvier. - Les dépenses de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) ont atteint 29,9 milliards de francs en février, soit une progression de 0,7 %, après 0,3 % en janvier. Sur les douze derniers mois, la hausse est de 5,8 %. L'accélération observée en février est notamment imputable aux versements hospitaliers (+ 0,9 % dont 1,1 % pour le secteur privé) et aux remboursements d'honoraires médicaux et dentaires (+ 0,8 %).

PORTUGAL

• Taux d'intérêt : abaissement à 17,93 %. - Au premier jour de son entrée dans le Système monétaire européen (SME), lundi 6 avril, l'escudo s'est échangé au maximum de sa parité autorisée par le système. La Banque centrale du Portugal a dû intervenir sur le marché des changes pour contenir la poussée de l'escudo et a annoncé une réduction d'un point de son taux supérieur d'intervention, ramené à 17,93 %.

هنا من الفصل

هشام الأسفل

ÉCONOMIE

SOCIAL

Le quarante-deuxième congrès

Les contestataires de la CFDT montent au créneau

Bien que confortablement installée pour quatre jours dans un Palais des congrès de Paris plus habitué à recevoir des hommes d'affaires que des syndicalistes, la CFDT respecte les traditions. Ainsi, mardi 7 avril, dès la fin de l'intervention liminaire de M. Jean Kaspar, secrétaire général, (le Monde du 8 avril), les contestataires se sont succédés à la tribune pour s'en prendre, de façon théâtrale ou caustique, à la ligne majoritaire, provoquant de multiples réactions parmi les 1 400 congressistes.

Plusieurs militants ont directement mis en cause la stratégie confédérale axée sur la recherche de « convergences » avec les autres organisations réformatrices. « Sur le terrain, il n'y a pas de convergences avec ces syndicats. En revanche, nous nous retrouvons le plus souvent aux côtés de la CGT. Ce n'est pas parce que les cégétistes nous posent des problèmes qu'il faut les ignorer et faire preuve d'ostentation à leur égard », a affirmé M. Michel Cros (transports). M. Raymond Vacheron (habillement, cuir, textile) a reproché aux dirigeants nationaux de « chanter les louanges de l'économie de marché » et M. Dominique Subileau (décoration des finances) a estimé que le « recentrage » de la CFDT est

un « constat d'impuissance ». D'autres ont contesté les projets de réforme des structures ainsi que les accords conclus pour instaurer un « chèque syndical » dans certaines entreprises (AXA, Carrefour etc.). « La vraie question qui se pose est de savoir si le chèque syndical est ou non un acte d'adhésion », s'est interrogé un militant qui a d'autre part déploré « le manque d'idéal » de la centrale.

Nourries, ces critiques souvent teintées de nostalgie paraissent néanmoins isolées. Elles émanent pour l'essentiel d'organisations traditionnellement réformatrices à l'adaptation « réformatrice » de la CFDT (Hachette, transports, finances, Basse-Normandie). Les partisans d'une « modernisation » de la centrale ont préféré se situer sur un autre terrain, évoquant les résultats de leur action quotidienne et mettant en exergue la croissance des adhérents.

Alors que M. Kaspar devait répondre aux différentes interventions mercredi en fin d'après-midi, les contestataires auront une première occasion de se compter jeudi matin lors du vote sur la résolution d'orientation.

J.-M. N.

Après le remplacement de M.-Le Drian

Multiplication des appels pour une réforme du statut des dockers

La Coordination portuaire du Havre a demandé une entrevue avec le nouveau ministre de l'Équipement et des transports, M. Jean-Louis Bianco, afin d'expliquer aux pouvoirs publics la nécessité d'appliquer intégralement le projet de réforme des ports préparé par l'ancien secrétaire d'État à la mer, M. Jean-Yves Le Drian.

Dans une lettre adressée lundi 6 avril à M. Bianco et rendue publique, la Coordination - qui rassemble une cinquantaine d'entreprises du secteur maritime du Havre (l'un des ports qui souffrent le plus du conflit actuel) - souligne que le projet de réforme, dont l'examen par le conseil des ministres vient d'être reporté, « concrétise l'espoir du renouveau des ports français et du relèvement de l'emploi des différentes professions portuaires ».

Soulignant que les salariés « souffrent profondément » des grèves des dockers, la Coordination affirme « accepter ces sacrifices dans l'attente d'une solution définitive aux problèmes des ports français. Nous ne pourrions accepter une demi-mesure », poursuivent ses responsables.

Pour sa part, M. Charles Josselin, secrétaire d'État à la mer, a indiqué

mardi 7 avril, dans un communiqué, qu'il « n'entendait pas renoncer à la réforme du statut des dockers », mais qu'il souhaitait « achever la concertation préalable à l'adoption de ce projet de loi ».

Enfin le Comité central des armateurs de France (CCAF) tient « au moment du départ de M. Le Drian à lui témoigner sa reconnaissance pour le courage et la ténacité dont il a fait preuve dans la conduite de la réforme de la filière portuaire (...) qui reste fondamentale pour l'ensemble de l'économie nationale ». Forçant l'optimisme, le CCAF ajoute que les armateurs, « qui ont accepté au cours des derniers mois des pertes considérables dans l'espoir du succès de cette réforme, sont sûrs que M. Josselin saura la mener à son terme avec détermination, et l'assurance de leur entier soutien ».

De même, les chambres de commerce et d'industrie, dans un communiqué, « confirment leur soutien au plan de modernisation engagé par le précédent gouvernement » et « demandent que le calendrier fixé soit respecté » et précisent que « ce dossier est à leurs yeux un test de la volonté du nouveau gouvernement et du premier ministre ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



GERLAND

RÉSULTATS 1991

Le Conseil d'administration, réuni le 31 mars 1992 sous la présidence de M. Philippe FINAS, a arrêté les comptes de l'exercice 1991 qui font ressortir, comme annoncé, un résultat en progression de 20 %.

Le tableau ci-après en donne les principaux éléments.

(GROUPE en MF)	1991	1990
Chiffre d'affaires	4 162	3 756 (*)
(*) rétabli à structure équivalente à celle de 1991		
Bénéfice net avant plus-values de cessions d'activités (dont la part du groupe)	105,9 (104,2)	88,9 (87,1)
Plus-values (nettes d'impôt) des cessions d'activités	-	11
Total	105,9	99,9
Capacité d'autofinancement	322,5	259,5

Le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée Générale, qui se tiendra le 24 juin 1992, de distribuer le dividende statutaire de 1,25 F par titre.

Par ailleurs, le Conseil proposera à l'Assemblée Générale d'entériner la cooptation comme nouveaux administrateurs de MM. Jean DOUELLOU et Bertrand de GRANDMAISON.

L'Assemblée du 24 juin sera une Assemblée Générale mixte à laquelle sera proposée, à l'issue de l'Offre Publique de Retrait qui doit être lancée prochainement après accord des autorités boursières, la modification des statuts de la société ne prévoyant que des actions nominatives et précisant les modalités de cession et transmission de titres.

Les premiers mois de l'exercice se situent pratiquement au même niveau que celui de 1991.

GERLAND

AGRICULTURE

Rejoignant les thèses de la Commission de Bruxelles

Le Parlement européen vote une baisse de 20 % du prix des céréales en 1993

STRASBOURG
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Le Parlement européen s'est prononcé à une large majorité, mardi 7 avril, en faveur d'une baisse de 20 % du prix des céréales pour la campagne 1993-1994, réservant sa position sur les deux années suivantes. Ainsi, l'Assemblée communautaire épouse largement les thèses de la Commission de Bruxelles, qui demandait aux gouvernements membres de la CEE une réduction de 35 % sur une période de trois ans, dont 20 % dès l'année prochaine.

Afin de rendre son vote moins impopulaire auprès des agriculteurs, l'hémicycle européen a recommandé aux Douze de supprimer la taxe de responsabilité (3 % du prix indicatif) et d'augmenter les contreparties destinées à compenser la baisse des prix : 35 écus (1 écu = 7 francs) par tonne de céréales produites contre 30 écus souhaités par la Commission. Quant à la mise en jachère d'une partie des terres cultivées, le Parlement a adopté une position « flexible » : le pourcentage devrait selon lui se situer dans une fourchette comprise entre 10 % et 20 %, alors que Bruxelles s'est fixé un objectif de

15 %. S'agissant de l'autre grand dossier - celui du lait - de la nouvelle réforme agricole engagée par la Commission, l'Assemblée a refusé de cautionner la baisse des prix (10 % sur trois ans) envisagée par la Commission pour les produits de ce secteur (beurre et poudre de lait). Strasbourg demande que la taxe de responsabilité des producteurs (1,5 % du prix indicatif du lait) soit supprimée. En échange, le Parlement se montre sévère que Bruxelles sur la réduction des quotas de production : 4 % en trois ans contre 3 % sur une même période.

MARCEL SCOTTO

COMMUNICATION

M. Bernard Tapie

devrait céder sa participation dans TF1

M. Elie Fellous, directeur financier et futur PDG du groupe Bernard Tapie Finance (BTF), a confirmé mardi 7 avril la volonté du groupe de vendre sa participation de 350 000 titres dans TF1 (1,66 %), dans le cadre de la cession d'une série d'actifs. M. Bernard Tapie avait déjà annoncé à plusieurs reprises dès 1990 que pour racheter Adidas dont la dernière traite vient à échéance en août (725 millions de francs sur les 1,6 milliard de francs qu'a coté l'acquisition du groupe allemand), il serait nécessaire de céder toutes les autres sociétés du groupe. BTF a déjà vendu La Vie Claire en février. Les sociétés Testut et Terrailon, qui connaissent des difficultés financières, restent encore à céder.

INDUSTRIE

En désaccord avec son PDG, M. Lorentz

M. Albrecht, numéro deux de Bull, a remis sa démission

La nouvelle n'est pas encore officielle. Elle devrait cependant susciter des remous au sein du groupe informatique Bull : M. Jean-Claude Albrecht, directeur général de Bull SA France, numéro deux de fait dans l'organigramme, a remis sa démission à son PDG, M. Francis Lorentz, à la suite de divergences profondes sur la stratégie menée par le groupe.

La première porte sur la place qui incombe désormais aux systèmes propriétaires. Le second désaccord concerne la refonte du réseau commercial France. Le but est de recentrer les forces commerciales de Bull sur les « gros comptes », les grandes entreprises avec lesquelles le constructeur français réalise une part importante de son chiffre d'affaires. Les petits comptes (2 800 clients qui représentent 20 % des ventes du constructeur dans l'Hexagone) seraient délégués au réseau partenaire. M. Albrecht aurait contesté cette réorganisation, ainsi que d'autres « hiérarchies ».

Cette démission intervient alors que Bull et IBM sont en train de peaufiner les modalités techniques de l'accord de coopération signé au début de l'année (le Monde du 30 janvier). Renforcé par le départ de M. Cresson (le PDG de Bull était très contesté par l'ancienne équipe à Matignon), M. Lorentz, dont le mandat sera soumis à renouvellement fin juin, se serait bien passé de ce nouveau problème. M. Albrecht, élu président pour prendre la tête de la direction industrielle et logistique que va créer Bull au niveau mondial.

C. M.

CONJONCTURE

Un sondage de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris

Le pessimisme recule chez les petits patrons

Les petits patrons sont moins moroses qu'il y a six mois, mais la prudence, notamment en matière d'embauche et d'investissement, reste la règle. C'est ce qu'il ressort du sondage réalisé par l'IFOP du 3 au 13 mars auprès de 1 200 chefs d'entreprise de la région parisienne, pour le compte de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP).

« Il ne s'agit pas encore d'une reprise, mais d'une moindre détérioration », a estimé M. Bernard Cambournac, président de la CCIP, en présentant ces résultats lundi 6 avril. Les pessimistes sont nettement moins nombreux en proportion qu'il y a six ou douze mois. L'écart entre ceux qui constatent une évolution négative de leur situation financière (32 %) et ceux qui constatent une amélioration (15 %) n'est plus aujourd'hui que de 17 points, contre 28 il y a six mois. De même les prévisions négatives d'investissement ne l'emportent-elles plus que de 5 points sur les prévisions positives.

Bien que la situation varie d'un secteur à l'autre on peut déduire de cette évolution que « les entreprises ont su s'adapter beaucoup mieux au cours des dix-huit derniers mois qu'au cours des crises précédentes », estime M. Cambournac, mais ceci s'est fait au prix de l'emploi et de l'investissement. Selon la CCIP, il serait imprudent pour le gouvernement d'amorcer dès aujourd'hui un changement de politique. « Nous n'observons pas de reprise de l'investissement et encore moins de l'emploi. Aussi ne glissons pas dix ans d'assainissement difficile dans les dix mois de transition politique qui s'annoncent », a dit M. Cambournac.

AUTOMOBILE

BMW Break série 5 : le luxe, la puissance et la distinction

BMW, la firme de Munich, qui n'a guère en France connu de succès avec ses breaks série 3, lance, en format supérieur, un modèle dans sa série 5. Il est baptisé Touring, comme celui de la série 3 qui est toujours impuissant (135 000 F). Le nouveau véhicule, qui franchit, en tarif, un sérieux palier (à partir de 199 000 F jusqu'à 311 000 F), s'adresse à une tout autre clientèle. Certes d'abord à cause du prix réclamé, mais aussi pour son luxe et l'aboutissement des techniques réunies.

Toutes les versions sont livrées avec des 6 cylindres en ligne à 24 soupapes et à essence (1991 cm³ et 2494 cm³ ; 11 CV et 13 CV ; 14 CV pour une boîte automatique) ou en diesel suralimenté (2498 cm³ avec 7 CV fiscal). La puissance est dans tous les cas présente, y compris dans la version Diesel qui développe 143 chevaux de son moteur, dépollué comme les deux autres.

Le raffinement dans le détail et la finition de ces voitures destinées tant aux loisirs qu'aux déplacements utilitaires, comme il se doit pour un break, sont au rendez-vous : lunette arrière à ouverture séparée de celle du hayon, réglage des dossiers des sièges arrière par ailleurs rabattables par 1/3-2/3, mise en

charge des bagages à la hauteur du plateau du véhicule, divers espaces de rangement, notamment des outils fixés dans la cloison de la cinquième porte, rail de toit démontable, antenne radio intégrée à la glace latérale arrière, etc.

L'ensemble se comporte sur route de façon parfaite, la suspension et l'amortissement suivent la charge embarquée (avec un correcteur d'assiette qui agit sur l'essieu arrière). Remise en ligne sans défaut, mise en appui naturelle. Il n'y a guère de différence dans la conduite entre ces breaks et les berlines de nouvelle génération construites par la marque, légèrement sous-vireuses à l'attaque du virage. Oubliées les sœurs froides d'autrefois, quand la pluie venait donner au pont arrière rigide de l'époque des raisons supplémentaires de se dérober quand il ne le fallait pas.

Parmi les modèles proposés par BMW dans sa série Touring, une transmission intégrale est disponible. En accélération, elle s'exerce pour 84 % sur les roues arrière et donc pour 36 % sur l'avant. Cette répartition corrige définitivement les velléités de déport que l'on pourrait craindre à haute allure. C'est évidemment le modèle le plus coûteux.

C. L.

LONDRES - PARIS

Nous
avons
rallongé
les journées,
pour
que vous
preniez
le temps
de traiter
avec
les Anglais.



Non content de proposer 10 vols dans la même journée, British Airways propose aussi le dernier retour de Londres. Pourquoi tant d'efforts ? Pour vous laisser le temps de prendre votre temps.

Paris-France Nord 47 78 14 14. France Sud 05 125 125. Minitel 3615 BA.

BRITISH AIRWAYS

L'Union laitière normande a mis en vente Mamie Nova

Jeudi 9 avril :
Paul Defourny,
président de Catelem

C
•
•
•

Hea

D

N
P
A
C

M
C
C

هكذا من الأضليل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 8 AVRIL

[illegible]**COMPTANT** (sélection)

COMPTANT (selection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours perc.	Dernier cours	VALEURS	Cours perc.	Dernier cours	VALEURS	Cours perc.	Dernier cours
Obligations											
Emp Etat 8.85/77	123 90	7-40	C.I.M.	1475		Paribas	157	165			
Emp.Etat 8.85/78	99 90	7-25	C.I.T.A.A.L. (B)	2389		Paqs France	225 20	218 10	Etrangères		
10.80% 76/84	701 30	8-40	Cogit	340	340	Paris Ordins	215	217	A.E.G.	690	....
Emp.Etat 13.14/85	105 85	15-10	Comptex	154	....	Paribas Invest	258	....	Alcan Iv. Can.	448 90	....
Emp.Etat 12.25/84	100 94	6-10	Cos Industri	6540	6700	Petrol Canada	650	....	Alcan Aluminium	102 20	....
10.20% me 85	103 85	0-75	Cy Lym Almond	3620	363	Public	780	770	Aluminium Brack	251	....
OAT 10% 5/2000	107 42	3-16	Concord	840	800	Recherches	108 30	....	Aluminium Minet	109 30	102 90
OAT 9.5% 12/1987	104 35	8-66	Concord M&P	24	24	Rosario	163	166	Banco Popular Esp.	550	584
OAT 9.8% 1/1988	102 80	1-84	Cos Ind. Inv.	119	119	Rougr	255	256	B.R. Hughes Int.	10550	11850
PTT 11.2% 85	105 30	1-71	Cos Univer. (Can)	360	360	S.A.C.E.R.	470	468	Can. Pacific	76	75 10
CF 10.30% 85	103 20	2	Dashley	780	780	S.A.F.A.A.	195 70	....	Chrysler Corp.	94 80	92 80
CF 10.25% nov 90	106 90	0-87	Degmont	2020	2000	S.A.F.L.C. Alcan	205 10	....	C.I.R.	8	20
CNA 10 % 1978	98 40	1-20	Dicks Vieques	2850	2950	Sagn	335	340	Commercant	675	670
CNB Biquas 5000F	98 70	2-40	Dicks Batin	627	627	Saint Domégoque F.I.	112 50	112 90	Cons. Chemical	340	357 30
CNB Paris 5000F	100 20	2-40	Doct. F. R. Florida	1200	....	Salle de M&P	170	806	F&C	22	21
CNB Suez 5000F	100 56	2-40	Paris Basin Vidy	2610	2610	Savoniers Int.	154	....	G.D. (Bos Louis)	491	514
CNE 11.5% 85	100 56	0-76	East Vidy	953	953	S.C.A.C.	700	....	Gowat	1070	....
CN 1/5C 5000F	98 48	2-40	Ech. M&P	312	313	Small	405	405 50	Globe Holdings Ltd.	75	73 50
CNT 9 % 85	98 50	0-02	Ech. M&P (Can)	4200	....	S.N.E.P. Pari. (B)	134	....	Goodwin Tint.	370	367 20
CNA 10.30% dec 85	106 50	2-68	Environ. Reval	1905	1901	Silo	581	580	Graze and Co (W&P)	210	....
CHRB FCE 3% 100	156 80	....	F.I.P.P.	83	83	Silvin	162 40	162 80	Howey Int.	350	....
CNCA	1000	....	F.M.A.C.	1810	1810	S.I.P.H.	226	226	Johannberg	84	80
Cent	....	....	For. Lysennais	685	685	Sol	115	....	Konigsh. Pathol.	137	....
Alcan 8 % 1985	581	....	Forcin	351	357 10	Solal	302	560	Midland Bank	32 10	38
1 % Eau et 8.5%	755	....	Forpelle	905	901	Sofin	371	....	Monaco Mines	81	....
Therm. et 9.2% 85	861	....	France I.A.D.	721	752	Solus	1150	1180	Orléans pap.	9 95	....
			France S&L	2100	2020	Solux	210	70	P&W Inc.	391 80	376 80
			For. Pathol.	630	....	Soflun (ex Saram)	2406	....	Reich	17 85	17 85
			Gaumont	2200	....	Solmag	921	915	Rohm	287 50	284 70
			Généf	325	331	Soodine Autogaz	485	....	Rouloir HV	190 40	148 70
			Gorvik	401	....	Sovabul	485	....	Salomon	275 30	274 60
			G.P.C.	344	345	Stam	486	....	S&P Group	5 90	....
			Graze Victois	1300	....	Talanger	328	3046	Sig Alabaster	97 70	96
			G.T.J. Transport	200	200	Tenat Anguines	320	320	Tamoco Inc.	202	....
			H. J. (Transport)	342	345	Tony Erid	240	227	Tony Backus	76	....
			H. J. (Transport)	680	680	Ulmor	1187	1150	Tony Int.	21 05	21 50
			Im. Macellinas	5450	5310	Viegrat	428	425	Tony Ref. Cos.	8	7 80
			Imoflex	446	438	Vincor	1510	1810			
			Imvest (Sic. Gl.)	3300	....	Vincor	130	....		
			Imvest France	287	294	Marcel St. Brasso.	245 20	246 50			
			La Boninnes	1100	1099						
			Locatranscom	483	....					
			Louis Valtou	735	735						
			Louvre	2600	2797						
			Luzac	1115	....					
			Mag. Bull.	35	30						
			Mag. Unipar	183	186						
			Magnet	750	750						
			Mini Delyon	450	458						
			Mines	94 90	83 10						
			Navigation (Ble)	205	205						
			Orang	335	337						
			Oxyd (Can)	420	407						
			Oxyd-Depones	680	....					
			Pala Nouvasset	1350	....					
			Petal Mermont	640	640						

VALEURS	Cours perc.	Dernier cours
Actions		
Agropar Jers fin I	970	950
Applications Hyd.	1529	1520
Arhel	520	515
Banc. C.Morano	1101	1085
8 Hypoth. Europ.	367 50	....
B.N.P. Internat.	357	367
Beygher-Say (C N)	450	438
Bléoditron	2800	2800
Bolormet Internat.	470	....
Slurry Data	2450	....
B.T.P.	65 90	65 20
Cardetrol	900	875
Cartone Lommex	505	498
Casa Procton	8 30	8 20
C.E.G.F. Fregier J.	750	751
Chemins Ry. (C N)	380	380
Chemins Ry.	68 50	68
Cordis	85 20	50
C.O.C.P.	205	206

PUBLICITÉ FINANCIÈRE				
Renseignements :				
46-62-72-67				
		Hors-cote		
		Régis Hydro Energie	315	....
		Calcedon	95	98
		C. G. H. Ziegler	10	....
		Comet	605	600
		Dreux Assurances	400	....
		Electro-Baupte	318	316
		Enco. Accret	75	70

SICAV (sélection)

VALEURS		Emission Fr/s incl.		Rachet net		VALEURS		Emission Fr/s incl.		Rachet net	
Action.	208 76	200 27	France.	486 08	471 82	Per/Associations.	25036 82	25036 82			
Aggrégat.	825 91	831 39	France Perm.	109 43	105 24	Portu.	999 71	974 35			
Assu-Gouv.	7292 08	7292 08	France-Regions.	1250 70	1214 27	Quotid.	134 65	131 37			
Assu-Fl.	25374 33	25374 33	Fisc-Associations.	34 80	34 80	Rachet.	808 42	792 27			
Assu-Fl.	866	835 42	Fisc-Cap.	41 07	40 46	Région.	181 34	158 99			
Airfrance Com.T.	7104 43	7104 43	Finclor.	238 93	233 43	Revenus Trimest.	5326 91	5274 17			
Assu-Fl.	1078 50	1078 50	Finclor-acc. acc.	836 36	816 35	Revenu-Vert.	1143 28	1126 38			
Abat. Fut.	417 33	407 15	Gestion.	14582 79	14510 24	St Honoré Du-Alim.	1009 62	963 94			
Assu-Fl.	1167 88	1133 86	Gest. Associations.	127 77	189 97						
Avenir Alcat.	1735 15	1701 13	Hortom.	124 47	1208 22	St Honoré Bous du T.	11089 38	11014 31			
Assu Capital.	186 72	161 12	ILMI Montem.	13712 74	13712 74	St Honoré Global.	225 84	215 40			
Assu Com. Tract.	7812 04	7812 04	H.M. France Com.T.	1447 51	1447 51	St Honoré Invest.	700 81	745 09			
Assu Créances.	99 12	927 39	Interp.	108000 14	104857 42	St Honoré P&G.	562 57	537 34			
Assu Europe.	130 68	125 05	Interp.	13738 42	13489 04	St Honoré P&G.	540 55	516 42			
Assu Investm.	116 77	110 47	Interp. France	54 60	539 32	St Honoré Ref.	14750	14691 24			
Assu M.P.	132 11	126 42	Japac.	432 16	432 16	St Honoré Ref.	1719 27	1709 27			
Assu Océ. France.	159 15	144 19	Japac.	265 45	276 26	St Honoré Ref.	12638 08	12380 27			
Assu Océ. France.	117 62	117 62	Japac.	222 55	219 22	St Honoré Ref.	1372 44	1372 44			
Assu Océ. France.	142 25	142 83	Laem. C.T.	12275 36	12373 89	St Honoré Ref.	713 48	702 94			
Assu Océ. France.	126 89	123 15	Laem. C.T.	6179 09	6559 31	St Honoré Ref.	1819 66	1819 66			
Assu Océ. France.	1054 45	1033 77	Lat. Association.	11134 91	11134 91	St Honoré Ref.	673 87	654 24			
Assu Océ. France.	1043 70	1023 24	Lat. Association.	29107 54	29034 95	St Honoré Ref.	1212 25	1212 25			
Assu Océ. France.	1036 39	1016 08	Lat. Assoc.	963 98	944 21	St Honoré Ref.	440 91	432 03			
Assu Océ. France.	6209 60	6202 40	Lat. Assoc.	2080 91	2060 31	St Honoré Ref.	1403 53	1340 22			
Assu Océ. France.	6222 77	6186 79	Lat. Assoc.	5890 56	5780 85	St Honoré Ref.	720 67	701 42			
Assu Océ. France.	1282 47	1273 67	Lat. Assoc.	731 08	708 80	St Honoré Ref.	365 64	365 05			
Assu Océ. France.	1302 42	1270 65	Lat. Assoc.	186 40	178 37	St Honoré Ref.	221 18	218 84			
Assu Océ. France.	3468 85	3455 47	Lat. Assoc.	10036 64	9936 27	St Honoré Ref.	438 36	417 87			
Assu Océ. France.	366 37	349 48	Lat. Assoc.	7169 12	7158 12	St Honoré Ref.	1191 83	1157 21			
Assu Océ. France.	475 45	461 67	Lat. Assoc.	8078 19	8078 19	St Honoré Ref.	1107 84	1107 84			
Assu Océ. France.	1258 10	1231 47	Lat. Assoc.	13263 13	13236 66	St Honoré Ref.	311 70	305 49			
Assu Océ. France.	631 36	611 37	Lat. Assoc.	13	13	St Honoré Ref.	1073 48	1052 43			
Assu Océ. France.	200 18	194 82	Lat. Assoc.	27930 00	27930 00	St Honoré Ref.	1285 99	1270 58			
Assu Océ. France.	1248 24	1212 92	Lat. Assoc.	17472 00	17259 30	St Honoré Ref.	607 78	594 40			
Assu Océ. France.	1325 78	1293 44	Lat. Assoc.	129 93	126 45	St Honoré Ref.	217 78	217 78			
Assu Océ. France.	2067 54	2055 88	Lat. Assoc.	7690 84	7695 31	St Honoré Ref.	30036 04	9659 86			
Assu Océ. France.	134 55	128 46	Lat. Assoc.	2142 25	2117 68	St Honoré Ref.	11182 40	10866 70			
Assu Océ. France.	2593 45	2518 74	Lat. Assoc.	1982 09	1982 09	St Honoré Ref.	1374 44	1374 44			
Assu Océ. France.	2213 63	2215 68	Lat. Assoc.	2460 25	2460 25	St Honoré Ref.	919 80	707 02			
Assu Océ. France.	453 39	440	Lat. Assoc.	1326 01	1320 51	St Honoré Ref.	1387 39	1340 20			
Assu Océ. France.	60008 70	60008 70	Lat. Assoc.	6345 01	6345 01	St Honoré Ref.	1406 76	1406 76			
Assu Océ. France.	38853 31	38853 31	Lat. Assoc.	1032 20	1021 98	St Honoré Ref.	5920 82	5652 90			
Assu Océ. France.	2387 51	2387 51	Lat. Assoc.	878 36	854 33	St Honoré Ref.	653 89	647 22			
Assu Océ. France.	2018 22	1959 34	Lat. Assoc.	4886 36	4802 27	St Honoré Ref.	1283 05	1280 54			
Assu Océ. France.	2 750470 4	2 750470 4	Lat. Assoc.	1055 83	1052 72	St Honoré Ref.	1277 12	1277 12			
Assu Océ. France.	384 08	381 16	Lat. Assoc.	161 30	159 47	St Honoré Ref.	1277 12	1277 12			
Assu Océ. France.	3594 82	3594 82	Lat. Assoc.	2630 95	2555 47	St Honoré Ref.	5136 31	5070 28			
Assu Océ. France.	4597 07	4597 07	Lat. Assoc.	2798 99	2798 99	St Honoré Ref.	440 11	424 20			
Assu Océ. France.	24615 77	24615 05	Lat. Assoc.	1322 41	1322 41	St Honoré Ref.	611 43	599 33			
Assu Océ. France.	10967 13	10967 13	Lat. Assoc.	3385 63	3322 41	St Honoré Ref.	831 03	809 89			
Assu Océ. France.	10461 61	10461 61	Lat. Assoc.	12705 36	12705 36	St Honoré Ref.	543 54	528 71			
Assu Océ. France.	1758 10	1758 10	Lat. Assoc.	88 33	86 18	St Honoré Ref.	196 90	196 72			
Assu Océ. France.	96 84	96 84	Lat. Assoc.			St Honoré Ref.					
Assu Océ. France.	68556 76	68556 76	Lat. Assoc.			St Honoré Ref.					
Assu Océ. France.	185 58	185 58	Lat. Assoc.			St Honoré Ref.					

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
Renseignements :
46-62-72-67

Cote des Changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS DES BILLETS		COURS DES BILLETS		M ET
	COURS préc.	COURS 8/4	achat	vente	
Frsts-Uns (1 unit)	5 589	5 539	5 850	5 850	
	6 921	6 923			
Allernagne (100 dm)	338 610		328	348	Or fin
Belgique (100 f.)	16 458		15	19	Or fin
Pays-Bas (100 f.)	30 429		310	310	Napoe
Pays-Bas (100 f.)	4 495	4 489	4 750	4 750	Flores
Denemark (100 kr.)	87 250		82	81	Placed
Grc. Bretagne (1 l.)	9 915		9	10	Placed
Grèce (100 f.)	2 910	2 906	3	3	Placed
Grèce (100 f.)	370 730	370 920	382	382	Souver
Grèce (100 f.)	53 320	53 350	97	97	Placed
Grèce (100 f.)	80 000		82	80	Placed
Norvège (100 kr.)	48 108		48	48	Placed
Norvège (100 kr.)	5 333		5	5	Placed
Norvège (100 pos.)	5 333		3	6	Placed
Norvège (100 pos.)	4 688	4 653	4 950	4 950	Placed
Portugal (1 esc.)	4 152	4 142	4 280	4 280	Placed
Canada (1 \$ can.)					

Marché libre de l'or		
COMMITTES	COUVERTS	COUVERTS

ONNAIES DEVISES	COURS préc.	COURS 8/4
(kilo en barre).....	60300	60200
(en lingot).....	61450	61000
Méon (20 f).....	349	346
Fr (10 f).....	444	.....
Suisse (20 f).....	350	345
Latvne (20 f).....	346	349
erain.....	445	437
20 dollars.....	2080	2060
10 dollars.....	1005	1020
5 dollars.....	580	.....
50 pesos.....	2285	2260
10 florins.....	353	353

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

CARNET DU Monde

Naissance et mariage

Georges et Nicole ROSTAND
sont heureux d'annoncer la naissance
de leur dix-huitième arrière-petit-
enfant

Bastien,
le 17 mars 1992,
chez Delphine de KERMEZ
et Frédéric LACHAMBRE,
et le mariage de leur petit-fils

Sylvain PARPAIS
avec
Claire BENABEN,
qui sera célébré le 2 mai.

Décès

Le président.
Le comité de direction.
Et le personnel de la société
Framatome,
ont appris avec tristesse le décès de

M. Maurice ARAGOU,
président de Framatome
de 1958 à 1971,

et s'associent au deuil de sa famille et
de ses proches.

Groupe Framatome,
Tour Fiat,
1, place de la Coupole,
92084 Paris-La Défense.

M. Marie Demay,
son épouse,
Ses filles Claude et Dominique,
Ses fils Pierre (†) et son épouse
Isabelle,
Ses petits-enfants Guillaume, Natha-
lie, Jérôme et Benjamin,
Leur famille et leurs amis,
ont le chagrin de faire part du décès de

M. Georges DEMAY,
survenu le 7 avril 1992, à l'âge de
quatre-vingt-un ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
vendredi 10 avril, à 10 h 30, en l'église
Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du
Roule, suivie de l'inhumation à
l'ancien cimetière de Neuilly.

Cet avis tient lieu de faire-part.
12, avenue de Breteville,
92200 Neuilly.
19, boulevard de Brosses,
21000 Dijon.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5754
1 2 3 4 5 6 7 8 9
I
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X
XI

HORIZONTALEMENT
1. Peut-être assimilée à des
fonds secrets. - 2. Peut fournir des
scènes pittoresques. Boîtes où l'on
mettait des conserves. - 3. Agis-
saient comme de mauvais
employeurs. - 4. Peut être allongé
avec un crochet. - 5. Dans le vent.
Des créateurs, pour les grotesques.
- 6. Normaux. Sur une côte bra-
tonne. - 7. Du vent !
VIII. Jeanne, est plus grosse
qu'une fillette. - IX. Rendre comme
une souris. - X. Bien ouvert quand
on veut le rincer. « Sortie » des
enfants. - XI. Possessif. Remplis-
sient des bourses.

VERTICALEMENT
1. Fournit beaucoup de jus.
Quand on le perd, on ne suit plus.
- 2. Comme la peste parlois. - 3.
Peuvent aller quand ils sont
de brasse. Participe. Donné pour
faire baisser la tension. - 4. Peut
être assimilée à un travailleur tempo-
raire. - 5. Pouvait être hygiénique
à une époque où on avait du pot.
Pronom. Conjonction. - 6. Allongé.
Patronne, en Alsace. - 7. Devient
très coulant. Donné des motifs. - 8.
Coule en Guyane. Programme de
restauration. - 9. Unité de force.
Fera payer cher.

Solution du problème n° 5753
Horizontalement
I. Sauciers. - II. Pitance. -
III. Alinéa. Pl. - IV. Ladré. -
V. Avité. On. - VI. Net. Taire. -
VII. Dressing. - VIII. Rê. Etés. -
IX. Interne. - X. Eds. Atlas. -
XI. Ares. Ne.
Verticalement
1. Spanandrie. - 2. Ail. Véra. -
3. Utilité. Ter. - 4. Canal. Sue. -
5. Inédits. Ras. - 6. Ecartant. -
7. Ré. Untel. - 8. Orge. An. -
9. Diane. Suse.

GUY BROUTY

M. Philippe Choulet,
son compagnon,
M. Loïc Druette,
son frère,
M. Marie-Anne Druette-Amami,
sa sœur,
M. M. A. Leblanc,
sa grand-mère,
Et tous ses amis,
ont l'extrême douleur de faire part du
décès de

M. Marie-Eve DRUETTE,
le 6 avril 1992.

Cet avis tient lieu de faire-part.
Notre vie est vagabonde.
Notre mémoire est sédentaire.
Nous pensons à toi, Marie-Eve.

17, rue de Brest,
69002 Lyon.

La famille Fanchon,
à la grande tristesse de faire part du
décès de

Lisette FANCHON,

survenue le 6 avril 1992.

Les obsèques seront célébrées le ven-
dredi 10 avril, à 10 h 30, en l'église
Saint-Sulpice, Paris-6.

96, quai Maréchal-Joffre,
92400 Courbevoie.

Le lieutenant-colonel
et M. de Noirmont,
Edouard, Horace et Pauline,
M. Jean-Pierre Dormoy,
Stanley et Sébastien,
M. Toby Grey,
Julien,
M. de Noirmont,
sa sœur,
ont la grande tristesse de faire part du
rappel à Dieu de

Armand,
baron de NOIRMONT,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1940 avec palmes
comme capitaine,
chef de char
au 4^e régiment de cuirassiers,
officier du Mérite commercial
et industriel,
croix du Mérite tunisien,
ancien délégué général
du Comptoir des phosphates
d'Afrique du Nord,
directeur de l'Office chrétien
des phosphates,
directeur commercial
des Compagnies minières tunisiennes
de phosphate,
directeur délégué
de l'Union phosphatière africaine,
président de l'Union des Français
de Rome, de 1953 à 1967,
directeur délégué
de la société Metallgesellschaft/AG,
conseiller du commerce extérieur
de la France.

Ses obsèques seront célébrées le ven-
dredi 10 avril 1992, à 11 heures, en
l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, ave-
nue du Roule, Neuilly (Hauts-de-
Seine), suivies de l'inhumation, dans
l'intimité familiale, au cimetière du
Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.
35, rue de La Grange-Colombe,
78120 Rambouillet.

Les obsèques seront célébrées le ven-
dredi 10 avril 1992, à 11 heures, en
l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, ave-
nue du Roule, Neuilly (Hauts-de-
Seine), suivies de l'inhumation, dans
l'intimité familiale, au cimetière du
Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.
35, rue de La Grange-Colombe,
78120 Rambouillet.

Les obsèques seront célébrées le ven-
dredi 10 avril 1992, à 11 heures, en
l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, ave-
nue du Roule, Neuilly (Hauts-de-
Seine), suivies de l'inhumation, dans
l'intimité familiale, au cimetière du
Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.
35, rue de La Grange-Colombe,
78120 Rambouillet.

Les obsèques seront célébrées le ven-
dredi 10 avril 1992, à 11 heures, en
l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, ave-
nue du Roule, Neuilly (Hauts-de-
Seine), suivies de l'inhumation, dans
l'intimité familiale, au cimetière du
Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.
35, rue de La Grange-Colombe,
78120 Rambouillet.

Les obsèques seront célébrées le ven-
dredi 10 avril 1992, à 11 heures, en
l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, ave-
nue du Roule, Neuilly (Hauts-de-
Seine), suivies de l'inhumation, dans
l'intimité familiale, au cimetière du
Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.
35, rue de La Grange-Colombe,
78120 Rambouillet.

Les obsèques seront célébrées le ven-
dredi 10 avril 1992, à 11 heures, en
l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, ave-
nue du Roule, Neuilly (Hauts-de-
Seine), suivies de l'inhumation, dans
l'intimité familiale, au cimetière du
Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.
35, rue de La Grange-Colombe,
78120 Rambouillet.

Les obsèques seront célébrées le ven-
dredi 10 avril 1992, à 11 heures, en
l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, ave-
nue du Roule, Neuilly (Hauts-de-
Seine), suivies de l'inhumation, dans
l'intimité familiale, au cimetière du
Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.
35, rue de La Grange-Colombe,
78120 Rambouillet.

Les obsèques seront célébrées le ven-
dredi 10 avril 1992, à 11 heures, en
l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, ave-
nue du Roule, Neuilly (Hauts-de-
Seine), suivies de l'inhumation, dans
l'intimité familiale, au cimetière du
Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.
35, rue de La Grange-Colombe,
78120 Rambouillet.

Les obsèques seront célébrées le ven-
dredi 10 avril 1992, à 11 heures, en
l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, ave-
nue du Roule, Neuilly (Hauts-de-
Seine), suivies de l'inhumation, dans
l'intimité familiale, au cimetière du
Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.
35, rue de La Grange-Colombe,
78120 Rambouillet.

Les obsèques seront célébrées le ven-
dredi 10 avril 1992, à 11 heures, en
l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, ave-
nue du Roule, Neuilly (Hauts-de-
Seine), suivies de l'inhumation, dans
l'intimité familiale, au cimetière du
Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.
35, rue de La Grange-Colombe,
78120 Rambouillet.

Les obsèques seront célébrées le ven-
dredi 10 avril 1992, à 11 heures, en
l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, ave-
nue du Roule, Neuilly (Hauts-de-
Seine), suivies de l'inhumation, dans
l'intimité familiale, au cimetière du
Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.
35, rue de La Grange-Colombe,
78120 Rambouillet.

Les obsèques seront célébrées le ven-
dredi 10 avril 1992, à 11 heures, en
l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, ave-
nue du Roule, Neuilly (Hauts-de-
Seine), suivies de l'inhumation, dans
l'intimité familiale, au cimetière du
Père-Lachaise.

Sa famille,
Ses amis,
ont l'immense tristesse de faire part du
décès de

docteur Eric JACQUET,
survenu le 1^{er} avril 1992 à l'âge de
trente et un ans.

Les obsèques ont eu lieu dans
l'intimité.

9, rue d'Assas,
75006 Paris.

Jean-Bertrand, Irène, Urs,
ont la grande tristesse de faire part du
décès de

Maria WYSS-HUBERMANN,

le 6 avril 1992, dans sa soixante-
neuvième année.

La crémation aura lieu le 9 avril, à
10 heures, au cimetière de Herli-
Richen (Suisse).

Ni fleurs ni couronnes.

Dons éventuels à Terre des hommes
ou Amnesty International.

J.-B. Chalfin,
3, avenue Chauveau,
78470 Saint-Rémy-lès-Chevreuse.

Anniversaires

Caluire (Rhône).

Le 9 avril 1991, décédait accidentel-
lement,

Dominique BON

Il rejoignait

Marie-Joséphine BON,

sa sœur,

et

Paul BON,

son père.

En union avec sa famille, que ceux
qui l'ont connu et aimé conservent son
souvenir.

Le 9 avril 1991,

Louis LIÉNART

nous quitte.

Il vit toujours dans le cœur de ceux
qui l'aimaient.

Messe anniversaire

Le 11 avril 1990,

Jean BARRAS,

senateur
des Français
établis hors de France,

quittait les siens.

Une messe sera célébrée à son inten-
tion samedi 11 avril 1992, à 18 h 30,
en l'église de Chamalières.

Priez pour lui.

Soutenance de thèse

Université Paris-IV (Sorbonne),

Natalie Morel-Borotra soutiendra sa
thèse de doctorat en musicologie :

« L'opéra basque (1884-1933) », le
jeudi 16 avril 1992, à 14 h 30,
salle 407, escalier G, 3^e étage.

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du « Carnet
du Monde », sont priés de joindre à
leur envoi de texte une des dernières
bandes pour justifier de cette qualité.

Le Monde
des
Carrières

Le Centre de coopération internationale en recherche
agronomique pour le développement recherche un éditeur
scientifique.

Cet éditeur devra :

1. - Éditer des publications scientifiques : suivi du comité de
lecture, préparation et relecture des textes pour l'édition et
éventuelle réécriture, suivi de la fabrication.
2. - Rédiger et produire des documents de communication : lettre
d'information, articles de vulgarisation, plaquettes, etc.

Cet éditeur sera basé à Montpellier. Il devra avoir une expérience
confirmée en édition scientifique, une formation de base en sciences
ou en économie et un très bon anglais écrit et parlé.

Adressez lettre manuscrite + CV au CIRAD/CIDARC/IST
BP 5035, 34032 Montpellier Cedex 1.

La FONDATION SANTE DES ETUDIANTS DE FRANCE
recherche pour l'un de ses établissements hospitaliers :

RESPONSABLE
ECONOMIQUE ET
FINANCIER

A la tête d'une équipe de 6 personnes, vos missions seront
d'animer et de superviser la totalité de la fonction comptable,
d'assurer la bonne gestion d'un projet général de rénovation
immobilière, et de mettre en place de nouveaux outils de gestion
analytique, engagements, tableaux de bord...

Agé d'environ 35 ans, et de formation supérieure (bac + 4,
DECS) vous possédez une solide expérience de gestionnaire.
Autonome, vos talents d'organisation et de dialogue, font de vous
un interlocuteur apprécié sur le terrain et vous savez travailler en
équipe.

La rémunération, pour ce poste basé en proche banlieue sud, serait
d'environ 180 Kf (selon CC du 31 Octobre 1991) assortie d'un
logement de fonction.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre
manuscrite, CV et prétentions) sous la référence P344M à ERNST &
YOUNG CONSEIL, 51, rue Louis Blanc Cedex 75, 92037 PARIS La
Défense 1, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

ERNST & YOUNG
CONSEIL

T R E S U R G E N T

Pour importante Société Aéronautique banlieue SUD de PARIS nous
recherchons 2 Ingénieurs débutants :

INGÉNIEUR MÉCANICIEN GRANDE ÉCOLE

(1^{er} ou 2^{ème} rang)

Bon numéricien, calcul de structures par éléments finis,
connaissance des matériaux, résistance des matériaux...

INGÉNIEUR THERMIQUE GRANDE ÉCOLE

Disponibles immédiatement. Anglais souhaité

Adressez C.V. et prétent. à T2I, 92 rue St Lazare 75009 PARIS
ou téléphonez pour RV à François LAULAN au 42 85 38 41

T2I

Une deuxième implantation à PARIS

Le Florian

Mantione Institut

gagne la Défense

TOUR NEPTUNE - 20, PLACE NAPOLÉON 1^{er} - 92086 PARIS LA DÉFENSE

TEL 49 03 00 00 FAX 46 98 03 81

Florian Mantione Institut

1^{er} Réseau National de Conseil en Recrutement

GARE DU NORD

A PARTIR DU 6 AVRIL 1992

BRAIN MASTER

PUBLICITE

vend le Boulevard MAGENTA,

avance de 3 CASES et achète le

41, Boulevard

des Capucines.

TEL : 49 27.0123

FAX : 42 60 48 57

GARE DE L'EST

75. BD

MAGENTA

GARE DE LYON

41, BD DES CAPUCINES

35

18 h 30 : « Les Français-Bourgeois, les
lendemains des découvertes », par
L. F. Tomaz (Maison de l'Europe).

102 bis, rue de Valenciennes,
20 heures : « Les grands ordres reli-
gieux, hier, aujourd'hui », avec
C. Lasegretain (La Forum).

REPRODUCTION INTERDITE

IMPORT. CLINIQUE
CHIRURGICALE
ET MATERNITÉ

RÉGION PARISIENNE
recherche

DIRECTEUR

Excellent gestionnaire
Écr. CDR, 1, pl. Boucicaut
75002 Paris

Clinique, 5^e arrondissement
recherche INFIRMIÈRE D E pour
remplacement, imm. just. palliat.
Répond 3 jours
Tél. matin : 42 85 38 84

Ch. Commercial N/F

Distribution TV/satellite
Frais + comm. + primes.
Env. lettre, photo, C.V. à :
Mercure Communication,
10, av. Corbère, Paris-12^e.

L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE GESTION
recherche

PROFESSEURS
VACATAIRES

3 à 9 h de cours par semaine
STRATÉGIE - MARKETING
PUBLICITE - VENTE - FINANCE
COMPTABILITE - ECONOMIE
DROIT - RESS. HUMAINES
INFORMATIQUE - LANGUES.

Les candidats devront être titu-
lés du diplôme de l'ESG + 5
ou grandes écoles et avoir une
expérience professionnelle en entreprise
et/ou enseignement. Capacité de
déplacement des cours en deux lan-
gues étrangères.

Envoyer photo + CV à ESG
26, r. Saint-André
75011 PARIS

ASSOCIATION 1901
VACANCES LOISIRS
recherche

ASSISTANTE
EXPÉRIMENTÉE

STENO DACTYLO
Notions comptables et goût
communication.
COD 12 mois, poss. CDI.
Écrire sous n° 8512.
LE MONDE PUBLICITE
18/17, 1, av. Col. F. Ave
75002 Paris Cedex 15

CENTRE DE RECHERCHE
EN PROCÉDES
DE TRANSFERT
DE LA MATIÈRE

ÉCOLE DES MINES ENSTA
recherche

ENSEIGNANTS
CHERCHEURS

N^{os} DOCTEURS en théva-
chercheurs niv. DEA ou
INGEN. en mathématiques,
informatique, thermody-
namique exp. et moléculaire,
phénomènes de transport
appliqués au génie chimique,
biochimie et thermique.

Env. CV à M. RENON
EMP. CEREP
60, bd St-Michel 75008

URGENT. Ecole de danse
(150 km nord Paris, 1 h 15 en train)
ch. Professeur de Modern Jazz
cours sol. et enf. (8 p. de 4 ans)

Envoyer C.V. à
Ecole de danse S. POLARD
7 bis, rue Notre-Dame
02100 Sedan-Basme
(01) 23-08-51-27, 23-62-67-69

Conseil azar. En mark. ch.
H/F jeune, HEC ou équiv.,
méth. adaptable, autonome,
présentable à l'éc. C.V.
Tél. : 46-10-50-70.

Ch. Commercial N/F

Distribution TV/satellite
Frais + comm. + primes.
Env. lettre, photo, C.V. à :
Mercure Communication,
10, av. Corbère, Paris-12^e.

STÉ SECTEUR CULTUREL

RESPONS. SECTEUR, COMPTA
exp. prof. et TTK
Écrire à : A. Doucet
15, rue Tiquetonne
75002 PARIS

Cherche dame 30-40 ans,
parlante, organisée et fran-
cophone + garde enfant, 1^{er}
contact, fax, eadges.
Tél. : 46-10-50-70.

capitaux
propositions
commerciales

RÉGION CENTRE

Agence immobilière
Transact. EXCLUSIVEMENT
fonds de commerce, habitation,
immobilier d'entreprise

RECHERCHE

participation financière et
collaboration active et via
transmission SARL sur
3 ans. Très bonne image.
Bel emplacement. Bureaux
modernes et informatiques.
CA 2,4 millions de F HT

Écrire n° AT 23630 H. via
Dossiers BP 1266,
37012 Tours Cedex

Le Monde

REPRODUCTION INTERDITE

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi vous propose une sélection de collaborateurs :
• INGENIEURS toutes spécialisations
• CADRES administratifs, commerciaux
• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CADRE EXPERIMENTE
RECHERCHE : poste d'animation et gestion commerciale régionale (R. P. et Outre-mer) ayant une expérience technique et marketing, privilégiant la communication et les contacts humains. Relations avec les entreprises et les réseaux de revendeurs spécialisés. (Section BCO/HP 2177).

INGENIEUR INFORMATIQUE 15 ans expérience encadrement projets + 30 A/H : conception, choix matériel, install., tests du dialogue utilisateur, pratique méthodologie Mérimé, double expérience SSII : prestat., clients, rédaction et réponse appels d'offres. Expert CIM y compris multi-médias, maîtrise Copics, Mapics, Prizem, expérience tertiaire (banque, assurances).
RECHERCHE : poste fixe à responsabilité. (Section BCO/Cadres II 2178).

JOURNALISTE PROFESSIONNEL Rédacteur presse écrite, 4 ans expérience au sein de grands médias nationaux, excellent polyvalent et bonne plume.
RECHERCHE : poste à temps plein, partiel ou piges secteurs culture, société, entreprise et info. général. Egalement intéressés par communication interne : journal d'entreprise. (Section BCO/HP 2179).

J.F., 29 ANS, SECRETAIRE DE REDACTION des éditions, 4 ans expérience en presse et édition (secteurs collectivités locales, urbanisme, religion, entreprise).
RECHERCHE : poste de secrétaire de rédaction ou assistante d'édition à temps plein, piges acceptées. Disponibilité immédiate. (Section BCO/HP 2180).

J.F., 25 ANS, dipl. ENS sup., titulaire DEUST métiers du livre et médias, 2 ans expérience édition.
RECHERCHE : poste assistante d'édition. (Section BCO/MPG 2181).

J.F., 25 ANS, maîtrise histoire, DEA histoire de l'art, espagnol courant, anglais, expérience secrétaire édition livres art. ITX Word.
RECHERCHE : emploi assistante secrétaire édition. (Section BCO/Cadres IV 2182).

J.F., 31 ANS, dipl. ESCAB opt. marketing et commerce international, anglais, espagnol courant, italien. Exp. + 5 ans acheteurs, chef de produits dans chaînes de magasins généralistes et franchises, accessoires de mode.
RECHERCHE : responsabilités marketing et/ou achats type chef de produits chez distributeurs ou fabricants, préf. produits grande consommation. Paris ou R. P. (Section BCO/CR 2183).

DIRECTEUR DE BANQUE EXPERT en recouvrement.
RECHERCHE : poste à responsabilité France ou étranger - nationalité britannique 46 ans - Français, portugais, espagnol courants (Section BCO/HP 2184).

J.H., 27 ans - Formation supérieure Comm. Proc. RAC + 4 et british diplomas business and management - excellente présentation - ambitieux - sens de l'organisation - expérience prof. services et produits de luxe - dévoué O.M.
RECHERCHE : emploi, stage ou missions Paris ou étranger dans domaines suivants : relations extérieures, mécénat, marketing, management (Section BCO/HP 2185).

JOURNALISTE - 27 ans - Etudes et expérience (presse écrite et radio) aux Etats-Unis - maîtrisant anglais et tous les aspects de rédaction et de gestion d'une publication ainsi que la programmation d'une radio.
RECHERCHE : à intégrer un média ou une entreprise à Paris ou Toulouse (Section BCO/IV 2186).

J.F., 35 ans - Maîtrise droit privé - DEA droit des affaires - expérience cabinet d'expertise - sens des contacts - goût de l'opérationnel - aptitude au conseil.
PROPOSE : collaboration cabinet d'avocats ou service juridique d'une entreprise (Section BCO/GP 2187).

J.F., 39 ans - ANIMATION RESSOURCES HUMAINES - 15 ans expérience secteur industriel, tertiaire, commercial - responsable du budget, du plan, optimisation des coûts, amélioration des résultats : recrutement, formation interne et externe.
RECHERCHE : poste responsabilités similaires (Section BCO/IVAS 2188).

CADRE DE 51 ans - ayant acquis une réelle expérience de la gestion, fortement orienté vers la communication avec un rayonnement à l'étranger - mon expérience des relations extérieures me permet de m'investir dans de nouveaux développements (Section BCO/HP 2189).

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél. : 42-85-44-40, poste 27.

CONSULTANT SENIOR

Gestion de projet industriel
GPAO/France Export
Commerce, management
projets. Tél. : 43-25-44-93

Jeune fille diplômée
15 ans d'exp. de la domotique
industrielle et commerciale
dans le secteur de la domotique.
Ch. engagé au sein d'un
groupe. Tél. : 43-55-01-87

F. 36 ans avec exp. rech.
poste stable stand. accueil,
réception, traitement texte
Word 5.0, libre de suite.
Tél. : 43-37-69-78

J.F. productrice
(Fr./Angl./Esp.) ayant
développé son expérience au
niveau international en
communication (presse
d'entreprise), documentation,
organisation de
conférence, recherche à
l'étranger son professionnalisme
dans un poste
à responsabilité.
Tél. : 30-40-15-66

ÉNERGIE DYNAMIQUE
BATTANTE PRÊTE À RELÈ-
VER LES DÉFIS DE VOTRE
ENTREPRISE LE + VITE
POSSIBLE :
10 ans d'expérience commerciale :
multinationales américaines,
entreprises françaises,
vente de produits, initiation
d'équipes de vente, formation
à la vente et aux produits (bil.
espagnol).
Tél. : 43-33-67-88
N'hésitez pas à booster un message !

ARCHITECTE D'INTERIEUR

33 a. rech. place stable,
10 a. d'exp. réaménagement
volumes, réalisation plans,
suivi de chantiers, décoration.
Si intéressé par
MCC, 38, rue de Villiers
92300 Levallois-Perret,
réf. 447 qui transmet.

Management consultant,
30 a. Britan., bil. MBA
North Western, ch. maison
rue. Tél. : 40-41-35-21

SPECIALISTE DU RENSEIGNEMENT

cherche mission
M. Klein (1) 47-42-40-19

ALLIANCE 52 ans,

allemand-français-anglais,
cherche poste stable.
Tél. : 40-92-00-20 (soir).

INGENIEUR CONSEIL

15 ans d'exp. de la domotique
industrielle et commerciale
dans le secteur de la domotique.
Ch. engagé au sein d'un
groupe. Tél. : 43-55-01-87

POSTE À HAUTE RESPONSABILITÉ

J.F. 27 a. Bac + 4 maîtrisant
communication et communication
interne. Anglais courant. Bonne
pratique de l'anglais. Cherche
poste à responsabilité dans
une entreprise de la domotique.
Tél. : 43-37-69-78

PROF. F.L.E. et anglais

dans un poste
à responsabilité.
Tél. : 30-40-15-66

MANAGÈRE, Prof. d'angl. dipl. livrai

exp. donne cours d'angl. à
niveau sup. à partir de 10 h.
Tél. : 43-35-55-25

Jeune fille diplômée

15 ans d'exp. de la domotique
industrielle et commerciale
dans le secteur de la domotique.
Ch. engagé au sein d'un
groupe. Tél. : 43-55-01-87

J.F. 26 a. DESS micro-

informatique de gestion avec
exp. prof. et maîtrise lan-
guages, espagnol, études
de marché, gestion cour-
rière, propositions d'emploi.
Tél. : 34-17-10-98

Dir. commercial France exp.

20 ans exp. sp. matériel
conditionnement et process.
agro-aliment. Ch. poste dé-
légué aux relations avec
clients France export.
Ecrire sous réf. n° 8508 au
Monde P. 15-17, rue
du Col-P. Paris,
75015 Paris.
Tél. : 43-79-81-95

EUROCOMMERCIAL

Produit exp. et High-Tech.
Français, allemand, anglais
cherche mission
(Tél. : (1) 39-56-46-88)

L'AGENDA

Collections

Vende journal Le Monde,
1977 à 1990. Départ. 06.
Tél. : 93-59-00-37

Cours

MATH +

Centre d'enseignement privé
pour tous les niveaux de
MATH et PHYSIQUE/CHIMIE de
la 6^e à la 10^e.
Dates : du 27 mai au 1^{er} mai
et du 4 au 8 mai
Dates : 10 heures.
Prix : 850 F TTC
Inscription : 44-86-90-86

Cours de gymnastique

à domicile par professeur
diplômé d'État.
Trav. sérieux. Expérience.
Tél. : 43-39-04-93 (répond.)

Prof. de français assure

évaluation et préparations
19 NIVEAUX + BAC
Tél. : 43-25-94-22

Caravanes

A vendre caravane SAWA
1978, 2/3 places, poids
léger, 450 kg (non inscrite).
Aven. très agréable, très
bien équipée. Prix : 15 000 F.
13 000 F. Tél. : 90-82-06-74

Éditions

Éditeur ch. manuscrits :
romans, nouvelles, poésie. Éditions
EG NAR 82190 LACOUR
Ecosse.
Tél. : 1944-320823
Fax : 1944-320818

Stages

Stage : cinéma, éducation
14-18 ans, du 4 au 25 août.
Heure Jura. Rencontre avec
cinéma et éducation. Cours
cinéma + spectacle. École.
Inscription : J. BUNUEL
Tél. : 43-42-16-76 (répondant)

LOUE A CHAMPOUSSE

Pied des plateaux, STUDIO
4/5 pers. du 18-04 au 09-05.
Tél. : 34-61-02-52

Séjours linguistiques

FRANCO-IRISH

EXCHANGE PROGRAMME
Un échange. La meilleure
formule linguistique. Passer
3 semaines en France. 3 700 F
environ incluant. Rens. : M. Breda,
M. Breda, 14, rue de la République,
10, rue N.D.-de-Lorette, 75001 Paris.
Tél. : 40-30-22-85

BENEDICTINE SUMMER

SCHOOL 1992. Pour gar-
çons et filles de 14-18 ans.
20 h de cours par semaine
pour approfondir l'anglais à
tous niveaux avec accentua-
tion sur les discussions et la
conversation. Activités
variées comprenant accou-
stème dans les Highlands
et à Edimbourg. Rencontre
des élèves à l'aéroport.
Section unique
du 4 au 25 juillet.
Si vous souhaitez 1 semaine
supplémentaire, le commen-
cement est le 27 juin.
Ecrire à :
Director of Summer School,
The Abbey, Fort Augustus,
Inverness-Shire, PSC2 40B,
Ecosse.
Tél. : 1944-320823
Fax : 1944-320818

Vacances

Tourisme

Location maison dans village
sud de la Corse. 4 km mer.
5 chambres. Juillet : 17 000 F.
Septembre : 15 000 F.
Tél. : 43-79-81-95

PLAISANCE

Gel studio + véranda s/jardin.
Exceptionnel 300 000 F.
POMBA - 45-44-55-50

15^e arrdt

Prox. Pl. Breteuil, rare
beau 3 p. caractère
2 pièces sous plafond.
Superbe imm. P. de L.
1 780 000 F. - 45-56-01-00

CHAMP DE MARS

Charmant 2 pièces
P. ch. nich. étagère
855 000 F. - 45-56-01-00

2^e arrdt

OPERA (arab). SUPERBE
STUDIO s/rue. Pourres,
caractère, cul., salle de
bain, v. am. am. am.
835 000 F. - 45-04-84-48

METRO BOURSE

BEAU 3 P. Cuis. w.c., bna.
Charmant, cul., salle de
bain, v. am. am. am.
450 000 F. - 45-57-85-17

3^e arrdt

CARREAU DU TEMPLE
3,30 m sous plafond.
Poutres immenses.
1 095 000 F. - 42-71-81-48

4^e arrdt

LES ATELIERS
DU MARAIS
HOTEL DE VILLE
LIVRAISON 4 TR. 1992
DU STUDIO AU 8 PIÈCES
7^e, 8^e, 18^e NORD, 17^e
ET 18^e SUD.
Terrasse, parking.
Présentation exceptionnelle.
45-72-50-50

5^e arrdt

Rue de la République
Imm. XVP restauré
Vaste studio + mezzanine
52000 F. - 45-04-24-30

6^e arrdt

SAINT-MARCEL
EXCEPTIONNEL
B. 2 pièces, 40 m².
Rue calme, 120 000 F.
CASSIL - 45-68-43-43

7^e arrdt

RUE MOUFFERT pris
Propriétaire vend
dém. tout rénové
2/3 PCEs REFAIT.
Tél. : 45-04-24-30

8^e arrdt

PRÈS LUXEMBOURG
Dern. H.P. caractère, liv. +
cave, 120 m². 120 m².
200 m² p. sud. 42-24-64-69

9^e arrdt

SAINT-MARCEL
EXCEPTIONNEL
B. 2 pièces, 40 m².
Rue calme, 120 000 F.
CASSIL - 45-68-43-43

10^e arrdt

GARE DU NORD
Pierre de taille 40m² 2 P.
Ent. cul., s.-b., w.c.,
880 000 F. - 45-04-24-30

11^e arrdt

PARTICULIER V. LOFT
habitation et commercial
98 m², R.D.C. pour cul.,
s.-b., w.c., 45-04-24-30

12^e arrdt

PRÈS LUXEMBOURG
Dern. H.P. caractère, liv. +
cave, 120 m². 120 m².
200 m² p. sud. 42-24-64-69

Le Monde SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes appartements ventes locations non meublées offres

1^{er} arrdt

ST EUSTACHE
Boulevard de la République
3 000 000 F. - 42-23-02-10

2^e arrdt

OPERA (arab). SUPERBE
STUDIO s/rue. Pourres,
caractère, cul., salle de
bain, v. am. am. am.
835 000 F. - 45-04-84-48

3^e arrdt

CARREAU DU TEMPLE
3,30 m sous plafond.
Poutres immenses.
1 095 000 F. - 42-71-81-48

4^e arrdt

LES ATELIERS
DU MARAIS
HOTEL DE VILLE
LIVRAISON 4 TR. 1992
DU STUDIO AU 8 PIÈCES
7^e, 8^e, 18^e NORD, 17^e
ET 18^e SUD.
Terrasse, parking.
Présentation exceptionnelle.
45-72-50-50

5^e arrdt

Rue de la République
Imm. XVP restauré
Vaste studio + mezzanine
52000 F. - 45-04-24-30

6^e arrdt

SAINT-MARCEL
EXCEPTIONNEL
B. 2 pièces, 40 m².
Rue calme, 120 000 F.
CASSIL - 45-68-43-43

7^e arrdt

RUE MOUFFERT pris
Propriétaire vend
dém. tout rénové
2/3 PCEs REFAIT.
Tél. : 45-04-24-30

8^e arrdt

PRÈS LUXEMBOURG
Dern. H.P. caractère, liv. +
cave, 120 m². 120 m².
200 m² p. sud. 42-24-64-69

9^e arrdt

SAINT-MARCEL
EXCEPTIONNEL
B. 2 pièces, 40 m².
Rue calme, 120 000 F.
CASSIL - 45-68-43-43

10^e arrdt

GARE DU NORD
Pierre de taille 40m² 2 P.
Ent. cul., s.-b., w.c.,
880 000 F. - 45-04-24-30

11^e arrdt

PARTICULIER V. LOFT
habitation et commercial
98 m², R.D.C. pour cul.,
s.-b., w.c., 45-04-24-30

12^e arrdt

PRÈS LUXEMBOURG
Dern. H.P. caractère, liv. +
cave, 120 m². 120 m².
200 m² p. sud. 42-24-64-69

13^e arrdt

SAINT-MARCEL
EXCEPTIONNEL
B. 2 pièces, 40 m².
Rue calme, 120 000 F.
CASSIL - 45-68-43-43

14^e arrdt

GARE DU NORD
Pierre de taille 40m² 2 P.
Ent. cul., s.-b., w.c.,
880 000 F. - 45-04-24-30

15^e arrdt

PARTICULIER V. LOFT
habitation et commercial
98 m², R.D.C. pour cul.,
s.-b., w.c., 45-04-24-30

16^e arrdt

PRÈS LUXEMBOURG
Dern. H.P. caractère, liv. +
cave, 120 m². 120 m².
200 m² p. sud. 42-24-64-69

17^e arrdt

SAINT-MARCEL
EXCEPTIONNEL
B. 2 pièces, 40 m².
Rue calme, 120 000 F.
CASSIL - 45-68-43-43

18^e arrdt

GARE DU NORD
Pierre de taille 40m² 2 P.
Ent. cul., s.-b., w.c.,
880 000 F. - 45-04-24-30

19^e arrdt

PARTICULIER V. LOFT
habitation et commercial
98 m², R.D.C. pour cul.,
s.-b., w.c., 45-04-24-30

20^e arrdt

PRÈS LUXEMBOURG
Dern. H.P. caractère, liv. +
cave, 120 m². 120 m².
200 m² p. sud. 42-24-64-69

21^e arrdt

SAINT-MARCEL
EXCEPTIONNEL
B. 2 pièces, 40 m².
Rue calme, 120 000 F.
CASSIL - 45-68-43-43

22^e arrdt

GARE DU NORD
Pierre de taille 40m² 2 P.
Ent. cul., s.-b., w.c.,
880 000 F. - 45-04-24-30

23^e arrdt

PARTICULIER V. LOFT
habitation et commercial
98 m², R.D.C. pour cul.,
s.-b., w.c., 45-04-24-30

24^e arrdt

PRÈS LUXEMBOURG
Dern. H.P. caractère, liv. +
cave, 120 m². 120 m².
200 m² p. sud. 42-24-64-69

25^e arrdt

SAINT-MARCEL
EXCEPTIONNEL
B. 2 pièces, 40 m².
Rue calme, 120 000 F.
CASSIL - 45-68-43-43

26^e arrdt

GARE DU NORD
Pierre de taille 40m² 2 P.
Ent. cul., s.-b., w.c.,
880 000 F. - 45-04-24-30

27^e arrdt

PARTICULIER V. LOFT
habitation et commercial
98 m², R.D.C. pour cul.,
s.-b., w.c., 45-04-24-30

28^e arrdt

PRÈS LUXEMBOURG
Dern. H.P. caractère, liv. +
cave, 120 m². 120 m².
200 m² p. sud. 42-24-64-69

29^e arrdt

SAINT-MARCEL
EXCEPTIONNEL
B. 2 pièces, 40 m².
Rue calme, 120 000 F.
CASSIL - 45-68-43-43

30^e arrdt

GARE DU NORD
Pierre de taille 40m² 2 P.
Ent. cul., s.-b., w.c.,
880 000 F. - 45-04-24-30

31^e arrdt

PARTICULIER V. LOFT
habitation et commercial
98 m², R.D.C. pour cul.,
s.-b., w.c., 45-04-24-30

32^e arrdt

PRÈS LUXEMBOURG
Dern. H.P. caractère, liv. +
cave, 120 m². 120 m².
200 m² p. sud. 42-24-64-69

33^e arrdt

SAINT-MARCEL
EXCEPTIONNEL

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS								
2 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 100 m², 4 ^e étage possib. parking balcon	8, rue d'Uzès CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	8 995 + 835 6 746	5 PIÈCES 126 m², 3 ^e étage cave	25, rue du Colonel-Moll AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	17 000 + 1 290 12 097	3 PCES, IMM. NEUF 65 m², 1 ^{er} étage ascenseur, balcon	LEVALLOIS 136, rue Aristide-Briand LOCARE - 40-61-66-00 Frais de commission	6 650 + 536 5 717
5 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PCES, IMM. NEUF 81 m², 3 ^e étage parking, cuis. équipée	4, rue de la Collégiale GERER - 49-42-25-40 Frais de commission	9 700 + 740 6 984	4 PIÈCES 87 m², 5 ^e étage poss. parking	19, rue Roger-Bacon SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	10 520 + 1 677 7 574	5 PCES, IMM. NEUF 104 m², 1 ^{er} étage ascenseur, balcon	LEVALLOIS 136, rue Aristide-Briand LOCARE - 40-61-66-00 Frais de commission	9 800 + 844 8 174
7 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES 43 m², 2 ^e étage parking	50, rue de Bourgogne SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	7 000 + 695 5 650	4 PIÈCES 80 m², 3 ^e étage parking	75-77, rue Laugier SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	11 410 + 1 876 8 215	5 PIÈCES 168 m², 2 ^e étage	NEUILLY-SUR-SEINE 14, rue Chevreau AGIFRANCE - 49-03-43-04 Frais de commission	17 500 + 1 841 12 453
8 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 95 m², 5 ^e étage cave	38, avenue de Wagram AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	10 240 + 1 400 7 286	4 PCES, IMM. NEUF 87 m², 1 ^{er} étage ascenseur, balcon	162, rue de Bagnollet LOCARE - 40-61-66-00 Frais de commission	7 700 + 634 6 536	6 PIÈCES 230 m², 4 ^e étage	NEUILLY-SUR-SEINE 1 bis, bd Richard-Wallace AGIFRANCE - 49-03-43-04 Frais de commission	27 156 + 3 786 19 324
9 ^e ARRONDISSEMENT								
4/5 PIÈCES 207 m², 2 ^e étage	3, rue Jules-Lefebvre SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	23 800 + 2 107 17 136	4 PCES, IMM. NEUF 103 m², 2 ^e étage ascenseur, balcon	44, rue de Bagnollet LOCARE - 47-42-66-00 Frais de commission	9 100 + 723 7 628	7 PIÈCES 261 m², 4 ^e étage	NEUILLY-SUR-SEINE 43, boulevard Victor-Hugo AGIFRANCE - 49-03-43-04 Frais de commission	27 009 + 3 206 19 129
11 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PCES, IMM. NEUF 46 m², 3 ^e étage parking	6, cité de Phalsbourg GCI - 40-16-28-71	5 000 + 465	5 PCES, IMM. NEUF 112 m², 3 ^e étage ascenseur, balcon	162, rue de Bagnollet LOCARE - 40-61-66-00 Frais de commission	10 400 + 978 8 642	2 PIÈCES 66 m², 1 ^{er} étage	NEUILLY-SUR-SEINE 19-23, avenue Sainte-Foy SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	6 100 + 806 4 688
12 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PCES, IMM. NEUF 70 m², 1 ^{er} étage parking	6, cité de Phalsbourg GCI - 40-16-28-71	6 800 + 685	78 - YVELINES			4 PIÈCES 97 m², 2 ^e étage parking cave	SURESNES 16, r. Salomon-de-Rothschild AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 600 + 1 420 5 408
13 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES 52 m², 1 ^{er} étage parking, cave	12, rue de Rambouillet AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 550 + 377 3 950	MAISON 6 PIÈCES 143 m²	MONTESSON 28, av. de la Terrasse SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	12 000 + 58 9 400	3 PIÈCES 72 m², 5 ^e étage parking	VANVES 5, rue Auguste-Comte SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	5 760 + 906 4 147
15 ^e ARRONDISSEMENT								
2/3 PIÈCES 79 m², 1 ^{er} étage parking	27-29, avenue Stéphen-Pichon GCI - 40-16-28-71	6 800 + 1 570	4 PIÈCES 92 m², 4 ^e étage 2 parkings, cave	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 40, rue des Ursulines AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	8 021 + 1 100 5 707	4 PIÈCES 86 m², 3 ^e étage parking	VANVES 2, rue Rabelais SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	6 880 + 1 146 4 953
16 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PCES, IMM. NEUF 57 m², 4 ^e étage parking	34-36, rue des Peupliers GERER - 49-42-25-40 Frais de commission	6 400 + 510 3 648	3/4 PCES, IMM. NEUF 81 m², 2 ^e étage parking	VERSAILLES 6, boulevard Pershing SAGGEL - 46-08-80-36 Frais de commission	7 100 + 1 076 5 112	5/6 PIÈCES 108 m², 9 ^e étage parking	VANVES 5, rue Auguste-Comte SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	8 720 + 1 412 6 278
17 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 59 m², 5 ^e étage cave	11, rue Alexandre-Cabanel AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 323 + 900 5 211	4 PIÈCES 106 m², 4 ^e étage parking balcon	VIROFLAY 2, rue Joseph-Bertrand CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	8 180 + 1 600 6 145	93 - SEINE-SAINT-DENIS		
4 PIÈCES 124 m², 8 ^e étage parking, cave	88, rue de la Fédération AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	15 500 + 2 200 11 029	92 - HAUTS-DE-SEINE			5 PIÈCES DUPLEX 97 m², 10-11 ^e étage parking	PANTIN 19-31, av. Jean-Lolive LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	5 683 + 1 014 4 374
18 ^e ARRONDISSEMENT								
5 PIÈCES DUPLEX 131 m², 5/6 ^e étage	4, rue Féliçien-David SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	18 500 + 900 14 275	2 PIÈCES 55 m², 3 ^e étage parking mezzanine 15 m²	BOULOGNE 33-37, rue Louis-Pasteur SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	8 400 + 560 6 700	94 - VAL-DE-MARNE		
2 PIÈCES 62 m², r.-de-ch. cave	20, rue de Lübeck AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	6 500 + 1 150 4 625	4 PIÈCES 86 m², 2 ^e étage 2 parkings balcon	BOULOGNE 197, rue Gallieni LOC INTER - 47-45-14-65 Frais de commission	7 500 + 650 5 670	3 PIÈCES 68 m², 4 ^e étage parking	CHARENTON 158 bis, rue de Paris LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	5 350 + 903 4 122
4 PIÈCES 150 m², 3 ^e étage cave	94, boulevard Flandrin AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	15 598 + 1 400 11 089	2 PCES IMM. NEUF 50 m², 4 ^e étage	BOULOGNE 61, rue de Bellevue GERER - 49-42-25-40 Frais de commission	5 900 + 500 4 200	3 PIÈCES 75 m², 1 ^{er} étage parking	NOGENT-SUR-MARNE 39, rue du Port SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	4 800 + 681 3 456
2 PIÈCES 53 m², 6 ^e étage	10, passage des Eaux SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	4 800 + 1 188 3 528	4/5 PIÈCES 115 m² rez-de-chaussée	COURBEVOIE 333, boulevard Saint-Denis CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	8 000 + 600 6 030	2 PIÈCES 49 m², 2 ^e étage parking	SAINT-MANDÉ 2, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission	4 920 + 536 3 834
4/5 PIÈCES 133 m², 1 ^{er} étage	8-10, rue Oswaldo-Cruz SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	16 000 + 2 230 11 520	5 PIÈCES 107 m², 3 ^e étage poss. parking	COURBEVOIE 82, galerie des Damiens SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	5 200 + 1 784 3 744	2 PIÈCES 60 m², 2 ^e étage parking cave	VINCENNES 2, allée J.-Daguerre AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 360 + 600 3 814
19 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 56 m², 3 ^e étage cave	6, rue Mariotte AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 000 + 880 4 981	3 PIÈCES 75 m², 3 ^e étage parking, balcon	GARCHES 70, rue du Docteur-Debat CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	5 700 + 680 4 374	95 - VAL-D'OISE		
20 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES 59 m², 6 ^e étage parking, cave	5, rue Mariotte AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	6 777 + 470 4 822	2 PIÈCES 59 m², 6 ^e étage parking, cave	LEVALLOIS 116, rue de la Jette AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	6 777 + 470 4 822	4 PIÈCES 83 m², r.-de-ch. parking	ENGHIEN-LES-BAINS 101, rue du Général-de-Gaulle SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	6 071 + 981 4 371

Le Monde

CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

VOS
RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde, premier quotidien national avec 1 668 000 lecteurs, dont 742 000 habitent Paris et la région et 630 000 appartiennent à des foyers « cadres supérieurs ». (Source CESP 91 - LNM.)

Le Monde, premier quotidien des cadres : 844 000 lecteurs.
Le Monde, premier quotidien des cadres supérieurs : 596 000 lecteurs.
(Source : IPSOS 91 - LNM.)

Le Monde, le quotidien national le plus vendu à Paris : 91 176 exemplaires.
(Source : NM 88 - année 90.)

Pour tous renseignements : PROFESSIONNELS 46-62-73-43
PARTICULIERS 46-62-73-90 - 46-62-72-02

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE

AGIFRANCE
GROUPE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



CIGIMO
GROUPE GTF

LOCARE

gerer
Le Service Immobilier

LOC INTER
Transactions Tél. 01 45 19 97

PHENIX
GESTION
GROUPE DES
CAISSES D'ÉPARGNE
DE FRANCE

SOLVEG
LOCATION VENTE ET GESTION D'IMMOBILIER

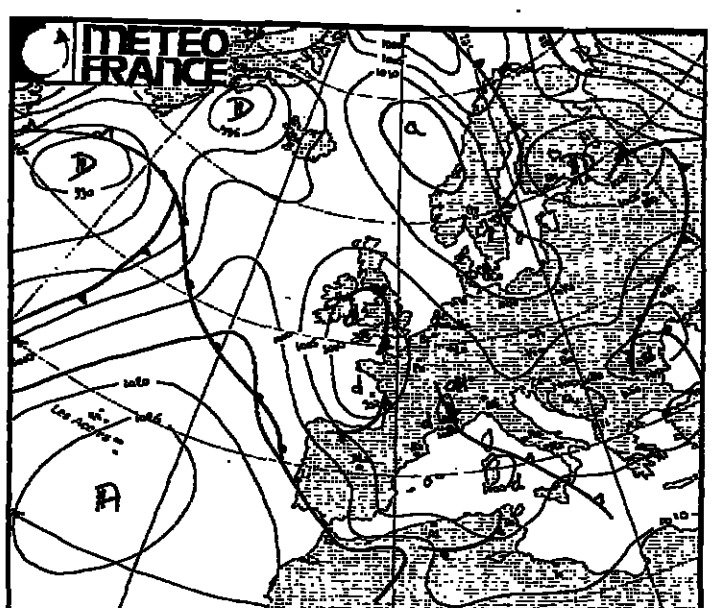
SAGGEL
VENDÔME
GROUPE UAP

هنا من النضال

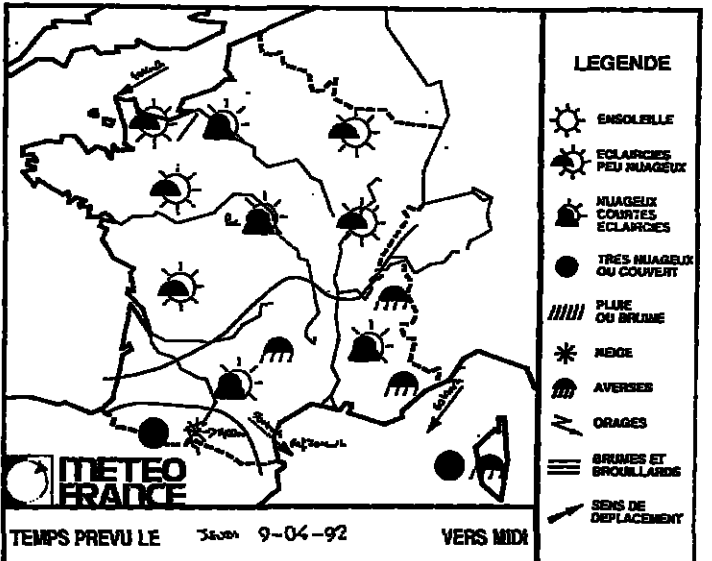
شعرا من الشعر

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 8 AVRIL A 0 HEURE UTC



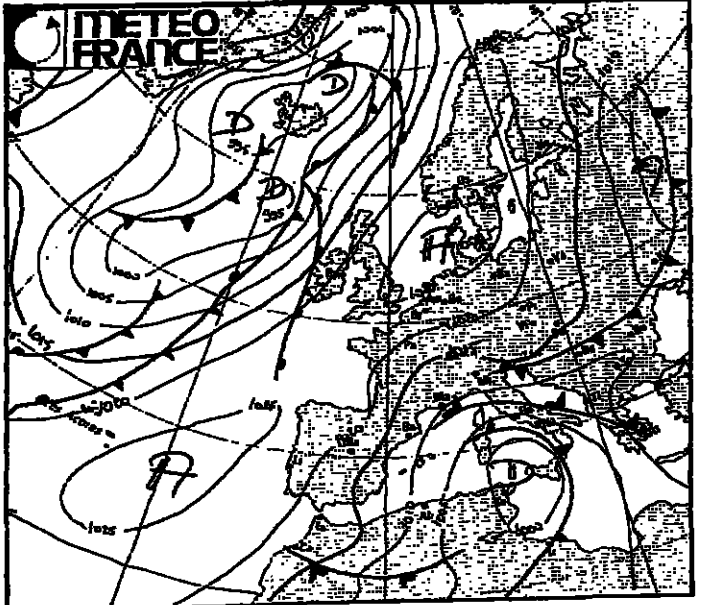
PRÉVISIONS POUR LE 9 AVRIL 1992



Jeudi : retour du soleil sur une grande moitié nord. Au nord d'une ligne Dex, Clermont-Ferrand, Besançon : après dissipation de quelques brumes et nuages bas, le temps sera ensoleillé. Le vent frais de nord-est sera faible à modéré. La température minimale sera voisine de 0 degré dans l'intérieur, et de 3 degrés à 5 degrés sur les côtes. Les températures maximales seront comprises entre 13 degrés et 16 degrés.

Au sud de cette ligne, sur une petite moitié sud-est du pays, le temps sera très nuageux avec quelques ondées éparses. Les flocons de neige tomberont au-dessus de 1 300 m. Cependant, avec les vents modérés, tramontans et mistral, le pourtour méditerranéen bénéficiera d'éclaircies. Les températures minimales seront comprises entre 3 degrés et 6 degrés, localement, sur les côtes méditerranéennes, 6 degrés à 10 degrés. Les températures maximales seront comprises entre 13 degrés et 18 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 10 AVRIL 1992 A 0 HEURE UTC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
Valeurs extrêmes relevées entre le 7-04-1992 à 18 heures UTC et le 8-04-1992 à 6 heures UTC											
FRANCE											
AJACCIO	14	7	N	TOULOUSE	11	6	N	LUXEMBOURG	12	4	N
BIARRITZ	11	8	P	TOURS	14	9	N	MADRID	16	8	N
BORDEAUX	11	8	C	FOURMANS	11	6	N	MARRAKECH	21	13	D
BOURGOS	13	8	C	ALGER	11	6	N	MEXICO	27	12	P
BREST	12	6	N	AMSTERDAM	14	4	C	MILAN	14	8	C
CARL	14	6	N	ATLANTAS	19	11	D	MOSCOW	10	2	C
CHERBOURG	13	4	C	BANGKOK	36	30	D	NEW-DELI	31	20	C
CLERMONT-FER	14	6	N	BARCELONE	17	6	N	NEW-YORK	14	7	C
DJEN	14	4	N	BEIJING	11	6	N	OSLO	9	0	N
GRENOBLE	14	7	C	BELGRADE	11	6	N	PALM-DEMAH	17	8	C
LILLE	13	6	N	BRAZILIA	13	6	N	PEKIN	13	7	C
LIMOGES	14	7	C	COPENHAGUE	10	6	N	BO-DE-JANING	10	2	C
LYON	16	9	C	DAKAR	24	17	D	ROME	16	10	C
MARSEILLE	14	2	D	DJERBA	20	14	N	SINGAPOUR	34	24	O
NANCY	14	7	C	GENEVE	12	6	N	STOCKHOLM	5	1	C
NANTES	12	4	C	HONGKONG	22	16	O	SYDNEY	27	16	A
NICE	16	8	N	ISTANBUL	18	11	C	TOKYO	15	8	C
PARIS-MONTS	14	7	C	JERUSALEM	25	17	N	TUNIS	19	13	D
PAU	10	6	P	LA CAIRE	34	18	D	VARSOVIE	9	2	C
PERPIGNAN	12	9	C	LISBONE	11	6	N	VIENNE	14	8	D
RENNES	14	7	C	LONDRES	11	6	N	VIENTE	12	3	D
STR-BOURG	14	3	D	LOS ANGELES	19	14	C				

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDERMAN

IMAGES

Folies

C'EST un diamant, la folie, un diamant noir qui attire et éblouit. Qui sont-ils, ceux qui côtoient chaque jour ce sombre mystère, comment s'en protègent-ils, quel trouble plaisir y trouvent-ils parfois ? Ils étaient quelques-uns après Vol au-dessus d'un nid de coucou, sur le plateau de « Raison de plus », la nouvelle émission d'Antenne 2 qui va tenter de concurrencer « Ciel mon mardi » de Dechavanne. Quelques-uns à chercher leurs mots, tant cette expérience-là est parmi les plus indicibles.

Tout en tact et en douceur, Claude Sérillon, que l'on retrouvait avec plaisir, insistait pourtant, se déplaçant d'un invité à l'autre pour tenter de les confesser : ne souffrez-vous pas parfois d'être perçus comme des gardiens de prison, et le sentiment d'impuissance, et les rapports avec les familles ? Mais non, infirmiers psychiatriques, chef de service en costume-cravate, mère d'un enfant schizophrène, ils ne trouvaient que des mots passe-partout, un métier où l'on donne beaucoup, « on est là pour dédramatiser ». Une ancienne mélodie expliquait que l'hôpital s'était enrichi. A un tel sujet, il aurait sans doute fallu davantage de temps, de travaux d'approche, peut-être aussi un « angle » plus aigu.

En tout cas, une autre forme. Le plateau-type de la télévision française, une petite dizaine d'invités autour d'un meneur de jeu, ne semble malheureusement pas se prêter à la succession des confessions individuelles, mais bien davantage à un débat contradictoire. On peut tenter de maîtriser ce débat, de l'empêcher de dégénérer en pugilat, et c'est manifestement le parti choisi par « Raison de plus », qui a tiré les leçons de la désastreuse expérience Balian, suspendue il y a quelques mois pour cause de propagande néonazie dans un débat où plus personne ne contrôlait plus rien. On peut donc tenter de multiplier les garde-fous, mais, hors du contradictoire, guette l'ennui.

Pour aggraver son cas, l'émission avait délibérément tourné le dos aux images-choc. Les reportages d'accompagnement restèrent dans le même ton, suggérant sans montrer, nous emmenant dans un village du Cher où quelques dizaines de malades se promènent en liberté. Gendarmes, bistrotière, bibliothèque : nul ne trouve à redire à l'expérience qui dure, il est vrai, depuis le siècle dernier. Face à Dechavanne, qui alignait sur TF 1 un toutou à lunettes et un monsieur vingt-sept fois mordu, ce refus de céder aux tentations du moment est pour le coup, si l'on ose dire, une petite folie. On en suivra les développements avec intérêt.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ■ signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■■ On peut voir ; ■■■ Ne pas manquer ; ■■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 8 avril

- TF 1**
NOCTURNE tous les JEUDIS 22 heures.
Exceptionnel le 9 avril : -10% sur tout le magasin* de 19h à 22h.
SAMARITAINE
REMISE CUMULABLE
*Sauf alimentation, librairie, ameublement, services et points rouges.
- 22.45** Mercredi en France.
0.10 Documentaire : Gérard Fromanger. Chaleureux, généreux, communicatif, Fromanger parle de sa peinture, de lui, de l'Italie où il vit.
CANAL PLUS
21.00 Cinéma : Manhattan Loto. ■ Film américain de Roger Young (1987).
22.35 Flash d'informations.
22.45 Cinéma : La Tribu. □ Film français d'Yves Boisset (1990).
0.20 Cinéma : Portrait croché d'une famille modeste. ■ Film américain de Ron Howard (1989) (v.o.).
LA 5
20.50 Histoires vraies. Une amorce en béton.
22.30 Téléfilm : La fille de la nuit.
0.00 Documentaire : Les Grands Jours du siècle.
0.55 Journal de la nuit.
M 6
20.40 Téléfilm : Madame X.
22.25 Téléfilm : Un couple sur mesure.
0.00 Magazine : Vénus.
0.30 Six minutes d'informations.
LA SEPT
20.30 Documentaire : Jean Tardieu ou le « voir-dit ».
21.00 Documentaire : Identity Kid.
21.55 Documentaire :
- Robert Langner, biographie.**
22.30 Cinéma : Partition inachevée pour piano mécanique. ■■ Film soviétique (1977) (v.o.).
FRANCE-CULTURE
20.30 Antipodes. La conquête de l'Amérique vue des Caraïbes. Avec Jean Metellus, Hugues Liborel, Jean-Claude Charles et Louis Mizon.
21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Rencontre : Mousse Diagne-Jean-Pol Hecc.
22.40 Les Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Léonard Cohen (3).
FRANCE-MUSIQUE
20.30 Concert (donné le 10 octobre 1990 à Helsinki) : Le Chant du rossignol, de Stravinsky ; Concerto pour violon et orchestre en ré majeur op. 77, de Brahms, par l'Orchestre symphonique de la radio finlandaise, dir. Jukka-Pekka Saraste ; Viktor Tretakov, violon.
22.00 Concert (donné le 25 janvier à Radio-France) : Griots, de Martin ; Memory-cantata, de Tostitz ; Lied vom Wäasser, de Barrett ; Lescaux, de Curton, par l'Ensemble Accroche Note (Françoise Kubler, soprano, Armand Angster, clarinette, Emmanuel Séjourné, percussions), l'Ensemble vocal Les Jeunes Solistes, dir. Rachid Sarif.
23.10 Ainsi la nuit... Adagio KV 411 en si bémol majeur, de Mozart ; Trio pour violon, violoncelle et piano, de Ravel ; Quatuor à cordes op. 50 n° 1, de Haydn.
0.30 Dépêche-notes.
0.35 L'Heure bleue.

Jeudi 9 avril

- TF 1**
14.30 Feuilleton : Côte Ouest.
15.25 Série : Hawaï, police d'Etat.
16.25 Club Dorothée.
17.25 Série : Les Professionnels.
18.20 Jeu : Une famille en or.
18.45 Feuilleton : Santa Barbara.
19.15 Jeu : La Roue de la fortune.
19.45 Divertissement : Le Bébé Show.
19.50 Tirage du Tac-O-Tac.
20.00 Journal, Tiersé, Météo, Loto sportif et Tapie vert.
20.50 Magazine : Sniper.
22.20 Magazine : Le Droit de savoir. Médicaments : business et loi du silence.
23.35 Journal et Météo.
23.55 Le Débat.
A 2
15.20 Tiersé, en direct d'Autueil.
15.35 Variétés : La Chance aux chansons.
16.25 Jeu : Des chiffres et des lettres.
16.50 Magazine : Défendez-vous.
17.00 Magazine : Giga.
18.05 Série : L'homme qui tombe à pic.
19.00 Série : Filic à tout faire.
19.30 Divertissement : La Caméra Indiscrète.
19.59 Journal, Journal des courses et Météo.
20.45 INC.
20.50 Magazine : Envoyé spécial. Qui a tué Martin Luther King ? ; Mikhail Gorbatchev, le solitaire.
22.15 Cinéma : Frenchy. Film américain d'Alfred Hitchcock (1972).
0.10 Magazine : Merci et encore Bravo.
FR 3
14.30 Magazine : Carré vert.
15.30 Série : La Grande Vallée.
16.25 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
18.00 Magazine : Une pêche d'enfer.
19.30 Questions pour un champion.
19.40 La 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
20.00 Un livre, un jour. Les Ombres rouges, de Reiser.
20.10 Divertissement : La Classe.
- 20.45** Cinéma : La Femme infidèle. ■■ Film français de Claude Chabrol (1968).
22.25 Journal et Météo.
22.45 Sport : Voile (et à 0.40). Coupe de l'America : demi-finale.
22.50 Cinéma : Nada. ■ Film franco-italien de Claude Chabrol (1973).
CANAL PLUS
13.35 Cinéma : Strangers. □
13.35 Cinéma : Strangers. □ Film australien de Craig Lahiff.
15.00 Magazine : 24 heures.
16.00 Cinéma : Aux yeux du monde. ■ Film français d'Eric Rohmer (1990).
17.35 Documentaire : Les Lions ou la vie de famille.
18.00 Canaille peluche.
En clair jusqu'à 20.35
18.30 Ça cartoon.
18.50 Le Top.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.31 Le Journal du cinéma.
20.35 Cinéma : Back Roads. ■ Film américain de Martin Ritz (1980).
22.05 Flash d'informations.
22.10 Cinéma : Nikita. ■ Film français de Luc Besson (1990).
LA 5
14.25 Série : Bergerac.
15.20 Série : Soko, brigade des stupés.
16.15 Série : Shérif, fais-moi peur.
17.05 Les deux font la loi.
17.35 Youpi ! L'école est finie.
18.10 Série : Deux filles à Miami.
19.05 Série : La loi est la loi.
20.00 Journal et Météo.
20.50 Cinéma : Les Aventuriers de l'Arche perdue. ■■ Film américain de Steven Spielberg.
M 6
14.00 Série : L'Ami des bêtes.
16.45 Jeu : Zygomusic.
17.15 Magazine : Zygomachine.
17.35 Série : Drôles de dames.
18.30 Série : Flipper, le dauphin.
- 19.00** Série : La Petite Maison dans la prairie.
19.50 Météo des neiges.
19.54 Six minutes d'informations. Météo et M 6 Finances.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Météo.
20.40 Cinéma : La Piège. ■ Film britannique de John Huston (1973).
22.25 Météo des neiges.
22.30 Cinéma : Ce sacré grand-père. ■ Film français de Jacques Poitrenaud (1968).
LA SEPT
16.25 Magazine : Cinéma de poche. Portrait de Nikita Mikhaïlov ; L'Eclairer.
17.25 Téléfilm : Jackpot.
18.50 Flash d'informations (et à 19.55, 20.55, 21.50, 22.50, 23.50).
18.55 Documentaire : L'Amérique perdue et retrouvée.
20.00 Documentaire : Histoire parallèle.
21.00 Magazine : Mégamix.
21.55 Magazine : Avis de tempête.
22.55 Théâtre : Le Dortoir.
FRANCE-CULTURE
20.30 Dramatique. La Coupure, de Jacques Goulet.
21.30 Profils perdus. Léon Chanceral et les comédiens routiers (2).
22.40 Les Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.
FRANCE-MUSIQUE
20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Benvenuto Cellini, ouverture, de Berlioz ; Introduction et allegro appassionato pour piano et orchestre op. 52, de Schumann ; Fantaisie hongroise pour piano et orchestre, de Liszt ; Musique pour cordes, percussions et cello, de Bartok, par l'Orchestre national de France, dir. Jean Fischer ; François-René Duchâble, piano.
23.10 Ainsi la nuit...
0.30 Dépêche-notes.
0.35 L'Heure bleue.

Au conseil des ministres

M. Bérégovoy demande « simplification » et « rapidité » dans l'action gouvernementale

Le gouvernement au grand complet a assisté, mercredi matin 8 avril, à la réunion hebdomadaire du conseil des ministres présidée par M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le nouveau porte-parole du gouvernement, M. Martin Malvy, a notamment indiqué que le président de la République avait souligné le « bon travail accompli » par M^{me} Edith Cresson en précisant que les « circonstances politiques » de son départ « n'enlevaient rien à son mérite » ni à celui des autres membres du gouvernement précédent.

M. François Mitterrand a ensuite assuré qu'il n'y avait pas « mission plus noble » que celle de gouverner et de « servir » sans perdre toutefois le sens de la « modestie ». Évoquant enfin « les traverses et les difficultés » de la période présente, le chef de l'État a rappelé que « la route n'avait jamais été large et droite pour personne » et que « rien n'est jamais facile ».

Selon le porte-parole du gouvernement, M. Pierre Bérégovoy « a insisté sur les méthodes de travail du gouvernement ». Après avoir dit « l'honneur qu'il ressentait d'avoir

à conduire la politique de la France », le premier ministre « a plus particulièrement insisté sur la nécessité de l'effort de simplification, de concision et de rapidité de l'action gouvernementale ». Il a mis en avant « la nécessaire collaboration et solidarité à la fois dans la préparation des textes et de leur mise en œuvre » en assurant que « chaque ministre doit exercer pleinement ses responsabilités ».

M. Bérégovoy a aussi « insisté sur l'importance qu'il attache à l'expression publique du gouvernement » en rappelant entre autres « qu'à l'issue du conseil des ministres, c'est au porte-parole de rendre compte des décisions ». Le premier ministre, toujours selon M. Malvy, « a donné comme guide trois mots : décider, expliquer, convaincre ». « Ce qui implique, a souligné le porte-parole du gouvernement, de l'ordre dans le quotidien ». M. Bérégovoy a enfin « rappelé les membres du gouvernement au respect du Parlement en souhaitant une grande présence des ministres à l'Assemblée nationale et au Sénat ».

Un mouvement préfectoral

Le conseil des ministres du mercredi 8 avril a approuvé le mouvement préfectoral suivant :

M. Yvon Ollivier, préfet de la région Midi-Pyrénées, préfet de la Haute-Garonne, est placé en position hors cadre. Il devrait occuper les fonctions de directeur du cabinet de M. Paul Quilès, ministre de l'Intérieur. C'est M. Alain Bidou, actuellement en position de hors cadre, qui est nommé préfet de la région Midi-Pyrénées, préfet de la Haute-Garonne.

M. François Leblond, préfet d'Indre-et-Loire, est nommé préfet du Var, en remplacement de

M. Henri Hugues, nommé le 19 février directeur général des collectivités locales.

M. Francis Beck, administrateur civil, est nommé préfet de la Savoie, en remplacement de M. Jacques Lambert, préfet hors cadre.

Par ailleurs, M. Jean-Michel Yolin, ingénieur général des mines, a été nommé à la tête de la direction de l'innovation, de la technologie et de l'action régionale, structure qui vient d'être créée au ministère de la recherche et de l'espace.

□ Pétition pour Ravel. - Avant la vente, prévue mercredi 8 avril, salle Drouot à Paris, de plusieurs manuscrits de musique française, dont la première esquisse complète du *Boléro*, de Ravel, une lettre ouverte a été adressée à Jack Lang, ministre de l'Éducation nationale et de la culture. De nombreux compositeurs et interprètes, responsables d'institutions, syndicats de musiciens se demandent dans cette lettre si « la Bibliothèque nationale

aura les moyens de préempter ces manuscrits afin qu'ils ne quittent pas le sol de notre pays » et souhaitent « que l'État, gardien et protecteur de notre patrimoine, se porte acquéreur ». Parmi les signataires, on remarque notamment les noms des compositeurs Marius Constant, Henri Dutilleul ou Marcel Landowski et d'interprètes comme Régine Crespin, Maurice André ou Georges Prêtre.

SOMMAIRE

DÉBATS

« Maastricht, le théâtre de l'ambigu », par Jacques Calvet 2

ÉTRANGER

Irlande : un nouveau référendum sur l'avortement 3
Chine : des dissidents auraient formé un parti social-démocrate 4
Washington reconnaît la Croatie, la Slovaquie et la Bosnie-Herzégovine 4
L'atterrissage en catastrophe de l'avion de Yasser Arafat dans le désert libyen 5
Pérou : le président Fujimori est soutenu par la population, mais rejeté par le patronat 5
La Côte d'Ivoire et l'Afrique du Sud ont établi des relations diplomatiques 7

POLITIQUE

La Réunion : M. La Pensée joue « la carte du dialogue » avec M. Sudre 8
Un entretien avec M. Serge Klarsfeld 9

SOCIÉTÉ

Éducation : faible mobilisation des étudiants 10
Sciences : le programme nucléaire nippon suscite des réserves 10
Sports : les éliminatoires de la Coupe de l'Amérique 12
Médecine : une campagne d'information sur le diabète 12

ÉDUCATION • CAMPUS

Chronique d'un divorce annoncé à la FEN • Verte, prof et présidente, M^{me} Marie-Christine Blandin vient d'être élue à la tête de la région Nord-Pas-de-Calais • Les diables de M. Jack Lang • Point de vue : « Les portes entrouvertes de l'université hongroise », par Ivan Bajomi 14 à 18

ARTS • SPECTACLES

Les cent cinquante ans de l'Orchestre philharmonique de Vienne • Rock : rencontre avec Cure • Danse : Bill T. Jones et Ralph Lemon invités par le Lyon Opéra Ballet • Théâtre : Jérôme Deschamps à la Grande Halle de la Villette • La sélection des rendez-vous de la semaine 27 à 36

ÉCONOMIE

M. Bérégovoy expose au conseil des ministres les méthodes de travail de son gouvernement 17
La mort d'ordre de grève des syndicats de pilotes à Air Inter 17
Le Japon se montre réticent sur le projet d'aide à la CEI 18
La quarante-deuxième congrès de la CFTD 19
Le Parlement européen vote une baisse de 20 % du prix des ordinateurs en 1993 19
Vie des entreprises 20

Services

Abonnements 24
Annonces classées 22 à 24
Automobile 19
Marchés financiers 20-21
Météorologie 25
Carnet 22
Mots croisés 22
Radio-Télévision 25
Ce numéro comprend un cahier « Arts-Spectacles » foliolet 27 à 36
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM
Le numéro du « Monde » daté 8 avril 1992 a été tiré à 518 596 exemplaires.

La tension entre Bagdad et Téhéran
Washington s'inquiète des activités de l'aviation irakienne

Les États-Unis ont fait savoir, mardi 7 avril, qu'ils s'inquiétaient des vols d'interception de l'aviation irakienne lors du raid aérien lancé, dimanche, par les Israéliens contre une base des Moujahidines du peuple en Irak. Washington indique que ces vols se sont poursuivis lundi et a souligné qu'ils étaient dangereux pour les opérations de l'ONU en Irak. Ces vols, « bien qu'ils ne soient pas techniquement interdits par le cesse-le-feu, nous inquiètent sérieusement parce qu'ils créent des risques de dangereux incidents et d'affrontement », a déclaré le porte-parole du département d'État, M^{me} Margaret Tutwiler.

Le porte-parole du Pentagone, M. Pete Williams, a précisé que les sorties de la chasse irakienne avaient été assez brèves. D'autre part, l'Irak a donné son accord pour la destruction « d'équipements et de bâtiments » de son centre nucléaire d'El-Atheer, situé près de Bagdad, a annoncé, mardi, le chef de la mission nucléaire de l'ONU, M. Dimitri Ferricos. C'est la première fois que Bagdad accepte le principe de la destruction du principal site de son industrie nucléaire, depuis la décision du Conseil de sécurité de l'ONU d'éliminer l'arsenal militaire irakien de destruction massive. (AFP)

Les suites de l'affaire de Lockerbie
Nouvelle proposition libyenne
LE CAIRE

Le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Esmat Abdel Meguid, a annoncé, dans la nuit de mardi 7 à mercredi 8 avril, que la Libye avait fait une nouvelle proposition pour résoudre la crise qui l'oppose à Washington et Londres. M. Meguid, qui a refusé de donner des détails sur la proposition libyenne, déjà transmise au secrétaire général des Nations unies, a souligné qu'elle faisait état du respect par la Libye « des aspects légaux de la résolution 731 du Conseil de sécurité ». La résolution ordonne à Tripoli l'extradition vers les États-Unis ou le Royaume-Uni de ses deux ressortissants soupçonnés d'être impliqués dans l'attentat contre l'avion de la PanAm qui s'est écrasé à Lockerbie, faisant deux cent soixante-dix morts. On indique de source proche de la Ligue que la Libye aurait proposé d'extrader les deux suspects vers « un pays neutre » qui serait l'Italie. M. Meguid, qui a estimé que la Libye « avait fait preuve de flexibilité », a demandé à Washington, Londres et Paris de faire de même, pour « éviter à la région des dangers dont Dieu seul connaît l'ampleur ».

ALEXANDRE BUCCIANTI

Au Parlement européen
Les conservateurs britanniques rejoignent les démocrates-chrétiens

STRASSBOURG
(Communauté européennes)
de notre correspondant

Le groupe des conservateurs du Parlement européen - trente-deux Britanniques et deux Danois - a rejoint, mardi 7 avril, celui des cent vingt-huit démocrates-chrétiens regroupés au sein du Parti populaire européen. Avec 162 sièges désormais, le PPE se rapproche sensiblement des socialistes qui sont au nombre de 180, et constitue la formation la plus importante de l'hémicycle. Selon M. Yves Galland (UDF, radical), président du groupe libéral, qui a vu partir pour le PPE en décembre dernier M. Valéry Giscard d'Estaing et trois de ses colistiers libéraux, « les deux mammoth de l'Assemblée vont accroître leur majorité sur la gestion des travaux parlementaires ».

C'est en juin 1989, après leur résultat médiocre aux élections européennes, que les conservateurs britanniques avaient demandé leur

adhésion au PPE. De son côté, M. Giscard d'Estaing avait tenté d'entraîner le groupe libéral chez les démocrates-chrétiens mais ses propres troupes lui avaient signifié une fin de non-recevoir. Le 10 novembre 1990, l'idée de l'ancien chef de l'État était d'apporter à Strasbourg un premier regroupement de la droite européenne. Aujourd'hui, l'opération, voulue par le chancelier Helmut Kohl, s'effectue avec les torques.

Une affaire qui a demandé près de trois ans de négociation en raison des vives réserves des démocrates-chrétiens belges, néerlandais et italiens, l'image européenne des conservateurs étant trop négative. C'est la raison pour laquelle les Italiens avaient demandé que la fusion soit effective après les législatives dans leur pays. Les torques souhaitaient quant à eux qu'elle soit décidée avant le scrutin du 9 avril.

MARCEL SCOTTO

DES AGNEAUX
FONT TREMBLER HOLLYWOOD
5 OSCARS 1992

Meilleur film

Meilleure actrice Meilleur acteur

Meilleur réalisateur Meilleure adaptation

Le Silence des Agneaux
Jodie Foster / Anthony Hopkins / Scott Glenn

V2: FORUM ORIENT EXPRESS - GEORGE V - CINOCHE - GRAND PAVOIS
DENVER - GAUMONT ALEZIA
VE: USC MONTMARNASSE - USC GODELINS - USC CONVENTION - PARAMOUNT OPÉRA
PÉRIPHÉRIE: ARTEL ROSNY - USC VÉLIZY - BUXY BOUSSY SAINT ANTOINE
PATHE BELLE ÉPINE THIAIS - 4 TEMPS LA DÉFENSE - ROXANE VERSAILLES
CALYPSO VITY CHATILLON - USC ULIS - CARREFOUR PANTIN - FLAMADES SARCÈLES
PARINOR AULNAY SOUS BOIS - ARTEL CRÉTIL

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Décharges

Il a bonne mine, là, aujourd'hui, Waechter ! Victime, avec Djack et Marchand, d'un confrère qui s'est fait passer la semaine dernière pour un conseiller de Béré, il a accepté avec empressement d'entrer au gouvernement d'ici quatre ou cinq mois. Il n'y a qu'un truc, poursuit l'autre, votre perruque. Elle incommode le président. Il prétendrait que vous fassiez sans. Et lui : Je comprends... Entendu ! Autre information également piquée dans le Canard enchaîné : il vient d'être condamné à 1 300 F d'amende pour excès de vitesse en traversant un village alsacien, m'sieur Bouffe-bitume. A croire qu'il a pris la grand-rue pour une autoroute !

Tiens, à propos, ils sont loin d'avoir fait un tabac aux dernières élections, les Verts allemands. Pas étonnant ! Le pouvoir les a pris au mot : voitures propres, plus de centrales, rivières rincées à l'eau de source, et surtout ramassage des ordures aux frais des producteurs, pas des contribuables.

Le moyen ? J'en ai fait l'expérience moi-même, pendant le week-end, dans une grande surface à Lüneburg. Après être passé à la caisse, j'ai sorti mon tube

dentifrice de son emballage. Le tube, je l'ai jeté dans mon sac et l'emballage sur une pile de déchets abandonnés sur place par les clients. Et ce n'est qu'un commencement. A partir du 1^{er} janvier, on va les inciter à ramener leurs vieux pots de yaourt et leurs bouteilles vides dans les magasins : débarrassez-vous de ça, on n'en a plus besoin. Au détail de sa retourner ensuite contre le fabricant : faudrait pas me prendre pour une décharge publique. Si vous ne supprimez pas les boîtes et les cartons inutiles, si vous ne fournissez pas des poubelles gratuites à mes clients, je ne vous achète plus rien. Compris ?

Moi, ce que je ne m'explique pas, c'est pourquoi, non content de faire le lit de Le Pen, mon Mimi s'est mis dans de beaux draps, merci Waechter, du côté de Lille et de Roubaix. C'était pourtant pas bien sorcier, le préavis, de lui couper l'herbe sous le pied, depuis le temps. Curieux, j'avais même l'impression d'entretenir un ministre rien que pour ça, pour s'occuper de mon environnement. J'ai dû confondre avec celui du commerce et de l'industrie.

Après le recours déposé par le comité d'entreprise

La Cinq obtiendrait un sursis jusqu'au 16 avril

La cour d'appel de Paris rendra, le mercredi 15 avril, son arrêt sur le recours déposé par le comité d'entreprise de La Cinq contestant l'exécution de la liquidation de cette chaîne. Avant l'admission provisoire de la chaîne, M. Lafont, s'est demandé au tribunal de commerce de Paris de repousser de quelques jours l'arrêt des émissions, initialement fixé au 12 avril. Le tribunal de commerce pourrait faire droit à cette demande et accorder à La Cinq un nouveau sursis jusqu'à l'annonce de la décision de la cour d'appel, c'est-à-dire sans doute jusqu'au 16 avril à minuit. Le personnel entend ainsi prouver qu'il aura tout tenté pour sauver sa chaîne.

Ce nouveau délai ne devrait, en revanche, rien changer aux règlements de comptes qui se profilent. Seize producteurs et distributeurs de cinéma ont déjà assigné Hachette devant les tribunaux pour récupérer leurs créances. L'Union syndicale des producteurs audiovisuels agit la même menace, mais négocie avec l'ex-opérateur de La Cinq. Suite aux multiples spéculations sur une action en comblement de passif, les avocats de Hachette ont précisé que les engagements pris par le groupe auprès des créanciers (le Monde daté 5-6 avril) sont ceux que la société a « librement énoncés et consentis et n'impliquent aucune reconnaissance de responsabilité ».

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

EXCEPTIONNEL !
Macintosh Powerbook 100 2/20

OPEN
Computer

• 2 Mo de RAM
• Disque dur 20 Mo
• Lecteur externe



PARIS 6 - 23, bd du Montparnasse - Tél: 45 48 97 09 - fax: 42 84 07 84
Neuilly - 148, av. Achille Peretti - Tél: 47 47 22 22 - fax: 46 37 20 96
PARIS 17 - 88, bd des Batignolles - Tél: 43 87 88 15 / 88 17 - fax: 43 87 62 06
de 9h30 à 18h30 du Lundi au Samedi

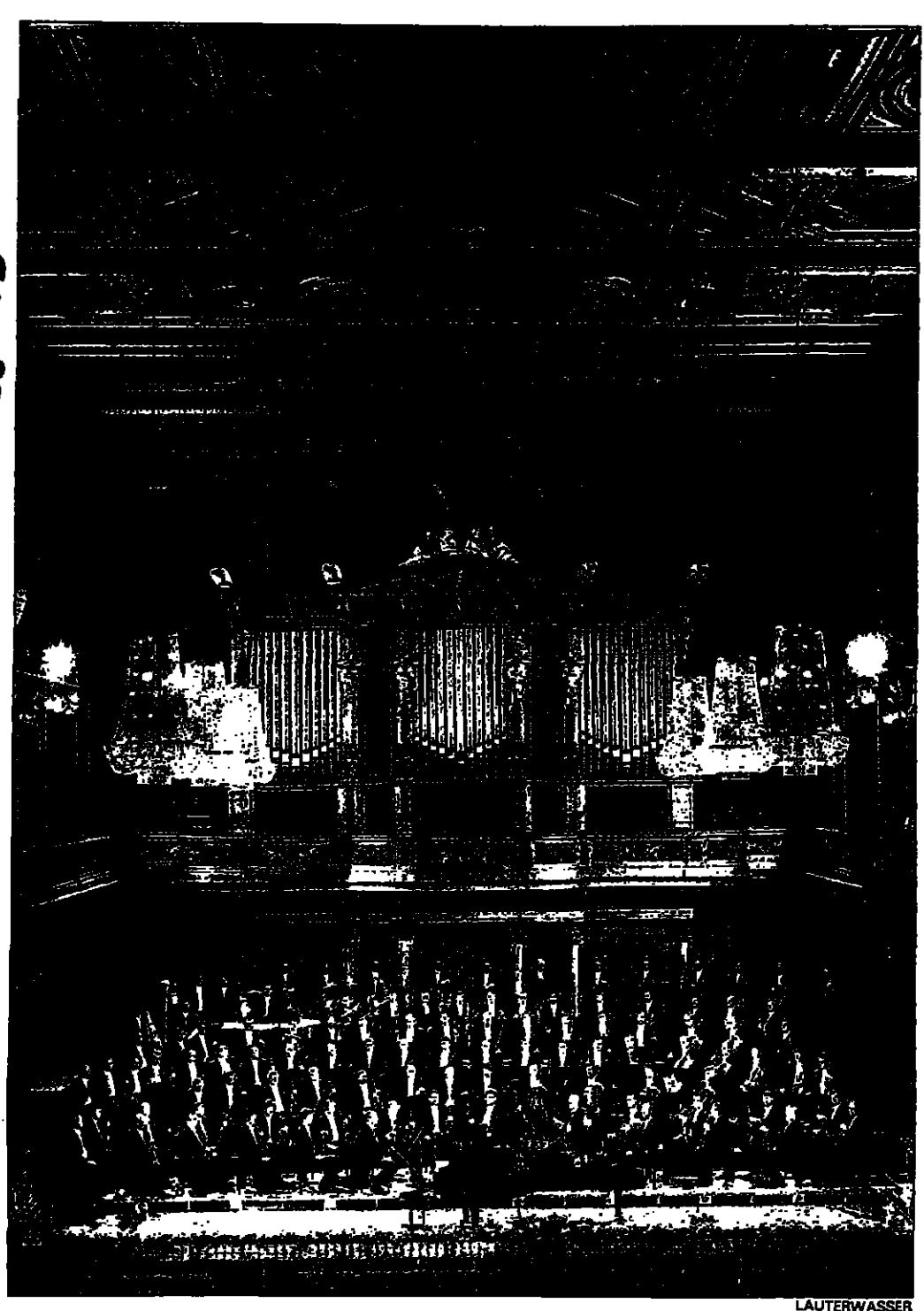
شخصيات الأهم

Le Monde

ARTS • SPECTACLES

La République des rois

Une ville au cœur de l'Europe bat au rythme de la musique. Dans cette ville, deux opéras, deux salles de concerts, la maison de Schubert, l'appartement où vécut Mozart, le palais où fut créée l'Héroïque de Beethoven, sont à un jet de pierre les uns des autres. Les chauffeurs de taxi, les marchandes des quatre-saisons, y dissertent sur les représentations lyriques données la veille à l'Opéra d'Etats ou à l'Opéra populaire. Cette ville, c'est Vienne. Alors, quand « son » orchestre fête ses cent cinquante ans d'existence, l'Autriche laisse le grand pavois. Le Wiener Philharmoniker n'est pas le plus ancien orchestre en activité, mais ses musiciens sont les gardiens farouches de la tradition musicale d'Europe centrale.



LAUTERWASSER

VIENNE
de notre envoyé spécial

VIENNE est pavée des couleurs de ceux que l'on appelle ici les Wiener Philharmoniker (1). De grandes photographies de l'orchestre posant, sans chef au pupitre, dans sa salle de concert, attirée - le Musikverein - occupent le fond des vitrines des magasins. Épinglés, tout autour, des programmes de concert anciens, des photographies de chefs d'orchestre, de chanteurs et de chanteuses d'opéra, des lithographies de Mozart, Beethoven, Schubert, Brahms, Bruckner et Mahler. Éparpillés ici et là, quelques-uns des disques des chefs d'orchestre qui ont travaillé avec la formation. Et, bien sûr, à la devanture des innombrables boutiques de bonbons et de chocolats, les inévitables et écumantes *Mozartkugeln* (les « boules Mozart »), dans leur emballage rouge et or, plus kitsch qu'il n'est permis. Le tourisme autrichien vit, en grande partie, de la musique.

Devant le Musikverein, de rares badauds arpentent le trottoir à la recherche d'un billet. Sans espoir ! Avant d'entrer dans le saint des saints de la musique symphonique européenne, il faut passer par le vestiaire : à Vienne, il ne saurait être question de tenir le bel ordonnancement d'un parterre aussi net qu'une broderie de buis à la française en gardant son manteau ou son imperméable. Le public viennois va au concert comme il va à la messe. En habits du dimanche. Et justement, ce dimanche, une messe en musique (et payante !) sera donnée en l'honneur de l'orchestre à la chapelle de la

Hofburg. A Vienne, la musique est aussi un fonds de commerce. Les musiciens s'installent. Le public se lève comme un seul homme et l'ovationne sans fin. Claudio Abbado entre à son tour, il a l'air d'un petit garçon écrasé par la masse compacte des musiciens installés en pente raide sur leur podium. Ils le dominent, c'est certain. Sourires émus des musiciens. Plus une place n'est libre : séparés du parterre par une grille de fonte ouvragée, deux cents auditeurs debout occupent le fond de la salle, jennes étrangères, pour la plupart élèves de l'académie de musique.

C'est ainsi chaque fois que cet orchestre joue chez lui. Mais ces 28 et 29 mars revêtent un caractère exceptionnel : la plus célèbre institution musicale autrichienne, et peut-être du monde, fête le cent cinquantième anniversaire de son premier concert, donné sous la direction du compositeur Otto Nicolai. Un siècle et demi d'une histoire qui se confond avec celle de la musique et de son interprétation et, bien au-delà, avec celle d'un pays dont cet orchestre est l'ambassadeur le plus écouté. Phénomène à peu près unique au monde, si ce n'est en Italie où les cœurs milanais battent au rythme de la Scala.

Beethoven et Mozart sont au programme du 29. Chéril Studer est là, plantée face aux micros pour lesquels la soprano va chanter *Ah! Perfido* de Beethoven et un air de concert de Mozart avec violon obligé, qui seront suivis après l'entracte par la *Septième Symphonie* de Beethoven. Il serait étonnant qu'un disque ne propage pas cette commémoration jusque dans les foyers du monde entier. Mais au fait, est-ce un événement musical ? Il est difficile pour un Français d'émettre des critiques sur l'un des plus beaux orchestres du monde, quand nous ne pouvons lui opposer, même dans Debussy ou Berlioz, une seule formation de qualité comparable. Mais en écoutant cette symphonie jouée par des cordes caressantes, des vents aussi lumineux, sans tension rythmique ni force dramatique, sans poids, on se demande vraiment si Beethoven composait des ouvrages de dame. Est-il possible qu'Abbado soit responsable de cette lecture si exquise, poêle - viennoise ? - lui qui vient d'enregistrer avec les mêmes musiciens un *Fellâs et Mélisande chauffé à blanc* ? Dans Debussy, le chef italien avait peut-être à apprendre aux Viennois ! La salle applaudit à tout rompre. Nous, nous sommes aussi déçus que lors d'un récent concert parisien de l'orchestre dirigé par Riccardo Muti (*le Monde* du 2 novembre 1990). Déception dont la presse britannique s'était fait l'écho quelques jours plus tard, et dans les mêmes termes, lorsque les Viennois jouèrent à Lon-

dres. Nous ne sommes donc pas seuls. Le concert de la veille n'en était pas un à proprement parler : les discours prenaient le pas sur la musique. Il y avait là Kurt Waldheim, le président de la République, retour de son voyage officiel en Allemagne fédérale, Rudolph Kirchschlager, son prédécesseur, le chancelier Fred Sinowatz, les ministres, les cardinaux et le nonce apostolique en grande tenue, les ambassadeurs, des artistes, Gérard Mortier, le nouveau directeur artistique du Festival de Salzbourg, et Eberhard Wachter, le directeur de l'Opéra de Vienne, dont le sourire rayonnant ne peut laisser soupçonner qu'il succombera d'un arrêt cardiaque dans l'après-midi du lendemain (*le Monde* du 1^{er} avril 1992). La télévision filme l'événement.

Debout, séparé du public par une rangée d'hortensias blancs, l'orchestre avait entonné l'hymne national. Il fut suivi par la *Fanfare* composée spécialement par Richard Strauss pour mettre en valeur la sonorité si spécifique de l'école viennoise de vents et par les discours ponctués par les applaudissements savamment dosés de l'assistance : quelques secondes polies pour Kurt Waldheim ; une formidable clameur pour le cardinal Franz König (l'ex-chef de l'église autrichienne sut se rendre populaire auprès des Autrichiens grâce à sa tolérance et à des prises de position progressistes qui ont redonné le blason du catholicisme dans ce pays). Sourire crispé, Kurt Waldheim dut subir cette sentence (applaudie à tout rompre) de l'un des orateurs : « Pour un Autrichien, l'avenir de l'un des membres de la Philharmonie de Vienne est plus important que celui d'un homme politique. » Le tout entrecoupé par l'ouverture des *Maîtres chanteurs* de Wagner et par l'ouverture *Leonore III* de Beethoven.

Curieuse assemblée, chic et provinciale, attentive, silencieuse. En quelle année sommes-nous ? Il semble qu'à Vienne le temps s'est arrêté. Il est vrai qu'en sortant du concert l'auditeur peut aller visiter la maison de Schubert, contempler l'école où il a été instruit, visiter l'appartement de Mozart, mettre ses pas dans ceux des musiciens qui ont vécu dans la ville. S'étonner de l'exiguïté de la salle dans laquelle fut créée l'Héroïque de Beethoven. Au fait, que sont devenus les lieux où Chopin, Liszt, Berlioz ou Debussy vécurent à Paris ?

Les Wiener Philharmoniker ont donc invité Claudio Abbado, le patron des Berliner Philharmoniker, à les diriger pour cette commémoration. Étonnant ? A vrai dire non, car, si Abbado n'est plus le directeur musical de l'Opéra de Vienne (comme nombre de ses prédécesseurs à la volonté réformatrice trop affichée, il a été

Les cent cinquante ans de l'Orchestre philharmonique de Vienne

contraint de démissionner), il est resté directeur de la musique de la ville. Et puis Wilhelm Furtwängler et Herbert von Karajan, deux des prédécesseurs de l'Italien dans la capitale allemande, entretenaient des relations étroites avec la formation autrichienne. Et aussi, depuis 1933, les musiciens ont décidé de se passer de patron. Ils préfèrent adouber de rares élus soigneusement sélectionnés. Mais voilà qu'ils viennent de tomber sur un Britannique plus fort qu'eux. Simon Rattle se fait tirer l'oreille. Il accepte leur invitation, mais voudrait travailler sur une période plus longue que celle que l'orchestre lui propose.

La Philharmonie ne donne, en effet, que dix programmes différents par an à Vienne - soixante concerts en tout si on leur ajoute les tournées et ceux qu'elle donne à Salzbourg. Le reste du temps, elle joue trois cents soirs dans la fosse de l'Opéra de Vienne, dont elle est une émanation. Un Opéra en crise. Faut-il ou non abandonner la politique d'alternance au profit de quelques productions soigneusement préparées ? La vieille production de *Salomé* qui se donne, le soir même, au Staatsoper donne raison aux réformistes minoritaires. Vienne a horreur du changement.

Quasi unique, cette démocratie de musiciens a permis à l'orchestre viennois de développer un sens de la responsabilité collective fondée sur une communauté d'idées, un style qui, lui, est unique au monde.

ALAIN LOMPECH
Lire la suite page 28

(1) L'appellation de Wiener Philharmoniker est utilisée à Vienne, comme à Berlin, pour nommer chaque musicien de l'orchestre (M. X... est un Wiener Philharmoniker), ou les musiciens pris dans leur ensemble au singulier comme au pluriel. Les ou le Wiener Philharmoniker peut s'employer indifféremment. L'équivalent français n'existant pas, on a pris l'habitude de traduire cette expression par Orchestre philharmonique de Vienne ou par Philharmonie de Vienne. En version abrégée, cela donne le Philharmonique de Vienne ou la Philharmonie de Vienne, mais jamais la Philharmonique de Vienne.

THEATRE

NANTERRE
AMANDIERS

RUMEUR A
WALL STREET

de Bernard Chatellier
d'après Herman Melville

Mise en scène
Berangere Bonvoisin

du 24 mars
au 24 avril

46 14 70 00

ROCK 29

Rencontre avec Cure

DANSE 30

Bill T. Jones
et Ralph Lemon invités
par le Lyon Opera Ballet

THÉÂTRE 36

Jérôme Deschamps
à la Grande Halle de La Villette

Lire pages 31 à 34
la sélection des rendez-vous de la semaine.

MUSIQUE



Claudio Abbado, Carlos Kleiber, Herbert von Karajan et Leonard Bernstein sont des chefs qui ont marqué l'histoire récente de l'Orchestre philharmonique de Vienne.

Vienne, la République des rois

Suite de la page 27

Quelle que soit la musique qu'elle interprète, quel que soit le chef qui la dirige, la Philharmonie de Vienne sonne, en effet, de la même façon, reconnaissable en quelques secondes. Affaire de style et d'outils. Les instruments à vent utilisés par les musiciens viennois sont en effet différents de ceux joués par les autres formations. En juin 1990, un colloque s'est tenu à Vienne sur le thème « Son et compositeur ». L'un des actes détaillait par le menu les caractéristiques de la facture des bois et des cuivres et insiste sur la technique de jeu spécifique de l'école viennoise lorsque les différences sont minimales. Clarinettes, trompette, basson, trombone, tuba, hautbois, cors, sont si spécifiques qu'ils exigent une formation technique particulière. La timbale elle-même est différente : recouverte de peau de chèvre et non de plastique, comme dans la plupart des orchestres aujourd'hui, elle produit un son plus riche en harmoniques. Les tambours sont de construction plus légère. Ils résonnent donc plus librement. Les cymbales ne sont pas, comme ailleurs, en tôle de bronze estampée, mais elles ont été coulées à Constantinople à la fin du siècle dernier.

Contrairement à ce qui s'est passé en France ces dernières années (le basson français a été peu ou prou abandonné sous la pression de chefs d'orchestre soucieux de standardisation internationale), les Viennois sont restés fidèles à des instruments certes moins faciles à jouer (encore que cela reste à prouver), mais dont la sonorité est indissolublement liée à un répertoire. Veillant jalousement sur les Tables de la tradition, les Viennois n'ont pas voulu suivre les progrès de la facture instrumentale. Ont-ils raison, ont-ils tort ? Invoquons la Normandie pour remarquer qu'en dehors du répertoire germanique les Wiener Philharmoniker paraissent délicieusement exotiques et que leur virtuosité peut être parfois prise en défaut (ainsi qu'en témoigne le vent de panique qui souffle dans leur enregistrement public du *Concerto en sol* de Mau-

rice Ravel dirigé du clavier par Leonard Bernstein (Deutsche Grammophon).

Mais si les vents de la Philharmonie de Vienne sont différents de ceux qui sont joués ailleurs, comment expliquer que le quatuor à cordes sonne autrement que celui des autres orchestres ? Plus soyeux, plus clair, avec une dynamique plus étendue que ceux de Berlin ou de Dresde, autres références en la matière. Impossible dans ce cas précis d'invoquer la facture instrumentale : à part les violons, altos ou violoncelles à trois sous fabriqués à la chaîne pour les débutants, les cordes ne sont pas normalisées. Est-ce la disposition particulière des musiciens sur le plateau ? A Vienne, les contrebasses occupent le dernier rang face au chef, les altos sont à sa droite. Est-ce la résultante d'un enseignement spécifique, du recrutement exclusivement autrichien des musiciens, qui n'admettent pas de femmes dans leur équipe (en dehors d'une harpiste) ? L'école viennoise de cordes est au carrefour de plusieurs types de jeu développés en Italie et en France au dix-huitième siècle... comme toutes les écoles actuelles. Alors ? Alors on se perd en conjectures. Il semble qu'à Vienne la collectivité prime sur l'individu davantage qu'ailleurs. Les Wiener Philharmoniker réagissent à la manière de ces poissons qui vivent en banc et qu'un phénomène inexpliqué fait se déplacer tous en même temps dans la même direction. Ils n'ont cependant rien des montons de Panurge : le premier violon est là, prêt à sauver la situation. Ils ne suivraient jamais un chef qui les conduirait à leur perte.

Nous voilà revenus au cœur du problème viennois : l'évocation d'une formation sans « patron ». A la différence de l'Orchestre Persimfins, fondé en Union soviétique aux lendemains de la Révolution, la Philharmonie de Vienne ne donne pas de concerts sans directeur à son pupitre. Mais le pouvoir qu'il s'est accordé, son fonctionnement démocratique, son indépendance financière (l'Etat lui verse une subvention égale au coût d'un concert donné en dehors de

Vienne, le reste de son budget provient de la vente des places de concert et de ses contrats discographiques) lui ont fait développer un sentiment farouchement républicain. Mais cette république est de droit divin. Ses élus ne souffrent aucune contestation de la part de leur employé du moment. Pauvre chef soumis à leur diktat.

Interrogé par un journaliste néerlandais peu après une représentation de *Don Giovanni* de Mozart, dirigée par Bernard Haitink au Festival de Salzbourg, un groupe de musiciens lui a répondu : « Il est bien, Haitink, il commence à nous suivre... »

Cette attitude a été plusieurs fois critiquée. Il serait facile de se méfier de Sergiu Celibidache qui traîne la Philharmonie de Vienne d'« Orphée de village ». Il n'a jamais été invité. Mais Otto Klemperer peut-il être suspecté d'animosité personnelle ? Tout en les estimant supérieurs à tous les autres, ce chef a pu critiquer la suffisance et la mesquinerie de ces musiciens. Pis : leur reprocher d'être réfractaires à la musique de Mahler, qui fut pourtant leur chef titulaire... avant qu'ils ne décident de s'en passer. Mais Pierre Monteux, ce musicien si respectueux, ne détestait-il pas l'interprétation de la *Symphonie fantastique* de Berlioz qu'il avait gravée avec eux pour Decca ? Il affirmait que les Viennois étaient, musicalement, bêtes en dehors de leur répertoire d'élection. Mais ce Beethoven donné samedi matin nous a, lui-même, paru tellement tourner à vide...

Chaque médaille ayant son revers, il faut reconnaître que, si l'Orchestre philharmonique de Vienne témoigne de qualités instrumentales insurpassables dans certaines œuvres, l'immuabilité de son style prend parfois les allures d'un académisme de bon ton... Surtout à une époque où l'on cherche de grandes personnalités de la direction d'orchestre pour interpréter Schubert, Mozart, Beethoven et Brahms, quand Berg, Schoenberg, Debussy, Ravel, Bartok, Webern ou Boulez n'ont jamais été aussi bien servis-compositeurs qui ne sont pas spécialement fittés ici.

Car si l'orchestre sonne toujours de la même façon, ses interprétations peuvent changer sous l'impulsion d'une forte personnalité. Le Beethoven, le Schubert de Furtwängler ne sont pas ceux de Schuricht ; ceux de Kleiber fils ne ressemblent guère à ceux de son père, moins encore à ceux de Claudio Abbado, qui entretient des relations distantes avec une musique qu'il sert moins bien que celles de Brahms, Verdi, Bartok, Stravinsky ou Debussy. Le style de jeu admirable (quand même !) dont sont capables les Viennois est en quelque sorte figé, étranger, et cela est un paradoxe si l'on considère leur attachement à une facture instrumentale ancienne, à l'apport des techniques de jeu baroques. Comme si le poids de leur histoire, de l'histoire musicale de Vienne, commençait à leur peser, à les conduire aux mêmes compromis que ceux qui sont pratiqués dans tous les orchestres du monde. Avoir programmé une intégrale des symphonies de Mozart avec James Levine (Deutsche Grammophon) ne restera pas comme une des grandes dates de leur histoire... Mais ils ont choisi l'Américain en dehors de toute contrainte. L'un de leurs trois délégués nous l'a affirmé : « Nous choisissons un chef, et ensuite nous cherchons la maison de disques qui acceptera de nous enregistrer sous sa direction. »

Dans l'exposition qui est consacrée à l'orchestre dans le foyer de l'Opéra, on découvre les lunettes de Brahms, une lame de parquet frottée par Beethoven et les baguettes des grands chefs qui ont fait de la musique avec lui. Des objets sans signification. Il est vrai que Vienne n'aime les musiciens que lorsqu'ils sont morts. C'est ce que nous a affirmé le docteur Georg Springer, secrétaire général des théâtres gérés par l'Etat fédéral. L'histoire ne le contredit pas, mais les musiciens de la Philharmonie de Vienne entretiennent leur souvenir avec une piété filiale inconnue ailleurs.

ALAIN LOMPECH

L'Orchestre philharmonique de Vienne a beaucoup enregistré presque exclusivement pour EMI, Decca et Deutsche Grammophon. Philips, Sony et, tout récemment, Telarc ont rejoint le cercle des éditeurs des musiciens viennois.

Pour fêter ce cent cinquantième anniversaire, Decca a publié un coffret de douze disques compacts reprenant des interprétations captées en studio dans des conditions techniques exceptionnelles. Prises isolément, ces exécutions sont remarquables et brossent un tableau de l'activité de l'orchestre au cours d'une période qui s'étend de 1950 à 1982. De Mozart à Richard Strauss, en passant par Beethoven, Schubert, Brahms, la famille Strauss, Bruckner, Wagner et Mahler dirigées par Clemens Krauss, Erich Kleiber, Bruno Walter, George Szell, Fritz Reiner, Hans Knappertsbusch, Pierre Monteux, Joseph Krips, Zubin Mehta, Lorin Maazel, Leonard Bernstein, Claudio Abbado, Willi Boskovsky, Herbert von Karajan, Karl Böhm, Christoph von Dohnányi et Georg Solti, rien que de belles interprétations.

Regrettons toutefois que l'éditeur britannique, qui peut s'enorgueillir de plus de quarante années de collaboration étroite avec la phalange autrichienne, se soit contenté de mettre en boîte des disques compacts disponibles par ailleurs. N'aurait-il pas mieux valu rééditer des interprétations inaccessibles depuis longtemps ? Par exemple la *Symphonie pastorale* de Beethoven par Pierre Monteux, l'une des plus belles de la discographie (et assurément la mieux enregistrée), ou la légendaire *Première de Mahler* par Rafael Kubelík, voire la

Concerto de Brahms par Christian Ferras et Schuricht (réédité en microillon juste avant qu'il ne cède la place au CD) ? Mais le mélomane ne vit-il pas de regrets ! Decca 433 330-2 (disponibles séparément).

Plus intéressante nous paraît être la démarche de Deutsche Grammophon. L'éditeur allemand a choisi, avec l'aide du comité de l'orchestre, de puiser dans les archives de la radio autrichienne pour concocter un ensemble de douze disques compacts proposant des enregistrements inédits, tous captés en concert entre les années de guerre et les années 70.

On y trouve les mêmes compositeurs (plus quelques modernes ! Ravel et Schoenberg, par exemple) dirigés par les mêmes chefs, auxquels il faut ajouter Richard Strauss et Otto Klemperer. La technique d'enregistrement est moins perfectionnée, plus variable, toujours convenable. Là encore, il faudra

exprimer un regret : la musique concertante est trop laissée de côté. Deutsche Grammophon 435 321-2 (disponibles séparément).

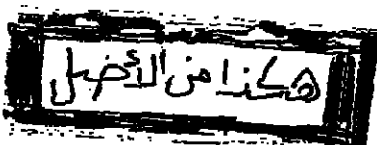
Mais, c'est peut-être EMI qui nous propose l'hommage le plus captivant. Puisant dans les fonds d'archives historiques le plus riche qu'aucun éditeur ait à sa disposition, la marque au petit chien remonte jusqu'en 1928 en proposant, pour la première fois rééditée en longue durée, la *Symphonie pastorale* enregistrée, cette année-là, par Franz Schalk (l'interprétation la plus récente étant un *Don Juan* de Strauss, enregistré en 1954, six mois avant la mort de Wilhelm Furtwängler). Cinq disques compacts : cinq heures et demi d'histoire, de l'interprétation qui se confond parfois avec l'histoire (premier enregistrement mondial, du *Chant de la terre* de Mahler, capté en 1936, au Musikverein lors d'un concert public célébrant le vingt-cinquième anniversaire de la mort du compositeur,

sous la direction de Bruno Walter). Les œuvres réunies sont de Mozart, Beethoven, Schubert, Mahler, Nicolai, Smetana, Wagner, Schumann, Strauss (Richard, Johann et Josef), Lehar et Ziehrer. Elles sont dirigées par Karajan, Walter, Schalk, Furtwängler, Szell, Krauss, Lehar, Böhm, Kleiber et Knappertsbusch. EMI CHS 784294-2.

Aucun opéra n'est repris dans ces coffrets. Ignorer cet aspect de la production viennoise serait oublier une moitié du monde. Decca a publié un enregistrement irrésistible de la *Chauve-souris* de Johann Strauss (fils). Version de gala au cours de laquelle défilent quelques-unes des plus grandes gloires du chant des années 50 et 60 (Gueden, Knerdt, Berry, Waechter, Resnik, Bastianini, Berganza, Bjorling, Launtyne Price, Nilsson, del Monaco, etc.) placées sous la direction de Karajan. Luxueux plateau, luxueusement enregistré : 2 CD Decca 421 048-2.

Le même éditeur a publié le plus parfait enregistrement de *Wozzeck* de Berg (direction Dohnányi) : 2 CD Decca. CBS-Sony a publié de son côté une version de *Turandot* de Puccini captée en public à l'Opéra de Vienne. Plus encore que l'écrasant rôle-titre, dominé dans ses implications vocales et dramatiques avec une superbe stupeur par Eva Marton, l'intérêt de cet enregistrement vient de la direction de Lorin Maazel et de la performance instrumentale de l'orchestre. Une telle élégance dans la barbarie relève du miracle : 2 CD CBS-Sony MK42 168.

A. L.



شخص الأجل

MUSIQUE

NOUVEL ALBUM, TOURNÉE PROCHAINE : RENCONTRE AVEC CURE

Portrait d'une adolescence éternelle



Robert Smith, un masque de théâtre qui met un peu de distance entre sa musique et sa vie.

Cure, groupe de rock établi en 1978, emmené par un adolescent blafard du nom de Robert Smith, s'apprête à publier son dixième album. *Wish* (en magasin le 21 avril prochain) est - pour un album de Cure - presque gai, à contre-pied de son prédécesseur, l'apocalyptique *Disintegration*, dans lequel beaucoup avaient vu l'augure de la fin du groupe. Sur la survie de Cure, sur ses rituels et ses aspirations, Robert Smith et ses comparses s'expliquent.

OXFORD
de notre envoyé spécial

DANS la campagne qui entoure Oxford, une demeure anglaise classique : la pelouse descend doucement jusqu'à la pièce d'eau, les fenêtres du salon semblent avoir été faites pour regarder la bruine tomber. Quelques détails empêchent The Manor de figurer dans les magazines de décoration intérieure. L'ignoble toile acrylique qui tient lieu de galerie des ancêtres, par exemple. On y reconnaît plus ou moins Boy George, Mike Oldfield, Phil Collins. Et aussi le studio d'enregistrement où les modèles du tableau ont travaillé, installé dans les communs. The Manor appartient au groupe Virgin, Cure (Robert Smith, guitare, chant ; Boris Williams, batterie ; Porl Thompson, guitare ; Simon Gallup, basse ; Perry Bamonte, guitare, claviers) vient d'y passer six mois d'une existence presque transylvanienne, dormant la journée, enregistrant la nuit.

En mars, l'album est presque terminé, le groupe apporte les dernières retouches au mixage et consacre quelques heures à la promotion du disque. A trois heures de l'après-midi, le quintet au complet, plus ou moins réveillé, répond aux questions. C'est-à-dire que Robert Smith assure l'essentiel de la conversation, tout en laissant très démocratiquement ses camarades s'exprimer - quand ils ne dorment pas ou ne chuchotent pas entre eux, comme des cancre en fin de trimestre. Cure est un groupe, et si les quatre autres n'y mettent pas assez du leur, Robert Smith en convaincra l'interlocuteur.

Pour comprendre cette petite métamorphose, il faut revenir trois ans en arrière, au moment de la sortie de *Disintegration*. A ce moment, Lol Tolhurst, dernier membre fondateur encore présent au sein du groupe, est expulsé par Robert Smith pour cause d'alcoolisme et de toxicomanie incapacitantes. Plus que jamais, Cure apparaît comme la créature de Robert Smith, et sa musique comme le reflet fidèle des angoisses et des doutes du timonier.

De là à croire que la *disintegration* du titre de l'album se communiquera au groupe, il n'y a qu'un pas que beaucoup franchissent. « Mais la tournée qui a suivi a été l'une des meilleures de l'histoire du groupe, explique Smith. Et quand nous nous sommes retrouvés pour écouter les maquettes de morceaux que nous avions réalisés chacun de notre côté, ça s'est fait naturellement. » Commence alors le processus de création de *Wish*. Il s'agit, au début, de réaliser deux albums, l'un instrumental « qui servirait notre côté atmosphérique », l'autre de chansons classiques (si les tâches de composition sont réparties, l'écriture des textes

incombe au seul Smith) allant dans le sens « d'une musique plus rapide, avec plus de guitares, moins de claviers. Dans le studio où nous avons enregistré *Disintegration*, la salle de contrôle où l'on installe les claviers était plus grande que le studio lui-même. Ici, au Manor, la salle de contrôle est minuscule, il faut tout mettre dans le studio et il n'y a pas de place pour autre chose que les guitares, les amplis et deux ou trois claviers. C'est un choix que nous avons fait délibérément. »

En cours de route, l'idée des deux albums est abandonnée, au moins pour le moment, parce que « trop manière ». Du coup, *Wish* prend une nature duelle, trouve une diversité plutôt rare dans la musique de Cure. Quoique Robert Smith ne soit pas tout à fait d'accord : « La diversité est plus évidente sur *Wish* mais, avec le temps, les gens se sont aperçus que Lullaby, Pictures of You ou Love Song (trois titres de *Disintegration*) étaient des chansons très différentes. » Ceci venant d'un homme qui avouait, il y a quelques années, n'avoir « jamais écrit que deux chansons, ce qui est quand même plus que la plupart des rockers », peut être pris avec des pincettes. Il faut quand même reconnaître à *Wish* une palette d'émotions plus étendue, qui échappe par instant au camaïeu de noirs et gris dans lequel Smith s'est presque toujours complu.

Jusqu'à ce jour, Cure a fait de la révolte adolescente son principal carburant. Rien à voir avec les hurlements de colère des Who où le nihilisme destructeur des Sex Pistols. La révolte selon Cure est celle de la crise, celle de la rupture avec le monde extérieur, du repli sur une tribu d'autistes qui ne partagent que leurs manques. Robert Smith est sans doute la dernière rock star en date à avoir inspiré un look. Pour le chanteur, il s'agit avant tout d'un camouflage, d'un masque de théâtre qui met un peu de distance entre sa musique et sa vie. Les dévots blafards aux lèvres barbouillées de rouge foncé manifestent, eux, leur refus de la conformité tout en signifiant que personne ne leur arrachera de propositions alternatives.

Mais si le cynisme sentimental et désespéré de *disintegration* seyait à merveille à cette attitude, qu'en sera-t-il des émotions contradictoires de *Wish* ? Par exemple, *Friday I'm in Love*, une chanson pop à la manière des années 60, irrésistible et aguichante, écrite pendant l'enregistrement de l'album. « C'était un vendredi soir, et j'étais d'excellente humeur, s'exclame Robert Smith en souriant, avant de développer plus sérieusement ses propos. C'est un exemple de la façon dont nous avons mis en valeur la diversité des titres. Si nous l'avions enregistré pour *Disintegration*, nous l'aurions probablement ralentie, alors que cette fois, nous l'avons accélérée. » *Wish*, c'est aussi la nostalgie qui baigne des chansons comme *To Wish for Impossible Things* ou *Trust*. La nostalgie est généralement associée à l'âge adulte : « Non, se défend Smith, visiblement irrité par le seul mot, il n'y a pas besoin d'être vieux pour être ému par une vague de nostalgie déclenchée par une sensation. Ce qui est adulte, ennuyeux, c'est de s'y complaire. »

A rapprocher de cette remarque de chef fier de ses troupes : « Si l'on prend un fan de Level 42 (groupe de dance music propre et britannique, à peu près contemporain de Cure) et un fan de Cure, et que l'un des deux est employé de banque, 99 fois sur 100 ce sera le fan de Level 42. Les émotions adolescentes durent toujours, les adultes le sont parce qu'ils ont oublié qu'ils sont là. »

Pour l'instant, la réalité a été tendre avec le groupe. Son succès, sur disque comme sur scène, a suivi une courbe croissante. Depuis ses débuts, Cure enregistre pour Fiction, un label indépendant distribué en

Europe par Polydor, aux Etats-Unis par Elektra, filiale de Warner Music. Dirigé par Chris Parry, qui découvrit le groupe alors qu'il travaillait pour Polydor, Fiction n'existerait pas sans Cure et joue un rôle essentiel dans la vie du groupe. Quand on lui demande comment il a réussi à préserver son indépendance, Robert Smith répond : « Facile, il suffit de s'occuper de tout, nous n'avons pas d'entourage, nous n'employons personne en dehors des tournées. » Une configuration qui serait impossible si Fiction n'existait pas. Smith considère manifestement ceux de ces collègues qui se plaignent des outrages du business comme des imbéciles.

Lorsqu'on lui fait remarquer que *Wish* est un disque ouvert aux influences extérieures, il répond que la réciprocité est vraie : « Des groupes comme Ride ou My Bloody Valentine nous citent souvent en exemple. Exemple d'un groupe qui a atteint ses objectifs sans utiliser de méthodes compromettantes. Même s'ils n'aiment pas notre musique, ils aiment notre manière. » Comme les cadets qu'il vient de citer, Robert Smith s'est toujours tenu à l'écart de l'engagement politique. Dans tous les grands rassemblements du rock humanitaire, de Live Aid au concert pour Mandela, Cure a brillé par son absence. A ce sujet, Robert Smith se lance dans l'une de ces diatribes qui ont fait sa popularité dans la presse spécialisée britannique : « De toute façon, si Billy Bragg (chanteur gauchisant britannique) parlait du désespoir dans ses chansons, je ne l'aimerais toujours pas, parce que je n'aime pas ses chansons, parce que je n'aime pas sa voix. Les deux (la musique et la politique) ne vont pas ensemble parce que le mélange implique un certain sérieux incompatible avec la bonne musique. Je n'ai aucune envie de chanter ce qui relève d'évidences pénibles. Le système éducatif britannique, par exemple. Ça ne servirait à rien. En plus, c'est trop tard pour qu'on nous prenne au sérieux. Au moins les gens prennent Billy Bragg au sérieux parce qu'il a toujours fait ça. »

Cure va bientôt tourner une vidéo (« le pire moment dans la sortie d'un disque », même si le groupe est responsable de quelques clips impressionnants), et prendre quelques semaines de vacances avant de se

lancer sur les routes. *Wish* a été enregistré en pensant à la scène. Perry Bamonte, qui a remplacé Lol Tolhurst aux claviers, est aussi guitariste, et les shows devraient être plus rock. « Ma méfiance à l'égard des clichés du guitar rock s'est beaucoup assouplie », reconnaît Smith.

Mais les concerts dureront toujours aussi longtemps, entre deux heures et demie et trois heures, tout comme les morceaux de *Wish* dépassent tous les cinq minutes. « Il nous faut du temps pour établir une atmosphère », explique Smith. « Il faut croire que nous sommes un groupe au métabolisme très lent. Pendant la première demi-heure d'un concert, je ne suis pas là. Et si nous devons jouer une heure ou une heure et demie, comme ça nous est arrivé dans des festivals, nous sommes frustrés. » Le groupe a répété quarante-cinq titres, afin de pouvoir varier de soir en soir. « Je crois que je les connais tous », affirme fièrement le chanteur. « Sauf les paroles », objecte Simon Gallup. Smith a en effet la réputation d'improviser largement sur scène, surtout dans les pays non anglophones. « Il m'arrive très souvent de me prendre à écouter le groupe, même en studio. Quand il y a un break instrumental dans un morceau, je l'écoute et j'attends que la voix reprenne sans toujours réaliser que c'est moi qui dois chanter. Et quand les paroles se mettent en travers de la musique, j'essaie de les changer. »

Alors que certains de leurs pairs (en termes de succès commerciaux, en tout cas, car le groupe ne se sent guère d'affinités avec ses contemporains) ont rencontré de grosses déceptions lors de récentes tournées, Cure envisage l'avenir avec confiance : « Les promoteurs américains nous ont assurés que nous étions imperméables aux récessions ». En fait, l'imperméabilité est sans doute la qualité première d'un groupe qui change imperceptiblement sans jamais se renier, qui reste l'image stable d'un état par essence fugitif, qui réalise le vieux fantasme d'une adolescence éternelle.

THOMAS SOTINEL

* *Wish*, 1 CD Fiction-Polydor 513 261-Z

gerard drouot productions

AVEC

1^{ère} PARTIE
"The Fat Man Mansions"

PARIS-BERCY, JEUDI 7 MAI 1992
LYON. HALLE TONY GARNIER. LUNDI 11 MAI 1992

A PARTIR DU SAMEDI 11 AVRIL

LCC PARIS : PALAIS OMNISPORTS DE PARIS BERCY,
VIRGIN MEGASTORE, 36 15 CODE NRJ CLUB (NOMBRE DE BILLETS LIMITES SUR MINITELE)
LOC. PROVINCE : INFORMATIONS SUR MINITELE 36 15 CODE NRJ

ISLAND

DANSE

BILL T. JONES ET RALPH LEMON INVITÉS PAR LE LYON OPERA BALLET



Ralph Lemon



Bill T. Jones

Le duo de la vitalité

Bill T. Jones se bagarre pour toutes les causes et contre toutes les injustices. Ralph Lemon préfère prendre de la distance sur les sujets brûlants. Différents dans leur caractère et dans leur œuvre, les deux danseurs et chorégraphes américains – ils ont l'un et l'autre quarante ans – témoignent de la vitalité de la danse noire contemporaine, luttant, chacun à sa manière, comme un Spike Lee imposant son cinéma à Hollywood.

LYON

de notre envoyée spéciale

ENTRE Saône et Rhône, les deux chorégraphes américains ont leurs petites habitudes. Même si la perplexité de Ralph Lemon, végétarien strict, face à la bonne chère de la ville, vaut toujours le coup d'œil. Bill T. Jones est venu danser régulièrement à la Maison de la danse quand il formait un duo avec Arnie Zane – ce dernier est mort du sida en 1988 – puis avec la compagnie qu'ils créèrent en 1982. A la dernière Biennale de Lyon (1990), il avait emmené dans ses bagages un bastingue irrésistible, *Last Supper at Uncle Tom's Cabin*; Ralph Lemon, lui, créait sa première chorégraphie pour le Lyon Opera Ballet : *Bogus Pomp*, dans le cadre d'une soirée consacrée à Frank Zappa, à laquelle participaient également Lucinda Childs et Karole Armitage. Il avait été le seul à s'en tirer avec les honneurs.

Bill T. Jones n'était pas à Lyon, ce jour-là, mais à New-York. Qu'importe, Ralph Lemon, en bon camarade, surveille les répétitions de *Love Defined*, aux côtés de Yorkos Loukos, seul directeur du ballet depuis

le départ de Françoise Adret. Après, seulement, Ralph Lemon s'occupera de son propre travail, *My Tears Have Been my Meat Night and Day*, sur les *Vèpres de la Sainte-Vierge* de Monteverdi, réorchestrées discrètement disco par Rhys Chatham. L'enregistrement a eu lieu à New-York. Les voix sont superbes et la batterie extrêmement troublante...

Restons dans la musique : celle qu'a choisie Bill T. Jones est de Daniel Johnston. Un copain de Tom Waits et de John Lurie. Sa musique colle à la mémoire. Il interprète, avec une voix d'enfant perdu, des chansons qu'il a enregistrées dans le garage de ses parents, à New-Cumberland (Texas), accompagné d'une sorte de guide-chant. Poignante, tant de solitude exprimée par un être si jeune. En 1988, alors que son œuvre étrange trouve son public, il fait tellement peur à une vieille femme que cette dernière préfère se jeter par la fenêtre de son appartement à Austin quand elle le voit arriver. Daniel Johnston dira qu'ayant vu en elle l'incarnation du Mal, il avait voulu la secourir ! La femme a eu les deux jambes cassées : une chance, elle n'était qu'au premier étage... Lui, vient de quitter l'hôpital psychiatrique pour être placé sous la garde de ses parents. On ne sait pas si Johnston continue sa carrière de compositeur... Histoire banale et tragique du sud des Etats-Unis, jamais éloignée de l'ambiance du film de John Huston, *le Malin*, histoire d'un prédicateur plutôt pervers.

La religion, Ralph Lemon en a fait l'expérience : « Plus que d'être noir, plus que du racisme, j'ai souffert de la religion dans laquelle j'ai été élevé. Mes parents étaient témoins de Jéhovah. Mon enfance a été baignée par l'idée paralysante du Bien et du Mal, de Dieu et du démon. Par l'idée aussi que nous étions supérieurs aux autres ! Maintenant encore, je me sens lié à Dieu, au devoir de perfection et de glorification... Bien sûr, je suis confronté au racisme à New-York, à Lyon, à Minneapolis, où je suis né. Mais je tiens ces agressions à distance. Je me définis comme « aveugle à la couleur » (*color blind*). » Ralph Lemon vient d'une famille plutôt aisée. Il est allé à l'université du Minnesota. En revanche, il a acquis lui-même sa culture musicale. Et les *Vèpres* de

la *Sainte-Vierge* le renvoient en direct à son passé religieux.

Le passé de Bill T. Jones ? Il est né fils d'employés agricoles saisonniers. La vraie pauvreté du Sud. Il va au collège où l'on remarque ses qualités d'athlète et d'acteur. Sa première leçon de danse, il la prend à l'université de New-York. Quand il fait la connaissance d'Arnie Zane, italo-jugoslophone de Brooklyn, photographe-plasticien fréquentant la bande d'Andy Warhol, il atterrit sur une autre planète. Il sert de modèle à Keith Haring pour la très célèbre affiche où son corps est recouvert de signes primitifs noirs et rouges. Avec Arnie Zane, ils vont danser et connaître rapidement le succès. Après le décès d'Arnie Zane, qu'on avait cru un peu vite la tête pensante de la compagnie, Bill T. Jones, pour survivre, explore ses racines noires et met tout sur le tapis, c'est-à-dire sur la scène. Il livre combat contre le sida et s'oppose aux opinions papales rétrogrades sur l'homosexualité et les préservatifs. Dans sa danse, il a gardé l'énergie qui a fait son succès, tout en devenant militant, mélangeant le théâtre à la danse, employant les mots quand ils vont plus vite que le langage du corps.

Ralph Lemon est davantage un chorégraphe stricto sensu : « Mon travail parle de l'humanité, qu'elle soit blanche, noire, hispanique, mais c'est un travail formel. La structure de ma création avec le Lyon Opera Ballet naît de mon expérience, mais aussi de ce que je connais maintenant du langage du ballet français », Wally Cardona, un de ses danseurs, qui restera quelques semaines au Lyon Opera Ballet pour enseigner, nous dit avec un demi-sourire : « *Jamais Ralph ne nous ferait danser habituellement comme il le fait aujourd'hui pour le Lyon Opera Ballet. Il s'adapte aux compagnies pour lesquelles il travaille. Il utilise leur vocabulaire à son profit.* » Le titre de sa pièce, *My Tears Have Been my Meat Night and Day*, vient du Livre de Job. Une chorégraphie qui parle de l'entraide : on voit des danseurs, à tour de rôle, prendre en main leurs partenaires et les aider à s'améliorer.

« On me reproche de n'avoir que des danseurs blancs. Il y a plusieurs raisons à cette situation, explique Ralph Lemon. La danse downtown, à New-York, est très élitiste. Quand un Noir devient danseur, c'est pour réussir, triompher sur Broadway, pas pour crever de faim dans la danse contemporaine ; il se fait engager chez Alvin Ailey ou au Dance Theater of Harlem d'Arthur Mitchell, les compagnies de la communauté noire qui tournent dans le monde entier. Bill et moi, nous sommes encore isolés. Cela dit, je vais chercher des danseurs noirs, car le problème des « quotas » obligatoires dans l'emploi me concerne. »

Le monde de Lemon est celui du raffinement. Sa dernière création, *Persephone*, sur la musique d'Anthony Davis, en témoigne. On lui a souvent reproché de ne pas se soucier de l'histoire de son peuple : il vient de créer, pour la compagnie d'Alvin Ailey, une pièce intitulée *Folkdances*, consacrée au folklore afro-américain, un folklore de fantaisie né de son imagination, plus vrai que le vrai. Des pas très compliqués sur une sonate de Beethoven ! Il envisage qu'il pourrait bientôt, lui aussi, être touché par la politique. Tout arrive en son temps avec Ralph Lemon.

L'honnêteté est son trait dominant. On s'en rend compte quand il parle du film que Spike Lee tourne sur la vie de Malcolm X et de la thèse selon laquelle il aurait fréquenté maquereaux et prostituées : « C'est dif-

ficile d'être parfait. Le problème de la fausse est celui de l'être humain. Je suis sûr qu'il a dû vivre cette promiscuité sexuelle avec souffrance. Cela ne retire rien à son influence sur la vie politique et culturelle aux Etats-Unis. »

Il est ému d'apprendre que Katherine Dunham, soixante-dix-neuf ans, la « reine de la danse noire », selon lui, a été hospitalisée à Saint-Louis à cause d'une grève de la faim : elle proteste contre le sort réservé à ses compatriotes, les Haïtiens, à la base de Guantanamo, à Cuba (le Monde du 1^{er} février 1992). Comme tous les artistes américains, il s'inquiète du limogeage de John Frohnmayer du National Endowment for the Arts, à partir du 1^{er} mai 1992 (le Monde du 24 mars 1992). On craint que son successeur, choisi pour son allégeance aux conservateurs, ne soit moins souple dans l'attribution des subventions aux artistes ayant refusé de signer l'engagement de ne pas utiliser l'obscénité dans leurs œuvres. On sait que les chorégraphes Lucinda Childs et Bella Levisky n'ont pas signé. L'épreuve de force ne fait que commencer.

La France leur paraît un paradis. Depuis que Trisha Brown est venue à Montpellier, pour six mois, faire travailler la compagnie de Dominique Bagouet, tous les espoirs leur semblent permis. Pourquoi même ne pas s'établir en France, et même à Lyon ? On n'a jamais vu autant de danseurs défilés ou téléphoner au Lyon Opera Ballet : Béjart débauche, le Ballet royal de Wallonie passe de quarante-cinq à quinze membres, le Ballet de Nancy change sous l'influence de Pierre Lacotte. Autant dire que la compagnie de Yorkos Loukos a la cote. Il est clair que l'homme est sympathique, bien décidé à imposer les chorégraphes qu'il aime. Il a bourlingué dans le monde de la danse internationale. Difficile de le bluffer. Il n'aime pas le consensus. Il trouve la danse française surfaite. A bon entendre... En attendant, Louis Erlo, directeur de l'Opéra de Lyon, dont dépend le ballet, a choisi Maguy Marin pour être chorégraphe-résidente. Elle prépare une *Coppélia* pour 1993.

Dans le studio de l'Auditorium Maurice-Ravel, les danseurs sont à nouveau au travail. On entend la chanson *King Kong*, de Daniel Johnston : « *They shot him down. They thought he was a monster, but he was the king. But he was the king. But he was the king (1).* » Deux danseuses sont sur pointes. La chorégraphie devait initialement s'appeler *Our Respected Dead* : un hymne à l'amour triomphant de la mort. Yorkos Loukos réclame des répétitions supplémentaires. En l'absence de Bill T. Jones, la chorégraphie se dilue. Pour en avoir vu la première ébauche, cet hiver, à New-York, on ne peut que lui donner raison.

De son côté, Ralph cherche ses deux dernières minutes. Conclure, voilà la difficulté !

DOMINIQUE FRÉTARD

(1) Cassette *Yip/Jump* Music reporté sur CD, Homestead Records.

* Lyon Opera Ballet, du 9 au 11, à 21 heures. Le 12, à 18 heures. Transbordeur, 1, boulevard Stalingrad, 69100, Villeurbanne. Le Lyon Opera Ballet jouera ces deux créations lors de sa tournée américaine en septembre 1992.

D
lecteur
kreut
Debo
Romil
à dir
l'éco
ment
suis
une
la Ré
sept
énur
pbe
syste
rance
proje
caus
tion
Insti
(UFA
ment
« dé
miss
» D.
28, 1
É
colle
et 5
déta
sées
pare
per
nole
l'éco
y é
don,
M.
man
natif
par
retr
zone
expi
ger
en
Etak
l'élé
men
vice
d'he
tem
et d
» dé
l'éc
Lara

C
.
.
.
.
F
s
a

C
C
F
T
I

هنا من الأخبار

هشام الأسفل

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

CINEMA

Tous les films nouveaux

Le Fils du Mékong

de François Leterrier, avec Jacques Villaret, Tchao, Tu Hui-Dang, Shu-Wing Tang, Man-Yan James Ho, Mikiel Douen. Français (1 h 24).

Les tribulations d'un jeune boat-people vietnamien, musicien de rock à ses heures, dans une France où tout le monde n'est pas aussi accueillant aux étrangers que le personnage joué par Jacques Villaret, dans un rôle proche de celui qu'il tenait dans *Black Mémor*.

Forum Orient Express, handicaps, 1- (42-33-42-28); Rex, 2- (42-36-83-93); George V, 3- (45-52-41-46); Pathé Français, 4- (47-70-33-88); Fauvette, 13- (47-07-55-88); Les Montparnasse, 14- (42-27-52-37); Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01).

Hush-a-Bye, Baby

de Margo Harlin, avec Ernie McCourt, Michael Liebmann, Cathy Casey, Sinead O'Connor, Julie Ireland. Français (1 h 20).

Chronique adolescente en Irlande déchirée par la guerre civile, toujours soumise aux tabous répressifs catholiques sur l'avortement, et où Sinead O'Connor fait une apparition remarquée, à l'image comme sur la bande son.

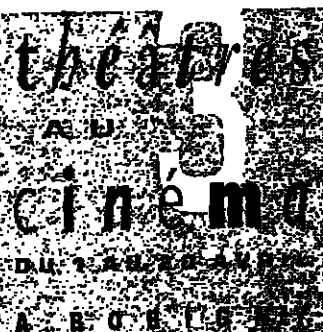
VO : Utopia, 5- (43-26-84-85); L'Entrée, handicaps, 14- (45-43-41-63); Utopia, 15- (45-43-41-63).

Johnny Stecchino

de Roberto Benigni, avec Roberto Benigni, Nicoletta Braschi, Paolo Bonacelli, Franco Volpi. Italien (2 h).

Variations loufoques du comique numéro un en Italie sur le thème du petit vilain malingre au grand cœur et mal embouché dans un monde de luxe et de beauté - féminine, évidemment.

VO : Ciné Beaubourg, handicaps, 3- (42-71-52-38); 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83); U. G. C. Biarritz, 8- (45-62-20-40); La Bastille, 11- (43-07-48-60); U. G. C. Gobelin, 13- (45-61-94-95); Mistrail, 14- (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79); VF : U. G. C. Opéra, 9- (45-74-95-40); Miramar, 14- (43-20-89-52); Pathé Wepler II, 18- (45-22-47-84).



toujours
INTÉGRALE BERGMAN
STRINDBERG REVISITÉ
mais aussi,
Mercredi 8, 20 h 30
Rencontre avec
Georges Lavaudant
Samedi 11, 20 h 30
Rencontre avec
Claude Miller
Mardi 14, 20 h 30
Avant première du film
de Manuel de Oliveira
La divine comédie
48 30 32 87

Loulou Graffiti

de Christian Lajabé, avec Anémone, Jean Reno, Jean Verclo, Mous Drouot, Jean Benguigui, Pierre Jument. Français (1 h 30).

La rencontre contre nature entre un cambrioleur et une inventeuse organisée par un gamin des rues fait une comédie à rebondissement sentimentaux, surtout destinée aux enfants.

Rex, 2- (42-36-83-93); George V, 3- (45-52-41-46); Pathé Français, 4- (47-70-33-88); U. G. C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58); Fauvette, 13- (47-07-55-88); Gaumont Alesia, 14- (42-27-52-37); 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79); VF : Rex, handicaps, 2- (42-36-83-93); U. G. C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58); Mistrail, 14- (45-39-52-43).

Marcellino

de Luigi Comencini, avec Nicole Paolucci, Didier Benureau, Thierry Nemes, Yves Verheven. Italien (1 h 37).

Comencini retrouve son goût pour les portraits d'enfants à travers cette histoire d'un gamin de la campagne, au XVIII^e siècle, qui, pour échapper à l'amour paternel envahissant du seigneur, vit cloîtré et dialogue avec l'au-delà.

VO : Forum Orient Express, handicaps, 1- (42-33-42-28); George V, 3- (45-52-41-46); Les Montparnasse, 14- (42-27-52-37); Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01).

Sang chaud pour meurtre de sang-froid

de Phil Joanou, avec Richard Gere, Kim Basinger, Uma Thurman, Eric Roberts, Paul Giamatti, Keith David. Américain (2 h 08).

Un psychiatre expert devant les tribunaux est pris dans une sombre machination par les beaux yeux de Kim Basinger. Un polar classique avec meurtre, quiproquos, trahison et un soupçon d'érotisme.

VO : Forum Horizon, handicaps, 1- (45-08-57-57); U. G. C. Danton, 6- (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 12- (43-59-82-82); U. G. C. Normandie, 13- (45-63-10-10); Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-08); 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79); VF : Rex, 2- (42-36-83-93); U. G. C. Montparnasse, 14- (42-27-52-37); Pathé Français, 15- (47-70-33-88); Les Nations, 12- (43-43-04-87); U. G. C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58); U. G. C. Gobelin, 13- (45-61-94-95); 14- (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79); Gaumont Convention, 15- (45-28-42-27); Pathé Wepler II, handicaps, 18- (45-22-47-84); La Gambetta, 20- (46-36-10-86).

Toutes peines confondues

de Michel Deville, avec Jacques Dutronc, Patrick Bruel, Mathilda May, Vannou Dobtcheff, Bruce Myers, Sophie Broussil. Français (1 h 47).

Dans une niche demeure au bord du lac de Genève, une très élégante partie de poker menteur met aux prises un jeune fils décontracté et un traître de haut vol, avec, pour enjeu, leur vie, leur mort, et la très séduisante Mathilda May.

Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-30); Rex, 2- (42-36-83-93); Pathé Français, 4- (47-70-33-88); Pathé Montparnasse, 14- (42-27-52-37); Pathé Wepler II, handicaps, 18- (45-22-47-84); La Gambetta, 20- (46-36-10-86).

Truly, Madly, Deeply

d'Anthony Minghella.

Comme prévu, *Hook* a planté son crochet dans le box-office et l'a marqué de sa profonde empreinte : plus de 230 000 entrées en première semaine dans son énorme combinaison de 56 salles. Loin derrière, on trouve les *Nerts à vie*, avec plus de 70 000 spectateurs pour 51 écrans. L'infâme capitaine Crochet et le tueur psychopathe incarné par De Niro occupent eux deux plus du tiers des salles parisiennes, et attirent 46 % du public. Les autres, les 87 autres, se contentent de miettes.

Ainsi de l'autre nouveauté de la semaine, *Céline*, qui a bien du mal à se faire une place et ne séduit que 15 000 amateurs devant 12 écrans. *Bugsy* et la *Belle Histoire* à 30 000 et *Kafka* à 23 000 se maintiennent comme ils peu-

avec Juliet Stevenson, Alan Rickman, Bill Paterson, Michael Maloney. Britannique (1 h 40).

Avec humour et tendresse, une romance fantastique où une jeune femme hésite entre son défunt (mais très présent) époux et un nouveau monsieur bien sous tous rapports.

VO : Forum Horizon, handicaps, 1- (45-08-57-57); Aeston Ecoles, 5- (43-25-72-07); Elysée Lincoln, 8- (43-59-36-14); Sept Parassiens, 14- (43-20-32-20).

Young Soul Rebels

d'Issac Julien, avec Valentine Nonyala, Mo Sessy, Sophie Olorun, Jason Durr, Dorian Healy, Dora Gillet. Britannique (1 h 42).

Une chronique sur rythme soul de l'Angleterre post-industrielle en classes, castes, communautés ethniques et sexuelles, dans laquelle intervient un meurtre inexplicable qui résoudra les deux jeunes héros, adolescents noirs amateurs d'une radio pirate.

VO : Ciné Beaubourg, handicaps, 3- (42-71-52-38); 14 Juillet Parnasse, 6- (43-26-84-85); Saint-André-des-Arts I, 8- (45-62-20-40); Elysée Lincoln, 8- (43-59-36-14); 14 Juillet Bastille, handicaps, 11- (43-57-90-81).

Sélection

Betty

de Claude Chabrol, avec Marie Trintignant, Stéphane Audran, Jean-François Garreaud, Yves Lemoine, Christiane Minazzoli. Française (1 h 43).

Curieuse et inquiète, cette histoire de passages censurés par Chabrol selon les plans de Simonon, du tunnel fort vers son passé par Betty la déchainée à la transmission du témoin de la vie par celle qui l'a recueillie.

George V, 3- (45-52-41-46).

Border Line

de Danièle Dubroux, avec Danièle Dubroux, David Léotard, André Dussollier, Manuelle Gournay, Jacques Nolot. Française (1 h 30).

Le pas de côté d'une femme qui dévie de sa vie normale pour s'engager sur le chemin d'une passion tournant à la folie, non pas décrite de l'extérieur comme cela se fait d'ordinaire, mais accompagnée de l'intérieur, fait un étonnant et subtil thriller.

Les Trois Luxembourg, 6- (46-32-97-77); Les Trois Batares, 8- (45-61-10-50); Sept Parassiens, 14- (43-20-32-20).

Céline

de Jean-Claude Brisson, avec Isabelle Pasco, Lise Hérodias, Danièle Labrun, Daniel Tarrare, Lucien Plazent, Damien Dutail. Française (1 h 28).

Avec un bel aplomb et une foi totale dans la puissance d'un cinéma qui n'aurait besoin d'aucun « effet », Jean-Claude Brisson raconte cette histoire d'une jeune fille touchée par une grâce qu'elle ne comprend pas, et en fait un superbe chant paillard.

Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-30); 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83); Elysée Lincoln, 8- (43-59-36-14); Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08); 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81); Fauvette, 13- (47-07-55-88); Gaumont Alesia, 14- (38-55-75-14); Gaumont Parnasse, 14- (43-36-30-40).

Faces

de John Cassavetes, avec John Cazale, Gene Rowlands, Lynn Carlin, Seymour Cassel, Fred Draper, Val Avery. Américain, 1968 (2 h 09).

Avec l'élégance de Gene Rowland et un autre de ses futurs acolytes, Seymour Cassel, Cassavetes invente ici un vingt-cinq ans ce dispositif aussi simple qu'efficace de mise au jour des folies, des joies, des solitudes et des médiocrités, et c'était tout bonnement extraordinaire - mais on ne l'a pas su, le film étant resté inédit. Voilà l'occasion, à ne pas laisser filer, de se réapproprier.

VO : Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12); Racine Odéon, 6- (43-26-19-68); Les Trois Batares, 8- (45-61-10-50).

10-80) : Sept Parassiens, 14- (43-20-32-20).

La Guerre sans nom

de Bertrand Tavernier et Patrick Rotman réalisé par Bertrand Tavernier, avec les témoignages d'appelés de la guerre d'Algérie. Français (3 h 56).

Entre récit historique et émotion, un montage de témoignages sur l'expérience et les souvenirs d'appelés en Algérie durant la dernière guerre coloniale française.

Saint-André-des-Arts I, 8- (43-26-48-18).

Kafka

de Steven Soderbergh, avec Jeremy Irons, Theresa Russell, Joel Grey, Ian Holm, Jereen Krabbe, Armin Mueller-Stahl. Américain (1 h 40).

Un film d'aventures fantastiques qui aurait pu être celui d'un héros de feuilleton nommé Kafka, qui serait ensuite devenu l'auteur du *Procès* et du *Château*. Et un beau, intrigant et ironique voyage dans la Prague expressionniste de la mémoire du cinéma.

VO : Gaumont Les Halles, handicaps, 1- (40-26-12-12); Pathé Impérial, handicaps, 2- (47-42-72-52); 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83); Pathé Haute-faule, 6- (43-33-78-38); La Pagode, 7- (47-05-12-15); Gaumont Champs-Élysées, 8- (43-59-04-67); 14- (43-57-90-81); Gaumont Alesia, 14- (38-55-75-14); Sept Parassiens, 14- (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, handicaps, 15- (45-75-79-79); VF : Fauvette bis, 13- (47-07-55-88); Gaumont Parnasse, 14- (43-36-30-40).

Ombres et Brouillard

de Woody Allen, avec Woody Allen, Mia Farrow, John Malovich, Jodie Foster, Madonna, Kathy Bates. Américain (1 h 26).

A nouveau les brumes d'Europe centrale et du cinéma d'angoisse de l'entre-deux-guerres, pour cette fable humaniste et humoriste ciselée par l'indispensable Woody Allen.

VO : Ciné Beaubourg, handicaps, 3- (42-71-52-38); U. G. C. Rotonde, 6- (45-74-94-84); U. G. C. Danton, 6- (42-25-10-30); U. G. C. Triomphe, 8- (45-74-93-50); U. G. C. Opéra, 9- (45-74-95-40).

Le Passager

d'Abbas Kiarostami, avec Masoud Zand, Hassan Darabi. Iranien, noir et blanc (1 h 12).

Le grand cinéaste iranien invente une mise en scène d'une simplicité confondante pour raconter au plus juste, au plus chaleureux et au plus cruel, l'histoire d'un gamin des rues fou de football.

VO : Utopia, 5- (43-26-84-85).

Trust me

de Hal Hartley, avec Adrienne Shelly, Martin Donovan, Merritt Nelson, John MacKay, Eddie Falco, Gary Sauer. Américain (1 h 40).

La guérilla tous azimuts menée par deux jeunes Américains contre le crétinisme, l'hypocrisie et la corruption de la société qui les entoure fournit le plus subtil bol d'air que nous ait offert un film américain depuis belle lurette.

VO : Ciné Beaubourg, handicaps, 3- (42-71-52-38); 14 Juillet Parnasse, 6- (43-26-84-85); Les Trois Luxembourg, 6- (46-32-97-77); George V, 3- (45-52-41-46).

La Vie de bohème

d'Alki Kaurismäki, avec Matti Pellonpää, Evelyne Didi, André

Wills, Kari Väänänen, Christine Muirko, Jean-Pierre Léaud. Franco-suédois (1 h 40).

A la fois fidèle et désinvolte, Kaurismäki invente une adaptation du roman de Mürger où se combinent émotion et dérision, élégance et burlesque, pour notre plus grande réjouissance.

Ciné Beaubourg, handicaps, 3- (42-71-52-38); Reflet Logos II, handicaps, 5- (43-54-42-34); La Bastille, 11- (43-07-48-60).

La Vie sur un fil

de Chen Kaige, avec Liu Zhongyuan, Huang Lei, Xu Qing, Zhang Zhengyuan, Ma Ling, Zhang Jinhua. Chinois (1 h 48).

Une fable subtile et sensuelle qui parle d'espoir pour aujourd'hui au son d'instruments anciens, dans le mouvement enveloppant d'une superbe mise en images.

VO : Espace Saint-Michel, 5- (44-07-20-49).

Ville à vendre

de Jean-Pierre Mocky, avec Tom Novembre, Valérie Mairesse, Darry Cow, Michel Sarrault, Richard Bohringer, Philippe Léotard. Française (1 h 40).

De son inépuisable tonneau de vitriol, Mocky a pulvérisé cette giclée particulièrement virulente, dont il asperge les mœurs corrompues de bourgeois de province incarnés avec un désoilant sens du grotesque par une bande de comédiens en pleine forme.

Bienvenue Montparnasse, 15- (44-44-25-02).

La sélection « Cinéma » a été établie par Jean-Michel Frodon.

richard gere kim basinger
uma thurman

Séduction,
machination...
meurtre à la clé.

Sang chaud
POUR MEURTRE DE **Sang-froid**
(FINAL ANALYSIS)

VO : PATHÉ MARIGNAN - UGC NORMANDIE PRESTIGE - PATHÉ MONTPARNASSE - UGC DANTON PRESTIGE
FORUM HORIZON - 14 JUILLET BEAUGRENELLE
VE : REX - PATHÉ FRANÇAIS - UGC MONTPARNASSE PRESTIGE - UGC LYON BASTILLE - UGC GOBELINS
NATION - GAMBETTA - GAUMONT ALESIA - GAUMONT CONVENTION - PATHÉ WEPLER
ET DANS LES MEILLEURES SALLES DE LA PÉRIPHÉRIE

THEATRE

Spectacles nouveaux

L'Amérique de Jean-Paul Martineau

de Sempé, mise en scène de Jacques Seiler, avec Jacques Seiler et les voix de Danièle Labrun, Nadia Sarentin, Brigitte Lecordier, Jacques Boudet, Jean-Jacques Moreau et Alain Dumas.

La découverte de New-York par le petit homme qu'a inventé Sempé : un puits de curiosité émerveillée et de fausse naïveté.

Studio des Champs-Élysées, 15, av. Montaigne, 8. A partir du 10 avril. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 15 h 30. Tél. : 47-20-08-24. De 75 F à 100 F.

Les Anciennes Odeurs

de Michel Tremblay et Michel Philip, d'après Christian Boudreau, mise en scène de Micheline Bognu, avec Marc Tisserand et Erik Perrier.

Deux hommes cherchent à revivre leurs amours tumultueuses. Le langage de Michel Tremblay et sa sensibilité, son humour, amoncellent les sujets les plus convulsifs.

Marie Stuart, 4, rue Marie-Stuart, 2. A partir du 8 avril. Du mardi au samedi à 18 h 30. Tél. : 45-08-17-80. De 48 F à 110 F.

Les Délits

de Marc François, mise en scène de et avec Anne Torré et Marc François. La chambre et la scène, un homme et une femme : le théâtre.

Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. A partir du 13 avril. Du mardi au samedi à 19 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-57-42-14. De 55 F à 90 F.

Les Dimanches de Monsieur Riley

de Tom Stoppard, mise en scène de Georges Wilson, avec Georges Wilson, Annick Alane, Jean Rougerie, Paolo Lanz, Jean-Pierre Dreval, Pierre Gélard, Jane Villenot et Pierre Val. Mémoires d'un sexagénaire affabulateur qui cherche à donner à ses fables un semblant de réalisation. Par un maître de l'humour anglais né en Tchécoslovaquie.

Théâtre de l'Est, 55, rue de Cléry, 9. A partir du 8 avril. Du mardi au samedi à 20 h 45. Tél. : 48-74-42-82. De 50 F à 250 F.

La Nuit des rois

de William Shakespeare, mise en scène de Jérôme Savary, avec Yann Babilée, Olivier Capellier, Natalia Dontcheva, Marie-Laure Dougnac, Jean-Claude Fernandez, Robert Gullmand, Maxime Lombard, Martine Montgermont, Vincent Ozanon, Hervé Pauchon, Michel Robin et Alain Tréroux.

Pour cette pièce d'intrigues, d'identités incertaines, et qui se donne également au Théâtre Silvia Molitor sous le titre *Le Soir des rois*, Jérôme Savary joue bien évidemment du travestissement de carnaval.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 19. A partir du 11 avril. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 2 heures. De 50 F à 100 F.

La vie est un songe

de Don Pedro Calderon de la Barca, mise en scène de Jose Luis Gomez, avec Bernard Frey, Thierry Haricasse, Laurence Massiah, Maria de Medeiros, Jean-Paul Roussillon, Rufus et Frédéric Van den Driessche.

Le programme hispanique du Théâtre de l'Europe se poursuit avec cette pièce légendaire. Cette fois, le metteur en scène est espagnol - et francophone. Le thème du spectacle est l'enfermement. Tous les enfermements.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6. A partir du 11 avril. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-25-70-32. De 30 F à 150 F.

La vie est un songe

de Calderon, mise en scène d'Antonio Diaz-Florian, avec en alternance Sami Benabdelouah, Philippe Bourgain, Josefina Canton, Libardo Caballero, Bastien Corfiter, Antonio Diaz-Florian, Hazem Elawadi, Bertrand Gonnard, Pascal Guasria, Yvon Jacquet, Christine Kotschi, Gerald Niel, Christophe Rannou et Lucero Roca.

Puisque l'Espagne est à la mode, Antonio Diaz-Florian reprend son adaptation de cette pièce mythique, qui parle d'utopie et de liberté.

Cartoucherie Epée de bois, route du Champ de manœuvre, 12. A partir du 8 avril. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 48-08-35-74. Durée : 2 heures. 80 F et 110 F.

Cartoucherie Epée de bois, route du Champ de manœuvre, 12. A partir du 8 avril. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 48-08-35-74. Durée : 2 heures. 80 F et 110 F.

Paris

Baya

d'Aziz Chouaki, d'après Yveline Allaud et Michèle Sigal, avec Yveline Allaud.

Quand des photos oubliées entrecroisent passé et présent avec violence.

Maison des cultures du monde, 101, bd Raspail, 6. Du mardi au vendredi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 48-44-72-30. 80 F et 100 F.

Clotilde et moi

d'après Octave Mirbeau, mise en scène de Marion Bierry, avec Patricia Alessandro, Edeline Bierry et Raphaëlle Gougliou.

Il ne suffit pas d'être misogyne, il faut se montrer percutant, intelligent, drôle. Il faut écrire dans un langage incisif. Il faut être Octave Mirbeau.

Poche-Montparnasse, 75, bd du Montparnasse, 6. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 45-48-82-97. De 100 F à 160 F.

La Comtesse d'Escarbagnas George Dandin

de Molière, mise en scène de Jacques Lussac, avec Véronique Vella, Jean-Luc Bideau, Jean-Philippe Puymartin, Eric Frey, Christian Blanc, Igor Tyezka, Bruno Putzku, Christophe Koutchikine, Caroline Appré, Béatrice Baudry, Alain Pralon, François Bastille, Gérard Giroudon, Muriel Mayette, Catherine Sauval, Jean-Pierre Michéol et Philippe Torroni.

Le désir amoureux et l'ambition sociale, le pouvoir de l'argent. Thèmes éternels, traités par Molière en farce noire, en comédie féroce.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le jeudi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 200 F.

Le Piège

d'après Emmanuel Bove, mise en scène de Didier Bazza, avec Jean-Claude Frisung, Michel Baudinat, Patricia Jeannou, Philippe Palmié et les voix de René Rivot et Jean-Marie Ferrey.

Sous le titre *Les Hommes de peu*, reprise de deux spectacles qui parlent de paresse idéologique, de ses conséquences individuelles et collectives. D'après Emmanuel Bove, le Piège. D'après Georges Hyverson, *Le Peau et les os* en alternance.

Cartoucherie Théâtre de l'Aquarium, route du Champ-de-Manœuvre, 12. Les mercredi et vendredi à 20 h 30, le samedi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-74-99-81. Durée : 1 h 50. De 100 F à 120 F.

Dernière représentation le 12 avril.

Lettres de Louise Jacobson

d'après la correspondance de Louise Jacobson, mise en scène d'Alain Ginzburg, avec Juliette Badi.

Les lettres magnifiques d'une jeune fille arrêtée, emprisonnée, déportée.

Théâtre du Tambour royal, 92-94, rue du Faubourg-du-Temple, 11. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-06-72-34. De 80 F à 120 F.

Liebeth est complètement pétée

d'Armando Llanas, mise en scène de Michel Diény, avec Cécile Brune, Catherine Kocher-Matthes, Sylvie Laporte et Grégoire Sternann.

Initiation d'une jeune fille qui en a assez de l'ordre, de la discipline, de la bonne tenue. C'est la lutte du pot de terre contre le pot de fer.

Théâtre ouvert-jardin d'hiver, cité Véron, 94, boulevard de Cléry, 18. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée samedi à 15 heures. Tél. : 42-82-99-49. 75 F et 95 F.

Pandora

de Jean-Christophe Bailly, mise en scène de Georges Lavaudant, avec Carlo Brandt, Laura Morante, Christophe Delachaux, Marie Paule Trystan, Robert Lucchello, Anouch Durand, Gilles Arbonne, Marc Bédone, Philippe Morier-Gonard, Roch Leibovitch, Michel Aumont, Bouzid Allam, Bernard Vergne et Anna Perle.

Le mythe de Pandora entraîne l'auteur à réfléchir sur le théâtre, sur la représentation des sentiments. Et le metteur en scène à réaliser des images intenses, étonnantes.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-31-11-45. 95 F et 125 F.

Papa

de Serge Valletti, mise en scène de Pierre Assolant, assisté de Xavier Tinnel, avec Nathalie Auzan, Ariane Assolant, Brice Augier, Denis Baudouin, Daniel Berlioux, Jacques Boudet, Christian Caro, Michel Demicheli, Bruno Henry, Elisabeth

Mazeu, Jacques Pietlier et Violette Schwartz. Avec ses trois filles à marier, sa femme qui l'a quitté et son œil unique, il n'est pas gâté par la nature ni par la vie. Il ne va quand même pas s'attacher pour si peu.

Théâtre 71, place du 11-Novembre, 92000 Malakoff. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 46-55-43-43.

Ruy Blas

de Victor Hugo, mise en scène de Georges Wilson, avec Lambert Wilson, Jean-Claude Drouot, Edouard Chabot, Georges Riouard, Jean-Pierre Moraux, Eugène Barlier, Jean-Claude Balard, Jean-Michel Meunier, Michel Armin, Luc Delummeau, Jacques Marchand, Florence Darel, Viliam, Marc Kalfayan, Frédéric Moudon et Pablo Vidal.

La jeunesse, la pureté ombreuse du héros de Hugo dans la peau de Lambert Wilson ont séduit le public : prolongation.

Bouffes du Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, 10. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée samedi à 15 heures. Tél. : 46-07-34-50. De 80 F à 130 F.

Le Silence de Molière

de Giovanni Macchia, mise en scène de Jacques Michet et assisté de Jean-Jacques Préau, avec Dominique Valadié et Guillaume Léveque.

Molière tel que l'a vu sa fille, et tel que l'a imaginé un « Montaigne italien ».

Paris-Villette, 211, av. Jean-Jaurès, 19. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-02-68-30. 80 F et 120 F.

Le Théâtre ambulant Chopalovitch

de Lioubomir Simovitch, mise en scène de Jean-Paul Wenzel, avec Dominique Githard, Paul Alito, Bernard Bloch, Michel Morel, Monique Brun, Anne Sée, Martine Bertrand, Françoise Lapointe, Olivier Perrier, Laurence Serrier, Sylviane Simonet, Frédéric Guez, Christine Duperray, Françoise Frelat, Monique Froidevaux et Myriam Messot.

Les baladins passent dans un village serbe pendant l'occupation allemande. Les comédiens donnent au conflit qui s'est suivi une profonde et vitale humanité.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 6. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77. De 80 F à 90 F.

Timon d'Athènes

de William Shakespeare, mise en scène de Dominique Pitolet, avec Hervé Pierre, Julien Nagulesco, Dominique Laidet, Nadia Fabrizio, Damien Dodane, Mathieu Delmonte, Edmond Volodine, Rami Tenecher, Gilles Fisseau, Daniel Mellier, Jean-Philippe Meyer, Yves Favier, Norine Deldiche et Dominique Pitolet.

Les désarrois d'un général converti d'homme à lion par ses « amis ». Une réflexion sobre sur l'hypocrisie et la cupidité. Un superbe spectacle rude.

Théâtre, place Jacques-Brel, 78000 Sartrouville. Du mercredi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 39-14-22-77. De 45 F à 100 F.

Dernière représentation le 12 avril.

Titre provisoire

de Jean Boïs, mise en scène de l'auteur, avec Dominique Constantin, Marie Mergoy et Jean Boïs. Une « vamp au sourire d'enfant malade » qui transforme les clichés les plus banals en bombes érotiques est l'hé-

roïne du nouveau spectacle de Jean Boïs.

Essai de Paris, 6, rue Pierre-au-Lard, 4. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 42-78-48-42. 80 F et 120 F.

Le Voyage à Rome

de Jean-Claude Penchenat, mise en scène de l'auteur, avec Jean Alibert, Aziz Arbia, Laurent Boudassier, Samuel Bonazzi, Liliane Delval, Anne Demeyer, Raymonde Heudeline, Annait Lacarpentier, Françoise Miquella, Hélène Philippe, Geneviève Roy-Penchenat, Louis-Basile Sarrin, Marc Shapiro et Michel Tey.

Les parents d'élèves discutent sur un voyage à Rome de leur progéniture. Ils divergent, dérivent, fantasment.

Théâtre du Campagnol, 254, av. de la Division-Ledere, 92000 Châtouilly-Malibry. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 46-61-33-33. Durée : 1 h 30. De 28 F à 120 F.

Régions

Lille

Boulevard du boulevard

de Gaston Portail, mise en scène de Daniel Mesguich, avec Jean-Damien Barbin, Pierre Cassagnard, Odile Cohen, Guy-Pierre Couffon, Frédéric Gail, Hervé Fauré, Claire Hammond, Christian Hoca, Magali Loris, Lucie Mouchel, Florence Muller, Laurent Nattella, Philippe Noël et Frédéric Pallegay.

Mesguich traite le théâtre de boulevard, on est en droit de se poser des questions. Il promet d'écrire la parodie de l'inspiration plutôt du burlesque entre Tex Avery et Labiche. Il promet aussi que ce n'est pas un spectacle sérieux.

Théâtre Roger-Solengro, 4, pl. Général-de-Gaulle, 59000 Lille. Du mardi au samedi à 20 h 45. Tél. : 20-40-10-20. 85 F et 110 F.

Besançon

Combat de nègres et de chiens

de Bernard-Marie Koltès, mise en scène de René Lory, avec Gérard Darrieu, Martine Laloue, Didier Karchenat et Pascal Nèze.

C'est une pièce où l'on converse énormément, dont il ne s'y passe rien, mais l'action est souterraine, dans la conversation... La pièce travaille sur le système d'opposition : noir-blanc, ombre-lumière, ciel-terre, bas-haut... écrit le metteur en scène.

Nouveau théâtre de Besançon, av. Edouard-Droz, 25000 Besançon. Les mardi, jeudi et vendredi à 20 h 45, le mercredi à 19 heures, le samedi à 17 heures. Tél. : 81-88-55-11. Durée : 2 h 30. De 20 F à 90 F.

Lyon

Opéra équestre

de Barabas, mise en scène de l'auteur, avec les Zingaro.

Les chevaux de Zingaro, les cavaliers, les chanteuses barbares, les centaures, les musiciens géorgiens : une merveille.

Halle Tony-Garnier, 20, pl. Antonin-Périn, 69007 Lyon. Les mardi et vendredi à 20 h 30, le mercredi à 19 h 30, le samedi à 18 heures, le dimanche à 17 heures. Tél. : 78-28-08-50. 160 F et 180 F.

La sélection « Théâtre » a été établie par Colette Godard.

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac.

DANSE

« Les Esprits mobiles »

Mon beau sapin
Appel d'air
Des corps
Cécile Borne a conçu et mis en scène, avec la collaboration d'Hervé Diasma, le solo *Mon beau sapin* qu'elle interprète elle-même, dans une structure métallique. *Appel d'air* est aussi un solo, réglé et dansé par Francis Plisson ; Nathalie Desmarès vient de Toulouse avec sa Compagnie Imag pour présenter *Des corps*, une plongée dans le monde des rêves.

Théâtre Dunois, les 9, 10 et 11 avril, 20 h 30. Tél. : 45-84-72-00. 90 F.

Compagnie Les Odes bleues

Romance du passer
La Vallée des papillons
Deux chorégraphes de Mercedes Chankis-Aguirre. En Europe, elle a travaillé avec Peter Goss, Carlotta Ikeda, Editra Braun et Claude Brumachon ; l'an dernier, *Romance du Passer* était finaliste au Festival Iberamericano de Danza Contemporánea, à Barcelone.

Café de la Danse, les 9 et 10 avril, 20 h 30. Tél. : 45-84-72-00. 90 F.

Ballet de l'Opéra de Paris

La Syphide
Il y a exactement cent soixante ans, Marie Taglioni éblouissait Paris en montant sur ses pointes dans la *Syphide* : le ballet romantique allait faire fureur et exalter la ballerine, régnant son partenaire au rang de porteur. La chorégraphie originale de Philippe Taglioni (père de Marie) a été très récemment adaptée par Pierre Lacotte. Six Syphides en alternance : Monique Loudivas (les 10 et 14), Claude de Vulpien (11 et 15), Fanny Gaida (16), Noëlle Pompos (17), Elisabeth Pata (18 et 21) et Elisabeth Martin (22 et 23). Dans le rôle de James : Manuel Legris, Laurent Hilaire, Patrick Dupond ou Jean-Yves Lormeau.

Opéra de Paris-Garnier, les 10, 11, 14, 15, 16, 17, 18, 22 et 23 avril, 19 h 30. Tél. : 47-42-83-71. De 30 F à 350 F.

Rennes

Hela Fatoumi/ Eric Lamoureux

Après-midi
Trois personnages s'observent et s'affrontent dans la chaleur de l'été. Violence et douceur, fulgurantes et immobilités en savantes alternances. Superbement dansé par les deux chorégraphes et Eric Allier.

TNB, les 8, 9 et 10 avril, 20 h 45. Tél. : 89-31-12-31. De 50 F à 100 F.

Bordeaux

Ballets de Bal

Le village de Scham, dont tous les habitants sont artistes en même temps que cultivateurs, commerçants, etc., est célèbre pour être l'un des derniers lieux de l'île où subsistent intactes les traditions musicales et chorégraphiques. Un spectacle envoiement même si l'on ignore les codes.

Palais des sports, le 9 avril, 20 h 30. Tél. : 58-48-58-54.

Aulnay-sous-Bois

Red Notes/ Compagnie Andy Degroat

Ballets du répertoire 1978-1990
Le Lac des cygnes, Swan Lake, May meets Marie, Hommage à Nijinski, Tap dance, Danse des éventails... L'occasion de faire le point sur un chorégraphe très inégal, que chérissent, entre autres, Bob Wilson.

Espace Jacques-Prévert, le 10 avril à 21 heures, le 12 à 18 heures. Tél. : 48-68-00-22.

La Rochelle

Angellin Prejocaj

Amor Amoris
Les rêves et les angoisses d'un groupe d'émigrés, prisonniers d'un temps suspendu entre deux mondes. A cette pièce, créée en 1990 au Quartz de Brest, Prejocaj a récemment intégré deux court-métrages, *Lettres d'Amérique*.

La Courtoise, le 11 avril à 20 h 30. Tél. : 48-51-54-02. 110 F.

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac.

CHATELET
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS

Opéra
Luigi Dallapiccola
il Prigioniero

Direction : Esa-Pekka Salonen
Mise en scène : Bernard Sobel
Décors : Titina Maselli

Orchestre Symphonique
de la Radiodiffusion Suédoise
Nouvelle production
avec le concours du Centre culturel suédois.

8 et 10 avril 1992 - 19 h 30
12 avril 1992 - 17 h

(1) 40 28 28 40
Mairie de Paris

CREATION
DU 25 MARS AU 17 AVRIL 20H30
LE THEATRE AMBULANT CHOPALOVITCH
LIUBOMIR SIMOVITCH
mise en scène Jean-Paul Wenzel

- une troupe de théâtre
- dans un village de Serbie
- sous l'occupation allemande
- les "jouets" de l'Histoire face à ceux qui la "jouent"
- malentendus
- situations critiques et scènes comiques

LOC. 42 74 22 77 - 2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

COMMUNE
à Aubervilliers
création
du 7 au 26 avril 1992
scénographie
et mise en scène
Eric Vigner

Le régiment de Sambre et Meuse

LOC. 48 34 67 67

PETITE SAISON
LE VOYAGE
d'aujourd'hui
DU 11 AVRIL AU 30 MAI

11 au 15 avril
IL CAFFE DEL
SIGNOR FROUST
28 avril au 3 mai
LES EX
LECTURES du 22 avril au 28 mai
43.22.77.30

16 au 24 avril
JARDIN
SECRET
8 au 30 mai
LE PALIER

STUDIO des CHAMPS ELYSEES
L'AMERIQUE DE JEAN-PAUL MARTINEAU
en Jacques SEILER
d'après SEMPÉ
A PARTIR DU 10 AVRIL
PLACES 150 et 100 F. ETUDIANTS 75 F
LOC. 47 20 08 24

مكتبة الشامل

مخبرنا الأسفل

DE LA SEMAINE

MUSIQUE

un enregistrement. La prise de son ne lui plaisait pas. Pour la seconde fois en un an.

Auditorium du Louvre, 12 h 30. Tél. : 40-20-82-28. 50 F.

Vendredi 10 avril

Peasmes de David

Esther Lamandier (chant). Retour aux sources des chants bibliques pour Esther Lamandier, qui s'appuie sur les travaux de Suzanne Halp-Ventura pour donner une version musicale vraisemblable des Psaumes de David.

Théâtre de la Ville, 18 heures (+ le 11). Tél. : 42-74-22-77. 75 F.

Lundi 13

Beethoven

Laurens III, ouverture

Mozart

Concerto pour piano et orchestre n° 17

Wagner

Extraits du Crépuscule des dieux

Chicago Symphony Orchestra.

Daniel Barenboim (chef d'orchestre).

L'Orchestre de Chicago est à Paris pour deux concerts. L'illustration américaine est l'une des plus belles machines du monde : fidèle, brillante, à l'aise dans tous les répertoires. Elle « ronfle » un peu trop parfois, mais quelles cordes splendides, quels effets d'éclat.

Daniel Barenboim est son nouveau patron. Il s'est programmé lui-même dans un concerto de Mozart, ainsi qu'il le faisait quand il partait en tournée avec l'Orchestre de Paris. L'Orchestre de Chicago se prête à tous les genres, mais il faut reconnaître qu'il s'est fait une spécialité de la musique de Richard Strauss qu'il joue le 14, dans la même salle, à la même heure.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-20-28-40. De 70 F à 285 F.

Bach

Passion selon saint Matthieu

Monika Fimmers (soprano), Charles Bort (alto), Howard Crook (ténor), Peter Harvey.

Johannes Mannov (basses), La Chapelle royale.

Collegium Vocale de Gand, Philippe Herreweghe (direction).

En mars, c'était Ton Koopman qui avait interprété la *Saint-Matthieu* au Palais Garnier. Cette fois, place à Herreweghe, qui a choisi l'étonnante église Notre-Dame-du-Travail pour interpréter ce monument. Il l'a déjà beaucoup dirigé en concert, il l'a enregistré magnifiquement chez Harmonia Mundi. Un grand soir en perspective.

Eglise Notre-Dame-du-Travail de Plaisance, 20 h 30. Tél. : 47-20-30-85. 200 F.

Régions

Aix-les-Bains

Pâques musicales

Répartie sur deux week-ends, la programmation de ce festival de musique baroque est délicate et attrayante.

Le 10 avril, les *Nations*, de Couperin, par la Symphonie de Martin de Hugo Reyne; le 11, musiques sacrées ibériques, par le Chœur d'enfants de Lisbonne; et forum des jeunes clavecinistes, le 12, œuvres de jeunesse de Mozart, par Musica Antiqua de Cologne.

Le 17 avril, les *Légers de ténors* de Charpentier, par le Concert de Port-Royal; le 18, la *Passion selon saint Jean*, de Haendel, par Michel Corboz; le 19, *Fantaisies pour violes*, par l'Ensemble de violes Fretwork; le 20, œuvres de Charpentier, Mazzocchi et Peri.

Du 10 au 20 avril, à Aix-les-Bains et dans les environs. Renseignements : (06) 79-88-99-80.

Nantes

Programme d'inauguration du centre des congrès

Riche, la vie musicale nantaise l'est assurément : en plus de son opéra, de l'Orchestre des Pays de la Loire, qui y est basé pour une partie de ses activités, la cité accueille régulièrement de grands artistes classiques pour les fameux concerts de musique de chambre (CMC). Il manquait cependant un lieu pour les accueillir dans de bonnes conditions. L'auditorium du conservatoire de région (bonne acoustique) était devenu trop exigu pour recevoir un public en pleine expansion. Ce nouveau lieu est enfin sorti de terre. On va y donner des symphonies de Beethoven pour l'inauguration. Les essais acoustiques ont été, paraît-il, concluants. Les 9 et 10 avril, Nantes accueillera donc, pour la première fois en France, l'Orchestre philharmonique de Novossibirsk. Il sera placé sous la direction d'Arnold Katz, son chef titulaire. Dans l'ex-URSS, on ne tarit pas d'éloges sur cette formation qui serait la première du pays.

Les 9 et 10, salle 2000 du Palais des congrès. Renseignements : (06) 40-47-61-77. De 80 F à 40 F.

Jazz

L'Orchestre national de jazz

Denis Badault

C'est la nouvelle formule de l'ONJ. Après Jeanneau, Hervé et « Barthé », Denis Badault donne un concert, un sens des rythmes et des climats très personnels à l'ensemble.

Le 8, Passage du Nord-Ouest, 21 h 30. Tél. : 47-70-81-47.

Kenny Wheeler

John Abercrombie

Réunion de peintures - on le remarquera au fait de plus en plus répandu que le groupe ne se donne pas de nom collectif, ce qui devient même le cas de dévotion pressée - le quintette de Kenny Wheeler (trompette), John Abercrombie (guitare), John Taylor (piano), Palle Danielson (basse) et Peter Erskine (drums) est un modèle années 80 qui roule encore très bien : le haut de gamme de la musique improvisée bien contrôlée. A surveiller : la soirée IACP (l'école d'Alan Silva) la veille, pour déboucher les jeunes talents, que l'on comparera à ceux de la soirée CIM, au Petit Journal Montparnasse, le 13, et la formation Steve Ahead, le 14 : le modèle même high-tech des années 80. Chaque concert déclenche une vague d'imitateurs poussifs. C'est la vie.

Le 10, New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Jam session

pour Maurice Collaz

Maurice Collaz est presque centenaire. Ce n'est pas vrai : il n'a que quatre-vingts ans. Il a l'air d'un enfant de jazz. Savoir toujours émerveillé, il se porte comme un charme. La recette est simple et très applicable : pas une goutte de quoi que ce soit, pas la moindre cigarette. C'est tout. On le voit dans tous les clubs et dans tous les concerts. Il est l'ami personnel de tous les musiciens de jazz. De Des Des Bridgewater à Claude Nougaro, une théorie de chanteurs et de musiciens célèbres ont fait de lui le plus réputé des Savoyards du jazz, trompettiste, producteur, homme de radio, traducteur, écrivain, géniteur de jazzmen, institution à lui tout seul, un monument. Bon anniversaire.

Lundi 13 avril, à 18 heures, exposition, projection de *Smoothie le film*.

Le 13, Déjazet-TLP, 20 h 30. Tél. : 42-74-20-50.

Rock

Mann Dibango

Little MC

Daddy Yod

Le parrain de l'Afrique à Paris et ses lointains descendants : Little MC, le pers de la banlieue sud et capable du meilleur (chronique sociale, poésie en versant amélioré) comme du pire (imitations de l'américain), et Daddy Yod, toaster de la Guadeloupe, bête de scène capable de faire exploser une salle avec son raggamuffin naïf.

Le 11, Gaiety-Montmartre, 19 h 30. Tél. : 47-99-55-47. De 60 F à 100 F.

Salt'n'Peppa

Rap mélodieux, pop des rues, les trois jeunes femmes de Salt'n'Peppa brillent plus par leur charme que par leur originalité. Reste à savoir si elles seront aussi agaçantes sur scène que sur disque ou sur clip.

Le 12, Elysée-Montmartre, 19 h 30.

Pigalle

Chantiquement, par à-coups, Pigalle se rapproche du but recherché : le passage entre chanson et rock, sans rien sacrifier de la parole d'une ni de la violence de l'autre. Les chansons du dernier album ont pris au fil des mois une consistance, une vie qu'on n'espérait pas. Un concert à ne pas rater.

Le 13, Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Brand New Heavies

Nouveaux espoirs du funk britannique, les Brand New Heavies ont, pour l'instant, récolté plus de succès aux États-Unis que chez eux. Une référence ?

Le 13, New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

John Mellecamp

Quoi que l'on pense de la part d'affection qui entre dans le rock rural et populiste de John Mellecamp, on ne peut lui nier ses qualités d'homme de spectacle, son énergie et sa maîtrise des figures imposées du rock simple, le meilleur, celui qui descend de Buddy Holly et de Chuck Berry par Cuddly.

Le 13, Zénith, 20 h 30. Tél. : 42-08-60-00. 165 F.

Oyster Band

A partir du folk anglais (chansons de marins, danses paysannes), Oyster Band a construit une musique violente et gaie, dure et dansante, qui ne dépassera pas les rockers. D'ailleurs ces jeunes gens, malgré leurs violons et leurs accordéons, affectionnent le cuir noir.

Le 13, New Moon, 20 h 30. Tél. : 49-95-92-33.

Tournées

Roadrunners/Fleshtones

Ce rock-là sort des garages et des caves, il n'a plus d'âge, il se confond avec notre histoire et pourtant il secoue toujours autant. Les Français (Roadrunners) sont plus élégants que ces Américains-là (Fleshtones), mais ils ont en commun l'électricité et cette révérence amoureuse pour la tradition qui unit les générations, des fans d'Elvis à ceux de Nirvana.

Le 10 avril, Avignon, Théâtre des Sources, 20 h 30. 100 F. Le 11, Annecy, New Riders, 20 heures, 75 F. Le 14, Lyon, le Transbordeur, 20 h 30, 100 F. Le 15, Montpazier, Théâtre des Fédérés, 20 h 30, 80 F. Le 16, Bordeaux, le Kraken, 20 heures, 80 F et 90 F.

Tonton David

Le pionnier du raggamuffin français se lance sur la route. La poésie des cités tient-elle la scène ? Réponse en bas de votre carte d'escalier.

Le 10 avril, Rennes, l'Ubu, 20 heures, 80 F. Le 11, Rezé (près de Nantes), la Troisième, 20 heures, 75 F. Le 14, Marseille, l'Espace Julien, 21 heures, 85 F. Le 15, Montpellier, la Victoire II, 21 heures, 50 F. Le 16, Nice, l'Ariane, 21 heures, 50 F.

Stephan Elcher

Si vous riez la tournée 1992 de Stephan Elcher, vos descendants vont le reprocher.

Le 11 avril, Rouen, Espace Duchamp Vilhon, 20 h 30, 100 F. Le 12, Amiens, Crique municipale, 120 F et 140 F. Le 14, Cambrai, Palais des Grottes, 15, Lille, Théâtre Sébastopol, 20 h 30. Le 16, Pont-A-Mousson, centre Michel-Bartale.

Joe Cocker

L'homme à la voix de paille de fer, le Ray Charles anglais, est plutôt mal entouré, et ne se fatigue pas trop. Mais son talent est assez grand pour transparaître tout au long de ce concert épatant.

Le 10 avril, Montpellier, Zénith, 20 h 30, 170 F (+ la partie : Tony Joe White). Le 11, Grenoble, le Sarrum, 20 h 30, 180 F. Le 13, Nice, Théâtre de Verdure, 20 h 30, 160 F. Le 16, Lille, Espace Foire, 20 h 30, 160 F.

James Brown

Gloire immortelle à nos aïeux. Ignorons l'outrage des ans et redonnons hommage à celui qui a façonné la musique d'aujourd'hui.

Le 10 avril, Toulouse, Palais des sports, 20 h 30, 160 F. Le 11, Montpellier, Zénith, 20 h 30, 190 F. Le 12, Grenoble, le Sarrum, 20 h 30, 150 F.

Festivals

Luna Rock Circus à Amiens

D'abord il y a John Cale qui joue de son piano, qui chante des chansons tristes et fait pleurer Margot. Et puis Kevin Ayers, qui est plus rigolo. Corman et Tuscado pourraient être leurs enfants (le 10). Le lendemain sera urbain : MC Solar, rap à visage humain, Malik Family, funk potache, et Seb, musique algérienne de Seine-Saint-Denis (ces der-

niers, encore pratiquement inconnus, sont à découvrir). Pour finir la fête, Stéphane Elcher, rocker helvète.

Les 10, 11 et 12 avril, Cirque d'Amiens. Renseignements : 22-82-03-73 et 22-47-21-26. De 70 F à 140 F.

Chanson

Chorus des Hauts-de-Seine

Du beau monde, du très beau monde pour la poursuite du Festival de la chanson en Hauts-de-Seine. Chorus. Claude Nougaro (Bois-Colombes), bien sûr, qui fait un petit crochet au beau milieu de son immense tournée, Nicole Croisille (Black, Blanc, Beur sans la chorale de Julien Jouga, à Courbevoie), Manon Landowski (Meudon), quelques jeunes aux appétits justifiés et cosmopolites (Mónica Passos à Châtenay-Malabry, Laurent Malot à Bois-Colombes), et puis, et puis : Bécand (à Villeneuve-la-Garenne), qui aura juré qu'il ne chanterait plus après l'Olympia de l'automne passé. Jacques Higelin avec les Zap Mama (Nanterre), en fin de tournée. Enfin, pour les amateurs de romantisme à la petite semaine : François Feldman (Neuilly-sur-Seine).

Rens. : Minitel 3815 code HDS.

Enzo Enzo

Une salle pas trop grande, à la mesure des premiers pas nécessaires, et jusqu'à aujourd'hui trop timidement amorcés, d'une chanteuse qui doit encore confirmer sur scène le succès d'un premier album réussi.

Les 10 et 11, Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Carole Laure

More or, voici revenu Carole dans le rôle composé pour elle par le compagnon Lewis Furey. Après l'album (FNAC-Music), la scène, l'Olympia, rodé en province depuis quelques mois. Des bases communes avec les spectacles précédents (le Bataclan), affinités et corrigées au naturel.

Le 14, Olympia, 20 h 30. Tél. : 47-42-25-48. De 165 F à 195 F.

Lyon

Voix de la Méditerranée

Joli festival de musique traditionnelle et populaire, les Voix de la Méditerranée, ouvert par l'inénarrable Lili Boniche, poursuit son élan avec l'Asturienne Equidat Barès, et Antonio Placer (le 8), pour s'épanouir en Sicile avec Fratelli Mancuso et le très gai Trillo Italiano (tendance Giovanna Marini populaire) (le 9). Avant une nuit des polyphonies menée par la famille Leila de Pernet d'Albanie et Voce di Corsica, avec Petru Guelfucci (le 11), une nuit du conte (Bruno de la Salle raconte les voyages d'Ulysse, le 10).

Du 8 au 11, Théâtre de la Renaissance, 20 h 30. Tél. : 78-50-62-13.

Tournées

Jacques Higelin

Et voilà ! Le grand Jacques et ses cinq complices belgo-zairoises de Zap Mama ont fini leur tournée, du Grand Rex aux petites ou grandes salles de France, le temps de clamer le bonheur de la naissance d'Izia, la fille de Jacques, avec une bande de musiciens en grande forme. A quand la prolongation ?

Le 10 avril, Nanterre, Espace Chorus (sous chapiteau), place A.-Maireux, 20 h 30, 140 F. Le 11, Rouen, Parc des expositions, 20 h 30, 166 F.

Bill Derainne

Le blues vu de France par un de ses meilleurs défenseurs. Voix, guitare, gouaille mesurée et poésie de tous les jours avec ce qu'il faut de rock pour faire partie du genre.

Le 10 avril, Istres, Espace 233, Maison pour tous, 21 heures, 60 F et 80 F. Le 11, Carros (06), Forum Jacques-Prévert, 21 heures, 80 F. Le 14, Gif-sur-Yvette, MJC, 21 heures, 80 F et 110 F. Le 16, Aubergenville, la Nacelle, 20 h 30, 45 F et 65 F.

Claude Nougaro

Maurice et Claude, Claude et Maurice. Un piano, une voix, une maîtrise remarquable de la scène. Avec eux, la France

paraît immense, ils la creusent à coups de chants, de long en large, avec un talent sans égal.

Le 10 avril, Issy-les-Moulineaux, Palais des arts et des congrès, 20 h 30, 150 F et 180 F. Le 11, Pavillon-sous-Bois, Espace des arts, 20 h 30, 180 F. Le 14, Les Andelys, Châteaudeux des trépassés de France, 20 h 30, 120 F et 150 F (complet). Le 18, Chambéry, Espace Malraux, 20 h 45, 150 F et 170 F.

Musiques du monde

Tailia

Depuis *On s'aimait*, prix de l'Académie Charles-Cros en 1977, jusqu'à *Yiddish Cabaret* avec Ben Zimet, Tailia chante en yiddish des mélodies populaires, slaves, hébraïques, mélancoliques, enlevées, joyeuses, façon lamento ou façon cabaret.

Les 8 et 9, Petit Journal Montparnasse, 21 heures. Tél. : 43-21-58-70.

Kassé Mady

Griot, Malien, honorable membre de l'Orchestre national Baobab à partir de 1972, Kassé Mady Blabati a depuis dirigé de plus près avec la musique occidentale électrifiée. Grand interprète des traditions chantées malinkés.

Le 11, New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Paris Quartier latin

Paris se met à l'heure latino. Quartier latin fête dans les rues, les restaurants, les salles de concert, les librairies de Paris et de province, les échanges fructueux entre deux continents rapprochés par la force des conquêtes « coloniales ». Trois concerts de qualité pour la semaine à venir. A la Maison de l'Amérique latine, centre stratégique de la culture sud-américaine à Paris, Otto Palma dévoile les richesses des musiques noires de la côte pacifique du continent latino-américain (le 14). Au New Morning, Tangofon s'attaque au tango en le triturant avec un bonheur inégalé, entre jazz, musiques croisées. Énergie sans faille (le 12).

Enfin, une grande nuit latine (le 11) qui part des Antilles avec Kali, jeune renouveau des valse et autres biguines chaquées venues des mornes de la campagne martiniquaise, pour s'arrêter à Rio en passant par la salsa de Chocolate. La vedette, Jorge Benjor, qui, malgré l'usure du succès, rayonne toujours, avec son style inimitable, rythmes et guitares, black samba, et racines africaines (cf. le dernier album live, *Jorge Ben à Rio*, chez WEA).

Le 11, Nuit latine au Zénith, à 20 h 30. Tél. : 42-08-06-00; le 12, Tangofon au New Morning, à 21 h 30, 120 F. Tél. : 45-23-51-41; le 14, Otto Palma, Maison de l'Amérique latine, 20 h 30. Tél. : 42-22-97-60. 60 F.

Benat Achlary

Campus à l'oreille permet à la musique de faire une entrée en force dans les universités et les grandes écoles. Excellente initiative que d'avoir invité le chanteur basque Benat Achlary, un amoureux de la vallée de la Soule et des musiques mélangées, dont la vision philosophique et poétique n'est pas le moindre des mérites. Superbe, parfois critiquable, jamais neutre.

Le 9, Université Paris-III-Censier, 19 heures, 30 F.

Santos Chillemi

Argentin, pianiste, Santos Chillemi compte tangos et milongas d'accents de jazz. Un album vient de paraître avec Eddie Gomez à la basse, Peter Erskine à la batterie et Louis Scialoja à la clarinette.

Le 9 à 20 h 30, Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Entrée libre.

La sélection « Classique » a été établie par Alain Louchet.

« Jazz » : Francis Marmande.

« Rock » : Thomas Sotinel.

« Chanson » et « Musiques du monde » : Véronique Mortaigne.

du 18 mars au 19 avril 1992
L'HISTOIRE DE KANDU ET PRAMLOTCHA
Malavika, Nita Klein
Mohammad Torabi, Babak Peshkshnia
avec le concours de la Fondation Beaumarchais

POCHE MONTPARNASSE LOC. 45 48 92 97
CLOTILDE ET MOI
d'après OCTAVE MIRBEAU Spectacle conçu et réalisé par MARION BERRY
avec PATRICK ALEXANDRE - ERIENNE BERRY - RAPHAËLE GUILLEAU
Beau et épatant spectacle folklorique et de grande tenue - LE MONDE

REPRISE EN RAISON DU SUCCÈS - PRESSE UNANIME
Nominations Molières 89 - Prix Jean-Jacques Gautier 89
Prix du Syndicat de la Critique - Prix Charles Dutoit (Fondation de France)
JOURNAL D'UNE PETITE FILLE
de H. von Hup-Hofmann - mise en scène Pierre Tardard
adapté et interprété par MARION BERRY

THEATRE OUVERT JARDIN D'HIVER
LISBETH est COMPLÈTEMENT Pétée
d'Armando Llamas
mise en scène de Michel Didym
42 62 59 49

théâtre de la bastille
7 au 30 Avril
21h - dim 17h - relâche lundi
HALL DE NUIT
Chantal Akerman
Amah Desclozeaux
13 au 30 Avril
19h30 - dim 19h30 - rel. lundi
LES DELIES
Marc François
43 57 42 14
76, RUE DE LA ROQUETTE 75011 PARIS

LA SÉLECTION

ARTS

Nouvelles expositions

**Louis Faure,
Lee Friedlander**

Connu comme photographe de mode (*Harper's Bazaar*, *Charm*, *Vogue*), Louis Faure, admirateur de Walker Evans et de Robert Frank, présente son travail personnel réalisé uniquement dans les rues de New-York. Dans ses formidables autoportraits, Lee Friedlander utilise son corps et son visage comme trace de sa présence ou comme modèle à bon compte, hors de tout narcissisme.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 17 h. Du 9 avril au 1^{er} juin. 25 F (entrée du musée).

Dessins de Rodin

Pour fêter la parution du cinquième et dernier tome de l'inventaire des dessins de Rodin, dont le musée, rue de Varenne, possède la plus belle collection du monde : 7200 numéros, qu'il a fallu trier, séparer des faux, regrouper, essayer de dater. C'est ce travail de recherche qui est exposé.

Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne, Paris 7^e. Tél. : 47-00-01-34. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 h 45. Du 14 avril au 19 juillet. 21 F.

Hommage à Charles Sterling

Une vingtaine de tableaux du Maître de Montlins à Matise y sont confrontés aux commentaires de l'éminent historien de l'art (et conservateur au musée du Louvre de 1929 à 1961). Qui a fait connaître la peinture française du dix-septième siècle et révélé La Tour, a beaucoup étudié la nature morte et encore plus les primitifs français.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaurès - côté jardin des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15, un lundi sur deux et tous les mercredi jusqu'à 21 h 15. Du 10 avril au 22 juin. 31 F (début d'entrée au musée).

Paris

Dans les parages de Lautrec

Le Musée d'Orsay se devait d'accompagner l'exposition Lautrec de quelques dossiers. Qu'il faut savoir trouver ! L'un traite des architectures du spectacle, l'autre évoque le cabaret du Chat noir, un troisième porte sur les photographies

de la Loie Fuller, un quatrième rappelle Maxime Dethou à notre bon souvenir. Enfin il est question des « arts incertains » dont les expositions, pendant dix ans (de 1882 à 1893), ont fait régner tout Paris.

Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris 7^e. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi, de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 31 mai. 27 F (billet d'accès au musée).

Clodion, sculpteur

Claude Michel, surnommé Clodion, sculpteur au temps de la Révolution et de l'Empire, a produit en abondance des petites galanteries en terre cuite, qui ont fait sa réputation. L'exposition (une centaine d'œuvres) le montre sous d'autres jours : monumental, traitant la pierre et le marbre, et pratiquant le bas-relief.

Musée du Louvre, hall Napoléon. Entrée par la pyramide, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 29 juin. 36 F.

Cubismes tchèques

Pendant une quinzaine d'années, de 1910 à 1925, est apparu à Prague et en Bohême ce qu'il est convenu d'appeler le cubisme tchèque. Inspiré par le cubisme français, ce mouvement empruntait aussi à l'expressionnisme allemand, voire norvégien. La peinture, le design sous toutes ses formes, ont participé cette école, mais aussi, et cela donne un résultat étrange, l'architecture : comment être en effet architecte cubiste et se jouer de l'angle droit ?

Centre Georges-Pompidou, Galerie du CCI, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 17 mai.

Rupprecht Geiger

Apprécié outre-Rhin, mais pratiquement inconnu en France, Rupprecht Geiger (né en 1908, à Munich) est un peintre qui travaille la couleur, le rouge en particulier, depuis vingt ans. L'exposition de l'hôtel des Arts rappelle ses débuts dans les années 40, sa défense de la peinture non figurative au sein du groupe Zen 49, avec Baumeister et Bisser, et insiste sur ses « monochromes » récents.

Fondation nationale des arts. Hôtel des Arts, 11, rue Berryer, Paris 8^e. Tél. : 42-80-71-71. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 18 mai. 18 F.

Emmet Gowin

D'abord concentré sur les liens qui unissent la famille, le photographe américain Emmet Gowin a élargi son objectif à la géographie et à la nature, au paysage et à la menace nucléaire. Epris de spiritualité, ce proche de Walker Evans et de Frederick Sommer s'attache aujourd'hui à faire le lien entre l'homme et son environnement. Est-il le premier photographe écologiste ?

Espace photographique de Paris, nouveau forum des Halles, place Carpeaux - 4 à 8, grande galerie, Paris 1^{er}. Tél. : 40-26-87-12. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 18 heures, samedi, dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 23 mai. 10 F.

Paul Hankar

Venue comme il se doit de Bruxelles, cette exposition révèle un des maîtres de l'art nouveau, dont la capitale belge fut un remarquable foyer, bien au-delà de la célébrité du seul Horta. Bruxelles, impitoyable pour son patrimoine, a fait beaucoup disparaître de l'œuvre de Paul Hankar, comme tant d'autres chefs-d'œuvre. Comme le massacre n'est pas

près de s'arrêter, il faut aller visiter cette exposition non seulement pour le plaisir, mais par esprit de solidarité.

Centre Walloon-Bruxelles à Paris, 127-129, rue Saint-Martin, Paris 4^e. Tél. : 42-71-26-16. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 7 juin. 20 F.

Louis I. Kahn

Des ronds, des carrés, des triangles, des doubles peaux de béton, des piliers à lumière : l'architecture de Louis Kahn s'expose au cinquième étage du Centre Pompidou dans une mise en scène d'Arata Isozaki. L'occasion de découvrir l'œuvre de cet Américain méconnu en Europe.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 4 mai.

Ellsworth Kelly

Le savait-on ? C'est à Paris, où il a vécu plusieurs années, après la guerre, que le peintre américain Ellsworth Kelly a forgé son art abstrait dur et pur. Des dessins, des collages, des photographies (inédites), de murs et fenêtres de l'île Saint-Louis comme notes de travail, en sont des peintures témoignages de ses recherches d'alors. Presque une leçon.

Galerie nationales du Jeu de Paume, 1, rue de la Concorde, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 21 h 30. Jusqu'au 24 mai. 30 F.

Les Lantres de Lautrec

Lautrec lithographe et affichiste en deux cent cinquante-trois numéros, du café-concert au champ de course, en passant par le bordel : c'est plus qu'un complément à l'exposition du Grand Palais. Les œuvres sont extraites du fonds conservé à la Bn, en particulier du don que le comtesse de Toulouse-Lautrec avait fait en 1902, peu de temps après la mort de son fils.

Bibliothèque nationale, galeries Massart et Mazur, 1, rue de la Harpe, Paris 5^e. Tél. : 47-03-81-10. Tous les jours de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 31 mai. 30 F. 20 F avec un billet du Grand Palais. Conférence à 18 h 30 mercredi 8 avril.

Les Vikings

Les Vikings étaient-ils ces brutes assoiffées de sang et de pillage que nous décrivait les chroniques médiévales ? Une exposition ambitieuse, organisée avec le concours des musées de Stockholm, d'Oslo et de Copenhague, nous présente des objets trouvés pour le négoce, des navigateurs habiles, des artisans inventifs et des poètes à l'imagination fertile. Une civilisation qui, très tôt, a su intégrer les apports extérieurs.

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston Churchill, pl. Clemenceau, av. Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 12 juillet. 40 F.

Machines d'architecture

Treize architectes internationaux de la tendance branchée explorent vaillamment toutes les formes d'art, de la peinture au théâtre, susceptibles d'apporter un petit ou un grand quelque chose à un métier, le leur, et à une pratique, inventer la ville, dont ils considèrent l'avenir comme bouché. En fait, se recrée un ancestral va et vient entre l'utilité et l'esthétique, auquel il ne manque que la solidité pour faire un parfait hommage à Vitruve.

Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture, Jouy-en-Josas, 78000. Tél. : 39-55-46-46. Tous les jours sauf dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 21 avril. 25 F.

Richard Parkes Bonington

Passant le Channel en 1817, Richard Parkes Bonington fut l'élève de Louis Francia à Calais, puis du baron Gros à Paris. Après quoi il se voua au paysage, à la peinture des ruines des abbayes normandes et plus généralement aux pittoresques, dans l'ancienne France, à Londres (avec Delacroix) ou à Venise. Il mourut à vingt-six ans, sans avoir pu réaliser son rêve de grande peinture d'histoire.

Musée du Petit Palais, av. Winston Churchill, Paris 8^e. Tél. : 42-65-12-73. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 17 mai. 35 F.

Georges Rouault

S'il est un peintre expressionniste français, c'est bien Rouault dans la première décennie du siècle, lorsqu'il peint prostituées, juges et figures de cirque avec ferocité. Pour illustrer ces débuts mal connus - à tort - de l'artiste, une centaine de peintures, aquarelles, encres et céramiques ont été rassemblées.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 4 mai. 32 F.

Sima

On connaît mal Josef Sima, une grande figure tchèque, qui comme l'avait fait Kupka, établit un pont entre la scène artistique tchécoslovaque et Paris. En silence, il glissa à travers plusieurs courants de la peinture abstraite, du cubisme à l'art informel, évolua dans les parages du surréalisme, finit par trouver sa lumière, dans le dedans des tableaux. En quelque deux cents œuvres, une rétrospective, accompagnée d'une exposition documentaire sur le « Grand Jeu » et d'un parcours à travers une quinzaine d'ateliers d'artistes de Prague et de Bratislava.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 21 juin. 35 F (comportant l'entrée de l'exposition « Le Grand Jeu »).

Souvenirs de voyages

En une centaine de documents illustrés, les notes et les impressions enregistrées ici et là, on les a, par Delacroix, Chassériau, Corot, Boudin, Gauguin, Redon et quelques autres voyageurs.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaurès - côté jardin des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15. Jusqu'au 18 mai. 31 F (prix d'entrée du musée).

Toulouse-Lautrec

De tous les artistes célèbres de la fin du dix-neuvième siècle, Toulouse-Lautrec était un des derniers à ne pas avoir eu droit, depuis longtemps, à une grande rétrospective. Il ne perdait rien pour attendre : tous les médias s'en mêlent, l'exposition - 200 peintures, gravures, dessins et affiches - ne peut avoir qu'un succès monstre.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Réserv. billets au 48-04-38-86 (de 11 heures à 18 heures), par Minibus 3615 Lautrec et Franc. Jusqu'au 1^{er} juin. 50 F.

Galleries

Etienne-Martin

Retour sur des *Demeures* anciennes, pour mieux approcher les bois récents taillés directement dans de l'if, du noyer, ou du chêne, et comme toujours dans la sculpture d'Etienne-Martin, chargés de significations symboliques.

Galerie Arcaïol, 9, av. Marignan, Paris 8^e. Tél. : 42-89-16-18. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 2 mai.

Gérard Pascual

Un conteur rêveur, qui donne dans l'environnement litténaire, et se plaît à projeter son univers en cercles et en lignes de petites images sidérales. Les menus travaux de Pascual présentés à Paris avaient été installés au Musée de Brou, au printemps dernier.

Galerie Baudouin Lebon, 38, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris 4^e. Tél. : 42-72-09-10. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 avril.

Hommage à Germaine Richier

Cela doit faire près de trente ans qu'il n'y a pas eu d'exposition Germaine Richier à Paris. Soit presque depuis la mort du sculpteur de l'*Araignée*, de l'*Ogre*, de l'*Hydre* et nombre d'autres êtres fantastiques, au corps en lambeaux. L'hommage est donc bienvenu.

Galerie Odiermann-Cazaux, 85 bis, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. Tél. : 42-86-92-88. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 18 mai.

Rolf Iseli

Coups de crayon intempestifs, giclées de couleurs, les de maître... si violents, si lumineux, si puissants il y a chez ce Suisse, qui parfois fait penser à Arnf Rainer, elles ne balayent pas tout. Sous les griffures : la plage, une colline, un visage, des passages doux. La double exposition du Centre culturel suisse et de la galerie Philip permet de découvrir aussi le gravure.

Galerie Philip, 14, rue Sainte-Anastasse, Paris 3^e. Tél. : 48-04-58-22. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 24 mai.

Henry Moore

Des objets en quantité, des or et des pierres trouvées, des sculptures de formes civilisations, des dessins et des tableaux de Seurat, Carrière, Vuillard ou Redon y sont mêlés aux œuvres de Moore, dont la maison a été reconstituée par l'architecte Christian Germain. Pour ce « Moore intime », tellement moins connu que le sculpteur monumental, Didier Imbert a mis les petits plats dans les grands.

Galerie Didier Imbert Fine Arts, 18, av. Marignan, Paris 8^e. Tél. : 45-62-10-40. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures, lundi de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 24 juillet.

Morandi

Des paysages, des fleurs, quelques bouteilles et pots sur un bout de table, avec ombre portée et contour tremblé dans les cercles, les gris, les nuances palpables : On n'est pas obligé d'aimer Morandi le Bolonais sans âge, mais on avouera qu'il est inimitable.

Galerie Claude-Bernard, 7-9, rue des Beaux-Arts, Paris 6^e. Tél. : 43-26-97-07. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 2 mai.

Claes Oldenburg

La dernière fois qu'une galerie parisienne exposa le célèbre Oldenburg, pop Artiste d'origine grandiose. C'était en 1964, chez Sonnabend. Aussi peut-on parler d'événement à propos de cette réunion, galerie Crousel-Robelin, de 12 sculptures et d'une série de dessins, aquarelles et gouaches sur Paris.

Galerie Crousel-Robelin Sama, 40, rue Quincampoix, Paris 4^e. Tél. : 42-77-38-87. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 18 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 avril.

Daniel Pontoreau

C'est un sculpteur tout terrain, qui travaille bien ses matières : terre, fer, verre, caoutchouc, fils et filins, dont il tire des formes simples, mais contrastées, qui ne sont jamais tout à fait géométriques ni tout à fait naturelles. Et qu'il met en relation dans l'espace.

Galerie Patricia Dorfmann & Laurent Roux, 39, rue de Charonne, Paris 11^e. Tél. : 47-00-36-89. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 h 30 à 19 h 30. Jusqu'au 9 mai.

Régions

Aries

Zadkine

Il y avait longtemps que l'œuvre de Zadkine n'avait pas fait l'objet d'une exposition. Depuis vingt ans. Celle que propose le Musée Réattu réunit des bois et des pierres éclairant le parcours austère du statuaire tout au long de la première moitié du siècle. A l'espace Van-Gogh sont exposés les gouaches plus libres des années 20.

Musée Réattu, 10, rue du Grand-Prieuré, 13200. Tél. : 90-49-37-58. Tous les jours de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures, samedi, dimanche et fêtes de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 juin. 20 F.

Espace Van-Gogh, rue du Président-Wilson, 13200. Tél. : 90-49-39-03. Tous les jours de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 juin.

Marseille

Magritte

Exubérantes, burlesques, pittoresques et de mauvais goût, une série de peintures à l'huile exécutées à la hâte, en 1948, en vue d'une exposition à Paris. Provocation dans la tradition surréaliste, ce pied de nez à l'art du bien pensé pris dans la capitale française reçoit plutôt deux fois qu'une caution de Louis Scutenaire, qui préface le catalogue.

Musée Cantini, 19, rue Grignan, 13006. Tél. : 91-54-77-75. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 3 mai.

Meymac

Brigitte Nahon, Ernesto Taffore

Brigitte Nahon est un sculpteur français d'une trentaine d'années. Ernesto Taffore vit à Naples, est plutôt peintre, et a vingt ans de plus. On peut cependant trouver des points communs aux deux artistes exposés à Meymac, pour le printemps : un goût pour les constructions et les images légères, précieuses, en référence amicale à l'art conceptuel. Non sans poésie.

Centre d'art contemporain, abbaye Saint-André, 19250. Tél. : 95-95-22-30. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 mai. 16 F.

Saint-Etienne

Craigie Horsfield

Lois de l'anecdote et du document sociologique, le photographe britannique Craigie Horsfield réalise des portraits, paysages urbains et nus tirés en grands formats et d'un noir et blanc à la texture tendue.

Musée d'art moderne de Saint-Etienne, Le Terrasse, 42000. Tél. : 77-53-58-56. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 18 mai.

Villeneuve-d'Ascq

Yvon Lambert collectionne

Yvon Lambert a été l'un des premiers à défendre les artistes conceptuels et minimalistes : Carl Andre, Sol LeWitt, Robert Rymann notamment ; et à exposer le Land Art, et Buren, et Toroni, et Deuze, et bien d'autres, dont Combès et Barcelo ; et à aimer très fort l'œuvre de Cy Twombly. Sa collection personnelle, qui est présentée simultanément au musée de Villeneuve-d'Ascq et au musée de Tourcoing, est à l'image des engagements du galeriste.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20-05-42-46. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 avril.

La sélection « Arts » a été établie par Geneviève Breerette « Architecture » : Frédéric Edelman « Photo » : Michel Gazarin

CRÉATION de Alain Gautré
Mise en scène de Jean-Claude Fall

Chef lieu

La résistible ascension d'un parti d'extrême-droite

Lucien Marchal
Alain Mottet
Laurent Schilling
Edith Scob

du 31 mars au 26 avril

Comédie historique en marge de l'histoire de Friedrich Dürrenmatt

Romulus le Grand

Mise en scène de Louis-Guy Paquette
Musique de Kasper T. Toeplitz

du 1er au 26 avril

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen de repas - J... H. : ouvert jusqu'à... heures.

DINERS

RIVE DROITE

COZ, 32, rue Saint-Georges, 9. 42-78-42-93-41
F.Dim. Lundi soir
ARRIVAGE JOURNALIER DE POISSONS FRAIS, CRUSTACÉS, PLATEAU DE FRUITS DE MER. CARTE 300 F. Menu de la mer, le soir, 150 F TC.

LE RELAIS D'EGUENHEM, 11, rue de la République, 11
Branche moderne
T.L.J. service cant. de 11 h à 2 heures du mat. Huitres et fruits de mer toute l'année. Poissons de marché. Crustacés. Menu-carte 160 F (ent., plat, café, vin comp.). Repas d'aff.

LE COUSINIER, 16
45-20-47-35 et 45-25-53-25
Le restaurant où vous ne serez jamais déçu. Spécialités de poissons, viandes, plats français. Cuisine faite par le patron. Menu-carte à 85 F et 150 F. Petits salons.

RIVE GAUCHE

NOS ANCIENS LES GAULOIS 46-33-66-07 et 66-12
39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4
Unique au monde. Cadre fin 17^e. Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 175 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.

RESTAURANT THOUVENOT 47-05-49-75
79, rue Saint-Dominique, 7
Spécialité de coq au vin et de cassoulet au coq au vin. Service jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Dim. service continu de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.

SOUPERS APRÈS MINUIT

ALSACE A PARIS T.L.J. 43-26-89-36
9, pl. Saint-André-des-Arts, 6 - Salons
CROUCHOUTES, grillades, POISSONS
DÉGUSTATION D'HUITRES ET COQUILLAGES
Pâtisserie - Grands crus d'Alsace.

LES GRANDES MARCHES
AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE
La bonne adresse du quartier. HUITRES toute l'année. POISSONS DU MARCHÉ
Plats traditionnels. Vins à découvrir.
DÉCOR « Bragère de luxe »
JARDIN
T.L.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin.
6, place de la Bastille, 43-42-90-32.

هنا من الأضواء

THÉÂTRE



Les Frères Zenith

Si cet homme s'accroche avec autant d'énergie au mur, c'est qu'il ne s'agit pas d'un mur ordinaire, c'est que derrière se cache toute une usine, avec des machines quasi diaboliques. On ne les voit pas, on les entend vomir. Parfois, on aperçoit au-dessus de la crête une tête qui tressaute dans la fumée. Quand les Frères Zenith – Philippe Duquesne (sur la photo), Jean-Marc Bihour, François Morel, Philippe Rousche et Jérôme Deschamps – ont terminé leur travail, ils s'affalent sur des tabourets, ou s'adosent à ce mur « incontournable », au sens le plus strict. Dans le landau, il n'y a pas d'enfant – le monde des Frères Zenith est exclusivement mâle, et même adulte, si l'on s'en tient aux apparences. Dans le landau, il y a des bouteilles. Mais, si les Frères Zenith ne dédaignent pas le vin, ce ne sont pas des épaves alcooliques. Entre ahurissement et fébrilité, ils cultivent le burlesque impassible, le sourire rusé, la malice, et, dans la salle, le rire explose.

MARC ENGBRAND

Les Pieds dans l'eau

Ils habitent sur un toit qui pourrait être une cour ouverte sur le ciel. Ils se sont bricolés des guérites, des appareils à se compliquer la vie. Ils s'affairent toute la journée, et, lorsque vient l'heure du repos bien gagné, se racontent ce à quoi ils ont échappé. Quelques mots, quelques gestes leur suffisent pour se comprendre. Apparemment, il n'y a pas grand-chose à comprendre d'ailleurs, mais il ne faut pas s'y fier. La planète Deschamps est un magma d'ambiguïtés. Amabilité et hargne, égoïsme et générosité, paresse et agitation s'imbriquent si étroitement que les réactions et les comportements en sont comme désarticulés. Ici, c'est le comique du décalage qui prime. On devine bien ce que les gens vont faire, le tout est de savoir quand, et ce que ça va déclencher – des réponses évidemment démesurées. Les Pieds dans l'eau, ou l'art de provoquer des ouragans – de rire – dans le creux des vagues, dans la course après le temps... La nuit tombe, les jours se suivent, il pleut sur le décor désert. Entre les rires, la poésie.

MARC ENGBRAND



Lapin chasseur

C'est, en deux parties simultanées, la vie d'un restaurant. D'un côté la cuisine, où l'on s'affaire furieusement, où s'accomplit le cérémonial compliqué de la bouffe. Chacun a sa tâche bien ciblée, et l'ensemble doit fonctionner comme un tableau d'ordinateur, une mécanique de précision, un mouvement d'horlogerie. Tout doit, tout devrait, mais bien entendu, de maladroites en fantaisies, des grains de sable comme des rocs viennent gripper la mécanique, qui hoquette, souffle, grogne, s'emballe, tandis que surgissent des serveurs furibonds... Car, pendant ce temps, de l'autre côté, il y a le diner, plus des attractions accompagnées par un pianiste d'une humeur de chien. A vrai dire, à l'exception de quelques innocents inconscients, tous sont d'une humeur de chien. Lapin chasseur exploite à fond les dérèglements du stress, ses ressources comiques, innombrables autant que surprenantes. Le meilleur, est que rien, dans cette double mécanique folle, n'est arbitraire. La logique Deschamps est inattaquable...

BERNARD ENGBRAND

TROIS SPECTACLES DE JÉRÔME DESCHAMPS A LA GRANDE HALLE DE LA VILLETTE

Pour un soir de bonheur

Jusqu'au 14 juin, Jérôme Deschamps et Macha Makeïeff installent à la Grande Halle de La Villette trois spectacles : reprise de *Lapin chasseur* et des *Frères Zenith*, première présentation à Paris des *Pieds dans l'eau* – créée au Théâtre de Nîmes (le Monde du 7 mars) –, plus diverses manifestations, dont une exposition et quelques concerts d'accordéon.

TROIS spectacles en alternance ! Il ne s'agit pas d'enfure mégalomane, pas tout à fait. Plus simplement, Jérôme Deschamps se sert de la scène pour représenter son monde, et son monde ne s'arrête pas au théâtre, ni à la juxtaposition, comme dans un festival ou une maison de la culture, de modes d'expression complémentaires. D'ailleurs ces trois spectacles, de même que les précédents, n'appartiennent pas à des catégories définies, dans la mesure, justement, où ils traduisent un « monde » singulier, conglomérat de paysages neutres, apparemment semblables à quelques détails précis – mais ce sont les détails qui comptent, – peuplés de personnages anonymes, interpersonnels, complètement à la masse, et à la marge de tout. Un monde qui n'est pas sans rappeler, en moins sentimental, celui de *Delicatessen*, le film de Jean-Pierre Jeunet et Marc Caro, admirateurs avoués de Jérôme Deschamps – entre autres.

Moins sentimental, c'est peu dire. Les personnages sont ici dépourvus de sentiments. Peut-être en ont-ils éprouvé à un moment ou un autre de leur existence, mais ils en ont perdu l'habitude et le souvenir. De temps en temps, un

vague élan les anime, qui tout de suite s'éteint. Leurs préoccupations sont immédiates, urgentes, concrètes. Ils ont sinon du travail, du moins des choses à faire. Des choses qui ne servent à rien, et les maintiennent en mouvement. Dès qu'ils ont terminé, ils s'endorment dans l'apathie. Pourtant, ils sont émués, formidablement proches, donc sympathiques.

C'est que d'abord, étant dépourvus de sentiments, ils ne connaissent ni méchanceté, ni haine, ni envie. Un peu la peur, et la colère par brefs accès vite oubliés. Enfin, ils possèdent une fantastique capacité de bonheur, d'autant plus aigu que les occasions sont rares. Un rêve à leur mesure, un seul, habite leur cerveau : fabriquer une machine aussi compliquée qu'inutile, faire la majorette... Ils nagent dans la certitude qu'un jour ils y parviendront. Alors ils attendent patiemment et, le moment venu, se lancent avec l'enthousiasme de l'innocence. On se souvient, dans *La Veille*, – soir de fête dans une MJC – de la jeune fille sage en jupe beige, qui, après avoir docilement servi la soupe à tout le monde, pouvait enfin saisir sa guitare, chanter en solo *Sacro et Vancetti* et se prendre pour Joan Baez. Sa joie l'illuminait.

Confondre insolence et mépris, faire rire en grimâçant les ridicules des autres est facile. Traquer l'humanité au travers des ridicules, de la maladresse, de la stupidité, de la cupidité, est plus intéressant, et beaucoup plus drôle. C'est le truc de Deschamps, on pourrait dire son vice. Dès son premier rôle public – il jouait un arpenteur dans un spectacle de Daniel Mesguich à propos du *Château de Kafka*, – il imposait un type de comique en déséquilibre, une façon de se tenir au bord du gouffre, observant l'invisible. Il ne fait certes pas de cadeau, mais on ne peut pas tout à fait parler de son propos d'humour grinçant : il met le doigt sur ce qui grince dans l'ordonnement de la pensée, dans les comportements. Si les personnages de Deschamps ne savent pas aimer, lui les aime.

De façon impitoyable, et avec beaucoup de respect, il n'en fait pas des cas sociaux, ne veut pas les « éduquer », ne joue pas les missionnaires, ne cherche pas à changer leur destin ni à l'améliorer d'aucune façon. Il n'entre pas dans leur intimité et, s'il met en rapport des hommes et des femmes, il ne tient pas compte de leurs fantasmes sexuels. A vrai dire, dans *Les Petits Pas* – soir de fête parmi les pensionnaires d'une maison de retraite pour artistes de variétés, – on percevait des arrière-plans d'idylles, probablement dus à la personnalité des comédiens, de vrais ex-artistes de variétés au cœur toujours vivace en dépit de l'âge, et pour qui la séduction demeure une raison de vivre.

Car la base du spectacle, ce sont les gens, toujours. Ceux que Jérôme Deschamps repère et rassemble, et qui peu à peu s'intègrent à son monde, lui apportent leur propre folie, le font bouger, lui donnent, comme on dit, une identité ethnique – culturelle. La cohérence est essentielle. Sinon, puisque la représentation est composée d'une suite de moments inattendus – comme des hoquets, – elle s'effiloche.

Au début, c'était simple, il y avait la famille Deschiens, une bande d'ahuris, embrimés au gros rouge, liés par leur passé, érucant quelques grémissements, divaguant soudain dans la pure fantaisie surréaliste. A présent, la famille a éclaté, remplacée par des groupes : bénévoles de la MJC, chanteurs retraités, employés d'un restaurant à attractions – Lapin chasseur – ou d'une fabrique de rien, d'on ne sait pas quoi – les Frères Zenith – ou simplement voisins – les Pieds dans l'eau. Et ils parlent. Tout au moins les silences sont coupés de bribes de phrases presque construites (1). La place des phrases, le nombre des syllabes restent aussi fixes que les notes d'une partition, car elles déclenchent les acrobates d'activités révéreuses, les extravagantes batailles entre les personnages humains et leurs doubles de machines – à brayer des bouteilles, à découper de la viande, à ouvrir et fermer les portes, etc. – qui font le spectacle.

C'est là qu'interviennent les gens. Ailleurs, la plupart du temps, les comédiens ont à leur disposition un texte ou des situations ou même les deux. Chez Jérôme Deschamps, c'est plus ambigu, ils doivent donner un air d'évidence à l'absurde le plus total, se démenant dans un chaos mécanique dégingé, frôler tous les dangers... Leur chemin est miné. Un pas de côté et ils s'effondrent dans la débilité, une mimique de trop et ils deviennent odieux. Inconscients et attentifs, ils avancent sur le fil du rasoir avec une précision époustouflante, gardant en même temps quelque chose de rugueux, de dangereux qui les préserve du cabotage.

Avec eux, en eux, ils portent ce quelque chose que Jérôme Deschamps traque un peu partout dans la rue, le métro, au bistrot, dans un regard, un sourire, dans un éclair de décevoir meurtrier, d'espoir insensé. Ni comédiens ni amateurs, ce sont des mutants : les habitants de la planète Deschamps.

COLETTE GODARD

(1) Exception : dans *La Veille*, l'animateur culturel barbu, en velours côtelé et sandales – Jérôme Deschamps lui-même – tenait des grands discours en langue de bois qui ont fait exploser de rire les animateurs culturels présents dans le public, à Avignon notamment, où le spectacle avait été présenté en avant-première.

* Du mardi au samedi à 20 h 30, matinées samedi et dimanche à 17 heures. Les *Pieds dans l'eau* : du 6 au 11 avril, du 28 avril au 3 mai, du 19 au 24 mai, du 9 au 14 juin ; Les *Frères Zenith* : du 14 au 19 avril, du 2 au 7 juin ; *Lapin chasseur* : du 21 au 26 avril, du 5 au 17 mai, du 26 au 29 mai. Le samedi 30 mai, intégrale des trois spectacles. Exposition : « Le grand ordinaire et le petit ménage » inventaire de tout ce qui circule de spectacle en spectacle, les jours de représentations, à partir de 18 h 30. Concerts : Occor d'accordéon, les 9, 16, 30 avril, les 21 et 30 mai, les 4, 11, 14 juin.

Renseignements et réservations : la Grande Halle de La Villette, tél. : 40-03-39-03 et la FNAC, Virgin, sur Minitel : 3615 FNAC, 3615 THEA.